

LIRE PAGE 3

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Folvet

Algeria, 1.30 dr.; Maroc, 1.60 dr.; Tunisie, 1.30 m.;
Algemenze, 1 DM; Autriche, 11 sch.; Belgique,
13 fr.; Canada, \$ 0.75; Banarout, 3.50 fr.;
Espagne, 35 pes.; Grande-Bretagne, 20 p.; Grece,
20 dr.; Iran, 45 rls; Italie, 350 l.; Liban, 175 p.;
Luxembourg, 13 fr.; Norvege, 2.75 kr.; Pays-Bas,
7.25 fl.; Portugal, 17 esc.; Souda, 2.55 kr.;
Suisse, 1 fr.; U.S.A., 65 cts; Yougoslavie, 10 B. din.

Tarif des abonnements page 28
5, RUE DES REALISÉS
75227 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. 6391-23 Paris
Télex Paris n° 63057Z
Tél. : 246-72-73

La réduction des forces en Europe

L'erreur de la France est d'avoir trop longtemps méprisé, légitimement ou non, les négociations directes de désarmement. Les absents ont toujours tort. En décidant de préparer un plan de désarmement français et en le confiant à M. Taittinger, M. Giscard d'Estaing a montré qu'il s'en rendait compte.

Les relations culturelles et commerciales au centre des entretiens

Outre le problème de la détente en Europe, M. Barré abordera avec ses interlocuteurs certaines questions bilatérales, comme les échanges culturels et commerciaux. M. Rossi, ministre français du commerce extérieur, participera à ces discussions.

De notre envoyé spécial

Sans bruit, la Hongrie de M. Kadar s'est acquiescée ces derniers mois une plus grande place, non

SANS-BAYURES

C'est pourquoi on se prend à rêver d'une généralisation de l'ensemble des policiers marseillais : bandoliers envermes inoffensives, les membres de la brigade antibagno se seraient ainsi plus tentés de jouer les cow-boys.

nous déclare M. Ségard, secrétaire d'État aux P.T.T.

● De nombreux usagers s'étonnent de voir les postes et les télécommunications racheter des services. Les syndicats vous reprochent de développer un esprit « commercial » dans votre administration. Les usagers vous reprochent d'être un service public ou un service rentable ?

Les postes et les télécommunications doivent être un service public rentable. Ce n'est pas une boutade.

P.T.T. se dis-
posent à dire que
cière soit supportée par le bud-
get général de l'Etat et non par
les usagers des P.T.T.

Propos recueillis par
ALAIN FAUJAS.

cière soit supportée par le budget général de l'Etat et non par les usagers des P.T.T.

Propos recueillis par
ALAIN FAUJAS.

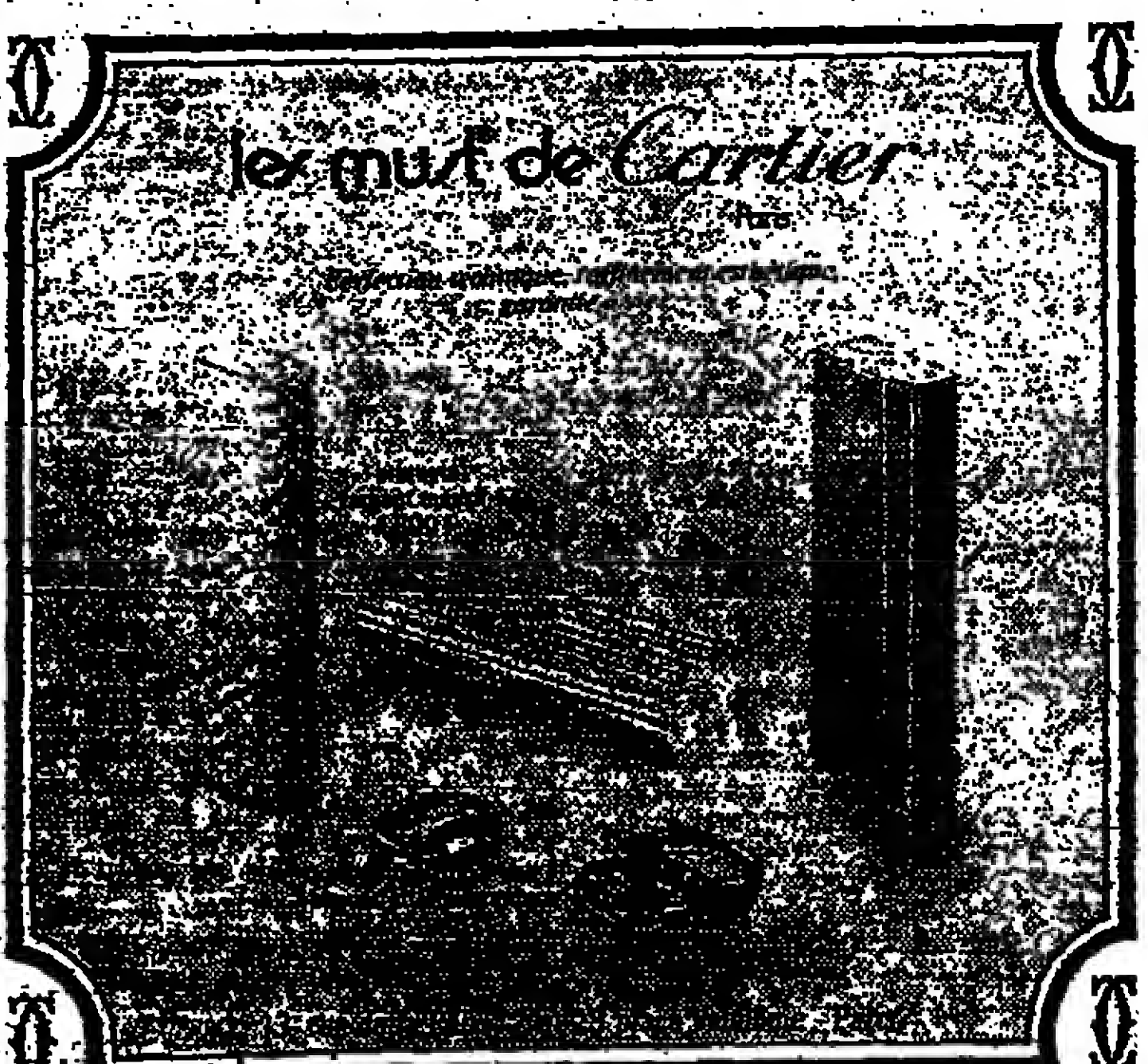
Vies d'artistes

Souvent, l'auditoire a eu l'habitude d'être instruit de détails peu connus, voire inédits. Ainsi M. Jean Mistler, secrétaire perpétuel de l'Académie française, donne une sorte d'« avant-première » du *Journal* de Cosima Wagner, dont la traduction dans notre langue est en instance de publication. En allemand d'ailleurs, sa sortie est toute récente. On assiste notamment aux « réactions quotidiennes, fidèlement notées, du maître de *Tristan* et de *l'Anneau*... »

A propos des petits événements et des grands, de la naissance de leur fille Scientia : *La soif* venait

de sa lever au-dessus du Rhigi et
l'empêché dans la pièce ses premiers
rayons. Richard fondit en larmes. »
Il est aussi question des longues et
difficiles négociations avec Hans de
Bülow, tout jeune époux légal de
Cosima, relatives à leur divorce. Ce
drame est aussi le théâtre de l'imposante
dramaturgie du pour et du contre
de s'atteler au Trépas de des deux
sibyls Siegfried et Crémus. Il porte sur
ses contemporains (musiciens) des
jugements rarement bienveillants. En
revanche, il met Bach, Mozart et
Beethoven à leur juste place. Il
répond à Nietzsche, se faisant l'écho
de l'opinion prétendant que Mozart
avait inventé la musique à intrigue :
« les intrigues, la contrainte, il a dissous
les intrigues et la contrainte, il a dissous
tout jusqu'à la Liza. » (le père de
Cosima). Il critique néanmoins l'orchestration
des Poèmes symphoniques.

JEAN-MARIE DUNOYER.
(Lire la suite page 16.)



Le Monde

étranger

LES DÉVELOPPEMENTS DES CRISES EN AFRIQUE

LE CONFLIT DU SAHARA OCCIDENTAL

Deux techniciens français et quinze Mauritanien
sont portés disparus près de Zouérate

Le Polisario et Nouakchott font état de violents combats

Deux Français et quinze Mauritanien composent une équipe d'entretien de la voie ferrée qui relie sur quelque 600 kilomètres le centre d'exploitation minière de Zouérate au port minéralier de Nouadhibou, en Mauritanie. Portés disparus depuis la fin de l'après-midi du mardi 26 octobre, cette information a suscité la plus vive inquiétude à Nouakchott, où l'on craignait même que l'équipe n'ait été enlevée par le Front Polisario. Les techniciens et ouvriers disparus, qui travaillent pour le compte du Comptoir minier du Nord (Cominor), filiale de la Société nationale industrielle et minière mauritanienne (S.N.I.M.), se trouvaient, selon un dernier contact radio, à 60 kilomètres au sud-ouest de Zouérate. Il ne semble pas qu'ils aient été protégés par une escorte militaire.

La disparition de cette équipe de la Cominor intervient trois jours après une attaque des mauritanien-sahraouis contre le train qui achemine le minerai de fer vers la côte. Cette attaque, qui a eu lieu le samedi 23 octobre, s'est soldée selon des informations recueillies à Nouakchott, par la mort de six soldats au moins et d'un mécanicien mauritanien. Deux autres militaires de l'escorte ont été blessés et quinze ont disparu.

CORRESPONDANCE

L'angoisse des parents des cinq disparus du Sud marocain

Nous avons reçu de M. Jean Blanchot, de Dole, une lettre dans laquelle il nous rappelle la disparition dans le Sud marocain, en janvier 1976, de sa fille Colette, de quatre de ses camarades français et d'un jeune Marocain.

Tout la presse, écrit M. Blanchot, parle des six Français enlevés à Zouérate le 12 novembre 1977. Avec juste raison, l'opinion s'indigne et s'émue de ce drame. Mais plus que quiconque, les parents des cinq Français disparus en janvier 1976 dans le Sud marocain comprennent et partagent l'angoisse des familles concernées. Pour eux, en effet, près de vingt-deux mois se sont écoulés depuis l'enlèvement de leurs enfants, et l'angoisse continue. Or tout le monde semble avoir oublié ces six jeunes lycéens ou étudiants. Jean et Béatrice Guyot, Gilles et Nadine Pascon, Colette Blanchot et Fouad el Fali, étudiant marocain, qui, après avoir passé trois jours dans le chalet que la famille Pascon possède à Kmlila, dans le Sud marocain, ont disparu alors qu'ils avaient à peine parcouru 2 kilomètres sur le chemin du retour...

Le Front Polisario a annoncé, mardi, également que d'autres combats s'étaient déroulés le 21 octobre à Lemguenine, à l'ouest de Blalabou, à proximité de la frontière algérienne. Cent vingt-cinq soldats marocains au moins ont été tués, et cinquante autres blessés. Les troupes sahraouies auraient détruit quatre véhicules et deux engins blindés et récupéré un important lot d'armes et de matériel de guerre. Une autre opération, menée à Lebouir, se serait soldée par la mort de vingt-cinq soldats marocains et la destruction de six véhicules. Les dirigeants du Front Polisario viennent de lancer un « appel à la communauté internationale » à l'occasion de la Journée des Nations unies, exhortant « la conscience de l'humanité à faire valoir le droit à la liberté ». (A.F.P.)

A travers le monde

Corée du Sud

DES CENTAINES D'ÉTUDIANTS ont manifesté contre le gouvernement le mardi 26 octobre à l'université catholique Yonsei de Séoul. Une cinquantaine de personnes ont été arrêtées, affirmant des témoins. Suspendus au début du mois à la suite d'incidents analogues, les cours venaient de reprendre quand les manifestations ont commencé. (A.F.P., Reuters.)

Équateur

LA DÉMISSION DE DEUX MINISTRES EST RÉCLAMÉE par douze partis politiques équatoriens à la suite du massacre des travailleurs de la sucrerie Astra. Il s'agit du colonel Soliveri Jarrin et du général Jorge Salvador Chiriboga, respectivement chargés de l'intérieur et du travail. D'autre part, M. Galo Plaza, président du Tribunal suprême pour le référendum, est intervenu auprès du gouvernement pour que soit restauré un climat de paix, afin que la consultation populaire qui permettra de choisir un texte constitutionnel puisse se dérouler normalement le 15 janvier prochain. Des manifestations hostiles au gouvernement ont eu lieu le mardi 26 octobre dans plusieurs villes du pays pour protester contre les événements sanglants du 18 octobre à Guayaquil. (A.F.P., Reuters.)

Nicaragua

UN GROUPE DU FRONT SANDINISTE DE LIBÉRATION NATIONALE a investi, le mardi 25 octobre, la succursale d'une banque de Managua, retenant plusieurs personnes en otage. Les assaillants ont été maîtrisés par une brigade spéciale de la police. Tous les otages ont été libérés. Une femme membre du commandement a été blessée. Le détournement de cette banque tendue au Nicaragua, après l'échec de l'offensive du F.L.N. la semaine dernière. (A.F.P., Reuters.)

Pakistan

DEUX JOURNALISTES, M. Nazir Naji, rédacteur en chef du quotidien *Al-Baloch*, et M. Akbar Qureshi, rédacteur en chef d'un mensuel en langue ourdou, ont été arrêtés récemment pour avoir critiqué le régime militaire. A-t-on appris le mardi 24 octobre, d'autre part, cinquante-cinq personnes ont été appréhendées le dimanche 23 octobre alors qu'elles manifestaient en faveur de l'ancien premier ministre, M. Bhutto.

Rhodésie

UN PASTEUR DE L'ÉGLISE RÉFORMÉE NÉERLANDAISE, le révérend Andries Louw, 42 ans, marié, père de six enfants, a été tué dimanche 23 octobre, par des guérilleros nationalistes. (A.F.P.)

Tunisie

LA COUR D'APPEL DE Sfax a réduit, le mardi 26 octobre, les peines auxquelles onze Tunisiens avaient été condamnés le 9 septembre pour manifestation illégale, atteinte à l'ordre public et injures à l'encontre de personnalités officielles (le *Monde* du 14 septembre). L'arrêt ramène à un an la peine de trois ans de prison qui avait été prononcée. Six autres condamnés à deux ans de prison voient leurs peines réduites à six mois et trois mois. Quatre acquittements ont été prononcés. (Corr.)

LES TRAVAUX DE LA GRANDE COMMISSION TUNISO-LIBYENNE DE COOPÉRATION

ont pris fin le mardi 25 octobre à Tunis. Une coordination va être établie entre les plans de développement industriel de chacun des deux pays. Les moyens de transport terrestres, aériens et maritimes entre la Tunisie et la Libye seront renforcés et la Libye participera au financement des projets inscrits dans le V^e plan tunisien de développement. (Corr.)

Washington s'en tiendrait à des mesures de représailles économiques « non contraignantes »

LA RÉPRESSION EN RÉPUBLIQUE SUD-AFRICAINE

Le président Carter a annoncé, mardi 26 octobre, qu'il avait pris une décision au sujet des « sanctions » qui pourraient être prises par Washington à l'encontre de l'Afrique du Sud, en réponse aux mesures de répression récemment décidées à Pretoria. Tout en refusant de révéler ses intentions, il a néanmoins déclaré : « Nous détestons l'apartheid. (...) Il y a deux types de sanctions : celles qui frappent les ventes d'armes, et celles de nature économique. (...) Il nous faut trouver une parade à la menace sud-africaine qui pèse sur la paix en Rhodésie et en Namibie. Il nous faut également assurer la protection des droits du peuple sud-africain. Nous modifierons nos positions en fonction de ces trois objectifs. »

Après avoir précisé que les États-Unis, en l'espèce, souhaitent coordonner leur action avec les pays européens et les États amis de l'Afrique, M. Carter a, une nouvelle fois, assuré que Pretoria s'était engagé, par écrit, à ne pas se doter d'engins nucléaires. (Le *Monde* du 26 octobre.)

● A NEW-YORK, le Conseil de sécurité de l'ONU a poursuivi ses débats mardi sur la question de l'Afrique du Sud. Le commissaire aux affaires étrangères du Nigeria, M. Joseph Garba, a convoqué mardi, au Quai d'Orsay, l'ambassadeur sud-africain en France, M. Louis Pienaar, et lui a fait part de « l'émotion du

Selon notre correspondant Louis Wislizer, une double négociation extrêmement serrée s'est poursuivie en marge des débats entre Occidentaux et Africains d'une part, entre Américains, Français et Britanniques d'autre part. Les Africains exigent que la résolution qu'adoptera le Conseil invoque le chapitre 7 de la charte. S'ils sont prêts, dans un premier temps, à ne pas exiger des sanctions les plus dures — telles qu'un embargo économique — à condition qu'il soit fait état du chapitre 7, M. Young, l'ambassadeur américain, a soumis officiellement aux Africains une contre-proposition qui condamnerait le comportement du régime de Pretoria dans les termes les plus durs et préconiserait certaines mesures de représailles économiques (abolition des facilités fiscales pour les firmes travaillant avec l'Afrique du Sud, interruption de la coopération militaire avec ce pays, interruption de l'exportation de camions pouvant être utilisés par l'armée sud-africaine, etc.), mais selon les termes non contraignants — du chapitre 6 de la charte.

● A PARIS, M. de Guiringaud, ministre des affaires étrangères, a convoqué mardi, au Quai d'Orsay, l'ambassadeur sud-africain en France, M. Louis Pienaar, et lui a fait part de « l'émotion du

gouvernement français ». Celui-ci a ajouté le ministre déplore vivement l'attitude du gouvernement sud-africain qui lui paraît aggraver la politique d'apartheid qu'il a maintes fois dénoncée. ● A LUXEMBOURG, M. Henri Simonet, ministre belge des Affaires étrangères et président en exercice du conseil des ministres des Neuf, a déclaré que la Com-

munité européenne était « préoccupée et inquiète » devant l'aggravation de la répression en Afrique du Sud, et qu'elle envisageait d'effectuer prochainement une démarche auprès de Pretoria. Il a ajouté que la Belgique avait décidé, à l'instar des États-Unis et des Pays-Bas, de rappeler « pour consultation » son ambassadeur à Pretoria.

La mort en prison du dirigeant noir Steve Biko serait due à des blessures à la tête

De notre correspondante

Johannesburg. — Le rapport final de l'autopsie pratiquée par les médecins choisis par le gouvernement et par la famille de Steve Biko, « père » de la conscience noire, montrerait que celui-ci serait bien mort en prison des suites de blessures à la tête. Selon des personnes bien informées, les médecins seraient unanimes à déclarer que ces blessures auraient provoqué des dommages au cerveau entraînant une réduction de la circulation sanguine vers les autres organes, compliqués par une importante coagulation intra-méningée. Si les deux versions sont vraies, cela expliquerait la mort de Steve Biko. Les médecins légistes mentionneraient également des hémorragies sur le côté gauche de la poitrine. Le mort en prison, le 12 septembre dernier, de Steve Biko avait provoqué un tollé parmi la population noire, chez les Blancs « éclairés » d'Afrique du Sud et à l'étranger.

Le rapport des médecins a été remis par le procureur de la justice et des prisons, M. Jimmy Kruger, au procureur

général du Transvaal. Jusqu'à présent, M. Kruger s'est refusé à rendre publics les résultats de l'autopsie. Il a promis, en revanche, que le procureur se prononcerait dans les jours à venir sur l'opportunité d'ouvrir une instruction judiciaire (le *Monde* du 26 octobre). Il est fort probable que les arrestations, les bannissements et interdictions de la semaine passée ont un rapport direct avec l'affaire Biko et qu'elles ont notamment pour but d'éviter toute manifestation lors de la publication du rapport. Dans une récente interview à un quotidien américain, M. Kruger laissait entendre qu'il était possible que Steve Biko ait reçu des coups en se débattant, alors qu'on voulait lui passer les menottes au moment de son arrestation. Cette interprétation, qui pouvait à ses yeux justifier les blessures, perdrait cependant son poids si les médecins précisaient, dans leur rapport, que les blessures ont été infligées entre le huitième jour et la douzième heure avant la mort du dirigeant noir. Soit au minimum, une semaine après son arrestation. — C. C.

EN HAUTE-VOLTA

« Je te salue dans ta marche... »

« Nous savons que nous sommes des paysans, que les oiseaux ne volent pas tous à la même hauteur. Nous ne voulons pas être comme les riches de la ville. Nous voulons vivre mieux. » C'est humble et si libre confesse un villageois de Haute-Volta qui, extrait de Kan Kani (le salut dans la marche), le nouveau film-témoignage de Frères des hommes, tourné à Niakha, village perdu dans l'immensité sahélienne. Là-bas, lorsqu'un fin de saison sèche, chacun appelle de ses vœux la pluie salvatrice, que les hommes marchent pendant ces heures pour chercher l'eau, le pain devient « triandise ».

Ken Kani, prochainement présenté au public parisien (1), a pour seule ambition d'exposer la vie quotidienne d'une population rurale du Haut-volte. Malnutrition, mortalité infantile, analphabétisme, apatthisme, endettement, exode, face à l'introduction soudaine de la technique, le paysan de Niakha, capot des traditions, manifeste une vive résistance au changement. Quelle révolution, le jour où le plus hardi d'entre eux, derrière la rutilante charue prêtée par Frères des hommes, ose maladroïtement son premier sillon ! A-t-on le droit de délaisser l'archaïque « daba », de « tourner le dos aux ancêtres » ? Ah, se souvient un villageois, si vous avez vu mon père, la première fois où j'ai semé en ligne !

Reportage filmé en trois temps, au fil des saisons, Ken Kani pro-

mène sur l'univers villageois un regard, lucide et chaleureux, celui-là même que portent, depuis douze ans, les équipes de volontaires de Frères des hommes au Sahel, en Équateur ou dans les « sables » de Calécuta. Tout est demeuré fidèle à sa ligne d'action, constant à vivre et à travailler « au ras du sol » avec les plus pauvres, dans l'humilité et le respect du milieu, Frères des hommes, qui compte aujourd'hui soixante volontaires — le plus souvent bénévoles, — cherchant, à l'heure d'un premier bilan, à élargir et approfondir ses initiatives, qu'il se remette parfois en question.

De son activité sur le terrain, l'association retient quelques leçons : écouter la population locale, lui, l'assistance qui « désresponsabilise » (taire d'être prise en charge, au moins en partie, par l'assistance), éviter d'imposer, à tout prix, des transformations « communautaires » (l'adhésion individuelle étant le meilleur gage de réussite), prendre en compte le facteur temps, car « tout changement profond est l'affaire d'une génération ».

De tout cela, témoigne Ken Kani, bel hommage au paysan du Haut-volte. JEAN-PIERRE LANGELLIER.

BILLET

« Quand nous les avons pris en charge c'étaient des babouins... »

De notre correspondant

Niger. — Tout près de sa villa, M. J. de Bruyn, conseiller municipal de Niamey (dix-sept mille cinq cents habitants), dans le Transvaal, a fait construire une case traditionnelle africaine par des Noirs du nord du pays. Celle-ci lui sert de « retraite ». Chaque matin, il y fait sa gymnastique ; dans la journée, il s'y repose ou travaille ; le soir, des amis viennent, parfois, pour une partie de bridge. C'est là qu'il nous reçoit. Nous parlons de sa ville, le fief du Parti national et du premier ministre, M. John Vorster, élu régulièrement député de la circonscription depuis 1963. Il fait l'éloge de cet homme « honnête et travailleur », lorsque nous rejoignons un juge et un fermier, appartenant également au Parti national. Le fermier ne parle qu'afrikaans. La conversation s'anime. Voici quelques-uns des propos des électeurs du premier ministre :

« Après les élections législatives (le 30 novembre prochain), le Parti national aura la plus forte représentation jamais atteinte. Regardez ce qui s'est passé la semaine dernière : le gouvernement a banni Beyers Naude (directeur du Christian Institute) et Donald Woods (éditeur du *Daily Dispatch*). Pourquoi cela, juste avant les élections ? Parce que nous n'avons pas peur, nous préservons les droits des Noirs. Seul l'apartheid — peut protéger le pays contre le communisme. — On doit prouver au monde que nous sommes derrière le premier ministre, car il n'y a pas d'autre alternative. — Les manifestants sont peu nombreux, mais ils ont du pouvoir. Ils entraînent les autres avec des histoires de sorcellerie. Le Bantou lui, est un bon gars, il ne veut pas de troubles. — Vous savez, les Noirs, ils aiment le Parti national, car ils savent que les nationalistes sont honnêtes. Ils savent que nous ne leur accorderons pas le suffrage universel dans les zones blanches. Ils ont leurs homologues où ils peuvent voter. — Cela ne me dérangerait pas d'avoir un Noir comme voisin,

mais il faut qu'il soit châtillé. Or ces gens ne le sont pas. Cela prendra des décennies, sinon un siècle pour les amener à la civilisation, mais sans cela il n'y aura pas de « one-man-one-vote ».

« Si on leur accorde le droit de vote, ils vont se battre entre eux, car ils sont de tribus différentes. Et ils ne savent pas se battre sans se tuer. — Ils ne peuvent pas nous accuser de n'avoir rien fait pour eux. Quand nous les avons pris en charge, c'étaient des babouins, regardez ce que nous avons fait d'eux... Cela ne m'empêcherait pas d'être un Noir en Afrique du Sud. Il est mieux que dans les autres pays d'Afrique. — On aurait peut-être dû leur accorder plus tôt des « municipalités conseils » (municipalités que le gouvernement essaie de mettre en place dans les cités noires). Ils auraient eu ainsi à protéger leurs villes contre les manifestants. — D'un autre côté, pour certains membres du National Party, M. Vorster va trop vite dans ses réformes. Mais nous comprenons que si rien n'est fait, il y aura des troubles. — Si on voulait, on pourrait liquider le pays, et même toute l'Afrique, mais ce n'est pas dans nos principes chrétiens. Nous voulons amener ces gens à la civilisation. — Il faut dire qu'ils ne nous aident pas beaucoup. On ne peut pas augmenter sans arrêt les salaires. S'ils ne respectent pas la contrainte des naissances, ils resteront toujours pauvres... — Nous n'accepterons pas que le monde extérieur nous dicte notre politique. Nous connaissons nos gens, comment peut-on, à l'étranger, mieux les connaître ? — Vous savez, nous sommes très chrétiens en Afrique du Sud. Dans ma profession, nous travaillons souvent pour des Noirs que nous ne faisons pas payer... Nous aidons actuellement un jeune Noir à devenir avocat. Avec les intellectuels, il n'y a pas de problèmes, nous pouvons leur parler, leur donner des conseils... »

CHRISTIANE CHOMBEAU.

NATIONALISATIONS : LA CLEF DU DIFFÉRENT

ALAIN BOUBLIL

LE SOCIALISME INDUSTRIEL

préface de Jacques Attali

guide des nationalisations

collection « économie en liberté »

puF

AMÉRIQUES

Le secrétaire général de l'O.E.A. se félicite de l'évolution des rapports entre Washington et l'Amérique latine

M. Alejandro Orfila, secrétaire général de l'Organisation des États américains (O.E.A.), a quitté Paris le mercredi 26 octobre pour Bruxelles, avant-dernière étape d'une tournée qui l'a conduit successivement dans toutes les capitales de l'Europe occidentale.

Manifestement très satisfait des entretiens qu'il a eus à Paris, en particulier avec MM. Giscard d'Estaing et de Giscard d'Estaing, qu'il a trouvés « parfaitement informés de la situation politique en Amérique latine » et « très désireux d'accroître, dans tous les domaines, les relations de la France avec les différents pays de cette région du monde », M. Orfila entend relancer avec énergie le rôle d'« intermédiaire » et de « bons offices » de l'Organisation interaméricaine qu'il dirige depuis maintenant deux ans.

Argentin, diplomate de carrière, ancien ambassadeur de son pays à Washington, M. Orfila est un libéral, préoccupé par la question des droits de l'homme en Amérique latine. De ce point de vue, il estime que l'arrivée à la Maison Blanche de M. Carter est « très positive ». La ligne adoptée par la nouvelle administration démocrate modifie dans un « sens favorable » la nature des relations entre le nord et le sud du continent. « J'ai affirmé », M. Orfila, un contact direct et permanent avec M. Carter. Le président est déjà venu trois fois au siège de l'O.E.A. à Washington : le 14 avril, le 1^{er} juin, la ratification du document sur les droits de l'homme, et le

7 septembre pour la signature solennelle des traités sur Panama.

Cuba est une question dont l'O.E.A. ne s'occupe plus du tout. Depuis l'adoption en 1975, du texte sur le pluralisme idéologique, une « étape très importante », selon M. Orfila, permet à chaque membre de l'Organisation d'adopter l'attitude qui lui convient avec le régime cubain. « Le vrai problème », dit M. Orfila, est celui de la normalisation des relations entre Cuba et les États-Unis. Il ne semble pas qu'il y ait de nouveaux progrès, de bonnes perspectives après le froid de l'année dernière.

Favoriser l'intégration économique du continent latino-américain est l'un des soucis majeurs de M. Orfila, qui ne se dissimule cependant pas les difficultés de la tâche. « Depuis une dizaine d'années, les différends politiques ont bien souvent paralysé les efforts de coopération et d'intégration ». C'est le cas, actuellement, avec les conflits opposant plusieurs pays d'Amérique centrale entre eux, par exemple le Costa-Rica et le Nicaragua, et qui hypothéquent le développement du marché commun centraméricain.

En 1978, Montevideo sera sans doute le siège d'une assemblée extraordinaire de l'O.E.A. sur la coopération pour le développement. Et M. Orfila, péruvien optimiste de l'O.E.A., se rendra au Japon pour tenter une nouvelle fois de transformer les bonnes intentions en réalisations. — M. N.

DES NATIONALISTES PORTORICAINS OCCUPENT LA STATUE DE LA LIBERTÉ A NEW-YORK

(De notre correspondant.)

New-York. — La statue de la Liberté a été occupée le 25 octobre par un groupe de « séparatistes » nationalistes portoricains, qui ont arboré à sa couronne un drapeau portoricain et une pancarte exigeant l'indépendance de leur pays.

Au Battery-Park, à proximité de l'embarcadere, une manifestation de soutien a eu lieu aux cris de « Liberté Porto-Rico ! ». Un communiqué a été distribué à la presse indiquant que les mains de l'Amérique sont rouges du sang des Portoricains et demandant que l'« exploitation » de Porto-Rico par les États-Unis cesse.

En fin d'après-midi, les forces de l'ordre ont fait évacuer la statue de la Liberté. — L. W.

Plusieurs militants du P.S.U. ont été interpellés, le dimanche 26 octobre dans l'après-midi, à Boulogne-sur-Mer, alors qu'ils distribuaient des tracts aux visiteurs du voilier-école argentin *Libertad*, ancré dans le port (1). Trois d'entre eux ont été conduits au commissariat de police et ont été relâchés après vérification d'identité. Le tract distribué stipulait : « Ex Argentine comme au Chili, la justice militaire torture et assassine... Il fallait état de « cinq mille tués depuis août 1976 » et de « l'assassinat de trois mille militaires de gauche dans la prison de Trelew par la marine argentine ».

Dans ce tract étaient également donnés des extraits d'un article paru dans le *Monde*, le 19 octobre dernier, sur la répression en Argentine. Les visiteurs porteurs de ce tract ne furent pas admis sur le navire.

(1) Chaque année, un navire-école argentin fait escale à Boulogne-sur-Mer, où les cadets fleurissent la statue du général San Martín, libérateur de l'Argentine, du Pérou et du Chili, qui, à la fin de sa vie, ayant renoncé à tout pouvoir, se réfugia dans cette ville, où il mourut en 1850.

Colombie

Épreuve de force entre le gouvernement et les centrales syndicales

De notre envoyé spécial

Bogotá. — L'épreuve de force a commencé. Colombie, entre les centrales syndicales et le gouvernement. Depuis l'arrêt de travail général du 14 septembre, le climat social n'a fait que s'alourdir. Il ne se passe pas une journée sans qu'une nouvelle grève ne soit annoncée dans l'un ou l'autre secteur. Les syndicats ont quitté le conseil national des salaires un organisme tripartite où siègent représentants des travailleurs, des industriels et de l'État. Les centrales affirment que le gouvernement a perdu son rôle d'arbitre pour se rallier aux vues du patronat, et ont annoncé une série d'actions revendicatives, notamment des grèves dans les entreprises qui, à la suite du mouvement du 14 septembre, ont licencié des travailleurs (quelque trois cents au total, selon les syndicats).

Les travailleurs du principal complexe pétrolier du pays, celui de Barrancabermeja, à 500 kilomètres de Bogotá, sont en grève depuis le 25 août. Une centaine d'entre eux ont été licenciés, et quarante-cinq de leurs dirigeants syndicaux détenus.

Les quatre centrales syndicales ont présenté un cahier de revendications : augmentation générale des salaires de 50 %, hausse du salaire minimum, contrôle des prix des produits de première nécessité, levée de l'état de siège (rétabli en juin 1975 après des troubles universitaires). Les milieux industriels, en revanche, ne proposent qu'une hausse du salaire minimum de 30 %. Le gouvernement a tranché, par décret, dans un sens proche des vues du patronat : il a rejeté la hausse générale des salaires, et s'est contenté d'accorder une augmentation du salaire minimum de 28 %. Une mesure qui, selon les syndicats, ne bénéficie qu'à un nombre très limité de travailleurs. Personne ne nie, pourtant, la

sérieuse baisse du pouvoir d'achat. L'ensemble des dépenses de la famille colombienne représente le triple du salaire minimum. L'afflux de liquidités dû au « boom » du café est traduit par une inflation de 26 % pour 1976 et, sans doute, à 35 % en 1977 pour cette année.

Dans ces conditions, la vague d'agitation sociale risque de se prolonger. Plus inquiétant pour le gouvernement, elle s'est traduite par un mouvement d'unité, dans les quatre centrales syndicales. Auparavant, seules la C.S.T.C. (proche du parti communiste) et la C.G.T. (d'inspiration chrétienne) avaient adopté une attitude « dure » vis-à-vis du gouvernement. En revanche, l'U.T.C. (la plus importante) et la C.T.C. (traditionnellement proches des partis gouvernementaux), avaient un comportement conciliant. Mais, pris entre la pression de leurs bases et l'intransigence du gouvernement, les dirigeants de l'U.T.C. (présidée par un parlementaire du parti conservateur) et de la C.T.C. ont rejoint les deux autres centrales dans une opposition radicale.

Cette rupture entre le régime et le monde syndical est d'autant plus significative que M. Alfonso López Michelson, en assumant la présidence il y a trois mois, jouissait d'un préjugé favorable dans les milieux populaires. Ancien dirigeant du Mouvement libéral révolutionnaire, une fraction de gauche du parti libéral, il a reconnu la C.S.T.C. et la C.G.T. et mis en route une politique de concertation sociale. Mais dans une conjoncture économique difficile, la priorité absolue à la lutte contre l'inflation s'est traduite par une politique d'austérité aux sérieuses conséquences sociales.

THIERRY MALINIAK.

DIPLOMATIE

La spécificité « hongroise »

(Suite de la première page.)

Bénéficiant de la stabilité du régime sur le plan intérieur, le chef du parti s'est lancé, pour la première fois de sa carrière, dans une série de voyages à l'étranger, qui témoignent d'une volonté certaine d'ouverture. Cet homme qui, en vingt ans de pouvoir, ne s'était vu attribuer jamais le rôle d'Occident (à l'exception de la Finlande, pays traditionnellement ami), s'est rendu coup sur coup en Autriche, en Italie et en Allemagne fédérale, qui sont, en Occident, les trois principaux partenaires économiques de la Hongrie. A Rome, M. Kadar a eu avec le pape Paul VI une entrevue qui a consacré la normalisation des relations avec l'Église catholique.

Une ouverture sur le monde

De l'avis même du premier secrétaire, cette politique étrangère plus active est une conséquence directe de la conférence d'Helsinki. L'Union soviétique, les États-Unis et quelques autres pays jouent un rôle plus important que par le passé. Cela ne signifie pas pour autant, dit M. Kadar, que les moyens de la petite pays ne soient pas suffisants pour jouer dans l'approfondissement et la consolidation du processus de la détente. Il ajoute : « Sans eux, cela est tout simplement impossible. Pensons simplement à la conférence d'Helsinki, dont le succès est dû aux efforts communs de trente-cinq États, grands, moyens et petits ».

Ces sorties à l'ouest ont permis d'autre part au chef du parti socialiste d'ouvrir le dialogue avec le monde occidental. C'est ainsi que M. Kadar a déposé une position qui se caractérise par le refus de toute condamnation précipitée, un désir de dialogue avec tous les pays, par une attitude de compréhension pour les conditions particulières de la lutte politique des P.C. dans les pays occidentaux et la recherche de la coopération. Cette ligne a été réaffirmée la semaine dernière dans le communiqué publié à l'issue d'une réunion du comité central. En laissant ainsi toutes les portes ouvertes à la discussion, M. Kadar a pu rencontrer successivement depuis cet été M. Brejnev en Crimée, puis M. Ceausescu à la frontière roumano-hongroise, et M. Husak, à la résidence hongroise, et rendre visite au maréchal Tito, au retour de Chine et de recevoir tout récemment M. Berlinguer, en attendant d'accueillir, semble-t-il, MM. Marchais et Carrillo.

Il s'agit sans doute excessif d'attribuer au chef du parti hongrois un rôle de médiateur, qu'il ne revendique d'ailleurs pas. En outre, par exemple, l'attitude de M. Kadar, par rapport à la P.C. et aux possibilités d'une réconciliation avec son propre parti, lèse catégoriquement le rejet par M. Berlinguer. La compréhension plus grande d'élites dirigeantes hongroises pour la diversité au sein du monde communiste ne leur fait pas perdre le sens des réalités : ainsi, par crainte d'irriter les soviétiques, n'ont pas donné suite centralement aux Roumains, à l'invitation que leur avait transmise le P.C. japonais d'assister, ces jours-ci, à Moscou, à la conférence de la diversité. C'est donc dans une Hongrie un peu plus sûre d'elle-même, un peu plus intrépide, que se rend M. Barre. Cette conjoncture offre à la France une chance d'élargir ses relations avec Budapest. Certes, les rapports entre les deux pays ne sont troublés aujourd'hui par aucune querelle majeure. On ne peut cependant pas ignorer que les relations ne sont pas aussi bonnes qu'elles pourraient être, ni, en tout cas, qu'on aimerait les voir s'améliorer. La relative modestie des

échanges commerciaux bilatéraux vient étayer cette appréciation.

L'an dernier, le volume du commerce entre les deux pays a représenté seulement environ un cinquième du commerce entre la Hongrie et l'Allemagne fédérale. Au cours des huit premiers mois de cette année, les échanges ont augmenté très sensiblement dans les deux sens, les exportations hongroises progressant plus rapidement (+ 30 %) par rapport à la même période de l'an dernier, que les ventes françaises (+ 12 %), qui restent cependant assez nettement plus importantes. Le taux de conversion des importations hongroises par les exportations a été, de janvier à août, d'environ 57 %, contre près de 70 % l'an dernier. Les importations en provenance de France avaient subi un coup de frein. Cette année, la France se situe pour le moment au cinquième rang des fournisseurs occidentaux de la Hongrie, derrière l'Allemagne fédérale, l'Italie, l'Autriche et le Brésil (café, cacao) ; mais avec les trois premiers de ces pays, le taux de conversion pour la Hongrie est plus favorable.

Intensifier

l'influence culturelle

Cette situation n'est pas satisfaisante. On s'attendait, en effet, à ce que le gouvernement français encourage les hommes d'affaires à être plus entreprenants, car, sinon, l'impact de l'influence culturelle et linguistique déjà faible de la France risque à long terme d'être sérieusement menacé. Des possibilités de développement existent : la Hongrie, après un départ principal de son plan quinquennal l'an dernier, paraît opter maintenant pour une expansion générale de ses échanges.

Du côté français, on semble également conscient de l'effort à faire pour surmonter le handicap dû à la concurrence de la technologie allemande, traditionnellement fort appréciée ici. Une série de ministres français se sont rendus en Hongrie au mois de novembre à Budapest. Le Centre français de documentation industrielle, qui fonctionne déjà dans la capitale hongroise, rendra d'autres services, mais restera-t-il de possibilités. On espère en tout cas, de part et d'autre, que la visite du premier ministre, dont l'épouse sera accompagnée par le ministre de l'Énergie, donnera une impulsion décisive aux relations bilatérales, en attendant que se réalise, peut-être l'an prochain, le voyage que M. Giscard d'Estaing devait faire en principe sur les rives du Danube à la fin de cette année.

MANUEL LUCBERT.

M. Bourges entre Moscou et Washington

Quatre années après M. Robert Galley, le ministre français de la défense, M. Yves Bourges, renouvelle ce que le ministre des armées de Georges Pompidou avait eu l'occasion de réaliser : un double voyage. A quelques semaines de distance, en Union soviétique et aux États-Unis, M. Galley avait séjourné aux États-Unis en septembre 1973 et en Union soviétique en décembre de la même année. Aujourd'hui, M. Bourges vient d'achever un séjour officiel en Union soviétique — où il a eu le sentiment d'avoir reçu un accueil de chef d'État — et il se prépare à partir, le mois prochain sans doute, aux États-Unis, sur l'invitation du secrétaire américain à la défense.

Le ministre français de la défense a, du reste, informé ses homologues soviétiques de son projet de séjour officiel aux États-Unis. Moscou ne sera donc pas surprise par l'annonce que M. Bourges sera prochainement reçu par M. Harold Brown au Pentagon.

Ces deux voyages, à quelques semaines l'un de l'autre, sont l'occasion pour le ministre français de rappeler à ses interlocuteurs les tenants et les aboutissants d'une politique nationale de défense, très diversément appréciée à Moscou et à Washington. Après six heures d'entretiens, au total, avec son homologue soviétique, le maréchal Dimitri Oustinov, et une heure et demie de discussions avec M. Leonid Brejnev, M. Bourges a eu la conviction que ses interlocuteurs conservaient, désormais en mémoire, l'essentiel des propos d'inspiration gaullienne que le ministre avait tenus, le 9 juillet 1976 à Avord (Cher), sur la politique de défense indépendante de la France, que les déclarations, en mars 1976, à l'Institut des hautes études de défense nationale (I.H.E.D.N.), du général Guy Méry, chef d'état-major des armées, sur la « sanctuarisation » de l'armée et la bataille de l'armement.

La liberté de décision de la France

Au demeurant, les interlocuteurs soviétiques de M. Bourges ont montré l'importance qu'ils ne cherchaient plus de querelle ni de procès d'intention à la France sur l'interprétation à donner des propos du général Méry, mais qu'ils souhaitaient, en revanche, connaître sans ambiguïté le camp auquel la France appartient par son effort de guerre soutenu dont les Soviétiques ont pris bonne note.

Le ministre de la défense a réaffirmé, selon son entourage, la pérennité d'une politique de dissuasion sous le contrôle

exclusif du seul gouvernement français, dans le respect des alliances existantes et pour la protection des intérêts nationaux « vitaux » partout où ils viendraient à être menacés. M. Bourges a tenté, d'ailleurs, de lever les doutes nés, l'an dernier, du discours du général Méry en répétant que la France entendait, selon les circonstances, conserver sa liberté de décision finale.

Durant sa visite, la délégation française a eu son attention attirée par l'accent mis, dans les forces soviétiques, sur les véhicules blindés qui escortent des chars T-72. Ces transports tout terrain de troupes, puissamment armés et aptes aux diverses formes du combat moderne, paraissent destinés, en priorité, à un éventuel théâtre européen des opérations. Un théâtre des opérations qui, dans le cas d'une agression, semble-t-il, l'absence d'états-majors parmi les plus anciens, enfermés dans leurs souvenirs de la guerre 1940-1945 et de la lutte contre l'envahisseur nazi.

Comme leurs prédécesseurs de décembre 1973, qui se souviennent, encore, des propos privés du maréchal Gretchko, des membres de la délégation française, qui accompagnent M. Bourges, partagent le sentiment que, pour les Soviétiques, l'accession de la République fédérale d'Allemagne à un quelconque armement nucléaire indépendant serait un casus belli en Europe.

Il y a quatre ans, déjà, le ministre soviétique de la défense n'avait pas hésité à confier à ses interlocuteurs français que l'Union soviétique traiterait, de sa propre initiative, en République fédérale d'Allemagne, toute arme nucléaire qui ne serait pas contrôlée, d'une manière ou d'une autre, par les alliés de Bonn.

JACQUES ISNARD.

PROCHE-ORIENT

Egypte

M. MAMDOUH SALEM PROCEDE A UN REMANIEMENT LIMITE DE SON CABINET

Le Caire (A.F.P., Reuters, U.P.I.). — Le président Sadate a approuvé, mardi 26 octobre, un remaniement limité du gouvernement de M. Mamdouh Salem. Les cinq principaux postes, dont les titulaires portent le titre de vice-premier ministre, ne changent pas. C'est ainsi que M. Ismail Fahmy reste ministre des affaires étrangères, M. Abdel Monem El Kalsooni, ministre des affaires financières et économiques (il assumera aussi désormais les fonctions de ministre du plan), le général Mohamed Abdel Ghani El Ghanissi, ministre de la guerre et de la production militaire, M. Mohamed Hafez Ghanem, ministre pour le développement social, les affaires de la présidence du conseil et le général, M. Ahmed Saitan, ministre de l'énergie électrique.

On enregistre sept nominations ou changements de poste : M. Nabouli Ismail, ministre d'État, devient ministre de l'Intérieur, poste qu'avait déjà occupé lui-même le premier ministre lors du dernier remaniement du gouvernement égyptien en janvier. M. Hassanallah Kafaoui, ministre du logement et de la reconstruction, remplace M. Hassan Mohamed Hassan, qui a démissionné la semaine dernière.

M. Abdel Sattar Megahid, secrétaire d'État à la guerre, devient ministre des transports et des communications, en remplacement de M. Abdel Wahab El Ghanissi, qui quitte le gouvernement.

Le Dr Naim Montashah Abu Taleb, professeur à l'université d'Alexandrie, devient ministre d'État. M. Saad Mohamed Ahmed, directeur syndical, ministre de la main-d'œuvre, remplace M. Abdel Latif Badia, qui quitte le gouvernement.

Deux autres personnalités, MM. Ali Salem et Boutros Ghali, sont nommés ministres d'État.

Après un entretien avec le président Carter Le prince Saoud d'Arabie Saoudite assure qu'aucun règlement n'est possible sans l'O.L.P.

Washington (A.F.P.). — Le ministre des affaires étrangères de l'Arabie Saoudite, le prince Saoud El Fayez, a réaffirmé, mardi 26 octobre, à l'issue d'un entretien de quatre-vingt-dix minutes avec le président Carter, qu'aucun « règlement négociable » de la crise du Proche-Orient ne peut intervenir sans la présence de l'O.L.P. à la conférence de Genève.

Un communiqué publié dans la soirée indique que M. Carter et le prince Saoud ont fait, au cours de cette réunion, le point sur les questions pétrolières avant la prochaine réunion de l'OPEP à Caracas. Le communiqué rappelle que l'Arabie Saoudite, qui est le principal fournisseur de pétrole des États-Unis, a mené une politique modérée sur les questions de la production et des prix pétroliers. A ce propos, le porte-parole du Conseil national de sécurité, M. Jerald Schecter, a précisé que M. Carter estimait que « toute augmentation des prix du pétrole aura pour effet de déstabiliser l'économie mondiale, et que, donc, il ne devrait y avoir aucun relèvement de prix ».

Le roi Juan Carlos a déploré, mardi 26 octobre, que « l'Espagne ne reconnaisse pas Israël et n'aura pas de relations diplomatiques avec lui à quelque niveau que ce soit aussi longtemps qu'il ne se sera pas retiré des territoires arabes et ne reconnaîtra pas les droits légitimes du peuple palestinien ». Dans une interview au quotidien saoudien *Al-Riyad*, le souverain espagnol a, d'autre part, exprimé sa satisfaction quant aux résultats des entretiens qu'il a eus avec les dirigeants saoudiens. — (A.F.P.)

Le communiqué de la Maison Blanche note que les deux hommes d'État ont « noté avec satisfaction que les liens d'amitié entre les États-Unis et l'Arabie Saoudite continuent à se développer ». M. Carter a assuré le ministre des affaires étrangères que les États-Unis ont l'intention de poursuivre leur aide à l'Arabie Saoudite pour assurer la défense de ce pays orienté vers l'Occident. L'Arabie Saoudite souhaite notamment acquiescer aux États-Unis une soixantaine de chasseurs ultra-modernes.

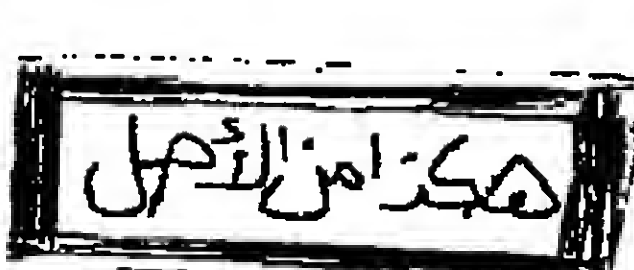
« Selon des rumeurs circulant à Beyrouth, deux hommes auraient disparu dans le secteur ouest de la capitale du Liban. L'un d'eux serait le chauffeur d'un dirigeant phalangiste. Des représailles auraient été exercées en zone chrétienne à Jbeil, sous forme d'enlèvements de musulmans chites. Ce mercredi 26 octobre, le quotidien *l'Orient-Jour* croit savoir que les deux hommes ont été abattus. — (Corresp.)

Le Monde dossiers et documents

NUMÉRO D'OCTOBRE

- LA CONQUÊTE SPATIALE
- LA RÉGION RHONE-ALPES

Le numéro : 250 F



EUROPE

Espagne

Le gouvernement et les partis ont ratifié le « programme commun » de redressement économique

Madrid. — La première partie du pacte de la Moncloa est signée. Une trentaine de représentants du gouvernement et des partis politiques se sont assis, mardi 25 octobre, autour de la table du conseil des ministres, pour parapher un programme commun d'assainissement et de réforme économique qui liera les différents partenaires pendant près de deux ans.

Franco à M. Adolfo Suarez, le chef du gouvernement, étaient présents à l'acte de signature MM. Fuentes Quintana, vice-président chargé de l'économie, Fernando Ordóñez, ministre des finances, Felipe Gonzalez, premier secrétaire du parti socialiste ouvrier, Juan Raventós, chef du parti socialiste de Catalogne, Sanchez Teran et Calvo Sotelo, de l'Union du centre démocrate, Santiago Carrillo, secrétaire général du P.C.E., ainsi que M. Ramon Tamarit et Thomas Garcia du comité exécutif du P.C.E. Solé-Tura du P.S.U.C. (communistes catalans), Fraga Iribarne et Lopez Rodó de l'Alliance populaire, Miguel Roca, de Convergencia democrática catalana, Auriaguerra, du parti nationaliste basque, Tierno Galvan et Raul Morodo, président et secrétaire général du parti socialiste populaire.

Tous les groupes parlementaires étaient donc présents. Les commentaires qui ont suivi l'acte de signature insistent tous sur le fait que chaque parti avait « placé les intérêts de l'Espagne au-dessus de ses intérêts électoraux », les uns pour accepter un programme d'austérité relativement modéré, les autres pour avaliser des réformes qui, dans le contexte espagnol, ont un net caractère progressiste. M. Felipe Gonzalez n'a-t-il pas affirmé que le pacte était « le fruit de la volonté de son parti et que, s'il était appliqué, il rapprocherait l'Espagne de la perspective socialiste » ?

Les communistes satisfaits

Les communistes ne sont pas les seuls satisfaits. Santiago Carrillo se défend d'avoir inspiré l'idée de ce « compromis historique » à l'espagnole. Nul ne doute, pourtant, qu'il en ait été l'un des principaux auteurs. Dans les circonstances excep-

De notre correspondant

tionnelles que connaît l'Espagne, le pacte apparaît comme la meilleure réponse possible — du moins à court terme — aux nombreux problèmes à résoudre. La gauche a un motif supplémentaire de se réjouir : elle infléchit nettement en sa faveur la politique d'un gouvernement qualifié à l'origine de centre droit, bien que son chef ait affirmé avoir de le former qu'il serait orienté au centre gauche.

Parallèlement infléchissement crée d'ailleurs un malaise au sein de la coalition gouvernementale dont les composantes libérales au sens économique du terme sont au moins aussi nombreuses que les composantes dirigistes et socialistes. Plusieurs dirigeants de l'Union du centre démocrate commencent à dire que le virage à gauche opéré par M. Suarez sera coûteux électoralement parlant. L'un des « libéraux » de l'U.C.D., M. Carrigues Walker, ministre des travaux publics, a fait une critique à peine voilée, dans le quotidien A.B.C. du 23 octobre, des « concessions » faites par M. Suarez. Plusieurs leaders centristes affirment que le pacte constitue « un triomphe pour les communistes » et qu'il va placer le gouvernement Suarez dans une situation impossible : celui-ci doit en effet assumer seul la responsabilité d'un programme élaboré en partie par l'opposition qui va le harceler pour réclamer sa stricte application.

Le programme comprend deux parties bien distinctes : les mesures d'assainissement mises au point par les responsables de l'économie et les réformes de structures dont beaucoup ont été demandées, voire élaborées par les partis de gauche. Le plan d'austérité visant à contrôler l'inflation, met en jeu un arsenal classique : modulation des salaires (théoriquement sans perte de pouvoir d'achat) ; contrôle des prix ; freinage des dépenses publiques ; diminution de la croissance monétaire ; réduction du déficit budgétaire ; équilibre des comptes de la sécurité sociale, etc.

Des mesures sociales compensent la diminution prévue de la consommation : les bas salaires seront relevés davantage que les autres salaires ; les retraites augmentées plus vite l'an prochain que l'année précédente ; l'allocation chômage sera étendue progressivement à tous les sans-emploi.

Les réformes de structures sont de plusieurs sortes : politique de l'énergie ; mise à jour des lois

de fermage agricole et loi d'expulsion pour raisons d'intérêt social ; libération de terrains à bâtir ; gratuité progressive de l'enseignement ; intégration des langues régionales dans les programmes scolaires et construction de sept cent mille places d'école ; enfin, la démocratisation de l'économie. Les travailleurs, les patrons et l'administration participeront à la gestion de la Sécurité sociale. Une commission des Cortes contrôlera la politique monétaire et les institutions financières. Syndicats, patrons et consommateurs auront un droit de regard sur les mécanismes de régulation des prix. Les entreprises publiques seront soumises à contrôle parlementaire, ouvertes à la participation des « forces sociales », et leurs investissements seront régionalisés.

CHARLES VANHECKE.

Le secrétaire du parti communiste espagnol, M. Santiago Carrillo, espère que sa prochaine visite en U.R.S.S. « fera admettre la légitimité de l'existence des différends et le droit de chaque parti à son opinion ». M. Carrillo estime cependant, dans une interview accordée à un correspondant de l'agence yugoslave l'anyous à Madrid, que sa présence aux fêtes célébrant le sixième anniversaire de la révolution d'Octobre « n'éliminera pas les divergences et les divergences entre les P.C. soviétique et espagnol ». — (A.F.P.)

Portugal

Le délai d'option donné aux socialistes membres de Fraternité ouvrière a expiré

C'est le lundi 24 octobre qu'expirait le « délai d'option » donné par la direction du P.S. portugais aux membres de ce parti également affiliés à l'organisation Fraternité ouvrière. On peut donc penser que les quelque trois cents militants en situation de double appartenance sont exclus « de facto » du P.S.

D'autre part, le parti communiste portugais a réuni une conférence de presse à Lisbonne le mardi 25 octobre. M. Alvaro Cunhal y a précisé les conditions qui devaient assurer le succès des négociations en vue d'adopter une « plate-forme » d'accord entre les parties : respect du régime institué le 25 avril, maintien des conquêtes révolutionnaires — nationalisations, réforme agraire et contrôle ouvrier — ainsi que défense de la Constitution. Pour le P.C.P., la signature d'un accord ne dépend pas de sa participation au gouvernement. M. Cunhal a également réitéré sa proposition d'élections législatives anticipées.

La proposition des communistes rejoint, dans ses aspects essentiels, le souhait déjà manifesté par M. Mario Soares de réunir autour de la même table les représentants des quatre grands partis politiques portugais. Ce projet se heurte à l'opposition des centristes du C.D.S. et des sociaux-démocrates du P.S.D., qui refusent de discuter avec le P.C.P. Ils exigent comme condition préalable à tout accord avec le P.S. la constitution d'un gouvernement de coalition.

De notre correspondant

Lisbonne. — Le délai d'une semaine imposé par la direction du P.S. aux membres du parti inscrits à l'organisation Fraternité ouvrière pour choisir entre les deux mouvements a expiré le lundi 24 octobre.

Aucun des militants ainsi sommés de se prononcer ne l'a fait. Aussi, selon le quotidien du soir Diário de Notícias, qui publie à ce sujet une déclaration d'un des membres du secrétariat national du P.S., ils sont « automatiquement » exclus du parti.

Cette mesure, qui n'a pas encore été confirmée officiellement, toucherait environ trois cents militants. Parmi eux figurent un certain nombre de dirigeants et de personnalités liées au P.S. de l'origine : quatre députés, dont M. Lopes Cardoso, ancien ministre de l'Agriculture ; quatre anciens députés à la Constituante ; trois membres de la commission nationale du parti ; quatre conseillers municipaux, et plusieurs dirigeants syndicaux, dont MM. Kalidas Barreto et Santana

e Costa, qui appartiennent tous deux au secrétariat de l'Intersyndicale nationale.

Au cours d'une conférence de presse, le 20 octobre, les socialistes de Fraternité ouvrière avaient déjà dit qu'ils refusaient de choisir entre l'association et le parti. « C'est la direction du P.S. qui doit nous expliquer, assument-ils, la responsabilité d'une rupture qui se ferait en contradiction évidente avec les règles essentielles de la démocratie », ont-ils affirmé. Les amis de M. Lopes Cardoso avaient demandé en outre la convocation d'un congrès extraordinaire afin de discuter la situation du parti, où, selon eux, « la grande majorité des militants se trouvent démoobilisés » en raison de la politique du gouvernement socialiste, qui s'écarterait de plus en plus de la ligne de la gauche.

Cette proposition n'a pas été acceptée. M. Mario Soares a annoncé le samedi 22 octobre à Montemor, dans l'Alentejo, la tenue du prochain congrès pour la fin de l'année 1978.

JOSÉ REBELO.

Grande-Bretagne

Le chef de l'Etat ROUMAIN, M. CEAUȘESCU, fera une visite officielle à Londres du 13 au 16 juin prochain. — (A.F.P.)

Le délégué français à la conférence de Belgrade a rendu hommage mardi à l'attaché à l'ambassade de M. Jean Schaeffer, journaliste d'un grand quotidien français, qui a réussi à mettre sur pied à Belgrade, un club européen des journalistes. M. Alain Piret a ajouté que l'initiative de notre collaborateur est soutenue et encouragée par la France. Il a conclu : « Cela pourrait être justement l'annonce de ce point que, en matière d'information régionale sur les pays et les peuples, les journalistes européens ont un rôle très utile. Ils ont été très utiles à l'Europe. Les journalistes de la région que nous leur recommandons. »

Pays-Bas

La formation du nouveau gouvernement

LE COMITÉ DIRECTEUR DU PARTI SOCIALISTE REJETTE L'ACCORD CONCLU PAR LE GROUPE PARLEMENTAIRE.

(De notre correspondant.)

Amsterdam. — Le nouveau gouvernement néerlandais devrait être formé dans quelques jours à la suite de l'accord conclu le 25 octobre sur la répartition des postes ministériels entre les trois partis de la coalition (socialistes, chrétiens-démocrates et Démocratie 66). Mais le comité directeur du parti socialiste a rejeté par 53 voix contre 35 ce projet d'accord, au cours d'une réunion tenue mardi à Utrecht.

Les groupes parlementaires des trois formations avaient donné le feu vert pour la nomination de sept ministres socialistes, sept chrétiens-démocrates et deux appartenant à Démocratie 66. Mais le comité directeur des socialistes a estimé que le leader du groupe parlementaire, M. Van Thijn, avait fait trop de concessions aux chrétiens-démocrates. Les socialistes estiment que cette répartition donne trop peu de pouvoirs à leur parti, qui a remporté les élections législatives du 25 mai. On ignore encore si le groupe parlementaire socialiste passera outre aux objections du comité directeur et s'en tiendra à l'accord conclu, ce qui permettrait normalement d'aboutir à la constitution d'un deuxième gouvernement Den Uyl dans une semaine, environ. — M. V. T.

Union soviétique

M. Brejnev pourrait se rendre à Bonn à la fin du mois de novembre

De notre correspondant

Bonn. — « Les Russes arrivent et le secrétaire général Leonid Brejnev sera notre invité à Bonn. » C'est avec ces propos plutôt familiers que l'ambassadeur de l'U.R.S.S. auprès de la République fédérale, M. Valentin Faline, a dissipé, mardi 25 octobre, tous les doutes qui subsistent encore quant à un prochain voyage du chef de l'Etat soviétique sur les bords du Rhin.

L'ambassadeur parlait à une conférence de presse à l'occasion du sixième anniversaire de la révolution russe. Il a indiqué que le gouvernement de Bonn propose pour la visite de M. Brejnev une date se situant vers la fin du mois prochain. On croit savoir qu'il s'agit du 28 novembre.

Un désaccord subsiste toutefois entre la R.F.A. et l'U.R.S.S. sur le problème du terrorisme. Comme l'ambassadeur soviétique vient de le rappeler, son gouvernement entend obtenir l'extradition de tous les pirates aériens sans aucune exception. Le projet que la République fédérale a présenté à l'ONU prévoit en revanche que les responsables d'un détournement d'avion pourraient être aussi jugés dans le pays d'arrivée, ce qui garantirait un sort différent aux véritables réfugiés politiques.

La lutte

contre le terrorisme

JEAN WETZ.

le tourisme français

80 circuits ou séjours au bout du monde

l'Asie

HONGKONG
FORMOSE
COREE
16 jours
9 250 F

INDONESIE
THAILANDE
BIRMANIE
SINGAPOUR
24 jours
11 450 F

SEJOURS A BANGKOK
ET PATTAYA
17 jours
3 975 F

THAILANDE
BIRMANIE
17 jours
7 850 F

Participez gratuitement à une réunion d'information sur ces voyages le 8 Novembre à notre cercle

Invitation sur demande à une agence ou par téléphone.

le tourisme français

Paris 9^e 86, rue de la Victoire - Tél. 280.67.80
Paris 11^e 277, bd Voltaire - Tél. 344.78.03
Paris 13^e 107, rue de la Glacière - Tél. 588.92.41
Paris 14^e 177, rue d'Alsace - Tél. 542.47.03 (agence correspondante)
Paris 14^e chez la Société Générale Tour Maine-Montparnasse Tél. 538.71.18
Paris 15^e 32, avenue Félix-Faure - Tél. 250.88.74
Paris 17^e 14, avenue de Villiers - Tél. 227.62.18
Paris 18^e 147, rue Ordener - Tél. 076.52.42 (agence associée)
Levallois-Perret 5, rue Louise-Michel - Tél. 757.06.70 (ag. corresp.)
Saint-Ouen 122, av. Gabriel-Péri - Tél. 280.67.80 (p. 280)

le tourisme français

80 circuits ou séjours au bout du monde

Amérique du sud

PEROU
EQUATEUR
BOLIVIE
COLOMBIE
24 jours
11 650 F

CHILI
ARGENTINE
BRESIL
24 jours
15 500 F

PEROU BOLIVIE
AMAZONE BRESILIENNE
23 jours
13 750 F

Participez gratuitement à une réunion d'information sur ces voyages le 27 Octobre à notre cercle

Invitation sur demande à une agence ou par téléphone.

le tourisme français

Paris 9^e 86, rue de la Victoire - Tél. 280.67.80
Paris 11^e 277, bd Voltaire - Tél. 344.78.03
Paris 13^e 107, rue de la Glacière - Tél. 588.92.41
Paris 14^e 177, rue d'Alsace - Tél. 542.47.03 (agence correspondante)
Paris 14^e chez la Société Générale Tour Maine-Montparnasse Tél. 538.71.18
Paris 15^e 32, avenue Félix-Faure - Tél. 250.88.74
Paris 17^e 14, avenue de Villiers - Tél. 227.62.18
Paris 18^e 147, rue Ordener - Tél. 076.52.42 (agence associée)
Levallois-Perret 5, rue Louise-Michel - Tél. 757.06.70 (ag. corresp.)
Saint-Ouen 122, av. Gabriel-Péri - Tél. 280.67.80 (p. 280)

le pays qui fête l'hiver!

1 semaine, 1/2 pension (sans transport) par pers. à partir de 510 F
7 jours, pension complète (transp. compris) par pers. à partir de 960 F

Office National Autrichien du Tourisme 12, rue Auber, 75009 Paris

Nom: _____ Prénom: _____

Adresse: _____

autriche

Le chef de l'Etat ROUMAIN, M. CEAUȘESCU, fera une visite officielle à Londres du 13 au 16 juin prochain. — (A.F.P.)

Le délégué français à la conférence de Belgrade a rendu hommage mardi à l'attaché à l'ambassade de M. Jean Schaeffer, journaliste d'un grand quotidien français, qui a réussi à mettre sur pied à Belgrade, un club européen des journalistes. M. Alain Piret a ajouté que l'initiative de notre collaborateur est soutenue et encouragée par la France. Il a conclu : « Cela pourrait être justement l'annonce de ce point que, en matière d'information régionale sur les pays et les peuples, les journalistes européens ont un rôle très utile. Ils ont été très utiles à l'Europe. Les journalistes de la région que nous leur recommandons. »

EUROPE

DE LA MUNICIPALITÉ COMMUNISTE A LA DIRECTION DE FIAT Les Turinois s'inquiètent de la montée du terrorisme et de la délinquance en Italie

Cinq coups de feu ont été tirés, mardi 23 octobre, sur un conseiller municipal chrétien-démocrate de Turin, M. Antonio Cocozzello, qui a été blessé aux jambes. Cet attentat, revendiqué par les « Brigades rouges » (mouvement clandestin d'extrême gauche) est le dernier en date de ceux qui se sont succédés à un rythme accéléré au cours des récentes semaines à Turin. Notre correspondant à Rome est allé enquêter sur le climat régnant dans la « ville de Fiat ».

Turin. — La ville de Fiat serait-elle devenue la cible préférée des terroristes ? « Depuis le début de l'année, une centaine d'attentats y ont été commis », affirme le parti communiste, qui a conquis la municipalité en juin 1976. Et leurs auteurs n'ont presque jamais été arrêtés. Qui les protège ?

Il est vrai que Turin a souvent fait à ses gros titres des journaux, ces derniers temps : explosion au siège de la Stampa (17 septembre), coups de feu dans les jambes d'un journaliste de l'Unità (18 septembre), décès d'un jeune homme dans un bar incendié par des extrémistes de gauche (1^{er} octobre), sans compter certains faits d'armes plus anciens, comme l'assassinat du président de l'ordre des avocats (28 avril) et diverses agressions armées contre des cadres de Fiat, tous revendiqués par des groupes révolutionnaires.

Pourtant, beaucoup de Turinois parmi les mieux informés, tombent des nues quand on leur parle d'une centaine d'agressions politiques en dix mois. « Cent ? Vous êtes sûr ? Mais alors tout dépend de ce que l'on appelle attentat... » On a fini par s'habituer, en effet, aux petites explosions hebdomadaires sans victimes, qui n'empêchent plus que leurs destinataires. Ce sont les manifestations de masse qui impressionnent. Rome, par exemple, inquiète les Turinois ; mais Turin leur paraît être relativement épargnée.

« C'est bien le plus grave, actuellement, d'un air préoccupé, M. Diego Novelli, le maire communiste. Car certains forces sont en train de s'attaquer sciemment à une ville-laboratoire, où ont été expérimentées les choses les plus intéressantes. Elles s'en prennent à une ville-frontière, qui compte à la fois la plus forte concentration capitaliste et la plus grande présence ouvrière. Je ne crois pas que ce soit un méchant groupe qui commette tous ces attentats. Mais

l'ensemble fait le jeu d'un dessein réactionnaire tendant à bloquer certaines évolutions. » Un point de vue assez semblable nous sera exposé par l'un des secrétaires généraux du Syndicat de la métallurgie, M. Serafino, dont la fédération est d'origine catholique. « Chaque échéance politique ou sociale est marquée par un fait violent. On veut diviser le monde ouvrier. Ces terroristes — en lesquels il serait trop simple de ne voir que des fascistes déguisés — disposent de moyens d'information qui évaluent ceux des services secrets. Ils ont même cependant aucune base ouvrière. »

La peur n'est plus réservée aux riches

« A la direction de Fiat, on en est moins sûr. » Pour connaître si bien la vie interne des entreprises, il faut y compter des comptes, remarque M. Cesare Palenzona, directeur du personnel du secteur automobile. En 1971, on a commencé par incendier des voitures. Deux ans plus tard, c'étaient les enlèvements. En 1974, les coups de feu non mortels destinés à intimider. Cette forme de violence continue, en même temps que des attentats contre des magasins. »

Chez Fiat, les terroristes n'ont pas voulu — ou pas pu — viser la direction. Ils se sont rabattus sur les cadres intermédiaires, ceux auxquels la petite bourgeoisie s'assimile, et qui, finalement, ne se distinguent pas beaucoup des « métallistes » les plus qualifiés. Aux presses de Mirafiori, quatre cadres sur vingt ont déjà été blessés par balle. « Dans un autre pays, en Allemagne fédérale, par exemple, signons ce qui se ferait passer. Ici, nous avons une grande capacité d'encastrement », remarque, songeur, M. Cesare Annibaldi, directeur des relations industrielles du groupe automobile.

A Turin, on vous parle beaucoup plus de la délinquance que de la violence politique. La nuit, les gens évitent de sortir. « La peur n'est plus réservée aux riches. Elle atteint toutes les couches de la population », remarque M. Rossi de Montelera, propriétaire d'une célèbre marque d'apéritif. Ce jeune député démocrate-chrétien sait de quoi il parle : élu en novembre 1976, il fut détenu trois mois par ses ravisseurs. Maintenant, il ne circule plus qu'en compagnie d'un garde du corps et a fait installer chez lui divers systèmes de secours.

À l'âge de l'Union des industriels turinois, plusieurs membres

De notre envoyé spécial

d'une police privée — saqueuse, blouson de cuir, pistolet à la hanche — dévissent les visières. Le président, M. Alberto Benadi, n'est pourtant pas particulièrement inquiet. « A Turin, les attentats sont nombreux, c'est vrai. Mais ils ne mettent pas en péril la démocratie. Le sud de l'Italie, qui paraît calme, est en revanche une poudrière. Si arrivait quelque chose en Calabre, qui pourrait le contrôler ? »

Aucun de nos interlocuteurs n'a voulu voir un rapport entre le regain de violence politiques et l'installation d'un maire de gauche à Turin. « Quelle est la grande municipalité italienne qui n'est pas de gauche aujourd'hui ? », demande un dirigeant local de la démocratie chrétienne. Le philosophe Norberto Bobbio remarque : « Attaquer Bologne, c'est attaquer le P.C. Turin n'est pas aussi tyrannique. D'ailleurs, aucun épisode vraiment grave n'a eu lieu ici, à l'université, au cours des derniers mois. J'ai dispensé mes cours normalement. Les « communistes » ne me paraissent pas être bien nombreux. » Cela nous sera confirmé par un responsable de la sécurité : les violents — terroristes ou contestataires — ne sont probablement pas plus d'une centaine.

Les démocrates chrétiens dirigent la ville depuis 1951. Leur échec en 1976 a surpris tout le monde, à commencer par les communistes, comme le reconnaît le maire, M. Diego Novelli. Son parti a dû apprendre très vite à gouverner, tandis que la démocratie chrétienne, désorientée, se cherchait avec peine un style d'opposition. Elle ne semble pas l'avoir encore trouvé.

Il faut restituer la ville aux enfants

Le climat de « compromis historique » ne règne pas à Turin, bien que la gauche démocrate chrétienne y ait beaucoup de poids. L'un de ses dirigeants, M. Guido Bodrato, qui est au niveau national l'un des artisans du rapprochement avec le P.C.I., affirme : « Nos rapports avec les communistes sont plus tendus ici qu'à Rome, mais davantage, peut-être, dans les paroles que dans les faits. Nous faisons une opposition mordante. Nous ne fermons pas les yeux. Mais les ont-ils jamais fermés ? Le député démocrate-chrétien de gauche ajoute : « Je ne comprends vraiment pas

pourquoi les communistes ont gagné les élections. Ils n'ont rien fait de plus que l'administration précédente, qui gouvernait convenablement. Il y a chez eux beaucoup de façade, assez peu de substance, avec une propagande certainement efficace. »

Ancien journaliste de l'Unità, âgé de cinquante-quatre ans, M. Diego Novelli affiche un air triste qui le fait passer — à tort, semble-t-il — pour pessimiste. C'est un homme populaire, aussi capable de parler aux patrons que de se présenter, un beau matin, aux portes d'une usine en grève. Il a ses obsessions : la jeunesse et les spectacles d'armes qui entourent Turin, devenue la troisième ville méridionale d'Italie après Naples et Palerme. « Nous détenons malheureusement le record des actes de vandalisme, commis parfois par des enfants de sept ou huit ans. Pourquoi s'attaquent-ils aux équipements urbains ? Parce qu'ils transposent sur la ville les tensions qu'ils vivent dans leur propre famille. Notre effort principal porte sur l'école — nous lui consacrons 50 milliards de lires par an. Il faut restituer la ville aux enfants. »

Une initiative à la sortie des écoles, des bus emmenant les élèves visiter différents services urbains comme les stades, les casernes de pompiers, la compagnie d'électricité.

Nul ne semble mettre en doute les bonnes intentions de M. Novelli. Mais, dit-on de divers côtés, il n'a pas assez d'argent pour les réaliser. « On ne peut construire le socialisme dans une seule ville », commente un socialiste.

Entre la municipalité socialiste-communiste et les industriels, les rapports sont bons. Cela est confirmé des deux côtés. Néanmoins, la détente du climat social au sein des entreprises est davantage due à la crise économique qu'à l'action des pouvoirs locaux. Le maire communiste et M. Giovanni Agnelli, P.-D.G. de Fiat, se rencontrent assez peu en public. On les voit surtout dans les stades de football, l'un soutenant le Torino, l'autre la Juventus, qu'il finance.

« Nos rapports avec la municipalité sont fortement des rapports de pouvoir à pouvoir, explique M. Luca Montezemolo, directeur des relations publiques de Fiat. Turin en donne un acte à la coalition de gauche d'avoir pris conscience de beaucoup de problèmes, il faut dire que sur le plan de la réussite, elle n'a pas fait grand-chose de bon. Ni même ni même bien que les municipalités précédentes. »

Le maire communiste déclare pour sa part : « Nous avons affirmé l'autonomie de la municipalité. Sur le balcon flotte la bannière de la ville, non le drapeau rouge. Aux industriels, nous avons dit : « Faites votre métier » nous faisons le nôtre : la municipalité n'est plus une dépendance de Fiat. » Et je dois dire que, d'un côté comme de l'autre, ce principe d'autonomie a été respecté. »

Au-delà de l'autonomie, une certaine collaboration s'engage avec Fiat, par exemple, qui a investi 2 milliards de lires cette année pour des équipements sportifs. « Moi, dit le maire, je veux que les enfants nagent. Si Fiat construit des piscines, tant mieux. »

Cette collaboration ne heurte-t-elle pas la base ouvrière, connue à Turin pour son intransigeance ? A une telle question, le maire répond : « La base ouvrière n'est pas stupide. C'est l'une des plus évoluées d'Italie. Ne la confondez pas avec trois ou quatre mystificateurs qui prétendent parler en son nom — avec des bombes ! — sans avoir jamais vu une usine de leur vie. »

ROBERT SOLÉ.

Anne Pons
Le Tour de France
par
Camille et Paul
deux enfants d'aujourd'hui

Ce livre, qui raconte la France d'aujourd'hui (1977), ne saurait être confondu avec l'œuvre de G. Bruno (1876) : « Le Tour de la France par deux enfants » dont les Editions Belin ont fait et publié l'édition du centenaire.



TCHOU

tielsa
technique internationale de la cuisine
à votre goût et selon votre budget
VEZ CHOISIR VOTRE CUISINE
dans une collection de 40 modèles
aux lignes et coloris étonnants sur 450 m² d'exposition
POUR CHOISIR IL FAUT AVOIR LE CHOIX

CENTRE DE DOCUMENTATION ET DE VENTE TIELSA
281, rue du Faubourg St-Antoine, 75011 Paris - tél. 628.46.27
Métro Nation
ouvert du lundi au samedi inclus de 10 h 30 à 19 h

Le jour où
toutes les banques feraient
le même crédit...

...vous feriez mieux
d'en demander à vos amis.

Ce jour-là, s'il arrivait... c'en serait fait de la souplesse du crédit telle que nous la comprenons.

Le jour où il n'y aurait plus de banques en concurrence, il n'y aurait plus de choix possible... le crédit monopolisé n'aurait pas plus d'imagination qu'une machine à calculer.

Pour l'achat de votre appartement ou pour le financement de vos équipements, vous risqueriez alors de vous heurter à des complications toujours accrues.

Et vous devriez renoncer à tout ce que l'existence de banques privées comme la nôtre vous garantit aujourd'hui.

CCF. Banque privée,
notre rôle auprès de vous est irremplaçable, vous le savez.



CREDIT COMMERCIAL DE FRANCE

CCF, 103, avenue des Champs Élysées 75008 Paris Tél. 720 92 00

Publi-Service

Le Monde

politique

L'EXAMEN DE LA LOI DE FINANCES A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Le budget de la justice : de la pénurie à l'aisance

Mardi, à l'Assemblée nationale, les fleurs ont volé au travers de l'hémicycle. On y examinait le budget de la justice, un budget qui avait, les années précédentes, successivement été qualifié de budget d'indigence (1969), de budget de la résignation (1970), de budget de la misère et du désespoir (1971). En 1972, toutefois, la tendance s'était inversée et on avait pu parler d'un budget de l'espérance. La commission des lois n'en avait pas moins, en 1976, tiré une nouvelle fois la sonnette d'alarme, craignant que l'on ne se trouve un jour prochain en présence d'une situation catastrophique.

« Vous avez été entendus », a observé M. Peyrefitte en présentant un budget qui, en

augmentation de 24 %, sort de la pénurie pour entrer dans une relative aisance.

Grand seigneur, il a tendu aux rapporteurs les fleurs que ces derniers lui avaient offertes. On se faisait des politesses, on se rendait mutuellement hommage, on échangeait des bouquets. Sans épines... ou presque.

Fausse note dans ce concert de louanges, l'intervention de M. Benoist, socialiste il est vrai, rapporteur pour la condition pénitentiaire, qui estimait que, s'agissant des détenus, on ne saurait parler de progrès considérables, parier de respect de la personne humaine.

également regretté l'insuffisant accroissement des effectifs dans ce secteur pauvre du budget de la justice ainsi que la part trop faible faite à l'éducation surveillée.

Bon prince, le garde des sceaux en convenait, se refusant à tout triomphalisme et se réclamant d'une politique volontariste fondée sur quelques grandes priorités. Comme disait Chamfort : « Il faut se procurer des chemises avant de porter des dentelles ».

« Tu causes, tu causes », a semblé lui dire M. Forêt en reprochant au ministre son électoralisme et son impuissance à réaliser ce à quoi il aspirait lorsqu'il présidait le comité d'étude

sur la violence. « La vertu qui fait tapage, dévalait-il conclure, n'est déjà plus vertu ». Les orateurs communistes furent plus brutaux :

« Violence, insécurité, répression : la boucle est bouclée. Le capitalisme se nourrit de la délinquance ».

Mardi, dans un hémicycle aux allures de Coupole, il en fallait cependant plus pour troubler la sérénité du garde des sceaux. Il est vrai que, des cent fleurs des rapporteurs au grand bond en avant de son budget, M. Peyrefitte était en pays de connaissance. Voilà bien le ministre du pays... du juste milieu.

PATRICK FRANCES.

Le budget de la justice pour 1978 s'élève à 3,9 milliards de francs (équipement compris) et représente ainsi plus de 1 % des budgets civils. Alors que la justice compte 20 908 emplois, 20 071 emplois nouveaux doivent être créés.

Le rapporteur spécial, M. SPRAUER (R.P.R.), exprime sa satisfaction et indique que la commission des finances a adopté le budget en discussion. Elle a toutefois demandé au gouvernement d'accomplir un effort particulier en faveur de l'éducation surveillée et de permettre l'entrée en vigueur de la réforme des conseils de prud'hommes (déposée à l'Assemblée en avril 1976) et d'accroître l'effectif des magistrats.

La commission a également adopté l'article 70 du projet de loi des finances dont la discussion est rattachée à celle du budget de la justice. Cet article porte les plafonds de ressources mensuelles requis pour bénéficier de l'aide judiciaire totale ou partielle, respectivement à 1 820 et 2 700 F. Le plafond de l'indemnité forfaitaire perçue de l'Etat par l'avocat en cas d'aide judiciaire totale est porté à 1 080 F.

Dans son rapport sur la condition pénitentiaire, M. BENOIST (P.S.) indique notamment que le budget de ce secteur s'élève à environ 1 milliard de francs. Il estime les effectifs toujours insuffisants : ils devraient être augmentés d'environ cinq mille unités. Il observe que 362 fonctionnaires seulement ont la charge de 33 000 détenus, soit 1 fonctionnaire pour 150 détenus. Il rappelle que, au 1^{er} juillet 1977, 24 972 détenus étaient logés dans des établissements dont la capacité d'accueil est limitée à 19 547 places, ce qui, estime-t-il, ne peut qu'aggraver la délinquance dans la mesure où les jeunes détenus sont en contact avec des condamnés chevronnés. De plus, cette surpopulation ne permet pas toujours d'héberger la totalité des détenus dans des conditions matérielles normales.

La commission des finances, qui a voté le budget en discussion, a adopté des observations demandant :

— La mise en place des moyens de surveillance et d'intervention nécessaires pour prévenir les actes suicidaires ;

— La mise en place, dans les établissements psychiatriques, de départements spéciaux réservés à l'internement des auteurs de crimes et délits relevant des cours d'assises et déclarés responsables ;

M. GERBER (P.R.), rapporteur pour avis, souligne l'effort fait pour le renforcement des effectifs des greffes, mesure importante pour remédier à la lenteur de la justice. Il déplore l'insuffisance de la retraite des avocats, dont le montant avoisine celui du SMIC. Cette situation, précise-t-il, qui oblige les avocats à prolonger leur activité professionnelle, risque de se trouver aggravée par la réforme instituant la gratuité de la justice. Il insiste sur la nécessité d'instituer un régime d'indemnisation satisfaisant des avocats commis d'office en matière pénale. Pour terminer, il indique que la commission des lois a donné un avis favorable à l'adoption des crédits.

« Vous avez été entendus », observe M. PEYREFITTE, garde des sceaux en évoquant les souhaits formulés par les députés lors du débat de l'an dernier et en présentant un budget qui par sa forte croissance se situe au premier rang devant les autres grandes priorités, affaires étrangères et culture.

Après avoir relevé que dans ce budget de fonctionnement l'investissement occupait une place très modeste, il se livre à une réflexion sur le présent et l'avenir de la justice française : « Au même titre que la liberté, la justice se révèle aujourd'hui l'aspiration fondamentale des Français. D'où leur exigence, d'autant que notre justice est trop souvent considérée comme une institution inaccessible, coûteuse, débordée, désespérément lente, indifférente à l'homme dans sa vie quotidienne. De plus, on y voit une machine d'autant plus implacable qu'elle est plus mystérieuse. Il y a donc tout un travail de création, de confiance à mener à bien. Ce mot résume notre objectif : la simplification. Sans cesse et d'être juste et efficace, la procédure doit se simplifier : elle y gagnera en rapidité, elle se verra enrichie et plus claire. Bref, la justice doit devenir plus accessible, plus attentive aux besoins réels ; elle doit devenir un service public moderne, plus efficace, plus chaleureux, ce en favorisant le développement de l'esprit de responsabilité ».

Le ministre poursuit : « Grâce à ce budget, des progrès substantiels devraient, dès l'an prochain, être perçus par le public dans la marche des juridictions. Les lacunes les plus criantes seront comblées et les retards les plus déplorables seront rattrapés dans les greffes et constitueront la première des juridictions. Il n'est pas normal que la justice française fonctionne comme une armée mexicaine où les officiers remplacent les soldats. La priorité sera donc de débarrasser le plus gros goulet d'étranglement des services judiciaires : les greffes des tribunaux ».

M. Peyrefitte évoque ensuite successivement le renforcement des effectifs des tribunaux, l'extension de l'expérience « très encourageante » des conciliateurs, la généralisation des procédures de requête et de référé devant le juge d'instance, les progrès de l'aide judiciaire et la gratuité administrative des procédures judiciaires civiles. Après avoir annoncé qu'un projet réglementaire prochainement « avec équité » le problème des retraites des avocats, il aborde après les services judiciaires, la seconde priorité : l'administration pénitentiaire où l'essentiel des moyens sera consacré à améliorer la condition des personnels, à accroître les effectifs et à améliorer la formation.

Dans la discussion générale, M. FREDERIC-DUPONT (apparenté P.R.) demande que le tribunal de Nanterre soit rattaché, non à la cour de Versailles, mais à celle de Paris. Pour M. FORNI (P.S., Territoire de Belfort) « les créations d'emplois de magistrat sont une goutte d'eau qui ne saurait servir à

déseimbler les juridictions ». A son avis, le secteur le plus menacé est celui de l'éducation surveillée, qui n'a jamais connu, depuis 1970, une dotation aussi faible. Plus qu'un instrument de prévention, ce budget lui apparaît comme un catalogue de mesures électoralistes.

Selon M. BUSTIN (P.C., Nord), « la répression reste le moyen privilégié le moins coûteux financièrement, le plus rentable idéologiquement. Avec la crise et le chômage, le fonctionnement de la justice devient insupportable ». Les recommandations du comité sur la violence se traduiront-elles dans les faits, et quand ? demande M. LAURIOU (R.F.P., Yvelines), qui indique que son groupe, qui approuve le budget, attache la plus grande importance à la réponse du ministre.

Pour M. HOUTIER (P.S., Haute-Garonne), la réforme pénitentiaire de 1975 est inapplicable dans les conditions actuelles de détention. Il évoque notamment la liberté de lecture dans

Des précisions de M. Peyrefitte

Répondant aux orateurs, M. PEYREFITTE déclare sur l'obligation de réserve :

« Je considère de mon devoir de veiller à ce que les magistrats, tout en ayant la faculté de s'exprimer, ne s'écarterent pas de cette obligation. Il est par exemple particulièrement choquant que soient exprimés certains commentaires d'une organisation syndicale sur une affaire judiciaire. C'est indigne, voire illégal. Ceux qui s'y livrent en sont d'ailleurs les premières victimes », observe-t-il en évoquant l'attentat perpétré contre le Syndicat de la magistrature.

Le ministre donne les précisions suivantes :

— Les ordonnances d'expulsion ont été moins nombreuses en 1976 qu'en 1975. Ainsi, du fait du chômage, les expulsions diminuent car la justice est humaine.

— Le nombre des suicides en prison n'a pas augmenté. Il était de 42 en 1975, de 38 en 1976 et de 36 également en octobre 1977. La prison n'est pas un élément aggravant du suicide. Des mesures n'en ont pas moins été prises.

— Pour ce qui est du contrôle des publications autorisées dans les prisons, dans certains cas, exceptionnels et graves, certains écrits appelant à la révolte ou à l'agression contre les personnels de surveillance ont été interdits, en contradiction avec le droit.

M. Peyrefitte ajoute que l'un étend le droit de publication à la réglementation en vigueur pour les correspondances, réglementation qui interdit les lettres contenant des menaces précises contre des personnes ou contre la sécurité

des prisons, la multiplication des suicides et les sanctions prononcées contre cinq éducateurs de Fleury-Mérogis.

En séance de nuit, M. GARCIN (P.C., Bouches-du-Rhône) observe que « la crise économique actuelle, qui engendre une crise morale, touche plus directement les milieux les plus défavorisés, c'est-à-dire ceux dont est issue la grande majorité des délinquants. Face au lot d'injustice qui la frappe, observe-t-il, la jeunesse réagit et se révolte. Force est de constater, déclare-t-il, que trop souvent la société réprime, au lieu d'appliquer, dans un premier temps, les mesures éducatives appropriées ».

Pour M. MASSON (P.R., Yonne), la gratuité de la justice à partir du 1^{er} janvier 1978 est un événement capital, mais il faut également simplifier la procédure et en unifier les délais. M. PIOT (R.P.R., Yonne) indique que son groupe, qui a trop souvent voté le budget de la justice avec espoir et confiance, celui-ci avec espoir et confiance.

dans les prisons. Je me propose d'établir, précise-t-il, une réglementation dans ce sens, étant entendu qu'une faculté de recours serait ouverte.

— Sur quinze mille cinq cent quatre-vingt-onze permissions de sortie accordées en 1976, 95 % n'ont donné lieu à aucun incident, et seulement 0,03 % ont donné lieu à des actes graves contre des personnes. C'est trop, reconnaît-il. Mais faut-il, à cause de cinq cas, supprimer complètement le système des permissions, qui est, pour les détenus, l'espérance ?

La parité indicielle sera totale, à compter du 1^{er} janvier 1978, entre les personnels de surveillance et le corps des gardiens de la paix en tenue, ce qui représente un effort financier de 36 millions.

Le gouvernement étudie la question des dommages matériels provoqués par des attentats par explosif.

M. Le terrorisme, a ajouté le ministre, est un défi lancé à la société occidentale, qui doit s'en protéger, sous peine d'être détruite. A menace nouvelle il faut des réponses nouvelles. Le gouvernement réfléchit aux paradoxes éventuels, la meilleure me paraissant être la fermeté. Mais, comme il y a un euro-terrorisme, il pourrait y être répondu par un euro-antiterrorisme. La France ne pouvant se borner à une réaction isolée.

L'Assemblée adopte les crédits de la justice, l'opposition votant contre, puis l'article relatif au relèvement des plafonds de ressources de l'aide judiciaire. Le groupe communiste avait estimé ce relèvement insuffisant.

Légion d'honneur et ordre de la Libération

L'Assemblée nationale a examiné et adopté les faits et gestes annuels de la Légion d'honneur (475 millions) et de l'ordre de

la Libération (1,5 million) en présence du général De Boissieu, ministre de l'Ordre de la Légion d'honneur.

COOPÉRATION : priorité à l'assistance technique militaire

On ne dénombrerait, mardi matin 25 octobre à l'Assemblée nationale, qu'une dizaine de députés pour examiner le budget de la coopération. Avec 3 milliards de francs en 1978, ce dernier connaît une augmentation de 17 %, compte tenu de l'extension des compétences du ministre à la République à Djibouti, qui vient d'accéder à l'indépendance.

Rapporteur spécial, M. VOISIN (app. R.P.R.) relève notamment que dans un budget en croissance modérée notre assistance technique militaire (330 millions) figure parmi les priorités. Les crédits prévus permettront de rémunérer environ 1 250 coopérateurs militaires (1 000 en 1977) et d'accueillir 1 500 stagiaires sur les 4 000 demandes présentées. La commission des finances a adopté les crédits en discussion.

M. FREDERIC-DUPONT (app. P.R.), rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères, évoque l'effort français en faveur du développement. Selon le comité d'aide au développement de l'O.C.D.E., la France a consacré 0,625 % de son P.N.B. (10,5 milliards en 1976) à l'aide au développement, dont un quart environ a bénéficié aux Etats du ressort du ministère de la coopération.

« Ce taux, précise le député, place la France au quatrième rang dans le monde (après les Pays-Bas, la Suède et la Norvège) et la rapproche de l'objectif de 0,7 % du P.N.B. fixé pour l'an 2000 par l'Organisation pour le développement par la CNUCED. La commission des affaires étrangères a émis un avis favorable à l'adoption des crédits, en insistant sur l'importance des émissions de radio.

M. Robert GALLEY, ministre de la coopération, déclare : « Nous sommes disposés à apporter à nos amis africains les amis et les appuis qu'ils souhaitent nous voir leur apporter. Mais la coopération, les orientations et les décisions leur appartiennent. Il est satisfaisant de voir prendre forme, progressivement, une politique interafricaine. Cette concertation nous paraît essentielle. (...) La France s'attache à respecter les principes de neutralité et de non-ingérence, mais notre amitié se veut vigilante ».

M. Galley évoque ensuite la situation économique de l'Afrique, qui, constate-t-il, « reste préoccupante ».

partie ». Aussi estime-t-il nécessaire d'établir rapidement des accords internationaux afin de stabiliser les cours des matières premières « à des niveaux justes et équitables ».

M. Galley précise que la coopération militaire doit être ramenée à son niveau de 1976, soit un peu moins de 13 % des dépenses totales de son ministère.

Dans la discussion générale, M. MONTDARGENT (P.C., Val-d'Oise), évoque « l'expédition armée du Zaïre, opération du plus pur style colonial », dénonce la poursuite de la coopération militaire avec l'Afrique du Sud et le maintien de la domination coloniale française sur Mayotte.

Selon M. FEIT (P.R., Jura), « la France n'a pas, en matière de coopération, à rougir de son action ». L'orateur insiste sur la coopération industrielle et réclame un statut des entreprises coopératives.

Répondant aux orateurs, M. Galley rend hommage à l'action des volontaires du progrès et annonce que leur effectif sera porté de trois cent quarante-cinq à cinq cents dans les six prochains mois. Il évoque le sort des six otages toujours détenus par le Front Polisario et affirme qu'au-delà de cette « douloureuse affaire » la sécurité de nos coopérateurs « est globalement très bien assurée ». Il note ensuite que Radio-France internationale a bénéficié en 1977 d'un effort « exceptionnel », effort qui sera accru en 1978.

Au sujet de la coopération militaire, il s'attache « à ramener les choses à leurs justes proportions ». Il n'y a aucune évolution vertigineuse de cette coopération, affirme-t-il. S'adressant à M. Montdargent, il déclare : « Non, notre assistance au Tchad n'est pas une manifestation de l'impérialisme français. Non, il n'y a pas de coopération nucléaire militaire avec l'Afrique du Sud. Notre politique est comparable avec celle de l'U.R.S.S., dont les livraisons d'armes à l'Afrique se sont élevées à plus d'un milliard de dollars ».

Les crédits de la coopération sont ensuite adoptés, l'opposition votant contre.

M. Louis Joxe est nommé membre du Conseil constitutionnel


Sur décision de M. Edgar Faure, président de l'Assemblée nationale, publiée au « Journal officiel » du 26 octobre, M. Louis Joxe est nommé membre du conseil constitutionnel, en remplacement de M. Henry Rey, décédé le mercredi 12 octobre (« le Monde » du 13 octobre).

M. Louis Joxe, ancien ministre d'Etat qui ne sollicitait pas le renouvellement de son mandat de député R.P.R. dans la quatrième circonscription du Rhône, où M. Raymond Barre est candidat, sera remplacé à l'Assemblée nationale par son suppléant, M. Jean Baridon (R.P.R.).

Né le 16 septembre 1901 à Bourg-la-Reine, M. Louis Joxe, agrégé d'histoire et de géographie, a été chargé de mission puis chef adjoint de cabinet de Pierre Cot lorsque ce dernier était sous-secrétaire d'Etat aux affaires étrangères et ministre de l'air entre 1932 et 1934. Secrétaire général du centre d'études de politique étrangère de 1939 à 1940, M. Louis Joxe occupa de 1942 à 1944 les fonctions de secrétaire général du comité de libération nationale. Nommé au Conseil d'Etat en service ordinaire en décembre 1944, il est successivement secrétaire général du gouvernement provisoire (1944-1945), directeur général au ministère des affaires étrangères (1946-1952), ambassadeur à Moscou (1952-1953), à Bonn (1953-1956), puis secrétaire général du ministère des affaires étrangères.

Élevé en 1959 à la dignité d'ambassadeur de France, il entre au gouvernement, où, après avoir été secrétaire d'Etat auprès du premier ministre (M. Michel Debré), il devient ministre de l'éducation nationale en janvier 1960. Après avoir exercé les fonctions de ministre d'Etat chargé des affaires algériennes de novembre 1960 à novembre 1962, puis jusqu'en 1967 de la première administration, M. Joxe est élu député de la quatrième circonscription du Rhône (Lyon VII, VIII et XI) en 1967. Garde des sceaux, ministre de la justice dans le quatrième cabinet de Georges Pompidou, c'est à ce titre qu'il a assuré pendant les « événements » de 1968, les fonctions de premier ministre en remplacement de Georges Pompidou en voyage en Iran du 2 au 7 mai, puis en Algérie jusqu'en 11 mai. Réélu député du Rhône en mars 1973, mandat qu'il avait retrouvé en juin 1968, M. Joxe préside l'Union des Français de l'étranger depuis 1969, ainsi que le Mouvement national pour la réforme régionale. De 1971 à 1972, il avait présidé la commission d'étude sur la fonction enseignante dans le second degré.

Un certain Raymond Barre



HACHETTE

TWA.

Chaque jour le premier 747 pour New York.

Départ : 12 h 00.

Seule TWA offre autant de vols quotidiens vers les USA.



N°1 sur l'Atlantique

TWA

TWA : la compagnie aérienne qui transporte le plus grand nombre de passagers sur les vols transatlantiques réguliers.

27 10 1977

POLITIQUE

La « proposition Guermeur » d'aide à l'enseignement privé devient la loi après le vote du Sénat

Le Sénat a adopté sans la modifier, mardi 25 octobre, par 174 voix contre 104, la proposition de loi sur l'enseignement privé visant à étendre l'aide financière de l'Etat, notamment en faveur des maîtres

Ce texte, issu d'une proposition de loi de M. GUY GUERMEUR, député R.P.R. du Finistère, amendé par plusieurs dispositions d'origine gouvernementale, avait été voté en première lecture par l'Assemblée nationale le 28 juin dernier. Il prévoit une aide financière supplémentaire en faveur des établissements d'enseignement privé, une extension aux maîtres de cet enseignement du statut des maîtres de l'enseignement public, et des garanties nouvelles assurant (dans la nomination des maîtres notamment) le maintien du caractère spécifique des établissements sous contrat : le choix des maîtres est confié par le projet au chef d'établissement, l'autorité rectoriale ne conservant plus qu'une sorte de droit de veto. L'aide financière de l'Etat (destinée à permettre la construction des établissements technologiques, rendue nécessaire par la réforme Haby de juillet 1975) sera mise en œuvre chaque année lors de la discussion du budget.

Cette loi, a affirmé le rapporteur, M. JEAN SAUVAGE (Union centriste, Maine-et-Loire), ne déroge pas aux principes de la loi Debré de 1959. Ces dispositions ne remettent pas en cause les structures mises en place alors et ne concernent que les établissements existants. Elle n'innove donc pas, mais actualise.

M. SÉRUSCLAT (P.S., Rhône) est d'un avis diamétralement opposé. Le texte en discussion, estime-t-il, loin d'être une simple actualisation, modifie sérieusement la législation actuelle. Le respect du « caractère propre » de l'établissement sera la porte ouverte aux licenciements les plus arbitraires.

M. MATHIEU (Rég. Ind., Rhône) considère qu'il est bon de clarifier et de préciser les dispositions de la loi Debré. Il approuve le nouveau texte, qui « aménage la situation du maître, règle le contentieux du forfait d'externat et met un terme aux interprétations abusives de la loi de 1959 ».

M. JEAN-MARIE GIRAULT (Rég. Ind., Calvados), maître de Caen, prononce un vif réquisitoire contre ceux qu'il dénonce comme « des adversaires de l'enseignement privé et de la pluralité des écoles ». MM. Mézardou, Henry, Cornac, Ce qui est visé, estime-t-il, c'est la liberté des parents à l'égard de l'éducation de leurs enfants : « Le parti unique, le syndicat unique, l'école unique, nous n'en voulons pas ! »

et de certaines constructions scolaires. Le débat sénatorial a été marqué par l'intervention assez agressive du ministre de l'éducation à l'égard des socialistes et par la modération du groupe communiste, qui n'a déposé ou défendu aucun amendement.

Mme HELENE LUC (P.C., Val-de-Marne) annonce que son groupe refuse le débat tel qu'il est posé et votera contre la proposition. C'est un refus, qualifié d'« opération de diversion politique ». Mais le parti communiste, déclare-t-elle, est décidé « à prendre en compte pleinement la

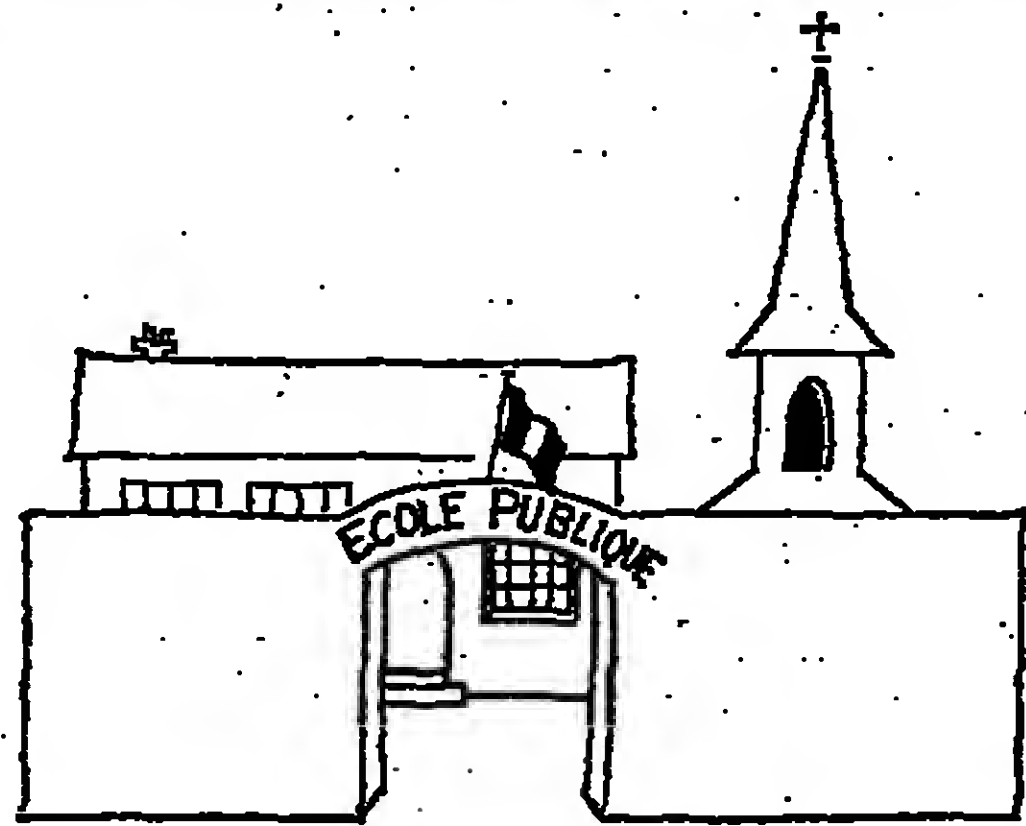
trahison de l'école publique est ardemment réclamée par la majorité des familles qui veulent, pour leurs enfants, un horaire de sérénité et d'approche des valeurs fondamentales communes à notre civilisation, non un lieu d'affrontement et de combats.

L'école publique et l'école pri-

ne reproduisent deux camps, deux cultures, deux France. Elles ne dressent pas deux jeunesse l'une contre l'autre. Leurs démarches ne sont pas antagonistes, mais parallèles.

Le ministre s'en prend ensuite aux municipalités socialistes : « Quand le parti socialiste, dans son communiqué du 8 octobre, justifiait les suppressions de subventions, rappelle l'instruction donnée par son comité directeur aux municipalités socialistes, à engager des négociations en vue d'aboutir à des contrats d'association », il les engage, affirme M. Haby, à se mêler de ce qui ne les regarde pas. Faut-il rappeler que la municipalité ne se trouve pas dans la situation du contractant qui souhaite modifier le contrat ou faire signer un avenant à son partenaire. Faut-il rappeler que ces contrats sont essentiellement établis entre les écoles privées et l'Etat ? Puis il conclut en évoquant les principes de liberté d'égalité et de fraternité auxquels la nouvelle législation, estime-t-il, reste fidèle.

Les sénateurs repoussent alors plusieurs amendements socialistes visant, notamment, le caractère propre de l'enseignement privé. « Si ses maîtres sont rétribués sur fonds publics, déclare M. SÉRUSCLAT, ils ne peuvent être tenus à s'écarter de la laïcité. » L'ensemble de la proposition de loi est adopté. — A. G.



(Dessin de KONE)

diversité des opinions et des positions.

M. CHERRIUX (R.P.R., Paris) dénonce le « programme plus ou moins commun de la gauche », qui consiste « à écraser l'individu dans le collectivisme ».

M. HARRY (non inscrit, Français de l'étranger) pense qu'il est normal que l'Etat, « qui apporte une aide aux journaux qui combattent », s'intéresse au sort de l'enseignement privé. Il demande que la nouvelle législation s'applique aux écoles établies hors de France.

M. CHAUVIN, président du groupe de l'Union centriste, qui « a toujours voté la proposition », s'inquiète des délais et modalités de financement.

M. HARRY souligne que « le paysage a profondément changé depuis le début du siècle. Aujourd'hui, déclare-t-il, très nombreux sont les enseignants chrétiens qui dispensent l'enseignement laïc, et l'enseignement privé est de plus en plus un enseignement donné par des laïcs. »

L'Eglise, aujourd'hui, n'est plus celle d'hier : elle échappe au dogmatisme et à la colonie du poison, et au milieu du foisonnement des orientations politiques et des projets de société, la neu-

vee participent désormais toutes deux de l'esprit du temps. Habitée de la même confiance en l'homme, mais sensibles aux mêmes incertitudes, ouvertes aux mêmes recherches, elles ne produisent ni

Obscure polémique autour de l'adverbe « autrement »

La revue *Autrement*, dirigée par M. Henry Dougier, est en procès avec le mouvement des jeunes giscardiens qui vient de se rabattre sur elle en empruntant son nom. Déjà, au niveau du juge des référés, les jeunes giscardiens ont obtenu satisfaction, mais ils ont néanmoins estimé prudent d'annoncer qu'ils ne feraient pas usage de l'adverbe « autrement » en matière de presse.

En attendant un arbitrage définitif, M. Dougier avait convoqué, mardi 25 octobre, une conférence de presse au cours de laquelle d'autres revues d'opinion, *Esprit*, *Etudes*, *Le Temps moderne* ont venues lui témoigner leur solidarité. Quelques grandes figures de la gauche intellectuelle s'étaient également mobilisées tels MM. Bernard-Henry Lévy, André Lichnerowicz et Pierre Vidal-Naquet.

Officiellement, il s'agissait de traiter de « la récupération politique des mouvements d'écarts ». Un beau sujet. En pratique, on polémiquait sans gêne avec les jeunes giscardiens. L'intervention la plus intéressante a été signée par un absent, M. Alfred Grosser, retenu à Bruxelles. Dans son message il indique en effet :

« Admettons un instant que les juges établissent qu'un article légalise le mouvement des jeunes giscardiens averti le droit de s'insérer. Autrement : Mais supposons aussi, hypothèse plus immédiatement vérifiable, que le président de la République n'est pas entièrement dépourvu de possibilités d'influence sur un mouvement politique de loi et de compétence un de ses fils parmi ses dirigeants. P.D.L.R. — Henry Giscard d'Estaing. »

Le refus opposé aux animateurs d'*Autrement*, est alors particulièrement choquant au nom même des principes dont se réclame le président. Le dialogue courtois plutôt que l'affrontement, l'équité plutôt que la loi des taxes, le respect des mouvements de pensée plutôt

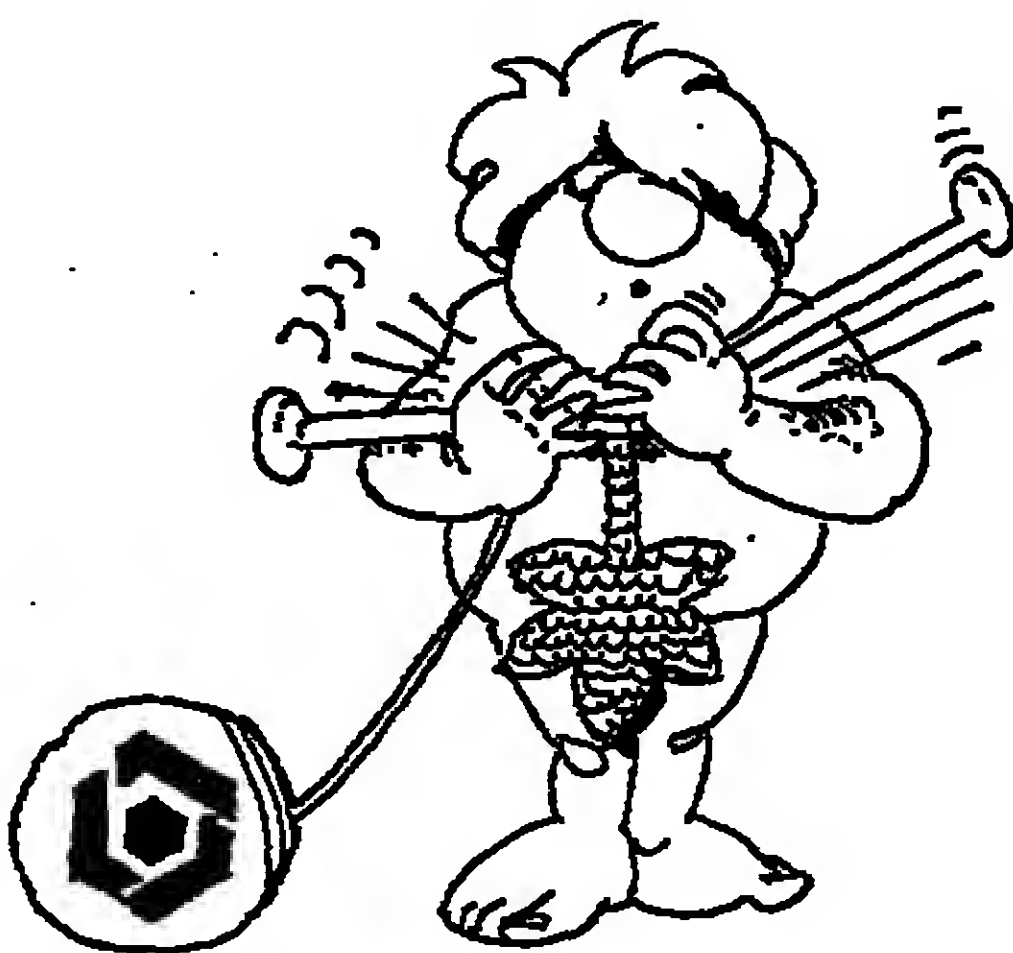
que l'exercice musclé de la puissance politique ou financière, le sens de l'unité dans le respect des différences : dans le refus immédiat opposé à la légitime demande d'*Autrement*, on est bien loin de ces choix si souvent proclamés.

Notre président déplore, non sans raison selon moi, le durcissement des antagonismes en France et souhaite que les esprits critiques jugant ses attitudes et son action non à partir de dogmes politiques, mais à la suite d'analyses dépassionnées conduites sans malveillance. Or le comportement qu'il laisse adopter aux jeunes giscardiens a des effets exactement inverses. Comment ne pas éprouver de soupçon sur les intentions quand, dans une affaire si limitée, où ne se trouve engagé aucun grand intérêt politique... la liberté d'action du groupe aux ressources limitées se trouve délibérément entamée par un groupe fort des seules ressources qui lui viennent du dehors ?

Tout était dit et bien dit. Et, pourtant, une heure et demie durant s'est déroulée une conférence de presse aux allures de numéro de cirque.

En effet, trois militants du mouvement des jeunes giscardiens s'étaient risqués à venir porter la contradiction. Jeunes, inexpérimentés, d'une dramatique maladroise, ils ont essayé de ruser en présentant leur démarche comme « spontanée » et « non-télécommandée ».

Chacun offrait la caricature de son propre rôle : les trois « giscardiens », jeunes sans bien sûr être issus de la bonne société parisienne, avaient notamment fait à un quarton de militantes qui semblaient échappées d'une bande dessinée de Claire Bretschneider. Bernard-Henry Lévy, alors qu'il au premier rang, caressait avec ennui ses longs cheveux. Chacun a tenu son rôle et brodé sur des airs connus. Il n'est pas si facile de se comporter « autrement ». — T. P.



aider les hommes à mieux se vêtir

Dans la chimie, parmi les groupes de niveau international, nous ne sommes ni les plus grands, ni sans doute les plus ingénieux.

Le chiffre d'affaires annuel de DSM* équivaut cependant à plus de 20 milliards de francs — ce qui nous classe au 16^e rang de la chimie mondiale et parmi les 50 plus grandes entreprises européennes.

Bien que nous n'ayons pas la prétention de savoir tout faire (pas encore...), DSM s'est fixé pour objectif de faciliter la vie des hommes en les aidant à faire face à leurs besoins essentiels, tels que se vêtir.

Savez-vous, en effet, que DSM, à partir de pétrole et de gaz naturel, fabrique dans ses usines des matières premières pour fils et fibres, et des produits textiles.

Ainsi, nous avons créé un procédé original pour produire le caprolactame, matière première du nylon, dans nos usines, à travers le globe, il est fabriqué chaque année le quart de la production mondiale. Savez-vous que DSM produit des tonnages très importants de matières acryliques utilisées pour les textiles ; et que, dans un souci de diversification, nous nous intéressons aussi à la fabrication de « prêt-à-porter ».

En fait, croyons-nous, nos progrès sont dus à notre expérience — 78 ans d'ancienneté cette année — et peut-être aussi à notre caractère hollandais, à qui l'on reconnaît ténacité et rigueur. Entreprise d'Etat au dynamisme affirmé, nous faisons de notre mieux pour aider les hommes à vivre mieux.



Si vous souhaitez en savoir plus sur le groupe DSM, le Département Information PO Box 65 Heerlen Holland est à votre disposition.

DSM, c'est hier : Nederlandse Staatsmijnen, en néerlandais, Dutch State Mines, en anglais, Mines d'Etat néerlandaises, en français. Aujourd'hui, DSM signifie "labour" dans toutes les langues du monde.

VERS L'EXPERTISE COMPTABLE

préparation au

D.E.C.S.

et à l'examen probatoire

L'ECOLE CHEZ SOI

enseignement privé à distance

1, rue Théard

75240 PARIS CEDEX 05

Tél : 329.21.99

WEEK-END NEIGE

A PARTIR

DE 480 F

PAR AVION

Consultez

votre agent

de voyages

WEEK-ENDS

TOUR

Cor - Lic 610 A

TWA. Le seul 747 quotidien pour Los Angeles.

Seule TWA offre autant de vols quotidiens vers les USA.



N°1 sur l'Atlantique

TWA : la compagnie aérienne qui transporte le plus grand nombre de passagers sur les vols transatlantiques réguliers.

POLITIQUE

LA CRISE DE L'UNION DE LA GAUCHE

Le P.C. et le P.S. innocent des campagnes pour défendre leurs positions

Le parti communiste et le parti socialiste ont engagé d'importantes campagnes pour défendre leurs positions et convaincre leurs électeurs et sympathisants. Le P.C.F. a réorganisé son secteur de propagande, dirigé par M. René Piquet, membre du secrétariat. Vingt-cinq mille rencontres-débats sont programmées. Du 16 au 20 novembre, un « porte-a-porte géant » est prévu afin de diffuser un numéro spécial de l'Humanité Dimanche. Pour couvrir ses dépenses de propagande jusqu'en 1978, le P.C.F. prévoit un budget de 10 millions de francs. Les socialistes n'ont pas été en reste. Ils vont lancer à la mi-novembre, sur le thème « Demain la gauche », une campagne nationale financée, elle aussi, par une souscription publique. Une brochure a été diffusée à 40 000 exemplaires. Vingt

et un meetings sont prévus dans chacune des capitales régionales. M. Mitterrand se rendra à Lyon le 8 novembre. Parallèlement, M. André Henry, secrétaire général de la Fédération de l'éducation nationale, a lancé un appel aux partis de gauche. Dans le rapport moral qu'il a rédigé en vue du congrès de la FEN qui s'ouvrira le 30 janvier au 4 février, il écrit :

« Il nous est impossible de ne pas adresser le plus vif et le plus pathétique appel à ceux qui tiennent entre leurs mains le sort de notre avenir. Rien ne saurait justifier que nous renvoyons aux calendes le changement de politique que tout le monde souhaite — au moins parmi les travailleurs salariés — sous prétexte qu'on n'est pas d'accord pour leur en fournir le nombre des filiales nationalisées. »

La L.C.R. : les cartes du P.C. sont biseautées

Le bureau politique de la Ligue communiste révolutionnaire (L.C.R.) a publié mercredi 26 octobre dans le quotidien Rouge une déclaration consacrée à la crise de la gauche. « Les cartes du P.C.F. sont biseautées et les vraies raisons de la rupture sont ailleurs. En fait, le P.C.F. sait bien que faute de vouloir changer le système, il faut se contenter de l'ennuyer, et d'une manière ou d'une autre, faire supporter l'austérité aux travailleurs, comme le proposent les partis communistes italien et espagnol. Mais il sait aussi que minoritaire, face à un P.S. de plus en plus « sûr de lui et dominant », se préparant à investir l'appareil d'Etat et à l'occuper dans

les entreprises par l'extrême gauche et les travailleurs combattifs, il risque de perdre sur tous les tableaux : celui de l'Etat-P.S., celui de l'Etat-L.C.R., celui de la rupture des négociations, elle fait savoir au P.S. que le P.C. n'est pas prêt à appliquer une politique de « gestion démocratique du capitalisme » en période de crise, s'il n'obtient pas en contrepartie une place suffisante dans l'appareil d'Etat et à la tête des entreprises nationalisées. C'est pourquoi le P.C.F. rappelle qu'il veut toute sa place dans un gouvernement de gauche et exige l'élection de P.-D.G. des entreprises nationalisées. »

Les trotskistes dénoncent les « capitulations du P.C. et du P.S. » sur l'armement nucléaire

Arrêt immédiat de la construction des armes nucléaires stratégiques et tactiques. Destruction de l'ensemble des stocks. C'est ce que réclame, dans son numéro spécial consacré à la défense nucléaire, la revue Soldat travailleur d'octobre 1977 qui se présente comme la « revue marxiste-révolutionnaire » sur l'armement nucléaire et la crise de l'industrialisme. Proche de la Ligue communiste révolutionnaire (L.C.R.) — trotskiste — d'Alain Krivine. La revue dénonce les « capitulations » du P.C. et du P.S. et leur opposition aux « propositions des révolutionnaires » qui sont notamment : la création d'un syndicat unitaire des soldats, le contrôle ouvrier de la guerre et des relations de l'armée et des stocks d'armes, la formation militaire des hommes et des femmes — à proximité du domicile — sous le contrôle ouvrier et la rupture des alliances militaires avec les Etats impérialistes. « Quand le parti communiste évoque pour justifier la dégradation des forces conven-

tionnelles, il oublie évidemment une bagatelle : cette dégradation est avant tout le fruit de la perte de confiance, du malaise des milieux, des classes sociales et des idées affirmées par les dirigeants de la bourgeoisie. Ce malaise n'est pas en soi progressiste, mais il est un des symboles de la crise de l'appareil d'Etat bourgeois. Il appartient au mouvement ouvrier et aux comités de soldats de le transformer en une contestation du militarisme bourgeois aux côtés de la classe ouvrière. Et sur ce point encore, le démarque du P.C.F. souligne son choix. Contre le mouvement des soldats, il prend ouvertement parti pour l'ordre et l'unité de la hiérarchie militaire. Au contraire, le mouvement ouvrier n'a rien à attendre de l'armée bourgeoise en tant que telle et de son arsenal nucléaire. Il doit, à l'inverse, dans les conditions de la guerre, mener une lutte militaire sur la liaison privilégiée avec les soldats et sur l'armement des travailleurs mobilisés. »

* Soldat travailleur, octobre 1977, 2, rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil, 3 F.

Mort de M. Félix Gouin ancien président du conseil

M. Félix Gouin est mort, mardi 26 octobre, à 15 h. 30, d'une défaillance cardiaque, en son domicile à Nice, où il vivait depuis plusieurs années. Les obsèques de l'ancien président du conseil, qui s'était retiré de la vie politique depuis 1958, auront lieu, jeudi 27 octobre, à 16 heures, à Istres (Bouches-du-Rhône).

Né le 4 octobre 1894, à Peyrin (Bouches-du-Rhône), M. Félix Gouin était le fils d'un instituteur dont la famille était originaire d'Istres. Après avoir été boursier au lycée de Marseille, il fit son droit à Aix-en-Provence, puis s'inscrivit au barreau de la ville. Il fut avocat à la cour d'appel d'Aix-en-Provence. Après avoir fait toute la guerre 1914-18 dans une unité combattante, il fut en 1924, élu député des Bouches-du-Rhône sur la liste du cartel des gauches. Il était, depuis 1911, conseiller général du canton d'Istres et, depuis 1923, maire de la commune de même nom. Constatant réité, il représentait la première circonscription d'Aix au Palais-Bourbon.

En juillet 1940, à Vichy, M. Félix Gouin présida les deux dernières réunions des parlementaires socialistes. Le 10 juillet, il fut élu « Quatre-Vingts » qui votèrent contre la délégation du pouvoir constituant au maréchal Pétain. Aussitôt après, il se consacra, avec quelques amis, à la reconstruction de leur parti en « zone libre » et à l'organisation de liaisons entre les groupements socialistes ainsi formés avec les mouvements de résistance méridionaux. Lors du procès de Riom (février-avril 1942), intenté par le gouvernement de Vichy aux « responsables de la défaite », il assura, avec André Le Troquer et Léon Blum, dont il était l'ami intime.

Il fut ensuite chargé par son parti de la représenter auprès du général de Gaulle dans les opérations de la libération de la zone libre. Il fut, comme bon nombre de Français, incarcéré à Miranda. Il y resta trois mois, puis parvint, en août 1944, à s'échapper. Lors de la présidence de la commission de réforme de l'Etat qui, notamment, mit au point le texte relatif à l'institution d'une Assemblée consultative provisoire.

Après l'installation à Alger du Comité français de la libération nationale en juin 1943, M. Félix Gouin y prépara l'organisation municipale de la 2^e circonscription, qui, le 10 novembre, le choisit comme président et le réélit en mai 1944. Lorsque l'Assemblée, suivant le gouvernement provisoire du général de Gaulle, se fut transportée à Paris après la libération de la capitale, elle le maintint à sa présidence.

Le 21 octobre 1945, M. Félix Gouin fut élu à l'Assemblée nationale pour sa première législature et départementale. Il présidait d'ailleurs le conseil général — fut élu, en tête de la liste socialiste, député de la 2^e circonscription de Marseille à la première Assemblée constituante, qui, le 8 novembre, le porta à sa présidence. Après la démission de M. Félix Gouin, le général de Gaulle eut, pour sa deuxième législature, le 23 janvier 1946, la Constituante, l'ayant élu par 497 voix contre 35 à Michel Clemenceau (Union républicaine), 17 à Jacques Bardoux (Progrès de France), et au général de Gaulle et à ses amis.

M. Félix Gouin, qui donna sa démission le 11 juin 1946 après l'élection, le 22 juin, de la Constituante, fut élu à l'Assemblée nationale, comme aux Assemblées nationales élues en novembre 1945, juin 1951 et janvier 1956. Il fut, de 1946 à 1948, octobre 1947, vice-président du conseil dans le gouvernement provisoire présidé par M. Georges Bidault, puis ministre d'Etat chargé des tra-

vauts du commissariat général du Plan dans le gouvernement provisoire présidé par Léon Blum, fonctions qu'il conserva, comme président du conseil du Plan, dans le cabinet Ramadier jusqu'au remaniement de celui-ci. Son passage au gouvernement devait lui valoir ce qu'il a appelé « une campagne inouïe d'outrages telle qu'on n'en avait plus connue en France, depuis le scandale de Panama ». L'origine de cette campagne était le « scandale des vins », qui avait amené M. Yves Farge, ministre du ravitaillement dans le gouvernement provisoire de M. Bidault, à résigner de ses fonctions le directeur du service des boissons.

Une commission parlementaire d'enquête mit hors de cause M. Félix Gouin mais celui-ci, peu après, fut élu, devant la dix-septième chambre correctionnelle de Paris, M. Farge en sa qualité d'auteur d'un ouvrage intitulé le Pain de la corruption. Du jugement, la relaxe de l'ancien ministre du ravitaillement — rendu par ce tribunal le 15 mars 1948, Léon Blum écrivait le lendemain dans la Populaire : « Il reconnaît que les accusations portées contre Félix Gouin sont dénuées de fondement. »

En effet, dans son arrêt du 9 mars 1953, considérant que Farge n'a pas rapporté la preuve d'un manquement de Gouin aux règles de l'honneur, de la probité, de la délicatesse dans les hautes fonctions qu'il a remplies, il n'a pas davantage justifié d'une collusion, d'une connivence avec des personnes suspectes de son entourage, d'une attitude incorporelle ou douteuse dans les opérations de la libération, d'une action consciente destinée à servir des intérêts particuliers, la cour d'appel de Paris, infirmant la décision de la dix-septième chambre, déclare établi le fait de diffamation publique et condamne M. Farge au franc symbolique de réparation civile réclamé par l'ancien président.

L'année 1953 fut la dernière de la carrière politique de M. Félix Gouin — qui avait, en novembre 1955, fait partie de la délégation française à la cinquante-neuvième session des Assemblées générales des Nations unies à New-York. Salué du projet de référendum constitutionnel, la fédération socialiste des Bouches-du-Rhône opta pour le 5 et se porta candidat contre 36, dont 30 de l'ancien président. Celui-ci, lors du congrès de la S.F.I.O. de septembre, réuni pour le même motif, prononça de nouveau pour le « non » et ajouta : « C'est sans doute la dernière fois que je parle dans un congrès socialiste. »

Ce n'est pas sans un profond déchirement que ce militant de la première heure se sépara de son parti. Il ne sollicita pas le renouvellement de son mandat législatif aux élections de novembre 1958 ; peu après, il renoua ses contacts avec le conseil général et de maire.

Se tenant volontairement à l'écart de la scène politique, il continua, pendant plusieurs années, à fréquenter les couloirs du Palais-Bourbon, conversant familièrement avec ceux, parlementaires, fonctionnaires, journalistes, qu'il avait connus et ne cachant pas son dévouement devant l'évolution des événements.

L'âge semblait toujours n'avoir pas de prise sur lui. Félix Gouin restait très alerte ; sa voix gardait sa sonorité méridionale ; sa mémoire était infatigable. Mais, peu à peu, les vieux amis disparaissaient et le nouveau personnel politique l'ignorait — il le lui rendait bien. Il préféra ne plus revenir.

ANDRÉ BALLEST.

« Une campagne inouïe d'outrages »

Après l'installation à Alger du Comité français de la libération nationale en juin 1943, M. Félix Gouin y prépara l'organisation municipale de la 2^e circonscription, qui, le 10 novembre, le choisit comme président et le réélit en mai 1944. Lorsque l'Assemblée, suivant le gouvernement provisoire du général de Gaulle, se fut transportée à Paris après la libération de la capitale, elle le maintint à sa présidence.

Le 21 octobre 1945, M. Félix Gouin fut élu à l'Assemblée nationale pour sa première législature et départementale. Il présidait d'ailleurs le conseil général — fut élu, en tête de la liste socialiste, député de la 2^e circonscription de Marseille à la première Assemblée constituante, qui, le 8 novembre, le porta à sa présidence. Après la démission de M. Félix Gouin, le général de Gaulle eut, pour sa deuxième législature, le 23 janvier 1946, la Constituante, l'ayant élu par 497 voix contre 35 à Michel Clemenceau (Union républicaine), 17 à Jacques Bardoux (Progrès de France), et au général de Gaulle et à ses amis.

M. Félix Gouin, qui donna sa démission le 11 juin 1946 après l'élection, le 22 juin, de la Constituante, fut élu à l'Assemblée nationale, comme aux Assemblées nationales élues en novembre 1945, juin 1951 et janvier 1956. Il fut, de 1946 à 1948, octobre 1947, vice-président du conseil dans le gouvernement provisoire présidé par M. Georges Bidault, puis ministre d'Etat chargé des tra-

M. Jacques Chirac traite de « gribouilles » les dirigeants socialistes

De notre envoyé spécial

Grèzes-les-Bains. — M. Jacques Chirac, qui visite ce mercredi le département des Alpes-de-Haute-Provence et qui, dans les Hautes-Alpes, a commencé son voyage dans le Sud-Est mardi par le département du Var, est celui des trois ou quatre derniers jours de la campagne électorale municipale par un communiste, M. Giorgi.

Le désir de revanche de la part des électeurs gaullistes explique peut-être l'accueil particulièrement enthousiaste que le président du R.P.R. a reçu mardi soir dans la salle des fêtes d'Avignon, où le public se massait même sur les grilles et dehors sous les platanes.

Soutenu par des applaudissements fréquents, M. Chirac s'est attaqué avec violence à l'opposition tout entière et à M. François Mitterrand plus particulièrement, traitant les dirigeants socialistes de « gribouilles ».

Le premier ministre a également dé-

noncé le laxisme et le manque d'autorité qui existaient actuellement, notamment en matière d'éducation et de justice, mettant en cause le comportement de certains socialistes dans ces deux domaines. Là aussi, le public a réagi favorablement à ces appels à la fermeté.

Au premier rang de l'audience se trouvait, il est vrai, le maire de Carpentras, M. Charpentier, membre du parti républicain, qui pourrait se présenter dans la circonscription de M. Chirac. M. Santoni, ancien député R.P.R. n'a pas encore décidé de briguer un nouveau mandat. M. Chirac a même fait allusion à ceux qui, avant la lettre, n'avaient pas respecté le pacte majoritaire. Dénonçant le maintien au deuxième tour des municipales à Orange de M. Fauriol, centriste radical, qui avait provoqué l'échec de la liste de M. Chirac, il a parlé de « faction scandaleusement irresponsable d'imbéciles ».

Dans cette région essentiellement catholique, la rareté des fruits de légumes et de viande, M. Chirac a évoqué, à chaque étape, l'éventualité de l'entrée de l'Espagne et du Portugal dans le marché commun, ce qui pourrait opposer, au nom du R.P.R., un veto catégorique.

ANDRÉ PASSERON.

M. BARRE DEVANT LE GROUPE RÉFORMATEUR

M. Raymond Barre a été reçu mardi 26 octobre par le groupe réformateur de l'Assemblée nationale. M. Edmond Ollivier, président du groupe, a indiqué que les députés réformateurs de leur « fidélité ». « Je ne l'oublie pas et je ne l'oublierai jamais », a-t-il dit. M. Barre a rappelé qu'il présentera au mois de janvier les « objectifs d'action du gouvernement » ; il a ajouté qu'il apportera son appui dans l'ensemble, tout en gardant sa « liberté d'appréciation », aux candidats qui présenteront un programme de soutien au président de la République et au chef du gouvernement.

RECTIFICATIF. — Dans la liste des candidats du R.P.R. publiée dans le Monde du 22 octobre, une erreur a été commise au sujet du département de l'Isère-et-Vienne. Dans la 2^e circonscription, c'est le député sortant, M. François Le Douarec, qui a reçu l'investiture du R.P.R.

« POUR L'AUTONOMIE DE LA MARTINIQUE »

Les formations martiniquaises favorables à l'autonomie (le Parti communiste, le parti progressiste et le parti socialiste) ont constitué un Front national martiniquais pour l'autonomie (F.N.M.A.), et rendu public, lundi 24 octobre, un manifeste.

Dans ce document, les formations signataires « défendent leur opposition à la politique colonialiste du gouvernement français » qui, affirmant-elles, « favorise les tristes et malheureux français et européens ainsi que les capitalistes martiniquais, détériore l'économie martiniquaise et amplifie le chômage ». Les partis du F.N.M.A. estiment que « le régime départemental est aujourd'hui rejeté par un nombre croissant de Martiniquais » et que « la revendication du changement gagne du terrain ».

M. Denis Blondel, maître de l'Université, qui a été exclu du parti socialiste par la commission des conflits de la Fédération du Doubs du parti socialiste (le Monde du 26 octobre), a décidé de faire appel de cette décision devant les instances nationales du P.S.



(Dessin de CHENEZ.)

M. MITERRAND : les deux phases de l'union de la gauche.

Dans une interview publiée par le Quotidien de Paris du 26 octobre, M. François Mitterrand déclare :

« L'union de la gauche, pour l'emporter, pour s'imposer, devait passer par deux phases. La première, facile, harmonieuse, correspondait à la période où les communistes n'imaginaient pas le réajustement possible. La deuxième, heurtée, douloureuse, était fatale dès lors que les socialistes étaient devenus, grâce à l'union et à leur propre renouveau, la première force politique française. Nous y sommes. Mais il y a les masses, leurs besoins, leurs volontés. Il faudra bien que chacun se fasse à l'existence et à la réalité du parti socialiste, donnée objective et condition nécessaire de la victoire de la gauche. Quand cela sera tout à fait démonté, le courant unitaire emportera toutes les digues. »

LES DÉJUNERS DE M. FABRE

Dans son numéro du 26 octobre, l'Humanité note que le Mouvement des radicaux de gauche n'a pas démenti l'information selon laquelle M. Robert Fabre aurait déjeuné le 18 octobre avec M. Victor Chapon, chargé de mission auprès du président de la République. M. Fabre a déclaré, à ce sujet, le 23 octobre, à l'Humanité : « Il m'arrive, comme à tout le monde, de rencontrer des personnes de la majorité, et je ne pense pas qu'il y ait à en rougir. »

Le M.R.G. s'en tient là, et ne fait aucun commentaire sur le déjeuner qui inquiète le P.C.

M. Claude Estier, membre du secrétariat du P.S., note, dans l'Humanité du 24 octobre, l'actualité de l'Union de la gauche. « Nous avons pris acte avec intérêt du texte du manifeste que la C.G.T. a rendu public cette semaine et qui trace singulièrement avec les premières prises de position de certains dirigeants de cette centrale au lendemain du 22 septembre. (...) Cette prudence nouvelle est-elle la conséquence de certains remous enregistrés à la base de la C.G.T. dont la majorité des adhérents sont loin de partager toutes les options du P.C. ? »



Magasin principal : 74 boulevard de Sébastopol 75003 Paris, 272.25.09. Capel Pire-Gauchet, centre commercial Montparnasse 75006 Paris, 538.73.51. Capel Madeleine : 28 bd Malesherbes 75008 Paris, 266.34.21.

« L'HUMANITÉ » COMPARE LES PROJETS DES P.S. DE LA C.E.E. AU PROGRAMME COMMUN

L'Humanité du 26 octobre publie une analyse comparative du projet de programme des P.S. de la C.E.E. et du programme commun. L'organe central du P.C.F. écrit : « Le changement de parti socialiste est irréversible, comme il est irréversible que ce changement va de gauche à droite. (...) Est-ce l'adoption, le 6 juin 1977, de ce programme commun des partis socialistes européens qui explique l'abandon au même moment par le parti socialiste des dispositions essentielles du programme commun de la gauche française ? La coïncidence est telle qu'il est impossible de ne pas se poser la question. »

M. PONTILLON (P.S.) : le document ne nous engage pas.

M. Robert Pontillon, membre du secrétariat du P.S., a répondu : « Je ne me donnerai pas le ridicule d'engager une polémique publique avec le parti communiste dans cette entreprise systématique de manipulation de l'information. »

Le document publié n'engage absolument pas les partis socialistes, explique M. Pontillon. Il ne s'agit que d'un projet sur lequel les partis socialistes des neuf pays auront à donner ultérieurement leur appréciation. Un congrès de l'Union des partis socialistes de la C.E.E. se tiendra en avril prochain à Bruxelles, et des amendements ont déjà été déposés. D'autres seront acceptés jusqu'au 31 décembre prochain.

« EUROCOMMUNISME ET ETAT »

Marcel Veyrier analyse, dans l'Humanité du 24 octobre, l'ouvrage de M. Santiago Carrillo, secrétaire général du P.C. espagnol Eurocommunisme et Etat. Il écrit notamment :

« Certaines affirmations mériteraient pour le moins des études plus approfondies, des jugements moins péremptifs. Par exemple : « Le schéma de l'Etat prolétarien que traçait Lénine dans l'Etat et la Révolution n'est pratiquement réalisé nulle part, encore moins dans le pays qui nous est présenté aujourd'hui comme un modèle idéal. (...) »

« La révolution d'Octobre a produit un Etat qui n'est évidemment pas un Etat bourgeois, mais qui n'est pas non plus encore le prolétariat organisé comme classe dominante, et qui n'est pas encore une authentique démocratie. »

« La réalité du socialisme en U.R.S.S. et dans d'autres pays est plus complexe, plus diversifiée, même dans quelques aspects de la démocratie. Gardons-nous de jeter l'enfant avec les eaux sales. »

« Le débat sur ces questions est utile, et même indispensable. Mais une certaine dérive dans la critique ne le favorise pas. »



Magasin principal : 74 boulevard de Sébastopol 75003 Paris, 272.25.09. Capel Pire-Gauchet, centre commercial Montparnasse 75006 Paris, 538.73.51. Capel Madeleine : 28 bd Malesherbes 75008 Paris, 266.34.21.

27 OCT 1977

Le meurtre d'un ressortissant tunisien devant les assises des Hauts-de-Seine

Contre qui s'indigner ?

La deuxième audience du procès, devant la cour d'assises des Hauts-de-Seine, de Philippe Rocher, accusé du meurtre de Mohamed Rassas, et de ses amis de la « bande à Maligne » (le Monde du 26 octobre), était consacrée, mardi 25 octobre, à l'interrogatoire des accusés sur les faits et à l'audition des témoins. L'arrêt sera rendu ce mercredi 26 octobre.

« Nous sommes par principe contre la répression. Ni moi ni mon frère ne sommes venus ici pour avoir la tête de l'un de ces messieurs. C'est l'un des deux frères de la victime, venus assister au procès du meurtrier de Mohamed Rassas, qui parle ainsi. Tous deux pourtant se sont exprimés avec colère après le défilé des témoins et la litane des détails rassurés, oubliés « depuis le temps » ou modifiés. Pourquoi et contre qui ?

Parce qu'ils en avaient assez de l'entendre parler que de Philippe Rocher et de ses copains du mois de mars 1976. Dans leur douleur et leur indignation, ils en demandent trop. Qu'on leur explique, par exemple, pourquoi la « naïveté » de Mohamed Rassas l'a perdu, lui qui « avait fait la justice » qui a « donné la possibilité de dormir en paix, puis en désespoir de cause a prévenu la police ».

Une police déjà « prévenue », précisément, mais contre les gens d'Afrique du Nord. La reproche volé a souvent pesé sur les débats. La course-poursuite contre deux des Tunisiens du 74, rue Jean-Jaurès, à Vanves — une « rumeur » dit-on — a été, Jean-Claude Foucault, substitut, s'achève deux à trois heures seulement avant le procès. Mais elle ne peut pas s'en occuper : elle n'est pas sur son territoire. Les nombreuses plaintes, pour mettre fin au tapage nocturne, restent sans effet, même si la police se dérange deux ou trois fois pour « avoir » et ne rien entendre. « Tant que le sang ne coule pas, on ne peut rien faire », explique une fois un brigadier à l'un des Tunisiens. Le cousin de la victime, qui habitait avec lui : « La police venait parce qu'on le demandait, et elle nous interrogeait comme si on était des complices. » Selon les témoignages de 1976, elle reconnaît aujourd'hui, Mohamed Rassas aurait même manqué se faire « embarquer » lors d'une de ces visites de la police. Deux poids, deux mesures ?

Non, dit la police. La preuve ? On a cru un moment que Philippe Rocher avait déclaré à la police : « C'est bien avec cette arme que j'ai tiré l'Arabe. » On l'a par hasard. Par un journal.

Emotion. Un policier a interrogé à son tour le policier qui avait recueilli la déposition. Est-ce que Rocher avait bien dit « j'ai tiré l'Arabe » ? Non, c'était une erreur. L'inspecteur avait oublié un mot. Il fallait lire : « J'ai tiré sur l'Arabe ». « Si j'ai tiré sur l'Arabe », est venu dire à la barre le policier, mauvais dactylographe. « J'aurais ajouté : sic. »

Contre qui s'indigner alors ? Ceux qui sont dans le box ne sont pas des anges. Quelques détails trappent, cependant. Yves Meyrieux, qui n'a eu qu'un rôle infime, dit « les trois Algériens » (en parlant des locataires tunisiens). A deux reprises, il appelle le meurtre de Mohamed Rassas « un incident ». Fousse dans ses pauvres retranchements par le président, il confirme que la bande appelée « sales Arabes » des Tunisiens, comme elle aurait appelé « sales jaunes » des Chinois, « sales nègres » des Noirs. Même des Bretons, paraît-il, n'auraient pas été épargnés. Voire.

Il n'y a pas que la carabine fatale de Philippe Rocher. Un quart d'heure plus tôt, son frère Claude manipulait le couteau. Un autre fois, bouteilles et cendriers avaient servi de projectiles contre les Tunisiens. On enfonce leur porte à coups de pied. « Tout cela était évident. Philippe Rocher : « Lamarque m'a donné trois cartouches que j'ai mises successivement dans ma poche. Je pense qu'il a armé ».

LE MEURTRE DE DEUX GITANS

L'autopsie de M. Noël Demestre, âgé de trente-huit ans, et de son fils Darius, âgé de quinze ans, les deux gitans tués à coups de fusil, mardi 11 octobre, près d'Orly-Saint-Obas (Seine), proche de Vienne (le Monde du 25 octobre), a confirmé que l'homme avait été atteint dans le dos, entre les deux épaules, et que l'enfant a été mortellement blessé au cou et au bas du visage. Le meurtrier, qui a reconnu les faits, M. Henri Monferrer, un fermier, âgé de vingt-cinq ans, a été inculpé pour ce double meurtre et a été incarcéré à la prison Saint-Paul, à Lyon.

Les obsèques des deux victimes doivent avoir lieu ce mercredi matin en la primatiale Saint-Maurice de Vienne. Des télégrammes, expédiés par les frères de M. Demestre, ont été adressés dans tous les pays d'Europe pour appeler les gitans à participer aux cérémonies. Un important service d'ordre a été mis en place. La famille des victimes s'est consignée dans la maison civile. La reconstruction du drame doit avoir lieu vendredi 28 octobre, à 17 heures.

CORRESPONDANCE

Roland Agret et les avocats

M. Marie-Christine Stein, du barreau de Toulouse, nous a adressé la lettre suivante dont nous publions les principaux extraits après l'article paru dans le Monde du 13 octobre sur le livre de M. Roland Agret, Mon combat est le vôtre.

Avant été chargée de la défense d'Agret, le mois de décembre 1974 jusqu'à sa libération, je ne puis que me sentir visée par la formule de son livre (...) : « Les avocats assurent la caution la plus sûre à la mystification répandue au nom de la justice. » Compte tenu des autres propos d'Agret sur les avocats contestataires qui « font perdre le meurtre » pour mieux « leur leur auditoire d'une pratique qui ne peut rester que théorique », je dois comprendre que les avocats ont été chargés de le défendre sous plus particulièrement visés par ces accusations.

Chose étrange, ils ont été choisis par Agret, à l'époque, précisément pour « leur capacité à tenir des meetings », et pour leur engagement dans la critique de l'appareil judiciaire. Agret identifie alors les meetings contestataires lorsqu'il en avait besoin. Je dois même préciser qu'à son goût ses avocats n'en tenaient pas assez.

Après le rejet par la Cour de cassation, en octobre 1976, de la requête en révision que j'avais formulée, je décidais de reprendre l'examen du dossier afin de fonder un nouveau recours. Mon but et moi-même rédigeais alors une analyse minutieuse de toutes les contradictions et incohérences de la thèse de l'accusation. Avant plus loin, nous écrivions un texte de cinquante pages démontant les mécanismes idéologiques sur lesquels l'enquête policière et l'instruction avaient pu pouvoir établir les preuves de la culpabilité d'un homme. Ce travail fut remis à Agret dès le mois de février 1977. Peu après sa libération en mars, j'apprends par une lettre qu'il était décédé du cancer. Et c'est ainsi qu'en octobre je peux

revoir dans le livre qu'il vient de publier des passages entiers du travail que je lui avais remis. (...) Aussi lorsqu'il précise à la page 186 : « l'opinion des avocats repose sur l'exploitation des naïvetés qui parcourent les rues », je me dis qu'il a eu vite fait d'appliquer le précepte qu'il pose à la page 187 : « Briser les avocats c'est s'emparer de leur rôle. »

Aujourd'hui, Agret découvre avec fébrilité dans son dossier tout ce que ses avocats et bien d'autres avaient depuis longtemps déjà disséqué, démontré, analysé. Notamment en ce qui concerne la falsification de l'horaire de la montre de Borrel et le fameux procès-verbal manquant dans la procédure. Il peut donc se passer de défenseurs qui jusqu'alors n'avaient fait que l'exploiter en travaillant inlassablement pour lui sans jamais demander un sou d'honoraires.

Tout cela ne vaudrait pas la peine d'être évoqué si il ne s'agissait que d'un conflit de personnes. Mais, au-delà des personnes, il y a les idées qu'elles défendent et pour lesquelles elles luttent. On pourrait s'interroger sur l'opération politique qui consiste à désigner des avocats connus pour leur engagement, à l'heure où la défense politique fait l'objet de « jets d'attaques ». Mais, si plaisait à Agret de prendre ses distances par rapport aux « gauchistes » qu'il a tant sollicités, lorsque personnellement il se rendait à son affaire, il est en fait habile de se « part d'utiliser » une autre méthode que celle dont il a souffert : accuser en passant sous silence certains faits. Cela lui a été écrit, par exemple, de s'abandonner dans le zèle quand il ose affirmer que l'« libération » n'a rien fait pour lui que la « Dépeche du Midi ». Enfin, malgré tous ses efforts, Agret ne peut faire oublier que ceux qui ont été pointés par hasard et ceux qui ont eu quelque responsabilité dans sa condamnation sont les tenants d'un monde qui, précisément, veulent transformer ceux qui ont été pointés par hasard en tenants d'un monde injustement condamné.

machinalement. Le président. — Pourquoi avez-vous appuyé sur la gâchette ?

« C'était la réflexe. » Le « réflexe » d'un homme a décidé à en finir une fois pour toutes avec cette histoire. »

Et le contexte, la réalité française, contre laquelle s'indignaient les frères de Mohamed Rassas, plus que contre Philippe Rocher et ses complices ? M. Ringeard de la Présidence n'a point voulu qu'il en fût parlé. « Les témoins déposent uniquement soit sur les faits reprochés à l'accusé, soit sur sa personnalité et sa moralité. » Article 331 du code de procédure pénale. Un témoin qui prétendait parler d'un « problème » a donc été rejeté dans les témoins. C'est d'ailleurs la mission de l'avocat général, a dit M. Fouquet. Donc de la société. C.Q.F.D.

MICHEL KAJMAN.

A LA COUR D'APPEL DE RENNES

Les témoignages de policiers

Rennes. — La troisième chambre correctionnelle de la cour d'appel de Rennes, qui, mardi 25 octobre, avait à connaître de deux affaires de rébellion, d'outrages à agents et refus d'obtempérer, s'est vu poser par M. Roland Weyl, du barreau de Paris, deux questions de principe : doit-on retenir une partie d'une déclaration de policier concernant des faits non publics, lorsque celle-ci est relative à des faits qui ont eu lieu en public et démentie par de nombreux témoignages ? Est-il encore utile ou possible de faire entendre des témoins contre des policiers ?

De notre correspondant

« Non », a déclaré M. Edmond Verdier, substitut général, en réponse aux deux questions de la défense, M. Weyl et le bâtonnier Rosser, du barreau de Quimper pour qui « ce n'est pas parce qu'une page a été tournée qu'elle n'a pas existé ».

Visiblement, les deux prévenus ne l'ont pas oublié. Une voiture mal stationnée, à 9 h. 30, le 23 octobre 1976, à Douarnenez. Deux agents : le sous-brigadier Seveau et le brigadier Hédoïn dressent contravention. Selon eux le conducteur, M. Georges Hu-

guet, trente-quatre ans, professeur d'éducation physique à l'école normale de Paris, refuse de montrer ses papiers, après les avoir insultés et s'être rebellé, ce qui oblige les policiers à employer la manière forte pour le conduire dans leur fourgon, puis au commissariat.

M. Huquet en sort avec vingt-quatre jours d'incapacité de travail et une invalidité permanente de 7 à 10 %. Plusieurs témoins démentent les déclarations des policiers devant le tribunal de grande instance de Quimper et déclarent que les agents se sont jetés sur M. Huquet et l'ont frappé, alors qu'il ne se défendait pas et se trouvait assis au volant de sa voiture. Le 24 mai 1977, les magistrats quimpérois prononcent la relaxe de M. Huquet du chef de rébellion, et le condamnent à 1500 F d'amende et trois mois de suspension du permis de conduire pour refus d'obtempérer.

La seconde affaire, pour cadre la fête des Gras, toujours à Douarnenez, vers minuit, le 27 février 1977, deux mille personnes sont massées sur le vieux port lorsque arrive un véhicule de pompiers, puis une voiture de police. Des rumeurs sur une possible interdiction des festivités ayant circulé dans la foule, on s'interroge. En réalité, les pompiers viennent chercher un jeune homme qui est tombé à l'eau et a été repêché. Un étudiant de vingt ans, M. Jean-François Fichavant, montre sur le marchepied du véhicule des pompiers, qu'il gratifie d'une phrase désagréable. At-il gêné les secours ? Non, selon le capitaine des pompiers. Oui, selon le brigadier Seveau, qui l'a vu gestant et menaçant une bouteille à la main, devant le véhicule de secours. At-il insulté les policiers, s'est-il rebellé ? Là encore, il y a discordance entre les déclarations des témoins et celles des policiers.

« Mais faut-il accorder une grande valeur aux témoignages de personnes en fête au milieu d'une foule en liesse ? », interroge le substitut général. Le 16 mai 1977, M. Fichavant est relaxé du chef de rébellion par le tribunal correctionnel de Quimper qui le condamne à quinze jours de prison avec sursis pour outrages à agents de la force publique, 500 francs d'amende pour outrages à une personne chargée d'un ministère public et 80 francs d'amende pour ivresse publique et manifeste.

Pour les défenseurs des prévenus, qui s'appuient sur les déclarations des témoins — elles aussi faites sous serment, « la preuve est faite de l'insécurité de la version des policiers ». Ils sollicitent la relaxe et expliquent l'appel de leurs clients parce qu'on ne manipule pas la justice et qu'elle saurait le montrer. Le ministère public requiert la condamnation des deux prévenus pour rébellion et la confirmation du jugement de première instance pour le surplus.

Ne s'opposant pas à une condamnation légère, mais non inscrite au casier judiciaire du jeune étudiant en droit, il se montre plus sévère pour M. Huquet, qui « par un comportement délibéré et astucieux — n'a-t-il pas une licence de psychologie ? — s'arrange chaque fois pour dire que c'est la faute des agents ». Les arrêts seront rendus le 22 novembre.

CHRISTIAN TUAL

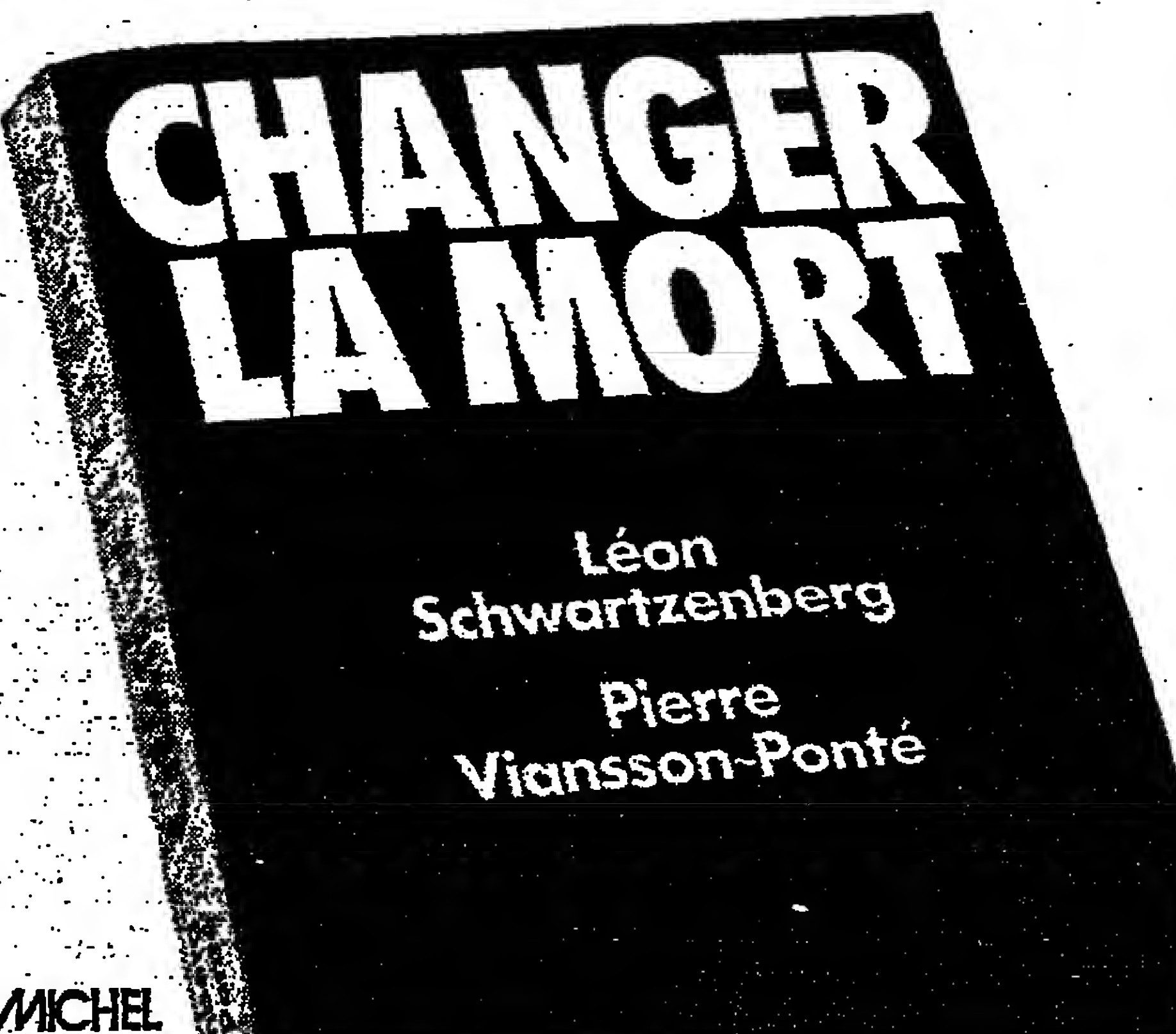
Mme LE PRÉSIDENT PRÉSIDENT

Mme Simone Rozès, président du tribunal de grande instance de Paris, a pris, mardi 25 octobre, une initiative bousculant les habitudes. Abandonnant pour une fois les procès civils de la première chambre, elle est venue présider les débats de la quatrième chambre pour juger l'ordinaire de la correctionnelle. Elle souhaitait se rendre compte personnellement de la situation actuelle de la justice pénale à Paris.

Elle a essayé de ne pas bâcler l'examen de « tous ces petits drames de la délinquance, comme pouvait le faire la longueur du rôle, qui ne comportait pas moins de trente-quatre affaires. De ce fait, au bout de quatre heures de débats, elle n'avait expédié que la moitié de ces affaires.

Elle a pu ainsi constater que si les présidents de correctionnelle pouvaient consacrer aux dossiers qui leur sont soumis tout le temps qu'ils méritent, il leur faudrait passer non seulement leurs journées, mais aussi leurs nuits, au palais...

Non, non, ce livre on le refuse, on le repousse, le ferme et on ne peut le quitter : fascination, effroi - j'ai encore mal - une bombe de teneur quelque part au creux du ventre - de l'après lui - Mais il faut vous remercier de l'avoir écrit avec cette sobriété tendue comme une double centaine, Max Gallo



JUSTICE

Faits et jugements

La personnalité de M. Georges Beaufils.

M. Seguin, juge d'instruction près la Cour de sûreté de l'Etat, doit interroger jeudi 27 octobre M. Georges Beaufils, écroué depuis le 19 octobre pour intelligence avec une puissance étrangère, en présence de son défenseur, M. Bernard Penit. M. Yves Boudigou et M. Lucien Bernard, défenseurs comme lui dans cette affaire, ont pour avocats M. Michel Vauzelles et Marc-Henri Finaud.

Alors que, au ministère de l'intérieur, on se refuse à tout commentaire sur cette affaire, le colonel Rémy a déclaré : « Quand on me connaît l'attitude de Georges Beaufils, j'ai refusé de croire qu'il pouvait s'agir de celui que j'ai connu. On m'affirme aujourd'hui qu'il s'agit bien du même homme. Or, si que j'ai connu cet homme, si l'accusation est fondée, je ne vois qu'une explication : son idéologie communiste aura réglé son second plan son sentiment national ».

Pour sa part, M. Charles Tillon, qui fut le chef national des Français libres et Partisans, a démenti mardi 25 octobre que Beaufils ait été l'adjoint du chef des F.F.I. (le Monde du 26 octobre). Mais il a ajouté : « Ma surprise est vite devant l'accusation portée contre un homme qui, en France comme en Angleterre, a accompli des missions importantes sous l'Occupation pour la préparation de l'insurrection en Bretagne en 1944 et qui a toujours mérité la confiance et l'estime des hautes instances de la Résistance ».

Le terme « adjoint » que nous avons employé ne signifie pas que M. Beaufils ait été le chef adjoint des F.F.I. Il n'en fut pas moins le chargé de relations extérieures avec les autres mouvements, Londres et Alger, tâche essentielle, puisque les rapports avec Londres et Alger, lui étaient confiés.]

L'attentat contre les locaux du Syndicat de la magistrature

Après l'attentat à la bombe commis contre les locaux du Syndicat de la magistrature le 25 octobre (le Monde du 26 octobre), le parquet de Paris a ouvert une information contre « pour destruction d'édifice par substance explosive dont a été chargé M. Charles Lafforgue, doyen des juges d'instruction ».

Pour sa part, le Syndicat indique que cet attentat est intervenu après plusieurs prises de position « dénonçant les atteintes aux libertés en Allemagne et les risques d'extension d'une telle politique en France ». Le Syndicat s'élève contre une campagne d'opinion qui voudrait assimiler « les auteurs d'actes de violence aux défenseurs des libertés ».

De son côté, la Ligue communiste révolutionnaire (L.C.R.), dans un communiqué publié mardi, indique que « cet attentat est à mettre en relation avec l'histoire politico-policière qui se développe autour des événements survenus ces derniers temps à l'occasion de l'affaire Baader ».

ÉDUCATION

BILLET

DE GENNEVILLIERS AUX ULIS Des collèges nécessaires

Le débat budgétaire en cours suscite une certaine effervescence dans les établissements scolaires « nécessaires », notamment dans la banlieue parisienne. A la cité scolaire de Montrouge (Hauts-de-Seine), des enseignants ont voulu se rendre aux cuisines pour protester contre le manque d'agents de service. Ils en ont été empêchés par décision du chef d'établissement. Au C.E.S. de la Queue-en-Yvelines (Yvelines), parents et enseignants ont occupé les locaux pour réclamer des crédits de fonctionnement et des agents de service. A Antony (Hauts-de-Seine), le conseil municipal se mobilise pour obtenir la reconstruction d'un collège provisoire.

Aux Ulis (Seine), la directrice du collège des Amants a dû avertir l'inspection académique qu'elle était obligée, avec son adjointe, d'attendre à la « plonge », faite de personnel surajouté. Outre une nationalisation qui a fait perdre deux agents municipaux à l'établissement, quatre autres agents étaient, en

SCIENCES

LA DÉCISION DES NEUF SUR LE SITE DU JET

La construction du réacteur européen pour l'étude de la fusion thermonucléaire pourrait être achevée en 1982

Le conseil des ministres de la recherche des Neuf a définitivement décidé, mardi 25 octobre à Luxembourg, que l'appareil européen JET (Joint European Torus) pour l'étude de la fusion thermonucléaire serait construit en Grande-Bretagne, au centre de recherches de Culham, dans le sud du pays (nos dernières éditions du 23 octobre). Le coût de ce projet devrait être de l'ordre de 150 millions d'unités de compte (environ 850 millions de francs), dépensés sur cinq ans.

La décision du conseil a été très bien accueillie à Londres, tandis qu'en République fédérale d'Allemagne le gouvernement du Land

de Bavière, où était proposé le site de Garching, l'a estimée « incompréhensible ». Pour sa part, M. Hans Matthöfer, ministre fédéral de la recherche scientifique, a fait savoir que, « en bon européen », il acceptait cette décision.

A Paris, M. Jacques Soustelle, secrétaire d'Etat à la recherche, nous a déclaré qu'il était « très content » qu'il ait pu être débouché ce projet « qui était descendu à un niveau incroyable d'orgueil national ». Il a souhaité que la coopération entre les Neuf en matière de recherche puisse être « élargie à d'autres domaines que la physique des hautes énergies, par exemple à la biologie ».

La décision prise mardi par les ministres de la recherche met fin à deux ans de querelles politiques entre les membres de la C.E.E., dont certains, et non les moindres (France, Allemagne, Italie, Grande-Bretagne), se disputaient l'honneur d'accueillir sur leur sol cet instrument de recherche fondamentale que sera le JET. Quelles d'autant moins compréhensibles aux yeux des scientifiques — et l'équipe européenne travaillant à Culham, sur des travaux préparatoires, en a souffert — qu'elles portaient sur un projet qui peut paraître modeste dans la masse du budget communautaire : il ne s'agit que de 150 millions d'unités de compte, sur cinq ans, alors que le soutien des Neuf aux produits laitiers, par exemple, est, chaque année, de l'ordre de 1 milliard d'unités de compte.

Le projet JET a commencé à être étudié par la C.E.E. en 1973, et les négociations se sont ouvertes en 1975. Quatre sites furent proposés : Cadarache (France), Ispra (Italie) soutenu par M. Guido Brunner, commissaire de la C.E.E. pour les questions de recherche, Culham

(Grande-Bretagne) et Garching (Allemagne). Les deux premières furent rapidement écartées : Ispra, qui possède déjà un centre de recherches communautaires, se voyait garantir pour l'avenir des programmes soutenus ; les Français, pour leur part, acceptaient de retirer Cadarache, à condition que soit mise en place une structure de direction permettant une gestion efficace du projet.

Cette dernière condition avait été remplie la semaine dernière. Le JET aura le statut d'une « entreprise commune », telle que le prévoit le traité d'Union. Très rapidement devrait être nommé un conseil intérimaire du JET, qui, en quatre mois, élaborera des statuts et les soumettra au conseil des ministres des Neuf. La composition du conseil du JET, qui sera ensuite installée, est déjà arrêtée : il comprendra deux représentants de chacun des onze pays concernés (en plus des Neuf, la Suède et la Suisse participent au programme de recherches sur la fusion de la C.E.E.). Les quatre principaux pays, et la commission, auront plus de poids que les autres partenaires. Le conseil

RELIGION

EN CONCLUSION DE SES TRAVAUX A ROME

Le synode va adresser un « message au peuple de Dieu »

De notre envoyé spécial

Rome. — Par 155 « placet » (oui), 25 « placet juxta modum » (oui avec réserves) et 3 « non placet », les Pères du synode ont décidé de transition de mettre leurs propositions à Paul VI en lui suggérant de les utiliser pour élaborer un document sur la catéchèse analogue à celui qui avait suivi, voici trois ans, le synode sur l'évangélisation.

Pour l'instant, le synode a une double activité : d'une part, il intègre, dans les trente-quatre propositions qui ont été adoptées massivement par un nombre correspondant de votes, le millier d'amendements présentés par les conférences épiscopales ; d'autre part, il s'est résolu à adresser un « message au peuple de Dieu ». Préparé par une commission ad hoc, ce texte est, lui aussi, amendé par un paragraphe. Il s'agit d'un travail au long cours, qui sera soumis à l'assemblée le 15 novembre pour son approbation, et pour apporter les améliorations sur le plan du style, puisque ce message est destiné non seulement aux catéchètes, mais à l'ensemble des prêtres, des religieux, des religieuses et des laïcs.

Coreponsabilité de tous les chrétiens

Ce message, qui couvre une dizaine de pages, n'a pas le ton d'une exhortation, genre de moins en moins bien reçu. Au contraire, l'essentiel, sur une « catéchèse christocentrique » et sur le « mystère » de la personne de Jésus, ce document définit cette catéchèse à un triple niveau : 1) le message de Dieu, qui doit être assimilé, célébré (liturgie et sacrement) et intégré dans la vie quotidienne ; la foi, est-il précisé, est une expérience spirituelle et se vit dans la joie de l'Esprit-

Saint ; 2) la catéchèse est une « mémoire » en un double sens : elle s'inscrit dans une tradition vivante, et elle ne peut faire l'économie d'une certaine mémorisation pour un petit nombre de formules et de prières ; 3) la catéchèse est un témoignage : elle débouche sur une éthique, et tout particulièrement elle doit sensibiliser à la justice sociale et à la vie de la cité. Mais le point capital reste la communion et l'expérience de Dieu vécue dans la « communion ecclésiale ».

Dans son introduction, le message évoque la « responsabilité des hommes d'aujourd'hui devant les carences des idéologies contemporaines et de notre civilisation technicienne. Les difficultés en priorité, l'Eglise doit s'efforcer de relever le double défi de la diversité culturelle et des atteintes apportées dans certains pays à la liberté de l'Eglise et de l'évangélisation ».

Sont renvoyés dos à dos les conservateurs qui se crispent sur le passé et ceux qui se livrent à des aventures dangereuses.

Enfin, et c'est peut-être une des accusations les plus importantes, le document affirme que la responsabilité de la catéchèse incombe à l'ensemble de la communauté et pas seulement à la hiérarchie et aux catéchètes spécialisés. Il n'y a donc pas, d'une part, des gens qui enseignent et, d'autre part, des récepteurs passifs. Tous les chrétiens sont partie prenante, et sont invités à enrichir de leur apport le fonds commun de l'Eglise. A la vision pyramidale de jadis succède donc une prise en considération de l'expérience religieuse individuelle et collective, sans exclusion.

Le message se termine sur la dimension missionnaire de la catéchèse qui ne saurait être introvertie sous peine de trahir l'Evangile.

HENRI FESQUET.

LE NOUVEAU CONSEIL PERMANENT

Les élections du conseil permanent du synode se sont terminées le 24 octobre. En plus des deux évêques élus au premier tour à la majorité absolue — M. Aloisio Lorscheider, évêque de Fortaleza (Brésil), et Joseph Bernardin, archevêque de Cincinnati (Etats-Unis) (le Monde du 25 octobre), — dix autres évêques ont été élus.

Il s'agit du cardinal Ivo Lino D'Aleixo, archevêque de Dakar (Sénégal) ; du cardinal Joseph Cordoba, archevêque de Caracas (Venezuela) ; du cardinal Patrick D'Souza, évêque de Varanasi (Inde) ; de Mgr Roger Etcheberry, archevêque de Marseille ; du cardinal Karol Wojtyla, archevêque de Cracovie (Pologne) ; du cardinal Maurice

Onunga, archevêque de Nairobi (Kenya) ; de Mgr Denis Hurley, évêque de Durban (Afrique du Sud) ; de Mgr Gerald Carter, évêque de London (Canada) ; du cardinal Jaime Sin, archevêque de Manille (Philippines), et de Mgr Joseph Hoeltner, archevêque de Cologne (République fédérale allemande). Les cinq derniers entrant au conseil pour la première fois. A ces douze membres élus s'en ajoutent trois nommés par le pape : les cardinaux Raul Francisco Primates, archevêque de Cordoba (Argentine), et Pericles Falset, évêque de la diocèse de la commission pour la révision du code de droit canonique, ainsi que Mgr Maxim Harasniuk, archevêque des Ukrainiens à Winnipeg (Canada).

● L'abbé Ducaud-Bourget, un des chefs de file des chrétiens traditionnalistes français, a célébré le 23 octobre devant plus de trois cents fidèles une messe dans un hôtel de la banlieue de Tourcoing. La messe a été une chapelle d'attente pour la révision du code de droit canonique, ainsi que Mgr Maxim Harasniuk, archevêque des Ukrainiens à Winnipeg (Canada).

organisent des messes avec du latin et du grec ancien. Il faisait allusion à la messe solennelle célébrée en latin par Mgr Georges Gilon, évêque auxiliaire de Paris, en l'église Saint-Roch, à Paris, le 23 octobre. C'est la première expérience — il y en aura d'autres — faite par l'archevêché de Paris, pour offrir aux traditionnalistes une liturgie qui « respecte leur sensibilité ».

● RECTIFICATIF. — Dans l'article sur le synode paru dans le Monde daté 23-24 octobre, il fallait lire : « Le prédicateur de Paul VI avait eu beaucoup à souffrir des bureaux (et non des barreaux) du Vatican ».

lae aix-marseille

Université de droit, d'économie et des sciences d'Aix-Marseille

offre aux

étudiants et cadres

La possibilité de faciliter leur insertion, leur promotion ou leur reconversion professionnelle en préparant un

Diplôme d'Etudes Supérieures spécialisées

- en **audit interne** des Organisations
- ou **marketing appliqué** aux industries et services

Formation alternée en collaboration avec les organisations professionnelles

29, avenue R.-Schuman 13617 Aix-en-Provence (42) 26-27-14

EXPLIQUÉ

LA MANCHE : frontière ou trait d'union ?

**En l'absence
du tunnel...**

La Manche constitue-t-elle une frontière — une barrière — ou un trait d'union entre la France et la Grande-Bretagne ? C'est à cette question que vont essayer de répondre les jeudi 27 et vendredi 28 octobre, au Centre international de Paris, les participants au séminaire organisé conjointement par la chambre de commerce française en Grande-Bretagne et la chambre de commerce britannique en France.

Les liaisons à travers la Manche aujourd'hui représentent, selon les organisateurs de ce séminaire, et notamment M. Pierre Billecocq, ancien secrétaire d'Etat, qui présidera les débats, un

obstacle majeur aux échanges commerciaux entre les deux pays.

Quatre grands thèmes seront traités pendant ces deux journées : les communications postales et téléphoniques, les services du transport aérien, les transports de surface, les procédures de contrôle et de douane.

Cette réunion intervient à un moment important pour l'évolution des relations bilatérales franco-britanniques et pour la construction européenne. Dans le domaine de la pêche, par exemple, on entend souvent les représentants de Paris accuser les autorités britanniques de « bloquer » la mise en place d'un système com-

munautaire de gestion des ressources halieutiques. De même, dans le secteur des transports maritimes (fret et passagers), on constate que si le pavillon français donne bien des signes de faiblesse, l'« Union Jack », en revanche, remporte de nombreux succès qui ne sont pas tous dus uniquement aux fluctuations monétaires en faveur de la livre sterling.

Quant au projet de tunnel sous la Manche — une nouvelle fois avorté — nombreux sont ceux qui auraient souhaité que cet ouvrage fût le premier symbole concret et volontaire de la coopération franco-anglaise, voire, de manière exemplaire, des Neuf.

LE TRAFIC PASSAGERS AUX MAINS DES BRITANNIQUES

Les imprévoyances du pavillon français

ACCÉLÉRÉ par l'entrée du Royaume-Uni dans le Marché commun, le développement des échanges entre l'Angleterre et le continent n'a pas bénéficié — il s'en faut de beaucoup — au pavillon maritime français. Celui-ci tenait pourtant une place appréciable sur le détroit entre les deux guerres, à une époque où l'Angleterre, il est vrai, était encore tournée vers le grand large. Jusqu'aux années 50, la société de gérance et

Celle-ci règne sur le détroit avec European Ferries, le deuxième « grand » du trafic maritime sur la Manche. Les deux compagnies font la loi dans les conférences périodiquement organisées pour harmoniser les échanges et les tarifs. Compte tenu de leur situation de monopole (la dernière tentative du groupe danois Oia Line de s'implanter entre Dunkerque et Sheerness l'a bien montré), l'accord se fait sans peine en ce qui concerne le trafic

Manche en 1977. La Sealink fera le double, aux mêmes tarifs, et en exploitant, elle aussi, le marché « juteux » des « duty free » (achats détaxés que les voyageurs ne manquent pas de faire pendant la traversée).

Puis à l'ouest, Normandy Ferries et Brittany Ferries en sont réduites à ramasser les miettes. Townsend-Thoresen abandonnerait les lignes du Havre et de Cherbourg à peine rentables, si les perspectives du trafic ne prévoyaient pas un nouveau « boom » dans les années 80, lorsque le pétrole de la mer du Nord permettra aux Britanniques de reprendre goût aux séjours sur le continent. Le cours actuel de la livre freine, en effet, depuis plusieurs années le développement du trafic de passagers dans le sens Angleterre-France. Il contribue, par contre, à rééquilibrer les échanges, dans la mesure où les touristes du continent sont chaque année plus nombreux à découvrir Londres et la Grande-Bretagne. Toutes les compagnies organisent désormais des voyages à tarifs spéciaux pour les « french shoppers ». Et, dans le pas de Calais, on se rapproche peu à peu du fifty-fifty, alors que les voyageurs français, belges et allemands étaient naguère très minoritaires face aux Britanniques.

Le fret et M. Gourvenne

Ce rééquilibrage pourrait-il entraîner à long terme un renouveau du pavillon français ? Renvoyer à l'horizon 2000 le projet de tunnel sous la Manche devrait inciter la S.N.C.F. à se montrer plus dynamique en matière maritime. C'est l'espoir des syndicats français. Certains réclament ni plus ni moins la nationalisation du transport maritime dans le détroit. Ils se heurtent toutefois sur ce point à la structure de la société nationale, dont la branche navale n'a jamais été véritable armateur, ce qui lui interdit d'ailleurs le bénéfice des aides de la marine marchande, en cas de nouvelles commandes.

Le surcoût du pavillon français par rapport à celui du pavillon britannique — n'autorise toutefois aucun optimisme immédiat et l'affaire de Normandy Ferries prouve qu'une compagnie privée française a bien du mal à conserver une place sur le marché.

Reste le trafic « roulier », c'est-à-dire avec des camions et des remorques embarquant directement sur le navire. Dans ce domaine les charges sont moins lourdes. Un navire spécialisé dans le fret n'embarque qu'un faible pourcentage de personnel dit A.D.S.G. (Agents du service général : hôtelier et service) qu'il faut rémunérer quel que soit le coefficient de remplissage du navire à passagers. L'exemple de la Truckline, une compagnie installée depuis quatre ans seulement sur la Manche, est le meilleur test qu'on puisse avoir actuellement des chances que conserve sur cette mer le pavillon français. Franco-britannique à sa création, la Truckline est désormais à 100 % entre les mains des grandes compagnies françaises (G.G.M., Chargeurs réunis et Worms), ce qui ne lui facilite pas la tâche outre-Manche. Son dynamisme commercial, les services routiers continuent et britanniques et le choix de la ligne lui ont permis néanmoins de progresser de façon spectaculaire. Elle transportera environ trente-cinq mille camions en 1977, et,

LA GRANDE NAVETTE DES RÉACTEURS

Un avion toutes les trente minutes...

Faute de tunnel sous la Manche, c'est un pont aérien que, en attendant, Français et Britanniques ont décidé de jeter au-dessus du Channel, le 1^{er} avril 1976. Dans cette opération, ce sont paradoxalement les seconds qui ont montré plus d'enthousiasme que les autres.

Pour la commodité de l'entreprise, il a fallu que British Airways, alors « écartelée » entre Orly et Roissy, transfère, sur l'aéroport Charles-de-Gaulle l'ensemble de ses services. Les deux compagnies étaient ainsi à même d'exploiter rationnellement la ligne Paris-Londres.

Cette concentration des vols sur un « terrain d'entente » offre la possibilité à Air France et à British Airways de faire décoller un avion toutes les trente minutes aux heures de pointe, toutes les heures pendant le reste de la journée. Les passagers embarquent au même satellite. L'heure-limite d'enregistrement est fixée à « moins

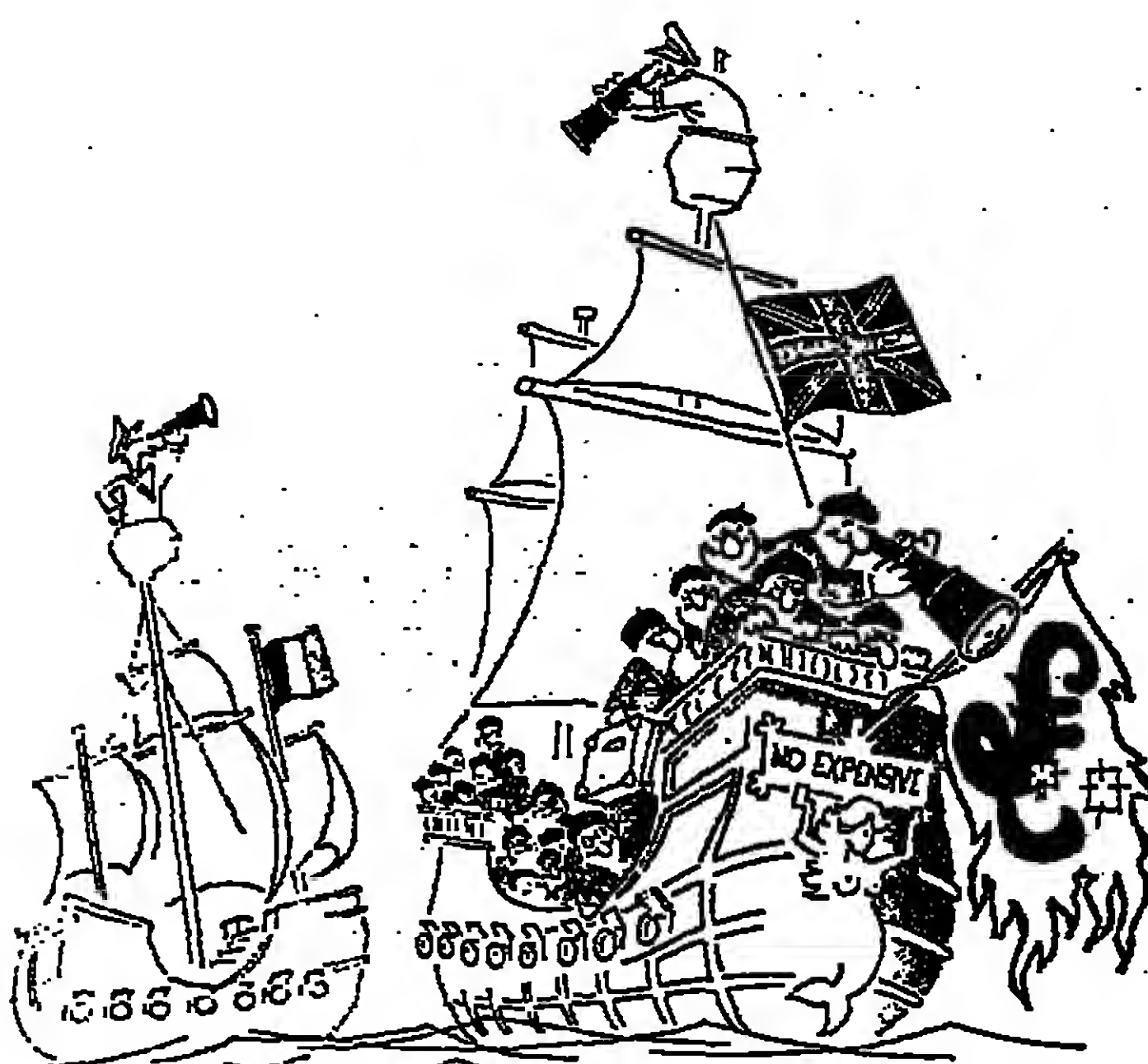
quinze minutes » pour les voyageurs sans bagages.

L'importance du trafic sur la ligne Paris-Londres — autour de deux millions de passagers, l'an dernier — justifiait la mise en place d'une sorte de « desserte cadencée ». British Airways aurait souhaité ne pas faire les choses à moitié et en arriver sans étapes intermédiaires à la formule américaine du shuttle. Air France n'est toujours pas convaincu de la nécessité d'aller aussi loin, aussi vite.

La mise en place d'une formule aussi ambitieuse que le shuttle soulève-t-on à Paris, suppose de très lourds investissements et une rigoureuse simplification des procédures à l'arrivée et au départ. Déjà, avec le système actuel, on obtient une parfaite coordination de l'utilisation des gros porteurs Airbus ou Tristar des deux compagnies. N'est-ce pas l'essentiel ?

(Lire la suite page 14.)
JACQUES DE BARRIN.

RENÉ MOIRAND.



(Dessin de PLANTU.)

d'armement du groupe Rothschild (SAGA) est restée présente sur la Manche avec la S.N.C.F. Son dernier bateau, le Léopard, qui est exploité depuis treize ans au sein du groupe mixte Normandy Ferries, passera, début 1978, sous pavillon britannique à la grande colère des marins français. Après son transfert, il ne restera plus dans le pas de Calais qu'une demi-douzaine de transbordeurs mixtes et de navires « rouliers » à naviguer sous pavillon français au sein de la Sealink International Car-Ferries.

des passagers. Il n'en va pas de même pour le fret où la concurrence française est plus vive, principalement sur les liaisons nouvellement créées dans le secteur de la Manche ouest. Entre Cherbourg et Poole, la Truckline fait preuve d'un grand dynamisme, et en Bretagne l'armement maritime du bouillonnant Alexis Gourvenne joue les francs-tireurs en agitant le pavillon quasi « autonomiste » de la B.A.I. et en refusant de participer aux conférences.

Deux millions de voyageurs en 1977 pour European Ferries

Dans le détroit, où les liaisons sont courtes, de une heure trente à deux heures trente — une demi-heure seulement en aéroglisseurs — les compagnies maritimes « gagnent bien leur vie », ce qui ne peut plus être le cas lorsque la Manche s'élargit. Sur Dieppe-Newhaven (trois heures quarante-cinq), Cherbourg-Portsmouth (quatre heures), Cherbourg-Southampton (cinq heures), Le Havre-Southampton (six heures), Roscoff-Plymouth (sept heures) et Saint-Malo-Portsmouth (neuf heures), les traversées sont trop longues ou les coefficients de remplissage insuffisants pour assurer la rentabilité des navires. Rejetés vers l'ouest par leurs puissants concurrents, qui ne leur font aucun cadeau, la Truckline, qui a choisi la carte du fret, et surtout Brittany Ferries, ont des difficultés à s'imposer. Quant au troisième « petit » du trans-Manche, Normandy Ferries, il est désormais stationnement dans les mers du premier groupe maritime anglais : le P. and O. (Peninsular and Oriental). Ce déséquilibre du pavillon — on compte une dizaine de transbordeurs et

de rouliers français sur les quelques quarante qui circulent sur la Manche — n'est pas seulement dû aux incohérences de la politique maritime française si souvent dénoncées par les armateurs de l'Hexagone. La S.N.C.F. a sa part de responsabilité. Car à la différence des British Railways, l'armement naval de la société nationale, associé aux chemins de fer britanniques, belges et néerlandais au sein de la Sealink, n'a jamais considéré la mer que comme le prolongement inévitable du rail. Dès les années 50, les défenseurs de la politique ferroviaire, en France, ont mis sur le tunnel. A l'inverse, European Ferries, qui emploie cinq mille cinq cents salariés et exploite un port privé à Falmouth, a profité des réticences insulaires pour jouer la carte maritime et emporter son pari. Cet armement a construit neuf transbordeurs en trois ans. Il complète la gamme de ses services en louant des caravanes et en organisant des villages de vacances. Avec sa filiale Townsend-Thoresen, European Ferries transportera près de deux millions de voyageurs à travers la

Tout ne passe pas par Paris.

Et notamment lorsqu'on évoque les échanges entre la France et la Grande-Bretagne. Que l'on soit touriste à pied ou motorisé, ou transporteur en camion ou semi-remorque ou encore autocariste, il est souvent plus rapide, plus rentable, moins fatigant et plus agréable de passer par la Bretagne. La carte ci-contre en fait foi. Retrouvant les routes naturelles du XV^e siècle, les Bretons ont prouvé aujourd'hui que, pour tout l'Ouest français, Roscoff et Saint-Malo étaient bien les ports naturels pour toucher Plymouth et Portsmouth. Et de là, les autoroutes anglaises vous mènent directement — sans péage! — en Ecosse ou à Londres. Voilà qui donne à réfléchir.

**brittany
ferries**

Seule Compagnie indépendante
sous pavillon français au service
des transporteurs et des passagers.



Cette carte est valable à partir du 1^{er} novembre 1977. Pour les services et les tarifs, consultez les brochures disponibles sur demande auprès de la Brittany Ferries.

L'île, le continent et les voyageurs L'entente cordiale

Bien que le projet de tunnel sous la Manche ait avorté, les Britanniques et les Français n'en continuent pas moins à franchir en masse le « channel ». Histoire de se connaître, de faire des emplettes ou des affaires.

C'est bien connu : les Anglais ont été les premiers à tirer des plans de voyage, parce qu'ils voulaient faire goûter le thé aux autres nations. La France profite plus que jamais de ce prosélytisme, puisqu'elle a vu débarquer, au cours de l'année 1976, 4 131 237 sujets de Sa Majesté.

Les nouvelles statistiques, établies par le secrétariat d'Etat au tourisme français, permettent de préciser que 2 517 685 de ces touristes d'outre-Manche sont

demeurés plus d'une nuit dans l'Hexagone.

Ces visiteurs ont utilisé tous les modes de transport. Cinq cent quatre-vingt-trois mille six cent dix-sept d'entre eux ont préféré éviter les péripéties d'un voyage au long cours et se sont munis d'albums pour sauter de Heathrow à « Charlie Airport ».

La grande masse — 3 547 620 — reste aventureuse dans l'âme. A pied, à cheval, en voiture ou en train, elle a emprunté les « ferries », qui essaient depuis des siècles d'attacher définitivement la Grande-Bretagne au continent.

Si les Anglais ne craignent plus la rage, l'all et le camembert, redoutables maux français, nos compatriotes ont, eux aussi,

abandonné les clichés culinaires qui leur faisaient méconnaître l'hospitalité britannique. Les séjours linguistiques, le « bed and breakfast » et la dévaluation de la livre aidant, ils ont découvert que le pays qu'il était le plus aisé de rencontrer des gens pas trop corrompus par le tourisme était encore la Grande-Bretagne.

En 1965, 365 000 Français avaient eu le courage de tenter l'expérience. Douze ans plus tard, leur nombre est passé à plus de 1,6 million. Il faut préciser qu'en 1977, Sa Majesté a payé de sa personne en transformant les fêtes de son jubilé en une opération méritoire de marketing touristique.

Bon an, mal an, 800 000 Français veulent apprendre une langue, qui est devenue celle du dollar. Quatre cent mille prennent des vacances reposantes dans la campagne anglaise ou dans les Highlands. Trois cent mille aiment goûter aux joies du week-end sur les rives de la Tamise. Enfin, « business is business » pour deux cent mille citoyens français.

L'entente cordiale se porte bien.

LE SÉMINAIRE

JEUDI 27 OCTOBRE

● 9 h. 45 : Postes et télécommunications (lettres et colis).
● 11 h. : Postes et télécommunications (téléphone, harmonisation des changements d'horaires).

● 14 h. 30 : Transport aérien (prix du passage, fréquence des liaisons).

● 16 h. 15 : Transport aérien (services au sol).

● 18 h. 30 : Procédure de contrôles et de douane (déroulement du fret).

● 19 h. 15 : Procédure de contrôles et de douane (contrôles sanitaires, contrôles des passagers).

● 17 h. 45 : Conclusions.

LES MARINS BRETONS ET LE MAILLAGE ANGLAIS Un contentieux pris au filet

Un lourd contentieux pèse sur les relations franco-britanniques, au chapitre de la pêche. C'est autour des îles britanniques que se situent les eaux les plus poissonneuses d'Europe. Comment éviter l'épuisement des fonds, tout en respectant les principes d'égalité et de liberté d'accès dans les eaux de la C.E.E. ? Périodiquement, réunions ministérielles et incidents de mer rappellent les données fondamentales de ce contentieux.

Le dimanche 22 mai le Cors, chalutier de Saint-Guénolé (Finistère) pêche la langoustine, parmi d'autres bateaux bretons, à 50 milles au nord-ouest des îles Scilly. A bord, six hommes d'équipage, dont le « patron », M. Marcel Bodéré. Il est 18 h. 30, lorsque le Cors subit un contrôle de « maillage » de la part des autorités maritimes britanniques. Les contrôleurs jugent le Cors en infraction : le bateau est irrégulier.

Lorsque plusieurs chalutiers bretons tentent de s'opposer à l'arraisonnement, trois navires de guerre britanniques interviennent, une frégate, une corvette, un cutter de canon, et conduisent le Cors sous escorte jusqu'à Plymouth. Deux jours plus tard, M. Bodéré est jugé et reconnu coupable d'avoir utilisé un « maillage non réglementaire ». Il est condamné à verser une amende de 800 livres. Dès l'annonce de la condamnation de M. Bodéré, les pêcheurs bretons — toujours sur les lieux de pêche — se concertent par radio et décident de bloquer le trafic du port de Roscoff en empêchant d'accoster la car-ferry Cornouaille, venant de Plymouth avec trois cent vingt-quatre passagers et appartenant à la compagnie bretonne Bretagne-Angleterre-Irlande (BAI). En quelques heures, plus d'une centaine de chalutiers bretons rejoignent Roscoff pour bloquer le port. Un peu plus tard, le port de commerce de Brest est également bloqué par une trentaine de chalutiers.

Peu après, les pêcheurs bretons mettent en grève. Quelques jours plus tard, ils manifestent dans les rues de Quimper.

La colère des pêcheurs bretons peut paraître disproportionnée : le jugement condamnant M. Bodéré était, semble-t-il, un jugement de clémence. Mais, interrogent les pêcheurs bretons, le

patron du Cors était-il coupable ? Les contrôleurs et les juges britanniques lui reprochaient d'utiliser un chalut aux mailles trop grandes pour la langoustine et trop petites pour le poisson. Les Britanniques n'acceptent pas, en effet, de maillage intermédiaire entre 60 millimètres (pour la langoustine) et 70 millimètres (pour le poisson). Les Français, eux, tolèrent les mailles intermédiaires. Les mailles du chalut du Cors étaient de près de 60 millimètres.

Les pêcheurs bretons, qui réclament « une meilleure définition de la réglementation des mailles, tenant fin aux interprétations différentes » et la « traduction des contrevenants devant la juridiction française », ne s'en tiennent pas là. Selon eux, « si les contrôleurs qu'ils subissent de la part des autorités maritimes britanniques manquent de courtoisie » et se répètent si souvent — le Cors avait déjà été contrôlé le 3 avril — c'est pour les décourager de pêcher dans les eaux communautaires près des côtes britanniques et pour s'approprier de fait une bande de pêche côtière exclusive.

Le traité de Rome

Après avoir reconnu, en 1975, les clauses du traité de Rome, les Britanniques n'ont jamais véritablement accepté les zones de 200 milles prévues pour la pêche communautaire. Comme les Irlandais, ils réclament une zone exclusive côtière de 15 à 50 milles, dans laquelle ils auraient seule le droit de pêcher. Les pêcheurs britanniques ont souvent manifesté — notamment à Bruxelles — pour appuyer cette revendication.

Cette prétention est jugée inacceptable par les pêcheurs bretons. « D'après le traité de Rome, les eaux sont communes ; elles doivent le rester », estime l'Union régionale C.F.D.T. de Bretagne. « La pêche française supporte, depuis près de vingt ans, les conséquences néfastes du Marché commun. Pour une fois qu'elle peut avoir une chance d'en profiter... »

On estime, en effet, qu'une bande de pêche de 25 à 30 milles, réservée aux navires de pêche de moins de 50 à 90% les ressources des chalutiers bretons. Or la pêche fait vivre, direc-

tement ou indirectement, en Bretagne, plus de cinq cent mille personnes.

Les pêcheurs bretons ne se contentent pas de préserver leurs lieux de pêche « historiques ». Ils demandent l'attribution de suppléments de quotas pour l'utilisation de la « réserve communautaire » et des quotas non utilisés. Le conseil régional de Bretagne a repris à son compte cette revendication des pêcheurs bretons. Les conseillers régionaux ont, en effet, demandé au gouvernement de faire en sorte que la Bretagne soit reconnue comme « très sensible et défavorisée », au même titre que les régions septentrionales du Royaume-Uni et de l'Irlande.

Une telle reconnaissance permet, en effet, comme l'a prévu en octobre 1976 la commission des Communautés européennes, l'attribution des quotas supplémentaires aux pêcheurs bretons. Cette attribution a, jusqu'à présent, été réservée à des régions économiquement défavorisées et situées à proximité d'importantes lieux de pêche. Si la Bretagne remplit la première condition, elle n'est pas, à l'échelle européenne, située à proximité d'importantes lieux de pêche. C'est de moins ce qu'a fait récemment remarquer le ministre de l'agriculture, en soulignant que les pêcheurs bretons fréquentaient souvent des zones plus proches des côtes irlandaises ou britanniques que de leurs propres côtes.

Au cours de son récent voyage en Bretagne, M. Giscard d'Estaing s'entretenait avec des pêcheurs de Saint-Guénolé, le 7 février, les avait assurés que « leurs droits de pêche seraient reconnus et assurés ». Les pêcheurs bretons réclament aujourd'hui « l'assistance concrète sur les lieux de pêche de la marine nationale pour éviter tout litige ».

La commission des pêches de Bretagne, mise en place le 8 septembre, permettra-t-elle aux professionnels bretons de coordonner plus efficacement leurs revendications ? Réuni samedi 22 octobre à Concarneau, le comité régional a réaffirmé que « les autorités françaises assument la plus grande responsabilité, notamment sur l'octroi aux pêcheurs bretons d'un quota préférentiel, à l'image de celui que réclament les pêcheurs irlandais et écossais ».

ANDRÉ MEURY.

LENTILLES DE CONTACT : parce que les yeux myopes sont souvent les plus beaux.

Ne cachez plus vos yeux à cause de votre myopie.

Ce beau regard qu'on vous envie dès que vous enlevez vos lunettes, montrez-le aussi sans vous priver de bien voir. Grâce aux lentilles de contact YSOPTIC.

Vous trouverez chez YSOPTIC une vaste gamme de lentilles de contact, classiques, souples ou miniflexibles, spéciales pour yeux sensibles. Elles assurent une vision totale et une correction parfaite. Vous serez surpris de leur efficacité. Essayez-les gratuitement chez :

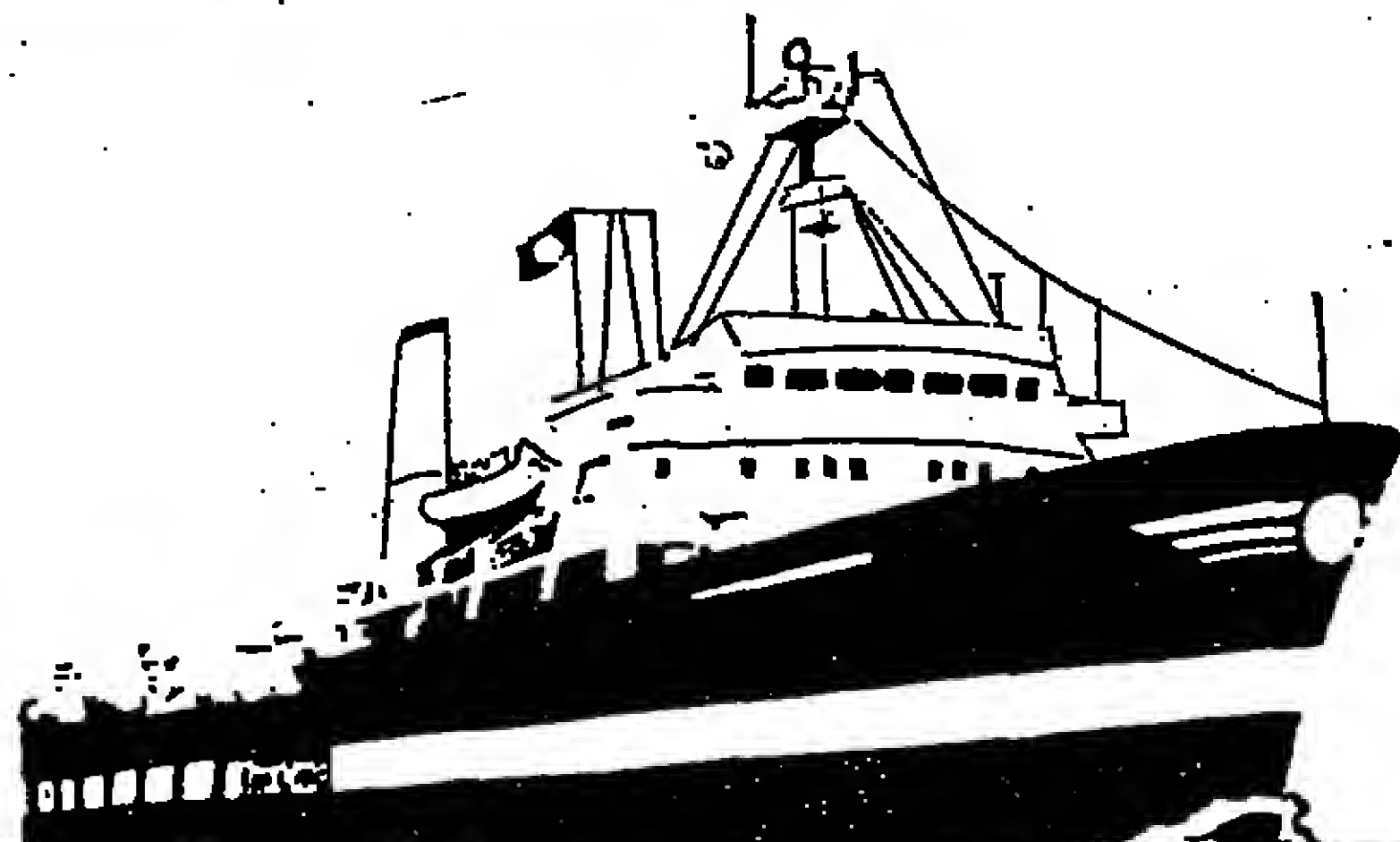
YSOPTIC
80, Bd Malesherbes - 75008 PARIS
Tél. : 522.15.52

Documentation et liste des correspondants
français et étrangers sur demande.

pianos hamm

135 à 139 rue de Rennes Paris 75006
Près de la Gare Montparnasse Tél. 544-38-66
vous proposent aussi les

pianos RAMEAU
héritier de la tradition française



Truckline

l'armement français
pour le fret sur la Manche

ROSCOFF, c'est...

... bien sûr, le point de départ de navires transbordeurs avec des liaisons quotidiennes sur l'Angleterre et la prochaine ouverture d'une ligne sur l'Irlande.

Un port qui, pour développer ses trafics, se dote d'un nouveau quai et de terre-pleins opérationnels fin 1978.

Un nouveau port situé sur l'un des axes maritimes les plus fréquentés du monde.

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE

29210 MORLAIX

Tél. : (98) 88-03-02

Un avion toutes les trente minutes

(Suite de la page 13.)

La formule shuttle tient son succès de sa simplicité : pas de réservation préalable, mais une place garantie (si l'avion affiche complet, un autre appareil est aussitôt mis en piste, qui suit le précédent) ; paiement du billet à l'aéroport ou à bord ; circuit court pour les passagers et leurs bagages ; classe unique : absence de prestations en vol ; décollage à intervalles rapprochés et réguliers.

British Airways se félicite d'avoir adopté la formule shuttle au départ de Londres d'abord vers Glasgow, ensuite vers Edimbourg, enfin sur Belfast. Sa grande ambition est maintenant de créer des vols shuttle au départ de Londres vers les capitales européennes voisines, Paris notamment.

Au demeurant ce projet d'extrashuttle ne pourra voir le jour avant que soit achevée à Heathrow l'aérogare dénommée Porte de l'Europe, commune à toutes les compagnies qui exploiteront des lignes courtes à fort débit. Ce satellite devrait ouvrir ses portes pendant l'hiver 1979-1980.

Air France, de son côté, souligne les difficultés pratiques que soulève la mise en place d'un service shuttle entre Paris et Londres. L'aérogare n° 2 à Roissy ne sera pas prête avant 1981-1982, et rien n'est prévu pour y traiter de la sorte les passagers. Il faut ajouter que la grève du siège des assistants-conducteurs de la navigation aérienne britannique a au cours des derniers mois fortement perturbé les liaisons trans-Manche. On a vu des passagers « bloqués » à Londres durant cinq heures. Difficile ensuite de leur vanter la commodité du pont aérien.

Comment réagirait la clientèle ? La compagnie nationale redoute de perdre des passagers de première classe, qui réclament des égards. En outre, les voyageurs ne seraient-ils pas désorientés par l'impossibilité de réserver leur place ? Toutes ces interrogations, jointes au coût élevé de la flotte de réserve qu'impose le système de la navette aérienne, donnent à réfléchir à Air France.

La compagnie nationale française refuse aussi de se laisser

obnubilier par les liaisons entre Paris et Londres. La province existe aussi. Air France signale ainsi qu'à partir du 1^{er} avril des liaisons directes (deux aller-retour chaque jour) seront établies en collaboration avec la British Airways en direction de Londres à partir de Lyon, Strasbourg, Lille, Bordeaux, Nice et Toulouse seront reliées quatre fois par semaine à la capitale britannique.

La compagnie privée British Caledonian, qui exploite également la ligne Paris-Londres au départ de l'aéroport Charles-de-Gaulle, risque-t-elle de faire les frais d'une entente entre Air France et British Airways ? Ses responsables n'ont, il est vrai, guère apprécié à l'époque que cette dernière démenage d'Orly-Sud à Roissy. Pour autant, ils ne s'opposent pas autrement inquiets du pont aérien : « Nos avions atterrissent à Gatwick, qui est relié en quarante minutes par chemin de fer à la gare Victoria, en plein cœur de la capitale britannique. »

Mais, depuis lors, la situation a évolué. Au mois de décembre prochain, le métro devrait atteindre les pistes d'Heathrow sur lesquelles se posent les avions d'Air France et de British Airways. L'aéroport londonien sera alors à trente-cinq minutes de Piccadilly Circus. Qui dit mieux ?

JACQUES DE BARRIN.

DU SUPER-CONSTELLATION A L'AIRBUS

	1958	1968	1970	1976
Nombre de passagers	118 029	306 483	725 297	928 048
Fret et poste (en tonnes)	1 666	4 727	19 053	20 314
Appareils	Langue-doe-DC 4	Viscount-DC 4, Super Constellation, Caravelle	Caravelle, Boeing 727, DC 8 cargo	Boeing 747, Airbus, Boeing 767 cargo

27/10/1977

LA RÉGION NORD-PAS-DE-CALAIS ET LES RELATIONS TRANS-MANCHE

(PUBLICITÉ)

NON sans humour, la chambre de commerce de Calais a publié naguère un opuscule intitulé : « Les vingt-trois façons connues de traverser le détroit du Pas-de-Calais ». Il est vrai que les quelque trente kilomètres d'eau entre la France et la Grande-Bretagne ont depuis toujours fasciné les audacieux. Et les Britanniques n'ont pas été les moins ardents dans les traversées plus ou moins farfelues, attachant beaucoup plus de prix à leurs exploits qu'à ceux des continentaux. Ne dit-on pas qu'à l'époque où franchir le Channel à la nage était encore un événement, le navigateur français arrivait épuisé sur la plage de Douvres trouvant pour l'accueillir une seule personne : une dame de l'Armée du Salut qui lui tendait un tract !

Depuis la première traversée en mongolfière par Blanchard et le docteur Jeffries, en 1785, on a franchi le détroit de bien des manières : en avion, bien sûr, en 1909, avec l'aéroplane de Béchir, en gilet de sauvetage, en autogère, en 1928, en voiture amphibie, en « padoscaphe », à ski nautique, etc. Vingt-trois façons connues, nous dit-on. Mais il en est une vingt-quatrième. Cette autre façon est connue, envisagée depuis longtemps : le souterrain sous les flots glauques de la Manche. Le « Tunnel » pour l'appeler par son nom. Un rêve caressé depuis plus de cent cinquante ans... Un rêve brisé aussi un triste jour de janvier 1976 : « No », disaient nos amis britanniques.

Les travaux étaient pourtant engagés de chaque côté du détroit puisque leur facture s'élevait à quelque 400 millions de francs. Chez les responsables du Nord et du Pas-de-Calais la déception fut vive, car on sentait bien quel dommage cette région subirait à la suite de ce refus. Aussi bien Pierre Mauroy, président du conseil régional, que Pierre Delmou, président du comité économique et social, et Robert Delsalle, président de la chambre de commerce et d'industrie régionale, expriment leur désappointement non sans pourtant garder quelque espoir. « Le tunnel est une nécessité. Les faits sont plus ténus que les hommes et les gouvernements... Ils finiront par s'imposer... » Il est vrai que Anthony Crosland, ministre britannique de l'environnement, annonçant la nouvelle aux Communes, avait ajouté : « Toutefois les études, les plans, les travaux

déjà effectués seront maintenus dans les meilleures conditions possibles, de manière que le projet puisse être ressuscité quand les circonstances seront propices... » Promesses valables ? Pas forcément, et on les prend tout de même au sérieux de ce côté de la Manche. Pourquoi ? Tout simplement parce qu'une telle interruption se serait déjà produite : le creusement commencé du côté français en 1975 avant d'être abandonné en 1982. N'empêche que le puits de 92 mètres de profondeur creusé alors près de Calais, devait reprendre le service en... 1972, quand s'ouvrit le nouveau chantier. Alors, on y croit toujours au tunnel, même si cela suppose aussi une forte dose de patience.

Pourquoi le tunnel a-t-il suscité et suscitait-il un tel intérêt dans la région Nord-Pas-de-Calais ? Tout simplement parce que cette région géographiquement tournée vers l'Europe du Nord-Ouest a besoin d'échanger aussi bien avec la Belgique ou les Pays-Bas qu'avec l'Allemagne et la Grande-Bretagne. Un appareil de production dont la puissance est considérable en dépit des difficultés actuelles

Une énorme concentration

Mais à ces données économiques doivent s'ajouter d'autres constatations. En effet, la région Nord-Pas-de-Calais se situe à la convergence des deux gisements essentiels de l'avenir : une mer suffisamment profonde pour donner accès aux navires des plus forts tonnages prévisibles et le potentiel humain considérable des régions les plus denses du Nord-Ouest européen. Déjà les lignes maritimes les plus fréquentées du monde convergent vers la Manche et la mer du Nord et le pas de Calais voit passer chaque année plus de 1 milliard de tonnes de matières premières ou de marchandises à destination ou en provenance du plus puissant ensemble économique du globe. La côte de la région du Nord se situe à l'extrémité de la puissante concentration industrielle, qui, de la Ruhr, se prolonge vers la Belgique, les Pays-Bas et la France... plus au-delà du channel jusqu'aux foyers urbains de l'axe Londres-Manchester. Ces atouts sont d'autant plus réels que l'on n'est pas loin de la saturation dans les sites du delta ainsi qu'à Anvers, Amsterdam ou Rotterdam.

Dans le passé, les ports du Nord : Dunkerque, Calais, Boulo-

gne, ont été gênés dans leur expansion faute d'un réseau de voies fluviales suffisant ou de grandes infrastructures routières qui auraient assuré de bonnes relations avec les ports de l'estuaire du Rhin, de la Meuse ou de l'Escaut, de l'Europe rhénane et même de la région parisienne. Ce n'est plus le cas aujourd'hui même si des progrès restent à faire. La liaison fluviale à grand gabarit Dunkerque-Valenciennes sera très bientôt reliée au réseau belge. Les autoroutes Lille-Dunkerque, Lille-Paris et Bruxelles-Paris, l'autoroute en chantier qui de Calais va vers Bâle par Arras, Reims et Dijon, forment d'ores et déjà un important réseau d'artères vitales. Faut-il ajouter que le projet de T.G.V. (Train à grande vitesse) sur Arras, Lille-Bruxelles, et sur la ligne Bruxelles-Londres via Lille et Calais reste en pointillé depuis l'abandon du projet du tunnel vers la Manche.

Voilà qui a singulièrement valorisé le rôle des ports de Dunkerque, Calais et Boulogne. La volonté régionale est bien, quelles que soient les vicissitudes du moment, de poursuivre cette action d'équipement et d'aménagement en

leur faveur. Pour une large part l'avenir de cette région se fonde sur les rivages de la mer du Nord et de la Manche... tout près de la Grande-Bretagne. Aussi bien places que Le Havre pour accueillir des navires de gros tonnages, disposant d'une remarquable réserve d'espace de la dimension du port de Rotterdam ; capables de desservir un hinterland débordant largement la région pour englober aussi bien les régions françaises voisines qu'une partie du Benelux et la Rhénanie, ces trois ports de Dunkerque, Calais et Boulogne tiennent à affirmer une vocation résolument européenne et sont naturellement désignés pour assurer une partie importante des liaisons France-Grande-Bretagne. La cassure du détroit, pense-t-on dans le Nord-Pas-de-Calais, de par le développement et la densité de moyens de communication deviendra de plus en plus symbolique. Est-ce une erreur de le croire ? Est-ce une erreur de croire encore qu'il y a complémentarité entre le puissant espace londonien au sud de l'Angleterre et la plus grande zone industrielle du continent.

C'est à la fois dans cette réalité et dans ces perspectives que se situent les liaisons transmanche. Elles ont toujours existé, car c'est dans la nature des choses, mais leur développement spectaculaire, en moins d'un siècle, souligne bien leur importance vitale. Largement dépendantes du resserrement des liens entre la Grande-Bretagne et l'Europe, ces liaisons continuent de se développer mais connaissent une mutation technique sans précédent qui améliore à la fois la rapidité et la qualité du service, qu'il s'agisse de transporter des passagers, des véhicules ou de la marchandise. Le naviplane avec la technique de sustentation par coussin d'air en est la plus spectaculaire illustration, mais des progrès notables ont aussi été accomplis par la British Railways, la S.N.C.F. et les différentes compagnies maritimes. Des deux côtés de la Manche, on a de toute évidence intérêt à suivre de près un trafic qui ne cesse de croître au fil des années.

Dans le Nord-Pas-de-Calais les trois ports de Boulogne, Calais, Dunkerque jouent hardiment des atouts importants mais différents. En tout cas, le trafic transmanche a, dans chacune de ces cités portuaires, suscité depuis quelques années de nombreux commen-

TROIS PORTS

Boulogne-sur-Mer

On a pu faire récemment ces constatations : le port de Boulogne reçoit autant de passagers en deux années que durant tout le dix-neuvième siècle. La gare maritime peut accueillir en même temps trois navires. Les trains avec Paris (onze trains dans chaque sens chaque jour) ont été améliorés récemment par la mise en œuvre de deux turbo-trains.

Situé sur la ligne transmanche la plus directe (the straight line) entre Londres et Paris, le port de Boulogne joue à fond la carte roll on/roll off. Outre les deux passerelles de la gare maritime (vers Douvres et Folkestone) et le poste « ro-ro » du bassin Loubet, Boulogne dispose depuis peu d'une troisième passerelle près de la darse de commerce, spécialisée dans le trafic des gros porteurs, et disposant de 11 hectares de terrains conquis sur la mer.

Elle pourrait assurer à elle seule un accroissement du trafic

Calais

Des trois ports de la région, Calais est le plus proche de l'Angleterre. Cela lui a valu d'être le premier port français de passagers. En 1975 il a franchi le cap des quatre millions de passagers et a bien mérité le titre de « port continental de l'Angleterre », ici plus qu'ailleurs sans doute a été ressentie la déception provoquée par l'abandon du tunnel sous la Manche. Mais avec 50 % des passagers de l'ensemble des ports français, Calais était déjà doté d'un équipement fort important sans cesse développé sous l'impulsion de la chambre de commerce. Car il faut tenir compte du fait que Calais est aussi le premier port pour le transit des véhicules.

Dans l'avant-port de Calais les compagnies disposent de quatre passerelles mobiles, ce qui permet une très grande fluidité du trafic, surtout en période d'été

Dunkerque

Dunkerque a connu récemment un très grand développement grâce à l'implantation de la sidérurgie sur l'eau et à l'extension des importations de minerais ou de produits pétroliers. Mais depuis l'inauguration du « port rapide » de Gravelines à l'ouest de Dunkerque, en 1976, il prend aussi une place plus importante dans le réseau transmanche. On a pu en effet obtenir aussi une réduction sensible du temps de traversée et un gain de temps sur les opérations de chargement et de déchargement. Le nouveau port rapide met Dunkerque à environ deux heures trente de Douvres. On compte d'ailleurs moins sur le développement du trafic passagers que

sur celui des véhicules accompagnés, des routiers et des marchandises. Le trafic total des véhicules devrait presque doubler de 1980 à 1991 alors qu'on escompte une augmentation des échanges en marchandises de 4 à 5 % chaque année. Là aussi le système roll on/roll off a prouvé ses atouts pour les transports courts ; on attend aussi à plus long terme — un essor du service par conteneur. Ce sera aussi pour le port de Douvres une activité très forte. Le trafic britannique de Dunkerque représentant jusqu'alors 10 % environ de l'activité fluviale du port, on peut rapidement dépasser ce seuil.

Enfin, l'aéroglossier s'est imposé à partir de 1966 mais surtout à partir de 1969, date de l'ouverture de l'hoverport qui s'étend sur 12 hectares au nord-est de Calais.

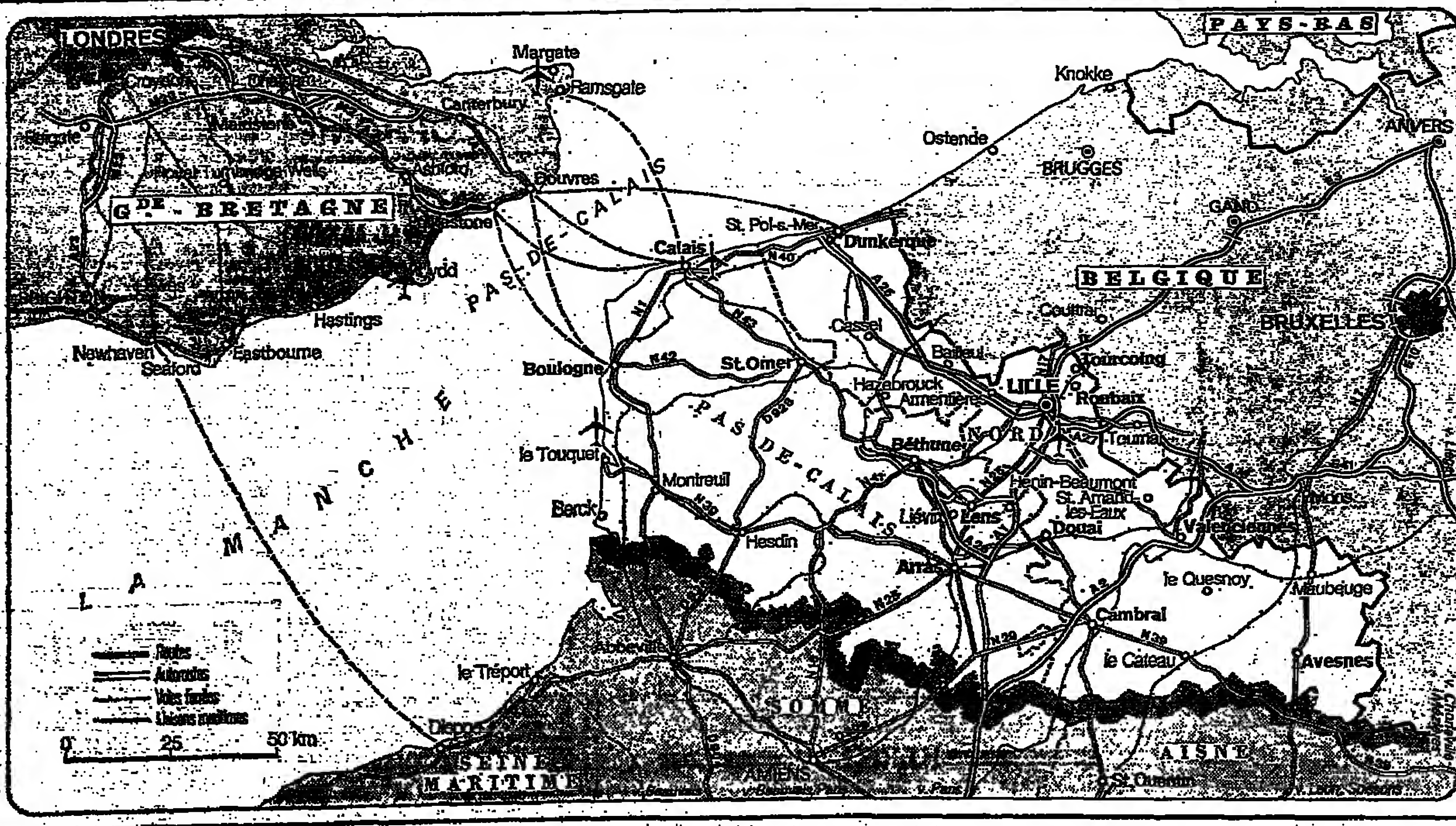
D'autres grands projets sont prévus dans les années à venir et notamment le déplacement de la jetée est qui permettra l'implantation d'un poste de roulage. Le secteur de marchandises a connu lui aussi une extension grâce au roll on/roll off.

LES LIAISONS AÉRIENNES EN 1976

Passagers	Lesquin-Londres	Le Touquet-Grande-Bretagne	Calais-Marek-Grande-Bretagne
Commerciaux (arrivée-départ)	14 521	100 937	3 161
Aviation générale (arrivée-départ)	—	44 864	—
Voitures (jusqu'en 31-10-1976) ..	—	782	—
Fréquence des vols hebdomadaires	6	Le Touquet-Southend : 14 Le Touquet-Gatwick : 14	—

LES LIAISONS MARITIMES EN 1976

	Dunkerque	Calais	Boulogne
Total des passagers à l'arrivée et au départ	348 642	4 169 397	1 393 432
— Bateau	—	2 539 484	958 593
— Naviplane	—	1 226 451	436 537
— Navire de croisière	—	3 452	—
Total des voitures (voitures de tourisme et véhicules commerciaux) à l'arrivée et au départ	31 806	587 599	184 133
— Bateau	—	672 371	130 828
— Naviplane	—	215 228	53 307
Tonnage total des marchandises (t.) ..	829 162	3 587 113	2 047 918



Le Pays franc

Le Nord - Pas - de - Calais, terre des hommes, des libertés, des communes, terre des villes. Le Pays franc, c'est le Nord et le Pas-de-Calais.

Le Pays franc, c'est une région « européenne », ouverte sur la mer, voisine de l'Angleterre, de l'Allemagne, de la Belgique, des Pays-Bas.

Le Pays franc, c'est Lille-Roubaix-Tourcoing, Lens-Liévin, Douai, Dunkerque, Béthune, Denain, Bruay-en-Artois, Calais ; neuf agglomérations de plus de cent mille habitants. Et trois des principaux ports français : Boulogne, Calais et Dunkerque.

Le Pays franc, c'est quatre millions d'habitants dont un million quatre cent mille travaillent.

Parmi eux, une personne sur deux travaille dans l'industrie, quatre personnes sur dix dans les services et une personne sur douze est un agriculteur.

Au Pays franc : sept personnes sur dix habitent dans une agglomération de plus de vingt mille habitants.

Le Pays franc est jeune : un habitant sur trois a moins de vingt ans.

Le Monde DES ARTS ET DES SPECTACLES

A PROPOS DU NOUVEAU FILM DE WERNER HERZOG

La ballade en rond de Bruno S...

Lotte H. Eisner, autrefois conservatrice de la Cinémathèque française et auteur de l'écrit *Le monde de Bruno S.*, est une amie du cinéaste Werner Herzog. Il lui a dédié l'Enigme de Kaspar Hauser et elle a dit elle-même, en allemand, le commentaire de Pata Morgana. Elle parle ici de la Ballade de Bruno (« Strochek »), le nouveau film de Werner Herzog.

TOUTS ces si beaux films de Werner Herzog sont liés par une vision de rêve et une résonance quasi musicale. Il est curieux que Herzog, ce grand sportif, cet homme vigoureux, sache depuis toujours exprimer le sourd désespoir des déshérités, des humiliés et offensés, au sens de Dostoevski, des aliénés, des « nains qui ont aussi commencé petits » (selon le titre de l'un de ses films), des prématurés et des sourds-muets aveugles, ou d'un Aguirre bossu, et d'un Kaspar Hauser parachuté d'une autre planète.

Peut-on parler d'une « rencontre heureuse » de Herzog avec Bruno S., cet homme traqué et rendu si vulnérable par ses expériences de prisons et d'institutions psychiatriques ? Il fut l'incarnation naturelle de Kaspar Hauser, comme il est aujourd'hui l'incarnation de Strochek — le nom que portait aussi le soldat allemand de la forteresse qui devient fou, dans *Signe de vie* (premier long métrage de Herzog), film d'après la belle nouvelle d'Adolf von Arnim, poète romantique allemand. Herzog pensait déjà alors à filmer un Wozzek (dont le nom de Strochek) également humilié par le charlatanisme d'un médecin et la duplicité de sa propre femme dans le fameux drame de Büchner.

Bruno S., ici Bruno Strochek, joue son propre rôle à Berlin, entouré d'instruments de musique qui semblent être ses seuls amis (lors du tournage de Kaspar Hauser, je l'ai vu errer à travers les rues de Dinkelsbühl égarant son cor bien-aimé comme une sorte d'arme contre un entourage hostile). Entourage hostile : Bruno chante avec son accordéon, comme c'est son habitude,

dans une pauvre arrière-cour aux murs froids et gris que garnissent des rangées de fenêtres comme des bouches cruelles et béantes. Ou, silhouette pitoyable, isolée et isolée (car une petite vieille, trotinant après lui, ne compte pas), il traîne péniblement les pieds dans une rue indifférente de Berlin, à laquelle les derniers rayons d'un maigre soleil couchant donnent le lieu d'un tableau de Kaspar David Friedrich. Vu de dos, son crâne devenant chauve se perçoit, ses pauvres mains rouges et difformes disparaissent sous les manches trop vastes de son manteau misérable.

Il ne dit jamais « je »

Lors de la libération de Bruno de sa prison, on ne manque pas de se souvenir de la libération d'Eddie Taylor dans *Nous avons le droit de vivre*, film de Fritz Lang. Même bienveillante incompréhension du directeur de la prison qui prêche une bonne conduite. Et Bruno jure, solennellement, de ne plus boire une goutte d'alcool, pour entrer précipitamment dans le premier bistrot qu'il trouve. Résultat : des ennus avec deux brutes, des souteneurs, à cause d'une belle prostituée, Eva, que ces deux malotrus maltraitent. Et humiliation pour Bruno, victime appropriée, sans défense et sans réponse (l'utilisation d'acteurs non professionnels, que Herzog mène sciemment, parfois, à des vedettes, fait qu'un des souteneurs exerce occasionnellement ce métier). Afin de fuir ce monde immonde, Bruno part pour l'Amérique avec Eva, avec un vieil excentrique, et va vivre son « *American dream* » dans le Wisconsin, aux U.S.A. Entourage de nouveau hostile. Herzog, qui, comme aucun autre cinéaste, sait s'adonner à une mise en scène subtile des paysages qui deviennent ses visions d'enfermement, nous montre un environnement plat et froid, hivernal, pas encore adouci par une couche de neige éphémère.

Une roulotte de luxe sera achetée à crédit, et comme Bruno ne comprend rien aux traites, voilà qu'elle sera vendue avec

tout son contenu aux enchères, typiquement américaines. Le vieil excentrique veut se venger des agissements de la banque. Bruno le suit, ahuri, procède à un hold-up (risible), avec un fusil, puis s'échappe. Avec sa voix rauque, où les rares mots qu'il prononce semblent poussés péniblement hors de sa gorge, il s'était plaint auparavant de son désespoir face à cette Amérique (« *Le Bruno* » avait pensé que tout le monde devenait riche). Herzog fait presque toujours parler son personnage à la troisième personne, car le vrai Bruno ne dit jamais « je » comme s'il n'avait jamais trouvé sa propre identité.

S'emparant du camion du garagiste, « *Le Bruno* » s'en va, désespéré, sur des routes froides et insaisissables, jusqu'à ce que le camion, désarmé, commence à rouler éternellement en rond, comme le faisait l'auto dans le film de Werner Herzog sur les nains. (Tourner éternellement en rond, n'était-ce pas la vie de Bruno ?) Un « ski-lift », délaissé dans une réserve indienne, devient le refuge de Bruno qui contemple sans comprendre des animaux sauvages dans leurs vitrines, qu'un mécanisme cruel force à de pénibles tours d'adresse. Dernier refuge : on entendra un coup de fusil. « *Le Bruno* » en a assez.

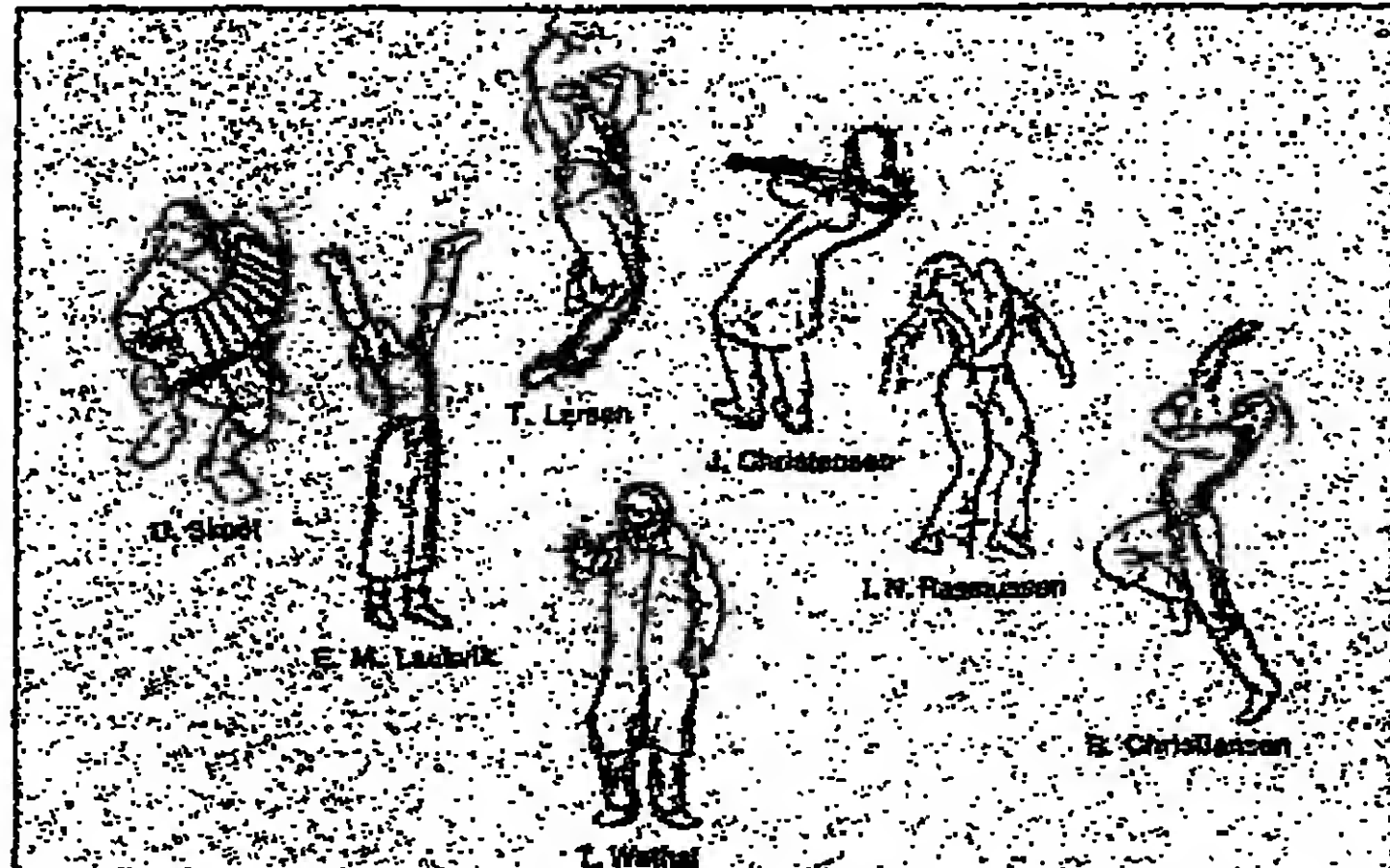
Cependant, tout ce monde artificiel et automatique est resté déclenché. C'est un requiem féroce pour la ballade de Bruno, non loin de François Villon.

Film merveilleux, rare, plein de forces incommensurables, à l'humour parfois très dur et brutal, et d'un réalisme vivant, tout proche du fantastique, un film bûlé autour du personnage unique et bizarre de Bruno S., jadis le Kaspar Hauser idéal, ne comprenant pas les rouages de ce monde, né « *trop tôt ou trop tard* », et que les « *hommes des grandes villes n'ont pas trouvés malins* », comme le dit le beau poème de Verlaine. Seul, Werner Herzog a pu tourner ce nouveau film, si émouvant que le cœur s'arrête parfois, parce qu'il est sans mièvre sentimentalité.

LOTTE H. EISNER.

L'ODIN TEATRET A PARIS

Que nous donnez-vous en échange ?



UNE parade était prévue boulevard Arago devant la prison de la Santé. Dimanche après-midi, les clowns de l'Odin Teatret ne sont pas venus. Serait-ce restés très longtemps ? Il n'est guère permis de stationner sous ces hauts murs sévères ; on recommande même aux passants de circuler.

« Si les clowns devaient se produire ici, c'est à la demande d'un groupe qui travaille dans le troisième arrondissement », dit Torgeir Wethal, Norvégien, l'un des deux acteurs qui ont suivi Eugenio Barba, fondateur de l'Odin Teatret, depuis ses débuts en 1964. Les reprises de justice n'ont donc pas entendu le tambour et la flûte. Les badauds ne se sont pas attroupés.

L'Odin Teatret, invité par le Festival d'automne à Paris depuis plus de deux semaines. Cette troupe, installée au Danemark depuis 1966, a présenté le *Livre des danses*, puis, chaque soir, son dernier spectacle *Come and the day will be ours*, au musée Galliera devant un public réduit. Eugenio Barba tient, en effet, à limiter le nombre des spectateurs : il pense qu'un spectateur ne doit pas se sentir fondu dans une masse, mais rester un individu afin de ressentir fortement ce qui lui est montré. Ceux qui ne sont pas entrés pourront se rendre au Centre d'action culturelle de Pontivy ou dans les villes voisines : l'Odin Teatret vaillera là quinze jours avant de partir pour le quatrième Festival du théâtre en marche qui aura lieu à la Maison de la culture de Rennes, du 11 au 20 novembre. Après quoi, la troupe circulera en province, jusqu'à Noël. Comme ils viennent de la faire à Paris, les acteurs de l'Odin Teatret accueilleront à leurs séances d'entraînement les groupes intéressés, expliquant une « technique » mais surtout leur idée du « *liars théâtre* ».

Nous ne travaillons plus uniquement dans un laboratoire fermé, dit Torgeir Wethal, peu nous importe si ceux qui viennent nous voir font du bon ou du mauvais théâtre, peu importe même s'ils n'en font pas du tout. Nous tentons de les écouter.

Depuis l'expérience qu'ils ont poursuivie de 1974 à 1975 dans quelques petits villages du sud de l'Italie et de Sardaigne, les acteurs de l'Odin n'ont plus cessé de mettre en pratique ce qu'ils appellent le « *troc* ». « Dans ces régions sans théâtre, nous étions différents des paysans », dit Torgeir Wethal. Cette différence est devenue la me-

sure de leur rencontre. Les acteurs sont donc allés aux paysans avec leurs chansons, leurs scènes improvisées, leurs numéros de clowns grotesques et parodiques, leurs parades de grands masques et de drapeaux voltigeants. Il n'était plus vraiment question de théâtre professionnel, mais, selon Eugenio Barba, « une situation théâtrale existait, un point dans le temps qui permettait de se réunir ». A l'issue de ces interventions, les comédiens ont pris l'habitude de demander aux spectateurs rassemblés : « *Que nous donnez-vous en échange ?* » Un autre spectacle ainsi naît du premier. Et le *Livre des danses* n'est pas autre chose que le fruit de ces rencontres : « Un résultat venu involontairement et considéré par d'autres comme danse », a écrit Eugenio Barba (1).

« Si nous avons montré le livre des danses au musée Galliera, c'est pour que les spectateurs puissent connaître notre évolution, dit, de son côté, Torgeir Wethal. Le troc, les parades de clowns, les danses et le spectacle font partie d'un tout. »

Pour ceux qui connaissent le travail de l'Odin avant l'Italie, *Come and the day will be ours* correspond plus au « produit » théâtral que l'on attend de ces acteurs longtemps inspirés par Grotowski.

La représentation du combat des Blancs contre les derniers Indiens à la fin du dix-neuvième siècle est jouée par trois hommes et trois femmes, chacun dans son camp, avec sa musique propre et quelques rares paroles de Shakespeare ou de Walt Whitman. *Come and the day will be ours* est la cinquième spectacle de l'Odin Teatret. Cette création collective, élaborée après des mois de travail, a été également influencée par le séjour en Italie : « Le théâtre est, comme une réserve d'Indiens, considéré par beaucoup comme socialement inutile », a écrit Eugenio Barba.

Pendant cette cérémonie, le metteur en scène, debout derrière les spectateurs, ne quitte pas des yeux ses acteurs, ses chevaux fous, il les regarde et eux savent sa présence constante, inquiète. Et lui, chaque soir, « cherche à pénétrer l'enchèvement de ce qui est devant lui », comme s'il avait oublié la signification de cet incroyable « gaspillage d'énergie, qui rompt le cercle et laisse des cicatrices ».

MATHILDE LA BARDONNIE.

« *L'Étranger qui danse*, par Tony d'Ure et Ferdinand Tzvioli. Album publié par la Maison de la culture de Rennes.

LA TAGANKA DE MOSCOU

Le théâtre au carré rouge

LA Taganka arrive !... On en parlait, on l'attendait depuis dix ans, depuis qu'on a appris que, sur les rives de la Moskova, un jeune théâtre existait — qui se réclamait de Meyerhold, de Vakhtangov, de Stanislavski et de Brecht — et dont on s'arrachait les places après des heures, des nuits de queue. André Malraux, ministre d'Etat chargé des affaires culturelles, était revenu de Moscou enthousiasmé par les dix jours qui s'étaient déroulés le monde et par son metteur en scène, Louloumov ; directeur de l'Odéon-Théâtre de France, Jean-Louis Barrault avait invité à plusieurs reprises la troupe au Théâtre des Nations, mais sans que les Soviétiques donnent suite à ses demandes ; des étrangers séjournaient à Moscou, des voyageurs, venaient régulièrement la visiter et le courage de ce « théâtre de recherche », le seul sans doute de l'U.R.S.S., personne ne l'avait jamais vu.

Il y a deux ans, les choses ont commencé à changer : au printemps 1975, Louloumov et son directeur Borovski, sur l'invitation de Paolo Grassi, se rendaient à Milan monter le dernier opéra de Luigi Nono. Puis la compagnie sortait à l'étranger pour la première fois : d'abord en Bulgarie, puis l'an dernier en Yougoslavie et en Hongrie. Enfin, en cette année anniversaire des soixante ans de la révolution d'Octobre — qui coïncide avec les soixante ans de Louloumov — et avec les trente ans de son théâtre — le Théâtre moscovite de drama et de comédie de la Taganka vient en Occident : cinq semaines en France, à Paris, Lyon et Marseille.

L'an prochain, on reverra Louloumov à Paris : il doit monter, en juillet 1978, à l'Opéra de Paris, la *Dame de pique* ; de Tchekhovski, sous la direction du chef d'orchestre Guennadi Rojdestvenski.

Le quartier de la Taganka, à l'est de la ville, est un lieu sacré, excentrique, hors des itinéraires pour touristes, qui garde encore pour peu de temps — le chemin est peu provincial du Visage Moscou. Malakovski habite tout près, avec ses amis, dans une maison dans un petit jardin qui avait été transformé en musée, puis désaffecté. Un boulevard à six ou huit files d'automobiles passe méfamment sous la pièce de la Taganka : une belle place ovale, entourée de bâtiments à un étage, avec un cinéma à l'extrémité opposée, une monumentale station de métro grise, une petite église aux multiples clochetons colorés qui a été transformée en pompe à essence et, au fond, un vieux théâtre, de quartier bien blanc, dont le seul ornement est une affiche marquée d'un petit carré rouge, avec des lettres noires au pochoir, qui annonce le programme du mois en cours.

C'est le Théâtre de la Taganka, que dirige un homme de théâtre tout à fait exceptionnel : Louloumov.

Derrière le bâtiment, un chantier où s'achève la construction de la « Nouvelle Taganka », que Louloumov n'a pas voulu plus grande que

l'ancienne et qu'elle pour lui la ville de Moscou.

Qui donc est Louloumov ?... Sa vie, pour nous, a commencé quand, à quarante-sept ans, d'un coup de chance, inouï, il changea non seulement son existence, mais la physiologie du théâtre moscovite. Né à Riazan en 1917, il avait fait, au début des années 30, une école de metteur-en-scène avant d'entrer au Studio-Ecole du théâtre d'art, puis au Théâtre Vakhtangov où il tenait des rôles de jeune premier tout en tournant dans des films et en enseignant l'art dramatique. Depuis la fin de la guerre, il est membre du parti communiste. En 1964, avec des élèves de troisième année de l'école Vakhtangov, il monte une pièce de Bertolt Brecht, la *Bonne Ame de Sé-Tchouan*, qui reçoit un tel accueil qu'on décide de poursuivre l'expérience et de présenter le spectacle au public ; une salle vides est mise à la disposition de la jeune compagnie, qui s'y trouve encore. Le Théâtre de la Taganka est né.

Nombréux sont les comédiens du début qui sont restés chez Louloumov : Zinaïda Slavina, qu'on verra notamment dans la Mère ; Alla Demidova, remarquable Gertrude de Hamlet ; Valeri Zolotarev, un des cinq Malakovski ; Vladimir Vissotski, célèbre, comme acteur et comme chansonnier, beaucoup plus que comme mari de Marina Vlady. Or Louloumov n'a jamais caché qu'il n'aimait pas les acteurs. « L'acteur est un exécutant ; il est absurde de penser que cela l'aville... » Il dit aussi : « L'imitation est pour moi un sentiment sale. »

Dans cette troupe très homogène où les acteurs ne se comportent pas comme des étoiles, le metteur en scène — le « régisseur » — comme on dit là-bas — a pu passer le matériau de ses spectacles : une vingtaine sont aujourd'hui, plus ou moins régulièrement, joués en alternance, car la Taganka, comme les autres théâtres de Moscou, est un théâtre de répertoire.

Dès le début, Louloumov décide non pas de faire de l'avant-garde — ce qui ne signifierait pas grand-chose à Moscou — mais d'aller à contre-courant, de jeter des pavés dans la mare, de poursuivre avec le public un véritable dialogue sur des sujets qui lui tiennent à cœur (et autant que les règles le lui permettent). C'est en ce sens que la Taganka est « le théâtre de l'intelligentsia et des étudiants » ; une sorte de laboratoire où les auteurs acceptent parfois, non sans réticences, des expérimentations nouvelles — comme le sulfureux *Maître et Marguerite* — mais aussi une « vitrine » qu'on n'oublie pas de faire admirer à l'étranger de passage pour tenter de le persuader de l'existence d'un certain réalisme. Louloumov est bien placé pour connaître les limites qui lui sont imposées : nombre de ses spectacles exigent d'ardues négociations avec les censeurs et d'autres ne valent jamais le jour, comme cette *Vie de Fédor Kozine*, une pièce sur les excès de la réforme agraire

montée il y a dix ans d'après une nouvelle du romancier Molotov, qui avait pourtant reçu un accueil très favorable de la critique officielle.

En réaction contre la tradition théâtrale moscovite, Louloumov a décidé une fois pour toutes de rompre avec les illusions de la scène, de supprimer les décors en trompe-l'œil, les accessoires réalistes, mais aussi de gonfler le sentimentalisme ainsi que les déviations du psychologisme stalinien : « Ce que je voyais au théâtre me déplaçait le plus souvent, dit-il, et c'est ce qui m'a donné l'envie de faire de la mise en scène. Je ne supportais pas ces accessoires — arbres, barbes, postiches, perruques — et ces décors pompeux qui veulent reproduire la réalité telle qu'elle est. »

Son répertoire — qui coïncide avec son esthétique scénique — est tout à fait unique pour Moscou, mais on ne s'en rendra pas forcément compte à Paris (ou à Lyon), où l'on verra trois spectacles de commémoration révolutionnaire (les dix jours qui ébranlèrent le monde, d'après John Reed, la Mère, d'après Gorki, *Écoutez Malakovski*) et un classique de l'échange, il se qualifie lui-même de « chef d'une famille de cent soixante et onze personnes »). C'est avant tout un non-conformiste, un batailleur, qui refuse de tomber dans l'auto-satisfaction béate, dans l'obéissance aveugle, et qui pourrait dire, comme Malakovski : « Je veux être compris dans mon pays. » Car Louloumov n'est pas pour autant un dissident : l'habondance Soviétique lui a permis de se constituer un théâtre important de la scène soviétique. « *Artiste original* », qui « a cherché dans bien des directions et qui a beaucoup trouvé ». Aujourd'hui, conclut le journaliste, sa notoriété et son autorité artistique dépassent nos frontières.

NICOLE ZAND.

(*) Théâtre national de Chailot, à partir du 4 novembre.

théâtre de gennevilliers

41, av. des Grésillons 92230-793.26.30

Saison 1977-78

les burgraves

de victor hugo - m. en s. antoine vitez

novembre

décembre

les temps nouveaux

abonnement 3 spectacles, 60 F col. 45 F

1. tambours dans la nuit

de bertolt brecht, m. en s. d'yon davis

janvier

2. maximilien robespierre

de bernard chartreux et jean jourdeuil, m. en s. bernard sobel

février

3. rêves et erreurs

du manœuvre Paul Bauch aux prises avec le sable, le socialisme et les faiblesses humaines

de volker braun, m. en s. max denes

mars

heu-reux !

mythologies quotidiennes

mai

d'après les comiques populaires français des années 50

m. en s. max denes

Le Festival du film d'opéra Chanteurs en liberté

Le théâtre lyrique porté à l'écran avec des distributions dignes du microsil-
lon, ce au prix d'une place de
cinéma et au bénéfice d'un accès
facile en plein Paris : c'est la
faveur que pour la deuxième
année consécutive — cette fois
au Studio Marigny — le pro-
moteur Lév Sogyan a accordée
à ses fervents. Le Festival inter-
national du film d'opéra affiche
quatre œuvres lyriques par jour
jusqu'au 1^{er} novembre et le pu-
blic, clairsemé dans les matinées
des deux premières semaines, est
maintenant fort dense le soir ;
on fait même la queue aux séan-
ces du samedi et du dimanche...

A la différence du Festival de
l'an dernier, qui avait projeté
uniquement de vieux films ita-
liens ou Polonais des congrès,
celui-ci témoigne d'un éclectisme
estimable. Sept films sont des
productions de l'Allemagne fé-
dérale, trois films sont dus à
l'Union soviétique, deux au Ja-
pon et un à la Chine populaire.
Ces films, relativement récents,
mettant en scène des opéras du
répertoire italien, allemand ou
russe, pour la plupart dans des
décors de théâtre en carton-
pâte, ont l'avantage de faire
entendre les plus belles voix
contemporaines et inconvénient
d'être projetés d'une traite sans
entractes et sans l'environne-
ment chaleureux des applaudisse-
ments, dont sont toujours pro-
diges les fanatiques du bel
canto. Ceux-ci, en outre, demeu-
rant troublés par le procédé de
l'enregistrement caméra-micro.
Épigrammes, à titre d'exemples, les
représentations des Chorégies
d'Orange 1973 (« Tristan »),
1974 (« Norma ») et 1976
« Aida », qui furent déjà
reprises sur le petit écran et dont
les bandes sonores, par suite de
craquelures de projection hila-
rantes, ne suivent pas toujours
les récitaux des chanteurs, pro-
voquant des décalages curieux,
voire deux scènes absolument
hors de situation !

Mais ne boudons pas notre
plaisir. La post-synchronisation
en studio par les chanteurs eux-
mêmes ou le doublage d'acteurs
de cinéma professionnels par des
grandes voix (comme dans les
films russes) nous donnent la
grâce de contempler sur l'écran
des visages photographiques :
point ici de rictus zygomatiques
ou de narines pincées, pas de
glottes vertigineuses ou de pom-
mes d'Adam jouant les yoyos.
Il arrive même que le bonheur
de la vision déplace celui de
l'oreille. Ainsi l'œil noir
de Grace Bumbury dans « Car-
men » ou la bouche de rose de
Mirella Freni dans « Madame
Butterfly » dont les premiers
plans, à longueur de grand air,
rendraient jalouses les Liz Taylor
et les Sophia Loren.

Deux pièces maîtresses
sont à voir absolument :
« La Tosca » et « Le Prince
Igor ». « La Tosca », le
film le plus récent — il date
de 1976 — est une coproduction
germano-italienne, qui a
l'inestimable qualité d'avoir été
tournée à Rome en décors natu-
rels : dans l'église Sant'Andrea

della Valle d'abord, dans le pa-
lais Farnèse ensuite, au château
Saint-Ange enfin. Dans ces ca-
dres hors d'échelle, qu'aucun
plateau de théâtre ne saurait
reconstituer, les chanteurs —
Plácido Domingo, Raina Kobal-
vanska, Sherill Milnes — ne
jouent pas moins au naturel avec
une liberté de mouvement igno-
rant les contraintes de la rampe.
D'où des scènes jamais vues ni
imaginées par Puccini lui-même,
comme l'évasion d'Angelotti
le long du Tibre, le supplice de
Mario dans la chambre de tor-
ture ou la chute de Tosca s'écri-
sant sur le pavé dans la cour
intérieure du Castello.

Borodine, qui mit dix-huit ans
à composer « Le Prince Igor »
— sans pouvoir l'achever, —
aurait-il pu imaginer, lui aussi,
que son opéra serait un jour
tourné à ciel ouvert dans les
steppes russes ? Hormis la belle
histoire du khan Koutchak té-
moignant au prince Igor, son
prisonnier, des respects de grand
seigneur — regard passablement
anachronique de nos jours ! —
l'œuvre de Borodine nous est
surtout connue par les formidables
dances poloviennes, que Dia-
ghilev vint présenter aux Pari-
siens dans la chorégraphie de
Fokine. C'est celle-ci qui est re-
prise pour l'intermède du ballet,
mais elle bénéficie cette fois du
crépuscule glorieux d'une nuit
d'Orient qui n'a besoin, pour
faire valoir d'aucune toile de
fond, même signée Bakst ! Les
charges de cavalerie sont traitées
dans la manière fougueuse de
« Alexandre Nevski », d'Ei-
senstein, encore qu'elles pâlis-
sent par comparaison et que les
chevaux de la horde tartare,
bien étiolés par parenthèse, ne
se comptent que sur les doigts
de la main.

La leçon de cinéma définitive
vient de Hollywood. Mario del
Monaco, qui apporte son pa-
tronage au Festival, a eu la
généreuse inspiration de rendre
hommage à son idole, Enrico
Caruso, par le truchement de
Mario Lanza, le roi du bel
canto à l'usage du cinéma
qui fut tué par la balastrerie,
et possédait pour un garçon tori-
dant, sorti des faubourgs de
Philadelphie « avec une voix
extraordinaire perchée sur une
courbe de démenagement ». Per-
sonne n'incarnera comme Mario
Lanza et, à l'écran, à la ville,
ce privilège des ténors qui est
de faire battre les cœurs fémi-
nins. « Il est impossible qu'une
femme qui aime résiste à une
voix de ténor », a écrit Sten-
dhal. Or, Lanza ne pouvait se
déplacer en chantonnant quel-
que romance sur un plateau de
Hollywood sans que les stars les
plus cotées ouvrirent la porte
de leurs loges et se précipitas-
sent sur ses pas.

« Le Grand Caruso » mis en
scène par Richard Thorpe date
de 1951. Malgré ses fadaïses, il
démontre comment une caméra
bien dirigée peut assumer la dé-
fense et l'illustration de l'opéra.
A retenir pour l'avenir du cinéma
lyrique.

OLIVIER MERLIN.

JEAN-LUC GODARD DEPUIS 1967

Une lettre trouve toujours son destinataire

par JEAN NARBONI (*)

Le Studio Action-République
propose jusqu'au 8 novem-
bre, à l'initiative de sa nou-
velle équipe d'animation, regroupée
autour de Paulo Branco, une
rétrospective presque complète
des productions, pour beaucoup
inédites, de Godard depuis 1967.
(En sont absents « Une femme
à l'opéra », « Un film comme les autres »,
et « Comment ça va ? ».)

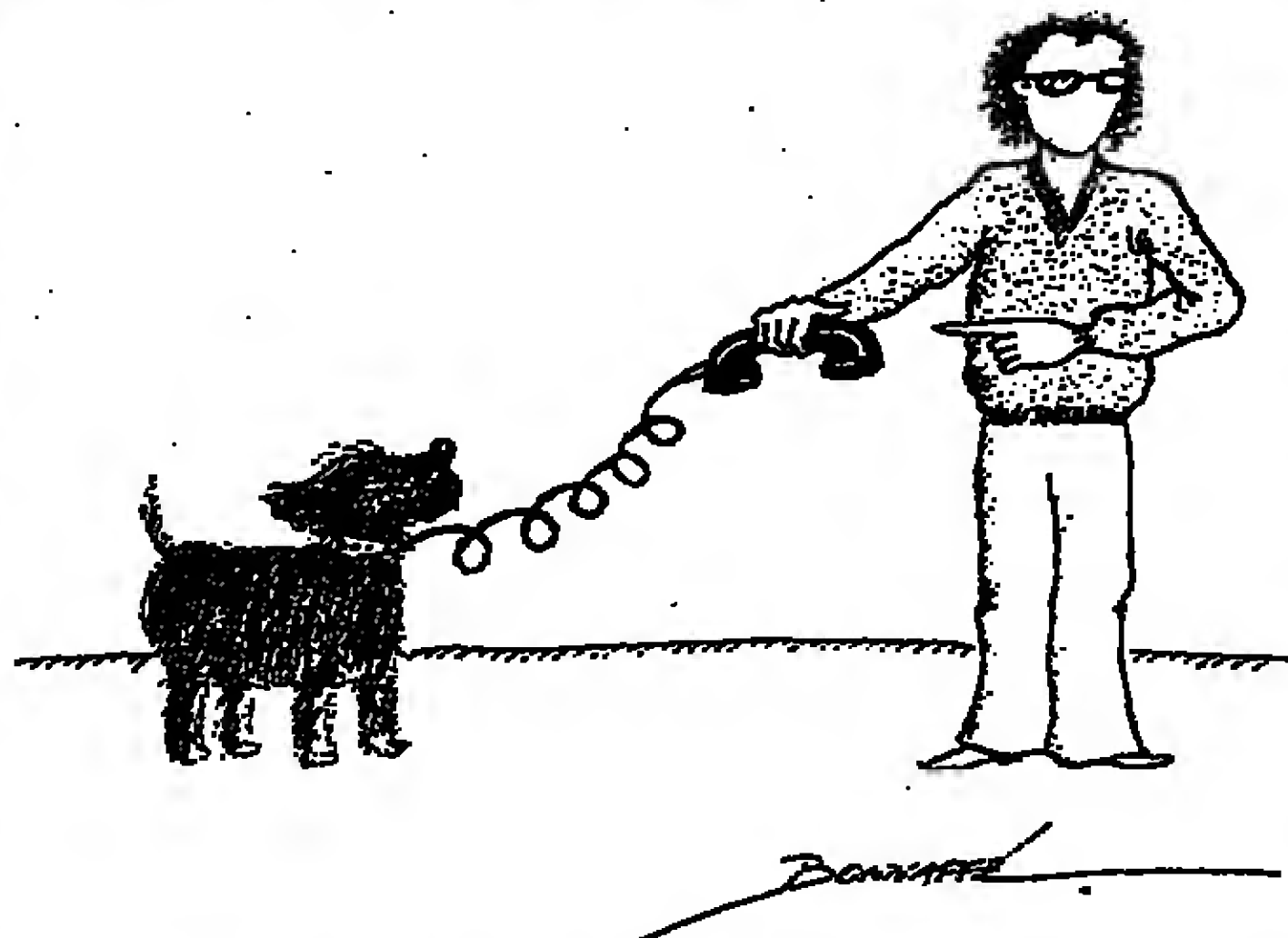
1967 : Week-end, qui consacre
Godard à lui-même. Début
1968 : le Gai Sapin, produit puis
refusé par l'O.R.T.F. Rupture,
après mal, avec la production-
distribution dominante et travail
à l'écart, souterrain, militant,
anonyme ou collectif sous le
sigle du Groupe Dziga Vertov, un pen
partout dans le monde : Italie
(Vent d'est, simulacre de western
« Luttant contre le concept bour-
geois de représentation » ; Luités
en Italie, transcription filmique
des thèses althusseriennes sur les
appareils idéologiques d'Etat, pro-
duit puis refusé par la RAI) ;
Angleterre (British Sound : « Au
cinéma, on voit toujours des gens
qui parlent, jamais qui écou-
lent ») ; Tchécoslovaquie
(Pravda : « Pour le rouge qui va
vers la gauche, contre le rouge qui
va vers la droite ») ; Etats-Unis
(Vladimir et Rosa) ; Jordanie
(tourage de Victoire : « Cinq
images pour une lutte de libéra-
tion nationale ») 1972 : retour
éphémère à la scène « normale »
avec Tout va bien, puis nouveau
retrait à Grenoble, création de
l'Atelier Sonimage, production
avec Anne-Marie Miéville de
Numéro deux, Ici et ailleurs
(montage définitif de Victoire,
film impossible) et Comment ça
va ? Eté 1976 enfin, programma-
tion sur FR3, six dimanches soir,
de Sur et sous la communication
(6 x 2).

Peut-être est-ce d'abord en
interrogeant cette trajectoire uni-
que, dérivante, ce jeu de contras-
tes, de décalages avec des institu-
tions, des groupes, des personnes,
des « causes », qu'il y a quelque
chose à apprendre, sinon sur une
politique, du moins sur un certain
art de Godard : la puissance d'une
mobilité déliée qui affole les
détecteurs, distance les salueurs,
surprend toujours d'une ligne
d'erre. Une capacité à produire
par elle-même du nouveau et de
l'événement, que les films tradu-
isent, contre toutes les résistances,
selon leur mode spécifique.
Impossible, par exemple, aujour-
d'hui, du moins pour un cinéaste

conséquent et après Ici et ailleurs,
de faire des films politiques
comme avant et d'extorquer des
images à la souffrance sans dire
où l'on est, sans mettre le son
moins fort : impossible de tenter
d'éclairer le monde familial sans
prendre en compte l'humour noir ;
de parler d'information comme si
Comment ça va ? n'existait pas ;
de s'interroger sur les médias sans
se référer à 6 x 2.

Une capacité à faire date, donc,
et à marquer son temps, mais
sans ressentiment ni hargne ni

mot moins dialecticien que
Godard, c'est-à-dire à la fois plus
douloureux et plus gai. Peut-être
se rendra-t-on compte aussi que
les notions maïstres d'affronte-
ment, des contraires, critique-
autocritique, lutte idéologique,
élévation du niveau de conscience,
ne lui ont jamais servi (il est
question ici d'écriture, non de
convictions) qu'à habiller théori-
quement et politiquement ce qu'il
pratiquait depuis le commence-
ment : le jeu infini, non des
oppositions et des contradictions,



mortification. Les films « durs »
de la période « Dziga Vertov »
ne doivent pas tromper sur ce
point : l'emportement qui les
anime, l'irrépressible puissance de
répétition qui sans cesse joue,
relance, fait revenir les plans,
annulent, en l'exécutant, l'assu-
rance militante des voix off en
rafales. Il faut en prendre son
parti : il y a chez Godard une
impossibilité radicale à « servir
une cause », sur laquelle les mili-
tants auxquels ces films étaient
destinés ne se sont pas trompés,
qui les accueillirent de leur haine.
Sans doute le terme même de
« servir » comprend-il, pour un
obsédé de la lettre comme
Godard, une dimension, au sens
brechtien, « culinaire », dont sa
turbulence d'écriture ne pouvait
en aucun cas se satisfaire dura-
blement. Cette rétrospective
devrait permettre de vérifier, en
effet, qu'il n'est pas de cinéaste
moins réactif et négatif, en un

mais des disparités et du pluriel,
qui ne laisse aucune chose en
l'état.

Il s'agit d'abord d'affecter
n'importe quelle représentation
d'une fureur interne et de sus-
pendre l'équivalence de toute
chose à elle-même : vous croyez
que c'était un enfant, c'est un
prisonnier de guerre ; un marché,
c'est un incendie ; un homme
promenant son chien, ce sont
deux téléphones ; ce n'est pas
un film politique, mais un porno,
ou pas un porno, mais un film
politique ; l'usine est dedans et
la maison dehors, mais aussi l'in-
verse. Partout se lit comme en
filigrane un « ça n'est pas ça »
contestant toute identité. Non pas
le commentaire négatif du profes-
seur qui écrit en marge « Faux »
ou « Hors du sujet », mais la
force positive d'un bricoleur qui
agence des pièces, expérimente des
arrangements inédits, constate
que « ça ne colle pas » et tente

autre chose. Là gît peut-être le
malentendu le plus grave sur
Godard : le prendre pour un édu-
cateur, un donneur de leçons,
parce que ses films bourdonnent
de sentences, de citations et de
mots d'ordre. Or rien ne lui est
plus antipathique que l'idée de
correction.

C'est qu'une fois posée cette
non-identité des choses à elles-
mêmes, l'opération suivante ne va
pas consister à réfuter patiem-
ment le faux par le vrai mais à
brancher une chose (son,
silence, image, noir) sur une
autre, à connecter l'hétérogène :
laisser fuir une hésitation, faire
glisser un truc sur un machin,
prendre un signifiant à la lettre
et le déployer en tous sens,
aggraver une équivoque, prati-
quer des courts-circuits, des
accrocs, des interférences, des
greffes. Selon le jeu, non de la
métaphorisation, mais celui,
rigoureux et aléatoire, de la
métamorphose et du lancer des
dés. Et rien ne pouvait mieux
le permettre que le studio vidéo,
dont Godard se sert dans sa
dernière période de façon à pro-
duire un espace incertain, flot-
tant, réversible : quelque chose
entre la page griffonnée et le des-
sin à même la pellicule, le tableau
noir et le non-figuralif liqué-
fiant les formes en flâques colo-
rées. La grande question posée
par André Bazin sur la nature
de l'écran — cadre ou tableau ?
— s'en trouve tranquillement
déplacée.

Loin derrière s'essouffent les
vieilles questions : à quel
s'adresse ? Quelle classe se sert ?
Pourquoi continue-t-il à s'occuper
de politique au lieu de rester le
poète que tout le monde reconnaît ?
Est-ce bien encore du cinéma, ou
sinon, quoi alors ? Godard, qui
rien n'ennuie tant que la fameuse
« spécificité », répond : des let-
tres d'amour, une bouteille à la
mer, des pigeons voyageurs, un
relais passant de main en main,
des cendres soufflées aux quatre
vents. Et une lettre, nous le
savons, finit toujours par trou-
ver son destinataire. Alors, ce
cinéma révolutionnaire ou pas
révolutionnaire ? En tout cas,
comme disait Kafka d'un art du
peuple, « une montre qui avance ».

(*) Membre du comité de rédaction
des Cahiers du cinéma, enseignant à
Paris-VIII (Vincennes) auteur de
Godard par Godard (éditions Bel-
mond, 1968).

Théâtre des Champs-Élysées, 27 oct. et 7 nov., 20 h 30

DANIEL BARENBOIM

deux récitals de piano
Jeudi 27 octobre : SCHUBERT
Lundi 7 novembre : BEETHOVEN
(O.A.L. - Valmécie)

CABARETS

JARDIN
CHAMPS-ÉLYSÉES
9, AV. GABRIEL
PARIS 8^e
GASTRONOMIE
POTEL et CHABOT
Le Nouveau
DINER SPECTACLE
20h. Dîner dansant
Spectacle - 1/2 champ.
22h30. REVUE
1/2 champ. p. pers.
RESERV. : 260.58.00
HOTELS - AGENCES

REVUE
ENTRETIEN
NOUVELLE
DINERS 21h
SPECTACLE 23h
62, RUE MAZARINE, PARIS VI^e 75006.20.20

LIDO
NOUVELLE SUPER REVUE
"Allez Lido"
22h30 Dîner dansant
23h30 Spectacle
104 45 2^e SPECTACLE
Tel. 563.11.51 et 563.11.52 SERVICE COURTOIS

BAL DU MOULIN ROUGE
LISETTE MALODOR
20h 30 Dîner dansant
21h30 Spectacle
179^h par pers.
22h30 Dîner dansant
23h30 Spectacle
115^h par pers.
21 AGENCES SERVICE COURTOIS

SALLES CLASSÉES
CINÉMAS D'ART
et d'ESSAI
(A.R.C.A.E.)

ST. BERTRAND 28, rue Bertrand
SUF. 64-66
F. COMME FLINT
avec BRUCE CAMPBELL
PRENDS L'OSEILLE ET TIRE-TOI
de Woody ALLEN

STUDIO CUJAS 20, rue Cujas
75005 PARIS
Tel. : 033-69-50-17
A 14 H, 16 H 15, 17 H 50, 19 H 50
ET 21 H 50
de François TRUFFAUT
JULES ET JIM

STUDIO ST-ANDRÉ-DES-ARTS 1
30, rue Saint-André-des-Arts - 326-48-18
A 12 H, 15 H, 18 H ET 21 H :
LES CHASSEURS
de ThodorOS DOPOULOS
A 24 HEURES
PIERROT LE FOU
de Jean-Luc GODARD

STUDIO ST-ANDRÉ-DES-ARTS 2
30, rue Saint-André-des-Arts - 326-48-18
A 12 H, ET 24 H :
L'EMPIRE DES SENS
de Nagisa OSHIMA
A 14 H, 16 H, 18 H, 20 H ET 22 H :
LES ENFANTS DU PLACARD
de Benoît JACQUOT

TEP
du 7 octobre au 6 novembre
RISIBLES AMOURS
de Milan KUNDERA
mise en scène : J. LASSALLE
AU PETIT TEP
17 rue Maïte-Brun - Paris 20^e
métro Gambetta - Tél. 636.79.09

ELYSÉES CINEMA - CAMEO - MIRAMAR - UGC DANTON - UGC Gobelins - MISTRAL
3 MURAT - UGC GARE DE LYON - 3 SECRETAN - ST CHARLES CONVENTION
ARTEL Gréteil - ARTEL Nogent - CARREFOUR Pantin - ARGENTEUIL - VELIZY
PARINOR Aubray - ARIEL Rueil - PARLY 2

COLUMBIA FILMS présente

ANNIE GIRARDOT
JACQUES DUTRONC
dans
LE POINT DE MIRE
un film de
JEAN-CLAUDE TRAMONT

avec la participation de
JEAN-CLAUDE BRIAULT **JEAN BOUISE** et avec
MATTHIAS HABICH
avec PHILIPPE ROULEAU - Scénario GÉRARD BRACH et JEAN-CLAUDE TRAMONT - Dialogues GÉRARD BRACH
Production Dialogues PIERRE GRILLETIN - Directeur de la Production PIERRE GRILLETIN - Musique GEORGES DELERUE
Distributeur PIERRE GRILLETIN - Paris - 10, rue de Valenciennes - 75013 - Tél. 33.63.43.43

Signature

Je suis née en...

Marie-France Pisier, la femme de trente ans

ELLE est brune, très jolie, avec une sorte de distinction naturelle. Dans les endroits où l'on rencontre les gens de cinéma, elle passe avec une élégance très « bon genre », sans s'extérioriser trop. Certains la disent distante. C'est vrai qu'elle garde ses distances, en ne jouant pas à la vedette. Dans l'intimité, elle est simple et chaleureuse. Elle habite rue de Valenciennes, au huitième étage d'un immeuble moderne, un appartement tout blanc, avec des plantes vertes, une terrasse qui domine le quartier, des meubles aux lignes nettes, des canapés confortables — sauf un, dont elle n'est pas contente et vers lequel elle ne dirige pas le visiteur, et beaucoup de coussins. Il y a, au mur, des tableaux modernes. Elle, Marie-France Pisier, porte un blue-jeans et s'assoit sur la moquette.

« Je suis née en Indochine. Je ne vous dirai pas quand. Je pense que les acteurs doivent tricher avec leur âge. Ce n'est pas de la coquetterie. Longtemps je me suis vieillie, j'ai prétendu avoir vingt-cinq ans parce que cela correspondait aux personnages que je voulais jouer, et les metteurs en scène me prenaient davantage au sérieux. Maintenant, mon « emploi », c'est la femme de trente ans. J'aurais donc trente ans pendant un certain temps. »

Grâce à Truffaut

Donc, je suis née en Indochine. Mon père était haut fonctionnaire. J'ai eu une enfance de rêve, devant des paysages merveilleux comme la baie d'Along. Et puis, nous sommes allés en Nouvelle-Calédonie. J'ai fait de bonnes études. A partir de dix ans, je me suis mise à jouer du théâtre avec mes camarades. A douze ans, j'ai même mis en scène une pièce qui a eu un certain succès devant les Canaques. Et puis, mes parents ont divorcé. Je me suis retrouvée à Nice avec ma mère, mon frère et ma sœur. Comme il y avait, dans ma famille, une tradition universitaire, j'ai bûché fort mes études secondaires. Cela ne m'empêchait pas de faire partie d'un groupe de théâtre amateur.

Après le bac philo, j'ai joué dans une pièce montée à Nice. Un journaliste local, Mario Zuri, avait appris que François Truffaut cherchait une jeune fille pour *L'Amour à vingt ans*. Il lui a envoyé des photos de moi. Truffaut est arrivé à Nice. J'allais beaucoup au cinéma, mais sans être vraiment cinéphile. Le nom de Truffaut ne me disait pas grand-chose. Quand il m'a engagé pour jouer le rôle de la fille dont Jean-

Pierre Léaud était amoureux, j'ai été très contente, mais pas du tout épatée. Après tout, c'était la suite logique de mes expériences théâtrales. Une chose m'a frappée chez Truffaut. Quand il dirigeait les comédiens, il était très anti-psychologique. Un jour, nous tournions une scène où Jean-Pierre Léaud démenageait ; il fallait traverser la rue. Il a demandé à Truffaut dans quel état d'esprit il devait être. Réponse : « Tu traverses et tu fais attention à ne pas te faire écraser. » Truffaut a été mon père professionnel. Sans lui, je crois que je n'aurais pas fait de cinéma. J'aurais simplement continué mes études. Après *L'Amour à vingt ans*, je les ai continuées tout de même. J'ai eu une licence en droit et un diplôme supérieur de sciences politiques. Et, tout en étudiant, je tournais. J'étais une dilettante. Je n'investissais ni d'un côté ni de l'autre. J'ai passé mes examens facilement. Au cinéma, on me proposait des rôles, j'en refusais, j'en acceptais d'autres, comme cela. Mais j'ai beaucoup aimé le personnage que j'avais dans *Le Vampire de Düsseldorf*, de Robert Hossein.

En 1968, j'y ai eu *Trans-Europ Express*, d'Alain Robbe-Grillet. J'avais la réputation d'être une intellectuelle « à grande gueule », polémique (j'étais passionnée par les problèmes du tiers-monde) et argumentant avec outrecuidance. Or, j'avais posé pour une couverture de *Lui*. Ce n'était pas avec désinvolture que maintenant, mais cette double façon d'être que j'avais : beaucoup plus à Robbe-Grillet. Il aime travailler sur les clichés et, avec moi, il en avait deux à la fois. Son roman, *La Jalousie*, était mon livre de chevet et le film, avec ses scènes érotiques, m'a paru une expérience amusante.

Je suis devenue vraiment cinéphile

Les choses m'arrivaient alors sans que je les sollicite. Je ne les manoeuvrais pas très bien. Je flottais sans savoir où j'en étais. En 1968, j'ai tourné dans *Nous n'avons plus au bois*, de Georges Dumoulin. 1968 a été l'année de mal et des remises en question. Tout à coup, je ne pensais plus seulement au tiers-monde, mais je « politisais » à propos de Paris et de la France. Je commençais à me demander : qu'est-ce que c'est, être comédien ? Je fréquentais beaucoup la cinémathèque et les *Cahiers du cinéma*. Je suis devenue vraiment cinéphile en tant que comédienne. C'est alors que j'ai rencontré André Téchiné. Nous discutions, beaucoup. Il était très timide, mais il voulait absolument me

convaincre que le rôle de trois minutes qu'il me proposait dans *Pauline s'en va* (son premier film) était une chose très importante. Il m'expliquait que c'était la charnière pour faire passer le personnage de Bulle Ogier d'un univers à un autre. Alors, j'ai accepté. Le film n'est sorti que six ans après, en 1975.

Au moment de *Pauline*, j'ai fait aussi l'expérience de la télévision. Un rôle assez important dans un feuilleton, *Pot-Bouille*, d'après Zola, réalisé par Yves-André Hubert. J'étais au milieu d'une équipe de comédiens de théâtre, très professionnels. Ils ne voyaient en moi que la « jolie fille du cinéma français ». Et puis, les méthodes de travail étaient très différentes. Très vite, je suis, je me suis dit : « Je dois faire la preuve que je suis une vraie pro. » Cela a marché. Mais mon expérience de télévision la plus importante, la plus intéressante, a été un autre feuilleton, *Les Gens de Mayador*, de Robert Mazoyer. Mon rôle ne plaisait beaucoup et cela a marqué ma vraie rencontre avec le public. Au cinéma, la rencontre ne se fait jamais de cette façon-là, aussi fort.

Rivette, Téchiné le nouveau départ

Malgré tout cela, j'étais encore mal à l'aise dans ce métier. Je n'acceptais pas très bien le regard que les gens posaient sur moi. L'idée qu'on se faisait de moi. Je me cherchais encore. *Céline et Julie vont en bateau*, de Jacques Rivette, a été un nouveau départ. Avec Rivette, Grégorio le scénariste, Bulle Ogier et Dominique Labourier, nous avions des discussions sur le scénario, sur le rapport du scénario au film, aux interprètes. Là, j'ai appris à mettre en forme ce qui nous fascine dans le jeu des stars d'autrefois, et dont, en même temps, il faut se dégager. J'ai enfin compris qu'on ne pouvait pas être acteur, aujourd'hui, sans savoir tout ce qui avait été fait avant, sans y réfléchir. C'est avec *Céline et Julie* que je me suis sentie vraiment comédienne et acceptée comme telle.

Cela s'est encore plus concrétisé dans *Souvenirs d'en France*. André Téchiné m'avait donné un second rôle important, à la fin de la caricature, mais qui devait faire passer des idées dans la perspective historique du film. C'était difficile. J'avais, avec Téchiné, des conversations sans fin. Il me trouve drôle dans la vie, il voulait faire apparaître cette drôlerie et, en même temps, maîtriser mon personnage très fort. Cela a clarifié complètement mes idées sur ma façon de jouer. Je crois qu'il

faut beaucoup travailler un rôle, sur le geste, sur la voix. Mais, lorsque le metteur en scène dit : « Moteur ! », je sais qu'il va arriver quelque chose de nouveau et de pas forcément malin. C'est fascinant et c'est terrible de penser que toute l'énergie qu'on a concentrée va peut-être claquer après ce mot-là : « Moteur ». Je ne crois pas que ce soit une méthode bonne pour tous les acteurs, mais c'est la mienne. La scène de *Souvenirs d'en France* où je dis : « Foutaises », en riant et en descendant l'escalier d'un cinéma de province, a été travaillée pendant cinq jours et cinq nuits. Téchiné a besoin que les interprètes s'intéressent aussi à la mise en scène. Il y avait une forte tension sur ce tournage. Et nous n'avions pas beaucoup d'argent. Pour la plume, à la sortie du cinéma, nous avions fait appel aux pompiers. Ils n'étaient pas payés, mais la production leur offrait de la bière. Les pompiers ont beaucoup bu et se sont mis à arroser n'importe comment. Jeanne Moreau était trempée. C'était, quand même, une détente ! Mais j'ai pris de vraies « grandes vacances » en tournant *Cousin Cousine*, avec Jean-Charles Tacchella. Il m'avait apporté son scénario, en me disant qu'il y avait pour moi un personnage étonnant et drôle, qu'il fallait développer. Chaque jour, j'apportais des idées nouvelles, je m'engageais moi-même.

J'ai tourné dans *Sérail*, le premier film d'Eduardo de Gregorio, qui n'a malheureusement pas marché, et puis dans le troisième film de Téchiné, *Barocco*. Je crois qu'il faut se forcer à ne pas travailler avec le même metteur en scène. Je venais d'avoir le César du meilleur second rôle féminin. A la demande de Belmondo, qui voulait m'avoir pour partenaire, Henri Verneuil m'a proposé, dans le *Corps de mon ennemi*, un personnage de femme que j'avais très envie de construire. Je suis entrée brusquement dans un autre monde : celui du grand cinéma commercial. Pour moi, c'était plus difficile de travailler avec Verneuil qu'avec Rivette, Grégorio ou Téchiné. Cela me faisait peur et, six ans avant, je n'aurais pas accepté. Mais j'avais, maintenant, la conscience de ce que j'étais comme comédienne. Quand je suis arrivée sur le plateau, Belmondo s'est écrié : « Voilà, dans son célèbre numéro, Marie-France Pisier, la star de la Cinémathèque. » En fait, c'était gentil. J'ai été, tout de suite, intégrée à l'équipe. J'étais dans une machine qui fonctionnait bien. Et tenir le coup en face de Belmondo, c'est vraiment très intéressant. J'ai beaucoup appris de lui et de Verneuil. Pour la deuxième fois, on m'a attribué l'Oscar du meilleur second rôle féminin. J'étais très contente et éton-

née de cette persévérance des gens de la profession. Un second rôle consacré, c'est une fonction, c'est aussi important qu'un premier rôle. Et voilà qu'un producteur américain, qui m'avait vue dans *Souvenirs d'en France*, qui avait été impressionné par le succès de *Cousin Cousine* aux Etats-Unis, me propose un vrai premier rôle dans un film hollywoodien. Je parlais anglais, j'ai dit oui. *The other side of midnight*, réalisé par Charles Jarrott est tiré d'un roman vendu à cinq millions d'exemplaires et ce qui m'attendait là, c'était un produit de grande consommation entièrement contrôlé par le producteur. C'est un mélo extraordinaire, situé dans les années 50. Je suis jeune au début de l'histoire et à la fin, j'ai pris de l'âge, je deviens très méchante, très dure, comme Bette Davis à sa grande époque. Ce film a coûté 9 millions de dollars et encaissé, aux Etats-Unis, 30 millions de recettes. En ce moment, il marche très fort à Londres. Rendez-vous compte du succès pour le « star de la Cinéma-thèque » !

Le chemin d'Hollywood

J'ai passé trois mois à Hollywood, j'ai vu des choses incroyables. Un jour, j'arrive au studio, il y avait la mer à perte de vue et des scaphandriers phosphorescents ! Techniquement, tout est possible. Mais on travaille dans une journée, beaucoup plus qu'en France. Et il faut donner l'impression d'un certain standing. J'avais une limousine noire, une caravane, plusieurs maquilleurs. C'est évidemment impressionnant. Mais je me suis rendu compte que j'étais allée là-bas, comme toujours, avec mon besoin de faire face : « Je vais leur montrer, à ceux d'Hollywood que je peux tenir le coup, que je peux tout faire bien. » Et j'y suis arrivée. Cette expérience américaine s'ajoute aux autres.

Al-je envie, maintenant, d'être une star ? Si c'est avec des rôles comme celui de *The other side of midnight*, non. Mais être célèbre, avoir une forte cote au box-office, en tournant des rôles à ma façon, oui, j'aimerais bien.

En attendant, je vais interpréter un personnage qui me plaît beaucoup dans le *Chien de Munich*, un téléfilm de Michel Mitrani écrit par Roger Boudnot. Pour l'année prochaine, j'ai un projet avec mon ami Truffaut. Si Hollywood fait de nouveau appel à moi, il sera toujours temps. Je veux surtout me sentir bien dans ma peau. »

Propos recueillis par JACQUES SICLIER.

GALERIE LA CAVE

7, rue de Miromesnil (8^e) - 253-40-66

SERGIO TELLES

peintures

Jusqu'au 5 novembre

CHAGALL

gouaches et lavés

GALERIE MAEGHT

13 rue de Téhéran et 26 rue Treillard Paris 8

LIMOUSE

exposition du 22 septembre au 29 octobre

ARTCURIAL 9 avenue Maillot Paris 8 du mardi au samedi de 10 h 30 à 13 h 30

GUILLERMO ROUX

GALERIE JEANNE BUCHER

53, rue de Solna 75006 Paris

COIGNARD - PAPART

GRAPHIC
SCULPTURE

VISION NOUVELLE - 11, rue de Valenciennes 75002 Paris

Fautrier

13 octobre - 19 novembre

Galerie Verbeke

7, place Furstenberg

325.73.92

Galerie du Dragon

19, rue du Dragon - 548-24-19

FERRONI

26 octobre - 26 novembre

Colette Dubois

332, r. Saint-Honoré, 1^{er} - 280-54-83

MALY

Peintures 25 octobre-15 novembre

GALERIE SAINT-MARTIN

72-74, rue Saint-Martin - 75004 Paris - 278-71-85

GODARD

Tableaux - Tapisseries

27 octobre - 21 novembre

GALERIE DE PARIS

14, PLACE FRANÇOIS 1^{er}

Michel CIRY

25 octobre - 30 novembre

LE BALCON DES ARTS

161, rue Saint-Martin, 75004 PARIS - 278-12-03

La tapisserie des Peintures

PICASSO (GUERNICA) - R. DELAUNAY

J. et R. DURRACH - A. HERRIN - J. VILLON

Rétrospective MARIO PRASSINOS et lavés récents

du 5 octobre au 12 novembre - 12 h. 30 à 20 h.

GALERIE MÉDICIS

17, place des Voies, 4^e - 278-21-19

A. HINKIS

T.L.J. de 14 à 19 h., dim. compris

27 octobre - 13 novembre

Juan Carlos CACERES

Exposition de ses œuvres

Jusqu'au 19 novembre

chez ROCCO TUREZ

24, av. George-V, 8^e - 728-88-05

GALERIE BELLECHASSE-INTERNATIONALE

26 bis, bd Sébastopol - 4^e - 278-01-01

PELAYO

« HISTOIRES D'ESPAGNE »

PEINTURES

19 octobre - 30 novembre

GALERIE BALLANCHE

10, r. Jacques-Callot, 8^e - 326-31-38

L. de Grandmaison

-19 octobre - 10 novembre

AMBASSADE DE COREE

125, rue de Grenelle, 75007 Paris

Tél. : 705-64-10

LEE, HANG SUNG

Du 14 octobre au 15 novembre

LE MONDE DES ARTS

EN SUISSE

GALERIE ARTA - GENÈVE

17, Grand-Rue, 1^{er} étage

NICHOLMAN-HIRSCH

Exposition des œuvres de

DANIEL DEZEULE, CHRISTIAN

DANIEL DEZEULE, CHRISTIAN

JACCARD, JEAN-MICHEL MEU-

RICE, JEAN-PIERRE TIXCEMIN,

CLAUDE VIALAT

GALERIE JAN KRUGER

3, place du Grand-Mazel

Genève - 022/26 57 19

TRAIT, OMBRE

ET LUMIÈRE

Dessins et Aquarelles

FIAC 77 - Stand D7 bis

GALERIE

Jusqu'au 13 nov

PRO ARTE KASPER

à Morges près Lausanne

Peintures

anciennes de Chine

Bronzes du XIV^e et XV^e siècle

SALON DU 10 AU 15

de l'Amicale des Amateurs d'Art

avec un hommage à MARIAN-PAUPARD

MAIRIE DU IV^e

27 octobre au 17 novembre - 2 place Baudoyer - Entrée libre

SAGOT - LE GAEREC

24, rue du Four - PARIS (8^e)

ASSADOUR

Gravures, Dessins, Aquarelles

Jusqu'au 10 novembre

GALERIE BENO D'INCELLI

43, rue de Miromesnil, 75008 Paris

BAL. 10-16

SZYMKOWICZ

-12 octobre - 19 novembre

LA GALERIE

67, rue Saint-André-des-Arts (8^e)

633-24-14

P.-F. GORSE

Jusqu'au 12 novembre

Sal. Henriette Gomis

6, rue du Cirque (8^e)

XAVIER VALLS

dessins, aquarelles

-26 octobre au 19 novembre

Galerie Denise René

Rive Gauche

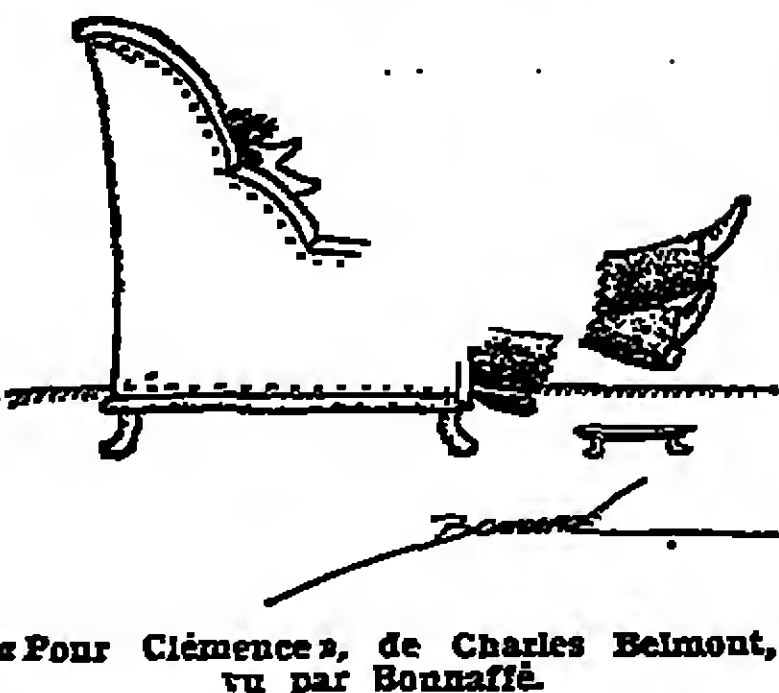
196, boulevard Saint-Germain

MAUBOULES

Vernissage le 27 octobre

de 19 h. à 22 h.

Une sélection



« Pour Clémence », de Charles Belmont, vu par Bonnaffé.

Cinéma

LA BALLADE DE BRUNO
de Werner Herzog

Lire notre article page 17.

A. CONSTANT
de Christine Laurent

Un voyage dans la mémoire : les motivations du suicide d'une jeune femme, domestique dans une famille bourgeoise. Deux sœurs échappées des Bonnes, de Jean Genet, revoient le puzzle. Christine Laurent oppose maîtres et serviteurs, réel et imaginaire. Elle se dirige elle-même, dans le rôle de la jeune bonne, avec la même sensualité attentive qu'elle a su obtenir des deux comédiennes non professionnelles qui incarnent les deux filles de famille rongées par la curiosité et la mauvaise conscience.

LA GUERRE DES ÉTOILES
de Georges Lucas

Simple comme un western, détonante comme une bombe dessinée à la gomme « Guy Fokier », sophistiquée comme une machine électronique, cette odyssée interstellaire nous ramène à l'âge d'or du cinéma feuilletonnesque, exotique et spectaculaire. Y passe aussi l'obsession d'une civilisation super-technologique qui engendre le pire des régimes totalitaires.

POUR CLÉMENTINE
de Charles Belmont

La prise de conscience, par un ingénieur licencié que l'homme moderne est entièrement modelé, conditionné par le travail (ou son absence), et que le temps qu'on veut vivre en liberté est aspiré par le vide. Un film beau, grave, important.

LES CHASSEURS
de Théo Angelopoulos

L'histoire politique de la Grèce de 1949 à 1967. Parabole et psychodrame autour d'un cadavre symbolisant la révolution poignardée et la peur de la classe dominante. Le parti gris de la mise en scène « brechtienne », l'écriture distanciée poussée jusqu'à ses extrêmes limites obscurcissent un spectacle où l'on retrouve pourtant les intentions et la beauté flamboyante du Voyage des comédiens.

LES ENFANTS DU PLACARD
de Benoît Jacquot

Un frère et une sœur adultes gardent la complicité de leur enfance et s'aiment d'un amour qui ne peut pas s'avouer. Benoît Jacquot se souvient des « enfants terribles » de Coteau et finit avec la rigueur et l'ascétisme de Bresson. Ces réticences, évidentes, n'empêchent pas l'éclat d'un talent bien personnel, mûri depuis l'Assassin musicien.

IL ÉTAIT UNE FOIS L'AMÉRIQUE
de George Stevens Junior

Des extraits de quatre-vingt-trois films réalisés par quarante-quatre cinéastes composent cet hymne à la naissance et à l'épanouissement de la nation américaine.

JEAN-LUC GODARD
à l'Action République

Lire notre article page 18.

CHINOIS, ENCORE UN EFFORT POUR ÊTRE RÉVOLUTIONNAIRES
de René Vient

René Vient fait « parler » les images, et parle lui-même sans arrêt, jusqu'à provoquer notre malaise. Il détourne le sens tiré par les documents officiels modérés, recherche le mensonge derrière l'homographie.

ET AUSSI : Au-delà du bien et du mal, de Liliana Cavani (discours moderne sur Nietzsche et la sexualité masculine, controversé). Les Indiens sont encore loin, de Patricia Moraz (la mort de Jenny Kern dans une Suisse immobile); Paradis d'été, de Gunnar Lindblom (quand le bonheur suédois change); Harlem County USA, de Barbara Kopple (une grève en a été le direct); Un autre homme, une autre chance, de Claude Lelouch (la fille d'un boulangier dans un beau western); Padre Padrone, des frères Taviani (un opéra sur le témoignage de Gavino Ledda).

Théâtre

SOLNESS
LE CONSTRUCTEUR
au Biothéâtre

L'incendia qui a provoqué la fortune du constructeur Solness brûle dans sa conscience. On découvre aujourd'hui les prolongements du naturalisme d'Ibsen et son importance dans ce très beau spectacle mis en scène par Pierre Sala, avec une distribution extraordinaire.

LES PEINES DE CŒUR D'UNE CHATTE ANGLAISE
à Saint-Denis

Un conte de fées dans un monde anthropomorphe où les hommes ressemblent à des animaux. La fée du théâtre, un théâtre du travestissement et de l'ambiguïté, la perfection du groupe T.S.E. son insolente élégance, l'émerveillement toujours renouvelé de la beauté.

FESTIVAL D'AUTOMNE
à Nanterre

PALAZZO MENTALE : voyage dans un cosmos cinématographique, où plénitude, portée par la musique, des créations trop belles pénétrées par la mort. Elles et ils vivent de souvenirs littéraires, courent après l'amour caché derrière les mots, voyage, espoir sans fin de l'éternelle jeunesse. Entre le déchirement et l'ironie, à quel et comment résistent ces jeunes gens d'aujourd'hui?

au TEP

DORÉNAVANT, spectacle musical de Jean-Paul Wenzel et Claudine Fiebert, après une expérience d'un an de vie à Bobigny, d'animation, d'exploration : l'étranger dans la cité, le béton, l'écrasement, la résistance au désespoir, Rude et passionnant.

ET AUSSI : Pas d'orchestres pour miss Blandish, à la Porte-Saint-Martin (le cinéma noir de Robert Hossein); le Bateau pour Lipala, à la Comédie des Champs-Élysées (Edwige Fenech et la nostalgie); Jeanne d'Arc et ses copines, au Marais (des drôles de zébrés); Erostrate, au Mouffetard (le misanthrope absolu); Appelle-moi Céline, aux Nouveautés

(rire avec Maria Pacôme). La Tentation de saint Antoine, au Centre culturel du Marais (l'écriture obsessionnelle de Jean-Marie Villégier).

Musique

UNE RÉVISION DU « REQUIEM »
de Mozart

L'approche de la Toussaint rareté les grands événements musicaux, mais attire les requiems. Une curiosité à la Madeleine : le Requiem de Mozart, dans une nouvelle instrumentation pour les morceaux achetés par Siles-mayer, réalisés par le professeur Franz Beyer, de Munich, qui donne à l'œuvre une sonorité plus transparente. L'Orchestre Capella Basilien-sis jouera sur des instruments d'époque, avec les Kantoren Lörrach, sous la direction d'E. Raphaelis (église de la Madeleine, le 27 octobre).

L'APOCALYPSE
de Pierre Henry

À Lille, c'est l'Apocalypse de Jean, de Pierre Henry, qui s'accorde avec ce temps de réflexion sur « les fins dernières ». Une œuvre électronique immense, comme un opéra, construite symphoniquement autour du texte biblique dit de façon splendide et parfois bouleversante par Jean Négroni. La virulence prophétique s'y allie à une profonde poésie (église Saint-Etienne, le 2 novembre). Rappelons les deux séances de Cosmogonie, où P. Henry propose, en huit heures, un vaste parcours thématique à travers son œuvre (le 29 octobre, à 19 heures, et le 30, à 19 heures).

MUSIQUE
à Créteil

La Maison des arts de Créteil a rouvert ses portes et propose cette année un important programme musical, avec des manifestations originales qui font une place importante à la musique contemporaine (Hesse, le 6 novembre; Dao, le 29 novembre; Xenakis et Penderecki, le 4 décembre, etc.). Ce dimanche, c'est l'École normale qui présente deux de ses lauréats, Christiane Dubas, soprano, et Mariette Antonette Picot, pianiste, dans des mélodies françaises et des œuvres pour piano, de Schubert, Fauré et Chopin (le 30 octobre, à 16 heures).

ET AUSSI : Spectacle audiovisuel Bello (Centre Pompidou, jusqu'au 29 octobre, dernières, à 15 h, 18 h, 20 h, 30 h, avec le soir des œuvres de Stockhausen, Chowning, Heller et Elloy; la Traviata, mise en scène Lavello (salle Favart, du 26 au 30); W. Kempff (salle Cortot, le 26); Orchestre de Paris, direction Boulez, avec Y. Minton (Champs-Élysées, le 26); Signor Bruchino et l'École de soie, de Rossini (Radio-France, le 27); Schubert, par Barenboim, piano (Champs-Élysées, le 27); Orchestre philharmonique, dir. E. Krivine (Radio-France, le 28); la Camerata (Opéra de Paris, le 28); P. Colchèreau et R. Delmotte (cathédrale de Chartres, le 29); P. Resch, piano, Nouveau-Carré, le 29, à 17 h, 30 h; Schubert et Debussy, par le Quatuor Pierné (Gaveau, le 2 novembre).

Expositions

L'OUVERTURE DU MUSÉE DE LA RENAISSANCE
au château d'Ecouen

Le château d'Ecouen, dont la vocation de musée de la Renaissance avait été votée dès 1969 par André Malraux, vient d'être ouvert au public, après des années de travaux de restauration qui devraient être ache-

vés d'ici deux ou trois ans. Dans un décor d'une grande richesse, qui comporte notamment un ensemble unique au monde de cheminées peintes et sculptées, le musée abrite désormais les collections jusqu'à en réserve du musée de Clugny.

L'AUBETTE

au Centre Georges-Pompidou
Projets originaux et documents photographiques pour évoquer le décor des salles (restaurant, café, salon de thé, ciné-dancing, bar...) de l'Aubette à Strasbourg, tels que Theo Van Doesburg — artiste-architecte, l'un des fondateurs, avec Mondrian, du mouvement d'avant-garde De Stijl — l'avait conçu en collaboration avec Jean Arp et Sophie Taeuber.

GUSTAVE COURBET...

Les étapes d'un chemin parcouru délibérément en dehors de l'art officiel, et autrement plus complexe qu'il ne paraît au premier abord. L'exposition anniversaire a aussi le grand mérite de s'être attaquée au « mystère Courbet » et de proposer un ensemble d'interprétations qui, convaincantes ou non, mettent en relief la singularité d'un art lissé trop simplement de réalisme.

et LA FIAC
au Grand Palais

Cent galeries et marchanda du monde entier se sont mis en frais pour montrer ce qu'ils ont soupé de mieux et le donner à voir dans les meilleures conditions. Une foire de l'art qui tient du musée d'art contemporain.

CHAGALL
au Louvre

Les œuvres récentes de Chagall au Pavillon de Flore. L'étonnant regain de jeunesse en soixante-deux tableaux de lumière, d'un peintre à l'heure de la méditation et de l'approfondissement pictural.

LES COLLECTIONS DE LOUIS XIV
à l'Orangerie

Une exposition extrêmement brillante présentée par les soins conjugués du département des dessins du Louvre et de la Bibliothèque nationale. Elle réunit, en deux salles pleines, quelques deux cents dessins italiens et allemands de la Renaissance, et contemporains de Louis XIV.

PAPIER SUR NATURE
à la Fondation Rothschild

Suite de l'exposition La nouvelle subjectivité, organisée l'année dernière, également pour le Festival d'automne, mais cette fois avec des œuvres sur papier : cent cinquante, de vingt-quatre artistes, anglais, américains, hollandais surtout. Pour témoigner d'un retour à la pratique du dessin sur nature et d'un goût pour le travail bien fait.

ET AUSSI : Hommage à Dufy, au Centre Georges-Pompidou (pour le centenaire de la naissance du peintre); Le café-concert, au Musée des arts décoratifs (cent cinquante affiches de la bibliothèque du musée); La porcelaine de Vincennes, au Grand Palais (Sèvres avant Sèvres).

Danse

HOMMAGE A SERGE LIPAR
à l'Opéra

Trois ballets choisis dans la production de l'après-guerre et remontés par le chorégraphe en personne. Une exposition parallèle est organisée par la bibliothèque de l'Opéra.

ET AUSSI : Musiques et danses traditionnelles de Corée, une soirée

exceptionnelle au Théâtre des Champs-Élysées, vendredi 28 octobre (divertissements de village et ballets de cour); Création de trois chorégraphes de Roland Petit, à l'Opéra de Marseille, sur des musiques de Messiaen, Milhaud et A. Berg, jeudi 27 octobre.

Variétés

YVES SIMON
à l'Élysée-Montmartre

La complicité fraternelle d'Yves Simon avec des « musiciens de l'unité ». Une suite d'images impressionnistes de croquis, de regards sur la réalité quotidienne (21 heures).

MIREILLE
à la Cour des Miracles

Mireille et ses chansons qui n'ont rien perdu de leur charme désinvolte: « le Petit Chemin qui sent la noblesse », « le Vicar Châteaux », « Couchés dans le joint », « la Demoiselle sur une balançoire... » (20 h, 30).

HARRY BELAFONTE
au Théâtre des Champs-Élysées

La visite, maintenant annuelle, d'un homme de spectacle complet qui chante le folk-song américain, antillais, sud-américain, africain et portoricain (les 2, 3, 4 et 5 novembre, à 21 heures).

« A NOUS DEUX, J'ARRIVERAI BIEN A ÊTRE DE GAUCHE »
au Théâtre de Dix-Heures

Le pouvoir, l'argent et le doublement de la personnalité dans un spectacle de Jean-Marc Stricker (20 h, 15).

Rock et Jazz

PETER GABRIEL
à l'Hippodrome de Paris

Retour, pour un soir, après une tournée en province, de Peter Gabriel, de son groupe et de leur musique dense, élaborée, précise, qui découvre des espaces, de la ténacité magnifiquement fait surgir toute la poésie du rock (le 30 octobre à 20 h).

BOB SEGER
au Pavillon de Paris

Une des grandes figures jusqu'ici méconnues du rock. Une musique violente et chaleureuse (jeudi 3 novembre, 20 h).

DOC WATSON
au Stadium

La country-music, le blue-grass, le folk-song, le gospel et le blues par un grand musicien américain traditionnel (guitare, banojo et harmonica) qui vient pour la première fois en France, (les 3 et 4 novembre).

HORACIO VAGGIONE
à la Biennale

Dernier volet de la série des manifestations musicales organisées par l'atelier de création radiophonique au Musée d'art moderne de la Ville de Paris dans le cadre de la Biennale, le dimanche 30 octobre à 16 heures : les œuvres récentes pour synthétiseur et claviers électroniques de Horacio Vaggione, joué en direct par le jeune compositeur argentin, une musique que l'on pourrait qualifier de « planante », si cet aspect n'était contredit par un vigoureux dynamisme interne.

Une opportune concordance d'horaires permettra d'aller écouter ensuite, à 18 h, 30, les vingt-deux saxophonistes d'Urban Sax, cette fois au Grand Palais, sous l'égide de la Foire internationale d'art contemporain.

ATTENTION !
DERNIÈRE SAMEDI 29
JEAN HARLOW contre
BILLY THE KID
Merveilleux spectacle, d'une force
et d'une beauté drôles et en
même temps d'une intelligence
foudroyante... Un superbe
moment.
MICHEL POUCAULT.
RECAMIER : 548-62-51

GAITÉ MONTMARTRE
28, rue de la Cité Montmartre, GAITÉ
ANNIE
SINGALIA
DOMINIQUE
LABOURET
« VIVIANE »
ÉLISABETH
ANERONE
Elles...
STEFFY POMME, JANE, VIVI
Mise en scène de MICHEL FAGADAU
LOCATION THÉÂTRE et AGENCES TÉL. 633-16-18

ÉLYSÉE-MONTMARTRE
72, boulevard Rochechouart 75018 PARIS. Tél. 606.38.79
Métro Anvers - Parking 500 places
DIANE DUFRESNE
21 h - à partir du 31/10 Relâche dimanche

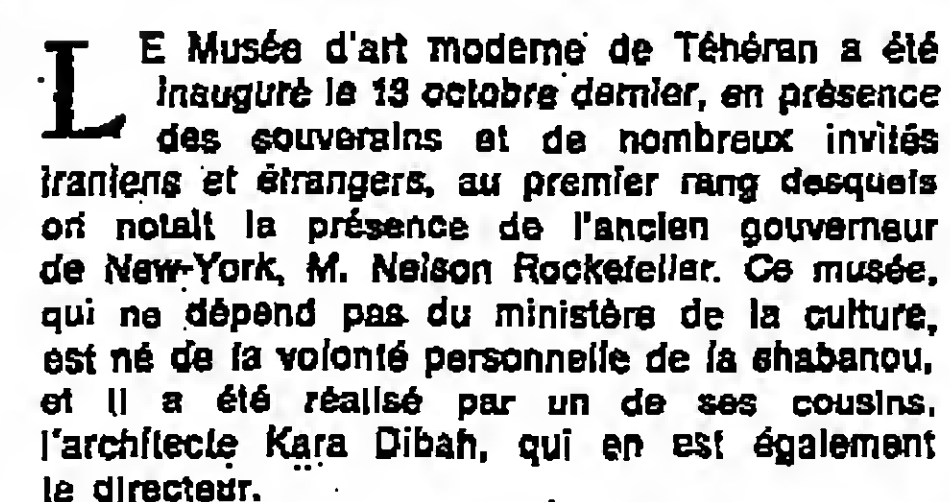
Auignon
Aubervilliers
CORIOLAN
de W. Shakespeare
Mise en scène de Gabriel Garran
du 19 Octobre au 19 Novembre
du mardi au samedi : à 20 h 30 - dimanche : à 17 heures
théâtre de la commune
Squ. Stalingrad (Av. de la République) 93300 AUBERVILLIERS - 633.16.16

SOVEXPORTFILM et AUDIPHONE S.A.
présentent
Panorama du Cinéma Soviétique de 1917 à 1977
au CINEMA FRANCE ELYSEES
20 rue Quentin Bauchard - Tél. 723-71-11
5 SEMAINES EXCEPTIONNELLES
DU 26 OCTOBRE AU 29 NOVEMBRE 1977
CETTE SEMAINE LES GRANDES HEURES
Voir programme à la rubrique et dans les journaux spécialisés

27 OCT 1977

L'ART MODERNE EN IRAN

Des musées, pour quoi faire ?



Située dans ce que l'on pourrait appeler la partie la plus « rurale » de la villa, à l'évocation des points de vue, l'édifice avait un air presque d'une agglomération immense, erratique, qu'une circulation défilante (250 000 visiteurs) paraît faire tourner sur elle-même sans fin ni trêve, le Musée d'art moderne de Téhéran se présente au regard avec toutes les apparences d'une modeste ville n'ayant rien de la qualité du monde moderne. Le soleil d'une éblouissante chaleur se pose de tour, lui triomphalement : l'édifice se compose d'un ensemble de galeries qui affluent au sol, s'ouvrent en agréables patios et pelouses où sont exposées les sculptures (Max Ernst, Moore, Magrita, Giacometti), se haussent en lanternes destinées à diffuser la lumière et rappelant certaines lanternes traditionnelles des constructions iranienne.

Malgré ces traits « vernaculaires », comme on dit, l'architecture est résolument contemporaine, comportant même plus d'une référence, parfois un peu trop évidente, à certaines réalisations culturelles particulièrement prestigieuses des dernières décennies (le Guggenheim pour l'espace central, et surtout les fondations construites par Sert à Saint-Paul-de-Vence ou Barcelone). Le parcours est aisé, continu, sans rupture de niveau, et si l'écartilage pose quelques problèmes (où n'en pose-t-il pas ?) l'acrophage est tout à fait convenable. Ce musée a coûté, chiffres officiels, 100 millions de francs, et a été financé par l'équipe qui l'anime ainsi, à l'exception du directeur, américain, et il offre aux utilisateurs 8 400 mètres carrés de planchers, dont 7 000 pour les surfaces d'exposition.

Bacon et, il vous plaît, Pollock soi-même. Sans doute il y a des maîtres, et les responsables de la collection paraissent s'être moins attachés à la cohérence d'un propos qu'à la recherche d'objets prestigieux. Mais avec le temps et l'argent (on semble ne pas en manquer ici) cela pourra s'arranger : nous avons vu deux fort intéressantes expositions l'ennemies, l'une consacrée à l'affiche triennale, l'autre à l'architecture industrielle du début du siècle, et nous n'avons guère bronché qu'au terme du parcours, où l'hyperballisme américain représente à lui seul toutes les recherches contemporaines. « Le public français, dit le directeur du musée, pense que les peintres ne savent pas aujourd'hui représenter la réalité. Nous avons voulu lui montrer qu'ils étaient capables d'autant de précision et d'exactitude qu'un appareil photographique. »

De tous les pays en voie de développement, l'Iran est sans doute celui qui pratique aujourd'hui la politique culturelle la plus active. Un musée était inauguré à Karmash lors de notre séjour, Chiraz aura un jour le sien (exécuté à partir d'un plan d'Aalto), et si l'on passe un jour à Téhéran, on ne doit manquer à aucun prix, celui de la crise cardiaque que risquent de provoquer les folles acrobaties des chauffeur de taxi, la visite du musée Reza-Abassi. Pourvu d'une bibliothèque et d'un centre de documentation, il présente, de façon paritaire, un ensemble de miniatures, de faïences, d'objets d'art, de bijoux, d'objets d'usage, et même parfois (les quels ne courent pas les rues) comme il est inutile nulle part ailleurs dans le Proche et le Moyen-Orient.

Quant à notre Musée d'art moderne, il se veut aussi, comme d'ailleurs tous les musées du monde, au moins sur le papier, centre d'animation et d'éducation : il ne s'agit pas seulement de présenter des œuvres, mais de les mettre en communication avec le public et, éventuellement, d'encourager la création. Et c'est ici qu'il devient difficile de ne pas se poser certaines questions.

Même si l'on pense au musée du Caire, qui date de 1931, aux musées de New-Delhi et de Salisbury, qui ont environ vingt ans d'âge, ou encore à la récente fondation Bhilrasi d'art moderne à Bangkok, le musée de Téhéran est sans nul doute le plus important, le plus ambitieux musée d'art moderne qui ait été créé au-delà de la Méditerranée avec des collections et selon des critères occidentaux. C'est bien, et l'entreprise n'est pas mesquine. Mais son utilité sociale n'est pas évidente. Le problème est en effet : un musée, pour qui ? Et : un musée, pour quoi faire ?

Pour un musée, il existe certainement un public, réel ou potentiel, dans la bourgeoisie irakienne, peut-être dans le milieu universitaire et étudiant : cela ne doit pas faire tellement de monde. L'exemple de Beaubourg montre à quel point il est difficile, quels que soient les moyens mis en œuvre, et ils sont Ici énormes, de combler le vide qui sépare le grand public de l'art contemporain, et ce qui est déjà à l'œuvre dans l'Occident. Il n'est pas évident, à priori, que l'Occident irakien ait le même accès à l'art que l'Occident occidental. Ce problème culturel se pose encore en termes d'alphabétisation et de scolarité élémentaire. D'autant qu'à travers les médias, les livres, le voyage, le public occidental a fini par acquérir une

sorte de familiarité avec l'art contemporain, et que, passé les Colonnades d'Hercule et la Crête aux cent villes, cette familiarité n'existe plus : quel rapport peut avoir un enfant parnien avec l'œuvre de Picasso ou de Pollock ? Et encore, s'il ne s'agissait que de Picasso et de Pollock ! Ce qui nous a fort émus au musée de Téhéran, c'est de voir installé au milieu de l'édifice cet énorme baquet d'huile d'au à un Japonais dont je me pardonne de n'avoir pas retenu le nom, et qui était un des principaux ornements de notre pavillon. C'est un peu comme si, au Louvre, on avait pas la collection Ludwig ! Il y a de par le monde suffisamment de musées d'art moderne qui sont devenus les conservatoires de l'académisme d'avant-garde et du pompiérisme international pour qu'il soit utile d'en créer un de plus. Un peu de fraîcheur, un œil neuf, un regard différent, voilà ce que vous demandez. Voilà le service que nous attendons de vous.

Richesse des différences

Nous parlons de Picasso et des enfants iraniens. Pourquoi faudrait-il que les enfants iraniens engagent le dialogue avec un peintre dont l'œuvre, même si elle est la plus grande du siècle, ne peut être que totalement étrangère à leur sensibilité, à leur système culturel et social ? Créer à Téhéran, ou ailleurs, un musée d'art moderne qui est pour l'essentiel un musée occidental ne peut avoir d'autre conséquence que d'émener la peinture iranienne à adopter les modèles occidentaux, et ce n'est sans doute pas le plus grand service qu'on puisse lui rendre.

Comme on almerait en effet que le monde persiste dans la richesse de ses différences ! Ce qui rend le « vain travail de voir divers pays » aujourd'hui si déprimant, c'est que, les déserts, la misère et ce qui relève de l'archéologie mis à part, tout y est semblable : vêtements, mode de vie, architecture, projets économiques. Téhéran, Bombay, Caracas, Montréal : le ciel change ! Il est minuit, là-bas le jour se lève — le spectacle est le même.

Plutôt que de courir vers un Occident qui lui-même court désespérément à la recherche de la « culture », le primitivisme de carte postale, certains pays feraient peut-être mieux d'intégrer leur passé, et, avant de se lancer dans l'aventure, de faire la synthèse de ce qu'ils sont : la France moderne est née au musée de Cluny. Que les pays pétroliers deviennent gros importateurs d'œuvres d'art est sans doute une subaine pour certaines galeries. La peinture africaine ne se portera pas mieux que l'art indien, ces années 50, directeur du musée de Salisbury, Frank MacEwen, avait encouragé ou espéré la naissance d'un art original qui ne serait ni de l'airport art - ni la caricature des modèles occidentaux, et le Sénégal a sans doute été bien inspiré en construisant à Dakar non un musée d'art moderne, mais un musée des civilisations noires qui sera achevé aux printemps 1978 et dont on peut estimer la portée et encourager la culture nationale. - Cela ne se fera pas en un jour et cela ne se fera peut-être jamais, mais il vaut toujours la peine d'essayer.

ANDRÉ FERMIGIER.

SURGI un milieu d'un quartier lourd d'histoire, entraine mutante, le Centre Georges Pompidou se dresse pour recevoir à ses habitants, après quatre années de chantier, l'image du passé ambiant, de la mutation opérée, enfin leur image : comme dit Martine Franck, à qui le Centre a commandé un reportage photographique sur le quartier, « les faire entrer au musée ». Un peu une dette de reconnaissance. Outre des photos, l'exposition « Quartier Beaubourg » comprend des textes et des dessins d'enfants, des documents historiques mis à disposition dans un espace dédié, la bibliothèque du Monfray Research Center, et coproduit par le Centre et l'INA : « Le plein chapitre ». L'exposition se partage entre une allée du rez-de-chaussée de Beaubourg et l'église Saint-Merri.

Martine Franck ne veut pas présenter son travail comme une enquête sociologique ni comme une documentation, plutôt comme une évocation subjective, un témoignage. Quand elles ne se contentent pas de « décrire » un lieu ou un visage, ses photos jouent sur des oppositions, sur la confrontation d'éléments contraires : contradictions sociales et architecturales, décalage entre le texte publicitaire ou le graffiti et son contexte. De cette espèce de dynamisme des contraintes découle une série d'opérations, souvent communes, parfois poétiques.

Dans le quartier Beaubourg, il n'était pas dur de mêler les gargouilles et les tubulures de perris et d'acier, le gothique et le technologique. D'abord le Centre a quel que chose de féerique — on pense à l'apparition du pagibout d'Amélie et les touristes ne s'y trompent pas qui viennent là après la visite de Notre-Dame, à traverser le Centre, dépaysement temporaire. Marine Fanck a aussi bien rendu compte de l'aspect — mirage — château de cartes en/lanth de Beaubourg, avec ses botches d'adération, ses cheminées, sa transparence, ses reflets — que de l'aspect désolant, fileux et poétique des chantiers dans la brume, avec leurs monticules de gravats, leurs flaques d'eau, leurs façades arrachées et leurs poutrelles de tracement. Un graffiti fiché d'empoine sur une palissade : « Regardez l'arbre »; l'arbre est mort et solitaire, nu, surplombé par une grue. Marine Fanck s'intéresse au langage sauvage du graffiti qui hurle « culture - suture - suture » ou « voyez tristes » là où l'émotionnement se termine, bénéficiais de la culture et du loisir. Elle a vu un claud assis sous une affiche d'air France, transpié sur une plage turquoise, qui se tort vers les Bermudes, entre un homme nu et une femme qui jouent à saute-mouton. Les pens insultent la photographie : « Vous n'avez pas honte de photographier un clochard ? ». Un travailleur casqué ne comprend pas le graffiti du mur qu'il doit abattre : « Le nouveau n'est plus nouveau ».

Martine Frazer : a photographié les derniers petits métiers, l'atelier de robes de marinière, la filasse et le chapeleur, le tailleur, la marchande de fleurs, celle de billets de loterie, le clown dans sa cage, l'ébouilleur qui traverse une passerelle enfilée sur des rails, le dos courbé sous une pluie de métal, le cocher venu déposer un petit bouquet de fleurs à la mémoire d'Elsin au bas de l'église Saint-Merril, les enfants qui jouent avec des puits de volution, la rue étroite avec son tinge pendu aux fenêtres et ses pavés rongés par les déjections des gipcines, l'homme en beret au comptoir du bistrot, les vestimentiers du vieux quartier, les traces scellées sur les murs (le marchand de légumes, le marchand de chaussures), la boutique de vêtements, la terronnette, les enfants juifs dans la synagogue, les maîtres de maison, dieux, les enfants jouant sur un quai de métro, le marchand de billard, un homme s'occupant sur un quai de métro, la vie dense et nombreuse qui se déroule au fil du temps et que nous ne rattrapons pas par touches, par notations—scènes.

Martine Franck aime surprendre les gens dans leur regard et dans leur posture. Elle aime montrer comment ils sont « pris », différemment, par le monde, par la ville, la messe ou la cérémonie, par la fête, par l'attente, par l'attente d'un rendez-vous, par la photo, par la photo elle-même dans son premier tirage, par les photos (par ses deux éditions Contrejour). Martine Franck a tracé « souvent les visiteurs de galeries et d'expositions. Elle cherche à savoir comment l'art a touché à les gens, les mobiliers, certainement leur échappe, les écrans, les motifs. Elle met en relief le décalage qui existe entre l'objet d'art, l'œuvre picturale ou le graffiti, et le passage à l'humain, à l'émotion, à l'histoire. Elle ajoute une réflexion, une réflexion nécessaire. Martine Franck photographie l'image du passage, la ramène dans un contexte concret, s'engage sur ce ponton. Bannière, qui est le lieu où l'on se rencontre, regarder et photographier et où la transmission se fait, la regard vers l'œil plus de circular, était un lieu où l'on se trouvait. Et impliquant ce regard dédoublé dans la vie même où la photo s'est faite. Martine Franck opère une dialectique supplémentaire, sur le cadre et la représentation. Une image en ombre de l'art vivant en réalité.

HERVÉ GUIBERT.

* Quartier Boulogne. Photographies de Martine Franck. Centre Georges-Pompidou et galerie Saint-Merri, 76, rue de la Verrerie.
Ouverture: 30 novembre.

Avec le temps et l'argent

Les collections ? Ce que nous en avons vu (tout n'a pas été exposé) est en général de très belle qualité. On a voulu bien faire les choses et on y est parvenu. Certes, il y a des erreurs (deux toiles fort laides (Monet, Fissarro), laides et même si constamment qu'on n'en aurait pas voulu dans la collection Hammer. Mais on pourra, désormais admirer à Téhéran diverses pièces illustres (en particulier la *Nature morte à l'estampe japonaise* de Gauguin, 1887), quelques chefs d'œuvre, dont un extraordinaire Picasso de 1827, le *Peintre et son modèle*, une de ses compositions les plus frauduleuses, les plus saugement déliantes, et toute une série de ses premiers œuvres qui vont de Vuillard, Ensor et Luce à Léger, Kandinsky et Marc. Ernst, le Rouault étant d'une ferveur exceptionnelle (*Trio da cichos*, 1937) et la *Nature morte sur trais, pictet et guilare*, de Braque (1827), d'un académisme irréprochable et « somptueux ».

Même impression à propos de la section photographique, du cabinet des dessins, des achats concernant la peinture des années 50 et 60 : Rothko, Morris Louis, de Kooning.

GEORGE-Y
GAUMONT SUD
MADELEINE
MULTICINÉ Champigny
STUDIO Parly-2
AVIATIC Le Bourget

GAUMONT RICHELIEU - WEPLER PATHÉ - MONT-PARNASSE-PATHÉ
CAMBRONNE - GAUMONT GAMBETTA - CLUNY PALACE - VICTOR-HUGO
GAUMONT. BOSQUET - FAUVETTE - MARGNAN - FRANÇAIS
PATHÉ Belle-Epine - GAUMONT Evry - TRICYCLE Asnières
FRANÇAIS Engblin - CLUB Maisons-Alfort - FLANADES Sarcelles
VELUZY-2 Velézy - ARIEL Rueil " ALPHA Argenteuil



L'OEUVRE MIRACLE DE LA COSMIC MUSIC.
UNE PIÈCE QUI A LE SOUFFLE DES GRANDES
OEUVRES CLASSIQUES,
ET QUI CONJUGUE DIVINEMENT
LE BEAU ET L'EFFICACE,
LE FINI ET L'INFINI.

(laredj karsallah-télérama)
VIRGIN 2676 714 K7 3537 714



DISTRIBUTION EXCLUSIVE POLYDOR

**CENTRES CULTURELS
ÉTRANGERS**

CENTRE CULTUREL ITALIEN
50 rue de Varenne - 7^e

Jeudi 27 octobre à 20 h. 30
CINÉMA LA PAGODE
57 bis, rue de Babylone (7^e)
rencontre
ec le metteur en scène ital

MAURO BOLOGNINI
Le débat sera précédé par la p
ction (en première pour Par
e LA BALENA BIANCA
pisode tiré du film LA FEM
T UNE CHOSE MERVEILLEU

CENTRE CULTUREL CANADIEN
5 rue de Constantine - 7^e

Mercrèdi 25 octobre
deux rencontres avec
RICHARD LAVOIE

20 h. 45 : « HERMENEGIL
VOIE », album d'images
évoquant la vie au Québec
de 1933 à 1945, et « UNE DRO
BALLADE », sélectionné po
Festival du Film de l'Enf
et la Jeunesse, Paris 1977.

CENTRE CULTUREL SUÉDOIS
11 rue Beaune, 3^e

Jusqu'au 31 novembre
Peintures, Collages, Dessins
PETER WEISS
Jusqu'au 24 novembre
Photographies

LENNART NILSSON

ENTREE LIBRE

VOTRE TABLE CE SOIR

• Ambiance musicale. • Orchestre. P.M.E. : pris moyen du repas. J... : ouvert jusqu'à... h.

DINERS AVANT LE SPECTACLE

L'ALSACE AUX HALLES 236-74-24
16, rue Coquillière, 1^{er}. T.J./R.
RESTAURANT PIERRE P.M./M.
39 F. Carle Polle, grill. sp. du Sud-Ouest. P.M. 4 à 40 cts.
CHEZ BANSI 548-96-42
3, place du 18-Juin, 6^e. T.J./R.
LE CHALUT P.M./M.
4, rue de l'Arche, 8^e. 265-53-15
AUT DE RIQUET 770-62-36
12, faubourg Montmartre, 9^e. T.J./R.

DINERS... AUTOUR D'UN JARDIN

L'EPICURIEN P.M./M. midi et dim.
1, rue de Nele, 6^e. 329-55-78
LE CLUB 766-10-81
42, bd Gouvion-Saint-Oyr, 17^e.

DINERS

OSAKA 260-06-01
163, rue Saint-Honoré, 1^{er}. T.J./R.
CAVEAU FRANCOIS-VILLON P.M./M.
64, rue Arbre-Sec, 10^e. CEN. 10-92
CHEP'S GRILL 236-62-33
59, rue Réaumur.
ASSIETTE AU BOEUF - FOCARDI 742-33-50
5, bd de la Madeleine, 8^e. P.M./M.
DARKROOM 236-53-45
14, rue Saint-Denis, 10^e. T.J./R.
TRATTORIA TOSCANA 236-53-45
23, place du Pantheon, 2^e. P.M./M.
ASSIETTE AU BOEUF 742-33-50
123, Champs-Élysées, 8^e. T.J./R.
LA MENARA 975-06-82
5, bd de la Madeleine, 8^e. P.M./M.
DOUET EST 205-40-82
8, rue du 8-Mai-1945, 10^e. T.J./R.
JULIEN PRO. 12-03
16, rue de la République, 10^e. T.J./R.
MONSIEUR BOEUF T.J./R.
31, rue Saint-Denis, 10^e. 500-53-15
LOUIS XIV 200-19-90 - 200-36-56
8, boulevard Saint-Denis, 10^e.
AU CHARBON DE BOIS 228-77-43
10, rue Guichard, 16^e. P.M./M.
BAUMANN ETO 18-18, 754-01-13
54, av. des Ternes, 17^e. P.M./M.
PRAGA ETO. 11-41
9, rue du Général-Landreau, 17^e.
BRASSERIE DU TABAC PIGALLE 606-72-90, place Pigalle, 18^e. T.J./R.
EL QUEPE 228-36-15
13, rue Lavoisier, 18^e. P.M./M.
LE CEPE & TOL P.M./M.
17, rue Caulaincourt, 18^e. 075-87-44

RIVE GAUCHE

AU CHARBON DE BOIS 548-57-04
10, rue du Dragon, 9^e. P.M./M.
BISTRO DE LA GARE T.J./R.
39, bd de Montparnasse, 6^e. T.J./R.
ASSIETTE AU BOEUF T.J./R.
Place Église St-Germain-des-Près, 6^e.
ELEPHANT BLANC - ST-HILAIRE 033-01-85, 2, rue Vauvillier, 6^e. P.M./M.
LE JACQUES-CHÉRI T.J./R.
6, place Saint-Michel, 6^e. 326-81-13
RELAIS LOUIS XIII 326-75-96
1, rue de la Harpe, 6^e. P.M./M.
LES VINS METIERS 558-90-02
13, boulevard Auguste-Blanqui, 19^e. P.M./M.
CIEL DE PARIS 54^e étage Tour
Montparnasse 538-52-35 Jours 2 h
LE CROQUANT 303-50-91
23, rue Jean-Mandrot, 15^e. P.M./M.

DINERS - SPECTACLES

DON CAMILO 260-20-31
10, rue de Saint-Pierre, 7^e. T.J./R.
ÉTOILE DE MOSCOU ELV 63-13
6, rue A-Houssaye, 8^e (Étoile) T.J.
VILLA D'OR ELV 78-44
4, rue A-Houssaye, 8^e.
CHEZ VINCENT NOR 21-27
4, rue Saint-Laurent, 10^e. P.M./M.
DEUX CIGOGNES 677-08-08
111, rue Legendre, 17^e. P.M./M.

ENVIRONS DE PARIS

COTTAGE LA MONTAIGNE de l'Osse
L'Isle-Adam, 24^e. 460-01-14
LE PARC & VILLAINVILLE
L. rue Mareville 758-18-31

SOUPERS APRÈS MINUIT

LE MUNICHE 27, r. de Buci
633-82-06
Chouchoute - Spécialité
CLUB HOUSE 23-31, pl. Made-
Reine, 8^e. 263-27-87
Rec-de-ch. PUB, Grill. J. et N.
et restaurant vue panoramique
DESSIRER T.J./R. 754-74-14
6, pl. Perle (17^e)
Le Spécialiste des L'ÉTOILE
Poissons - Spécialité - Grillades
MERVELLES DES MERS
CHARLOT 1^{er} 393-20-14, 522-61-06
123 bis, boulevard de Clichy (18^e)
Sud-banc d'huîtres - Poissons
LA COUPOLE 102, bd Montpar-
nasse - 326-50-50
Fritures de mer grillées au feu de
bois - Spécialité Maison.
Ouvert jusqu'à 2 h du matin.
WEDLER 14, place Clichy (18^e)
523-33-26
Sud-banc d'huîtres - Poissons
Frites - Spécialité
LA CLOSERIE DES LILAS
171, boulevard de Montparnasse
322-70-50
Au piano Yves Meyer.
LE LOUIS XIV
8, bd St-Denis, 200-19-90, Poisson
lundi-mardi, Huîtres, Frites
DE MER, GIB. Rotisserie, Pâtis.

Expositions

CENTRE BEAUBOURG
Entrée principale rue Saint-Martin
(77-12-32). Informations télépho-
nes 77-11-12.
Sauf mardi, de 12 h à 23 h, 23 h
et dimanche de 10 h à 20 h.
(sauf le 1^{er} et le 2^e novembre)
RAOUL DUFFY - Musée, troi-
sième étage. Jusqu'au 14 novembre.
THÉO VAN DOESBURG - Projets
pour l'habitat, 1928-1932.
Cabinet d'art graphique. Jusqu'au
14 novembre.
DESIGNS DE JEAN GORDIN -
Cabinet d'art graphique. Jusqu'au
14 novembre.
ANTHONY D'ARAGON - 2^e étage.
Christian Fossier, pastels - Dessin
Rivière, peintures sur toile, pay-
sages. Jusqu'au 7 novembre.
ATELIER HANCOCK - Sur la
place, centre de création industrielle
(entrée libre).
LA VILLE ET L'ENFANT (2^e étage). Jusqu'au 13 février.
MARQUE. Jusqu'au 12 dé-
cembre.
ILLUSTRATION EUROPÉENNE -
Jusqu'au 31 décembre.
RENCONTRE AVEC LES ARCHITECTES - Tous les mercredis des
mois d'octobre et novembre, de
10 h à 20 h.

Forum
LE MUSÉE SENTIMENTAL ET LA
BOULANGERIE ABERRANTE de Daniel
Sperel - LE CROCODROME -
Jusqu'au 31 décembre.
QUARTIER HUBOUEG Images,
documentaires, photographes de
Martin France - Hall d'accueil du
Centre. Jusqu'au 31 décembre.

MUSEES
GUSTAVE COURBET - Grand
Palais, entrée Clemenceau, 1^{er} ét.
10, rue de la Harpe, 10^e. 20 h à
23 h, mercredi, 23 h. Entrée :
5 F. le samedi : 5 F. Jusqu'au
23 novembre.
POURCELAINE DE VINCENNES -
Les origines de la céramique - Grand
Palais, entrée Clemenceau, 1^{er} ét.
Entrée gratuite le 28 no-
vembre. Jusqu'au 16 janvier.

FOIRE INTERNATIONALE D'ART
CONTEMPORAIN - Grand Palais,
avenue du Président-Wilson (voir
ci-dessus). De 10 h à 20 h, sam. et
dim. 10 h à 18 h. Entrée : 10 F.
13 h à 23 h. Entrée : 15 F. Jusqu'au
30 octobre.
COLLECTIONS DE LOUIS XIV -
Dessins, albums, manuscrits -
Orangerie des Tuileries (07-99-49).
Sauf mardi, de 10 h à 20 h. Entrée :
5 F. le samedi : 5 F. Jusqu'au
10 novembre.

MARCE CHAGALL - Statues ré-
centes 1947-1977. Musée du Louvre,
entrée par le jardin. 12-13-14-15-16-17-18-19-20-21-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31-32-33-34-35-36-37-38-39-40-41-42-43-44-45-46-47-48-49-50-51-52-53-54-55-56-57-58-59-60-61-62-63-64-65-66-67-68-69-70-71-72-73-74-75-76-77-78-79-80-81-82-83-84-85-86-87-88-89-90-91-92-93-94-95-96-97-98-99-100-101-102-103-104-105-106-107-108-109-110-111-112-113-114-115-116-117-118-119-120-121-122-123-124-125-126-127-128-129-130-131-132-133-134-135-136-137-138-139-140-141-142-143-144-145-146-147-148-149-150-151-152-153-154-155-156-157-158-159-160-161-162-163-164-165-166-167-168-169-170-171-172-173-174-175-176-177-178-179-180-181-182-183-184-185-186-187-188-189-190-191-192-193-194-195-196-197-198-199-200-201-202-203-204-205-206-207-208-209-210-211-212-213-214-215-216-217-218-219-220-221-222-223-224-225-226-227-228-229-230-231-232-233-234-235-236-237-238-239-240-241-242-243-244-245-246-247-248-249-250-251-252-253-254-255-256-257-258-259-260-261-262-263-264-265-266-267-268-269-270-271-272-273-274-275-276-277-278-279-280-281-282-283-284-285-286-287-288-289-290-291-292-293-294-295-296-297-298-299-300-301-302-303-304-305-306-307-308-309-310-311-312-313-314-315-316-317-318-319-320-321-322-323-324-325-326-327-328-329-330-331-332-333-334-335-336-337-338-339-340-341-342-343-344-345-346-347-348-349-350-351-352-353-354-355-356-357-358-359-360-361-362-363-364-365-366-367-368-369-370-371-372-373-374-375-376-377-378-379-380-381-382-383-384-385-386-387-388-389-390-391-392-393-394-395-396-397-398-399-400-401-402-403-404-405-406-407-408-409-410-411-412-413-414-415-416-417-418-419-420-421-422-423-424-425-426-427-428-429-430-431-432-433-434-435-436-437-438-439-440-441-442-443-444-445-446-447-448-449-450-451-452-453-454-455-456-457-458-459-460-461-462-463-464-465-466-467-468-469-470-471-472-473-474-475-476-477-478-479-480-481-482-483-484-485-486-487-488-489-490-491-492-493-494-495-496-497-498-499-500-501-502-503-504-505-506-507-508-509-510-511-512-513-514-515-516-517-518-519-520-521-522-523-524-525-526-527-528-529-530-531-532-533-534-535-536-537-538-539-540-541-542-543-544-545-546-547-548-549-550-551-552-553-554-555-556-557-558-559-560-561-562-563-564-565-566-567-568-569-570-571-572-573-574-575-576-577-578-579-580-581-582-583-584-585-586-587-588-589-590-591-592-593-594-595-596-597-598-599-600-601-602-603-604-605-606-607-608-609-610-611-612-613-614-615-616-617-618-619-620-621-622-623-624-625-626-627-628-629-630-631-632-633-634-635-636-637-638-639-640-641-642-643-644-645-646-647-648-649-650-651-652-653-654-655-656-657-658-659-660-661-662-663-664-665-666-667-668-669-670-671-672-673-674-675-676-677-678-679-680-681-682-683-684-685-686-687-688-689-690-691-692-693-694-695-696-697-698-699-700-701-702-703-704-705-706-707-708-709-710-711-712-713-714-715-716-717-718-719-720-721-722-723-724-725-726-727-728-729-730-731-732-733-734-735-736-737-738-739-740-741-742-743-744-745-746-747-748-749-750-751-752-753-754-755-756-757-758-759-760-761-762-763-764-765-766-767-768-769-770-771-772-773-774-775-776-777-778-779-780-781-782-783-784-785-786-787-788-789-790-791-792-793-794-795-796-797-798-799-800-801-802-803-804-805-806-807-808-809-810-811-812-813-814-815-816-817-818-819-820-821-822-823-824-825-826-827-828-829-830-831-832-833-834-835-836-837-838-839-840-841-842-843-844-845-846-847-848-849-850-851-852-853-854-855-856-857-858-859-860-861-862-863-864-865-866-867-868-869-870-871-872-873-874-875-876-877-878-879-880-881-882-883-884-885-886-887-888-889-890-891-892-893-894-895-896-897-898-899-900-901-902-903-904-905-906-907-908-909-910-911-912-913-914-915-916-917-918-919-920-921-922-923-924-925-926-927-928-929-930-931-932-933-934-935-936-937-938-939-940-941-942-943-944-945-946-947-948-949-950-951-952-953-954-955-956-957-958-959-960-961-962-963-964-965-966-967-968-969-970-971-972-973-974-975-976-977-978-979-980-981-982-983-984-985-986-987-988-989-990-991-992-993-994-995-996-997-998-999-1000-1001-1002-1003-1004-1005-1006-1007-1008-1009-1010-1011-1012-1013-1014-1015-1016-1017-1018-1019-1020-1021-1022-1023-1024-1025-1026-1027-1028-1029-1030-1031-1032-1033-1034-1035-1036-1037-1038-1039-1040-1041-1042-1043-1044-1045-1046-1047-1048-1049-1050-1051-1052-1053-1054-1055-1056-1057-1058-1059-1060-1061-1062-1063-1064-1065-1066-1067-1068-1069-1070-1071-1072-1073-1074-1075-1076-1077-1078-1079-1080-1081-1082-1083-1084-1085-1086-1087-1088-1089-1090-1091-1092-1093-1094-1095-1096-1097-1098-1099-1100-1101-1102-1103-1104-1105-1106-1107-1108-1109-1110-1111-1112-1113-1114-1115-1116-1117-1118-1119-1120-1121-1122-1123-1124-1125-1126-1127-1128-1129-1130-1131-1132-1133-1134-1135-1136-1137-1138-1139-1140-1141-1142-1143-1144-1145-1146-1147-1148-1149-1150-1151-1152-1153-1154-1155-1156-1157-1158-1159-1160-1161-1162-1163-1164-1165-1166-1167-1168-1169-1170-1171-1172-1173-1174-1175-1176-1177-1178-1179-1180-1181-1182-1183-1184-1185-1186-1187-1188-1189-1190-1191-1192-1193-1194-1195-1196-1197-1198-1199-1200-1201-1202-1203-1204-1205-1206-1207-1208-1209-1210-1211-1212-1213-1214-1215-1216-1217-1218-1219-1220-1221-1222-1223-1224-1225-1226-1227-1228-1229-1230-1231-1232-1233-1234-1235-1236-1237-1238-1239-1240-1241-1242-1243-1244-1245-1246-1247-1248-1249-1250-1251-1252-1253-1254-1255-1256-1257-1258-1259-1260-1261-1262-1263-1264-1265-1266-1267-1268-1269-1270-1271-1272-1273-1274-1275-1276-1277-1278-1279-1280-1281-1282-1283-1284-1285-1286-1287-1288-1289-1290-1291-1292-1293-1294-1295-1296-1297-1298-1299-1300-1301-1302-1303-1304-1305-1306-1307-1308-1309-1310-1311-1312-1313-1314-1315-1316-1317-1318-1319-1320-1321-1322-1323-1324-1325-1326-1327-1328-1329-1330-1331-1332-1333-1334-1335-1336-1337-1338-1339-1340-1341-1342-1343-1344-1345-1346-1347-1348-1349-1350-1351-1352-1353-1354-1355-1356-1357-1358-1359-1360-1361-1362-1363-1364-1365-1366-1367-1368-1369-1370-1371-1372-1373-1374-1375-1376-1377-1378-1379-1380-1381-1382-1383-1384-1385-1386-1387-1388-1389-1390-1391-1392-1393-1394-1395-1396-1397-1398-1399-1400-1401-1402-1403-1404-1405-1406-1407-1408-1409-1410-1411-1412-1413-1414-1415-1416-1417-1418-1419-1420-1421-1422-1423-1424-1425-1426-1427-1428-1429-1430-1431-1432-1433-1434-1435-1436-1437-1438-1439-1440-1441-1442-1443-1444-1445-1446-1447-1448-1449-1450-1451-1452-1453-1454-1455-1456-1457-1458-1459-1460-1461-1462-1463-1464-1465-1466-1467-1468-1469-1470-1471-1472-1473-1474-1475-1476-1477-1478-1479-1480-1481-1482-1483-1484-1485-1486-1487-1488-1489-1490-1491-1492-1493-1494-1495-1496-1497-1498-1499-1500-1501-1502-1503-1504-1505-1506-1507-1508-1509-1510-1511-1512-1513-1514-1515-1516-1517-1518-1519-1520-1521-1522-1523-1524-1525-1526-1527-1528-1529-1530-1531-1532-1533-1534-1535-1536-1537-1538-1539-1540-1541-1542-1543-1544-1545-1546-1547-1548-1549-1550-1551-1552-1553-1554-1555-1556-1557-1558-1559-1560-1561-1562-1563-1564-1565-1566-1567-1568-1569-1570-1571-1572-1573-1574-1575-1576-1577-1578-1579-1580-1581-1582-1583-1584-1585-1586-1587-1588-1589-1590-1591-1592-1593-1594-1595-1596-1597-1598-1599-1600-1601-1602-1603-1604-1605-1606-1607-1608-1609-1610-1611-1612-1613-1614-1615-1616-1617-1618-1619-1620-1621-1622-1623-1624-1625-1626-1627-1628-1629-1630-1631-1632-1633-1634-1635-1636-1637-1638-1639-1640-1641-1642-1643-1644-1645-1646-1647-1648-1649-1650-1651-1652-1653-1654-1655-1656-1657-1658-1659-1660-1661-1662-1663-1664-1665-1666-1667-1668-1669-1670-1671-1672-1673-1674-1675-1676-1677-1678-1679-1680-1681-1682-1683-1684-1685-1686-1687-1688-1689-1690-1691-1692-1693-1694-1695-1696-1697-1698-1699-1700-1701-1702-1703-1704-1705-1706-1707-1708-1709-1710-1711-1712-1713-1714-1715-1716-1717-1718-1719-1720-1721-1722-1723-1724-1725-1726-1727-1728-1729-1730-1731-1732-1733-1734-1735-1736-1737-1738-1739-1740-1741-1742-1743-1744-1745-1746-1747-1748-1749-1750-1751-1752-1753-1754-1755-1756-1757-1758-1759-1760-1761-1762-1763-1764-1765-1766-1767-1768-1769-1770-1771-1772-1773-1774-1775-1776-1777-1778-1779-1780-1781-1782-1783-1784-1785-1786-1787-1788-1789-1790-1791-1792-1793-1794-1795-1796-1797-1798-1799-1800-1801-1802-1803-1804-1805-1806-1807-1808-1809-1810-1811-1812-1813-1814-1815-1816-1817-1818-1819-1820-1821-1822-1823-1824-1825-1826-1827-1828-1829-1830-1831-1832-183

25 9
+ 518
888
1
869

Exp. 11/10/50

UGC NORMANDIE - HELDER - REX - CLICHY-PATHÉ - BRETAGNE - MISTRAL - MAGIC CONVENTION
UGC Gobelins - UGC GARE DE LYON - LES 3 SECRÉTAN - CLUNY-ÉCOLES

JEAN YANNE SYDNE FOME JODE FOSTER

moi, fleur bleue



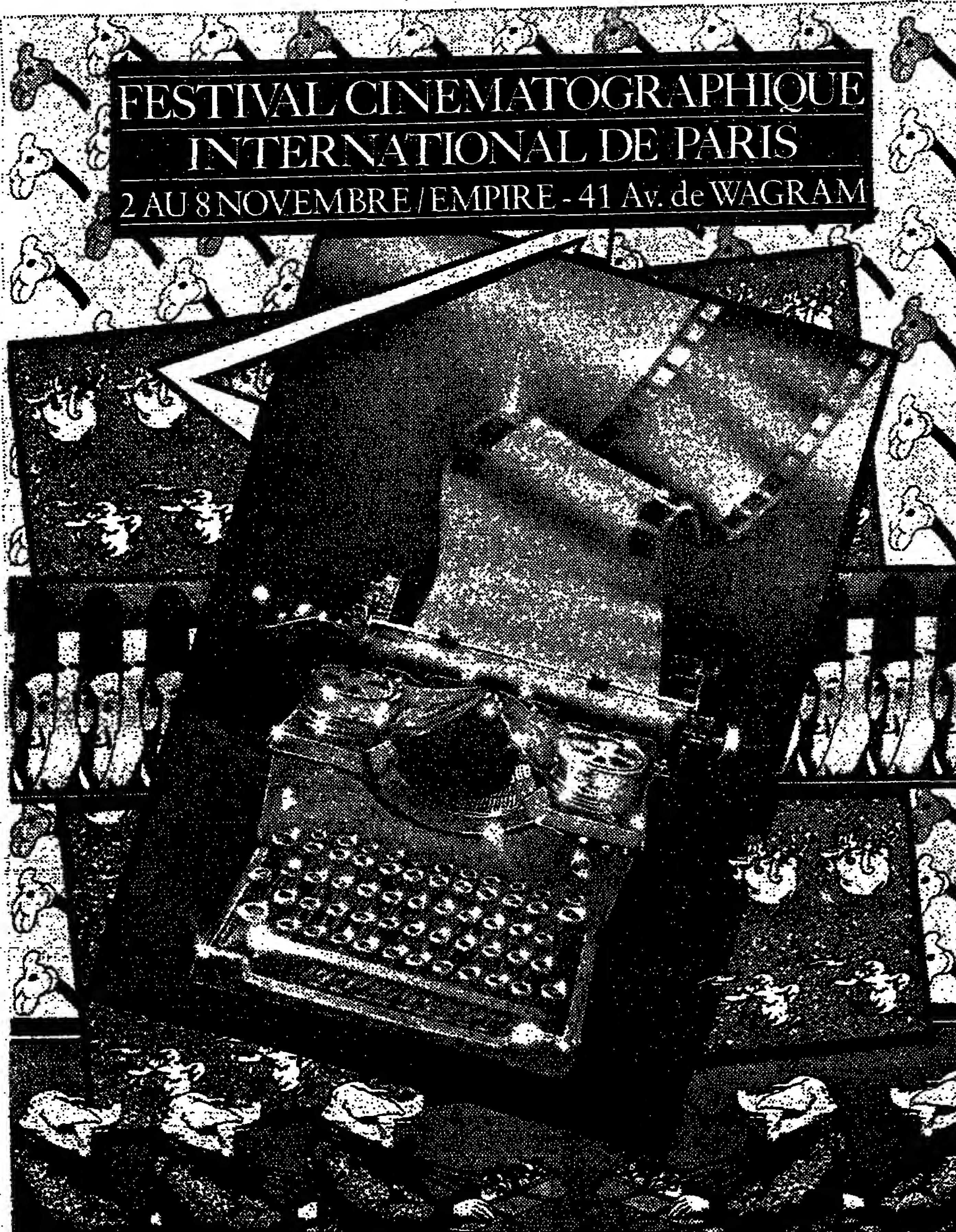
Un film de ERIC LE HUNG

PHILIPPE BOURGOIN ERIC LE HUNG BERNARD GIRAudeau
LILAKEROVA ODETTE LAURE

ARGENTEUIL Alpha - PARLY 2 - CRÉTEIL Artel - PORT NOGENT Artel - PANTIN Carrefour
ORSAY Uifs 2 - ENGHEN Marly - ROSNY Artel

FESTIVAL CINÉMATOGRAPHIQUE INTERNATIONAL DE PARIS

2 AU 8 NOVEMBRE / EMPIRE - 41 Av. de WAGRAM



LES ABONNEMENTS SONT EN VENTE DE 11 H. A 18 H. A L'EMPIRE - 41, AV. DE WAGRAM - 75017
20 SÉANCES 160 F 10 SÉANCES 90 F
Ces cartes peuvent être indifféremment utilisées par un ou plusieurs spectateurs

UGC BIARRITZ VO - UGC DANTON VO
VENDÔME VO - MONT-PARNASSE BIENVENUE VO
LA GLEF CENSIER VO
Périphérie : CYRANO Versailles VO

ils ont 18 ans,
ils sont grossiers,
pudiques et
intransigeants
ils crient
"sexe"
mais ils pensent
"amour,"
ils parlent
"révolution"
mais ils sont
"tendresse,"
leur histoire
c'est le "Love Story"
d'aujourd'hui

vous serez violemment pour
vous serez violemment contre
mais vous devez voir



et
si
les
porcs
avaient
des
ailes...

un film événement
un film choc

MARIO ORFINI présente
CRISTIANA MANCINELLI FRANCO BIANCHI
SI LES PORCS AVAIENT DES AILES
avec LOU CASTEL • ANNA NOGARA • SUSANNA JAVICOLI
Scénario de PAOLO PIETRANGELI
Montage de PAOLO PIETRANGELI
Un film produit par MARIO ORFINI pour L'ÉCLAIR-ÉCARTÉ et L'ÉCLAIR-ÉCARTÉ

INTERDIT AUX MOINS DE 13 ANS

Cinema

Dans la région parisienne

SYNTHÈSE (25)

CHATEAU, L. Jouve (986-20-07) : la Menace ; Mar. 21 h. : Casanova de Fellini (v.o.) ; Olympia (886-11-53) ; Asterix et Cléopâtre, L. Mar. ; Plus ça va moins ça change ; CONFANS - SAINT-MONORINE, U.G.C. (972-60-26) : la Guerre des étoiles ; le Point de mire ; Le mille-pattes fait des claquettes ; L. 21 h. : Sous les pavés de la plage (v.o.) ; V. 21 h. : Mon cœur est rouge ; S. 17 h. et Mar. 21 h. : les Valseuses du soir ; S. 21 h. (v.o.) ; D. 21 h. (v.o.) ; Fellini Roma ; D. 17 h. L. 14 h. 30 Mar. 17. Show Boat ; L. 21 h. : A nous la liberté ; Médée (986-18-15) ; V. S. D. : Un pont trop loin ; D. L. Mar. : Monsieur Papa ; ESSONNE (91) BOUSSY-SAINT-ANTOINE, Buzzy (990-50-82) : L'espion qui m'aimait ; Dites-lui que je l'aime ; Une journée particulière ; Donald et Dingo au Far-West ; BUREAU-OBAS, Ulys (997-34-14) : Mary Poppins ; Le mille-pattes fait des claquettes ; Mol, fleur bleue ; L'Animal ; la Guerre des étoiles ; le Toboggan de la mort ; Vous n'aurez pas l'Alsace et la Lorraine ; Cray Horse de Paris ; CORBEIL, Arca (388-06-44) : L'espion qui m'aimait ; le Point de mire ; Mary Poppins ; GRIGNY, France (998-48-36) : Astérix et Cléopâtre ; la Menace ; SAINT-GERMAIN-DES-BOIS, Percy (016-07-36) : Cet obscur objet du désir ; Une journée particulière ; l'Amour en herbe ; Donald et Dingo au Far-West ; GRIGNY, Paris (995-79-60) : Julie pot de colle ;

stalles ; le Point de mire ; Vous n'aurez pas l'Alsace et la Lorraine ; VERNAILLES, Cyrano (989-58-38) : la Menace ; L'espion qui m'aimait ; la Guerre des étoiles ; Mary Poppins ; Si les porcs avaient des ailes (*) ; Le mille-pattes fait des claquettes ; C.L. (859-55-53) : le Balade de Bruno (*) ; Club (950-17-96) ; Mar. D. Mar. 14 h. 30 ; la Guerre des boutons ; J. 21 h. : Sous les pavés de la plage (v.o.) ; V. 21 h. : Mon cœur est rouge ; S. 17 h. et Mar. 21 h. : les Valseuses du soir ; S. 21 h. (v.o.) ; D. 21 h. (v.o.) ; Fellini Roma ; D. 17 h. L. 14 h. 30 Mar. 17. Show Boat ; L. 21 h. : A nous la liberté ; Médée (986-18-15) ; V. S. D. : Un pont trop loin ; D. L. Mar. : Monsieur Papa ;

ESSONNE (91) BOUSSY-SAINT-ANTOINE, Buzzy (990-50-82) : L'espion qui m'aimait ; Dites-lui que je l'aime ; Une journée particulière ; Donald et Dingo au Far-West ; BUREAU-OBAS, Ulys (997-34-14) : Mary Poppins ; Le mille-pattes fait des claquettes ; Mol, fleur bleue ; L'Animal ; la Guerre des étoiles ; le Toboggan de la mort ; Vous n'aurez pas l'Alsace et la Lorraine ; Cray Horse de Paris ; CORBEIL, Arca (388-06-44) : L'espion qui m'aimait ; le Point de mire ; Mary Poppins ; GRIGNY, France (998-48-36) : Astérix et Cléopâtre ; la Menace ; SAINT-GERMAIN-DES-BOIS, Percy (016-07-36) : Cet obscur objet du désir ; Une journée particulière ; l'Amour en herbe ; Donald et Dingo au Far-West ; GRIGNY, Paris (995-79-60) : Julie pot de colle ;

PALAISSAU, Casino (014-26-00) : Mar. J. V. : Dracula 73 (*) ; V. S. D. : les Nouveaux du 747 ; D. L. Mar. : le Bison blanc ; RIS-ORANGIS, Cliché (986-72-72) : Festival jeune cinéma soviétique (la parole est à la défense, l'amour esclavagiste, le monde du sacre, Quand vient septembre) ; Grande salle : René la canne ; GIP, Central-Ciné (997-61-85) : J. V. D. L. : le Passé simple ; D. 21 h. : la Conquête de l'Ouest ; Mar. à 14 et 16 h. 30 : L'unique chance ; l'Amour pas ; VIRY-CHATILLON, Calypso (921-43-72) : Une Journée particulière ; S. D. L. Mar. en mat. : les Dents de la mer ;

HAUTS-DE-SEINE (92) ASNIERES, Tricycle (793-02-13) : l'Animal ; la Guerre des étoiles ; le Balade de Bruno (*) ; BAGNEUX, Lux (855-81-43) : Donald et Dingo au Far-West ; BOULOGNE, Royal (983-06-47) : le Passé simple ; Peter Pan ; LA GARENNE, Voltaire (242-25-37) : le Contient celui ; le Fantôme de Barbe-Noire ; LEVALLOIS, Sadon (770-22-15) : J. V. S. D. : Jour de fête ; Elise ; Vida Mia ; Mar. 20 h. 30 : les Enfants du paradis ; RUEIL, Arta (742-48-25) : l'Animal ; la Guerre des étoiles ; Studio (749-19-47) : le Mille Pattes fait des claquettes ; Donald et Dingo au Far-West ; le Point de mire ; NEUILLY, Village (722-83-08) : l'Espion qui m'aimait ; VAUCRESSON, Normandie (879-23-40) : l'Espion qui m'aimait ; Donald et Dingo au Far-West ;

SEINE-SAINT-DENIS AUBERVILLIERS, Studio (853-16-16) : Des enfants gâtés ; un bourgeois tout petit, petit (v.o.) (**). VAL-DE-MARNE (94)

AULNAY-SOUS-BOIS, Partior (921-00-55) : l'Espion qui m'aimait ; le Point de mire ; Cray Horse de Paris ; Vous n'aurez pas l'Alsace et la Lorraine ; Fido ; Donald et Dingo au Far-West ; Dersou Ozala ; BAGNOLET, Cliché (360-01-02) : Padre Padrone ; BOBIGNY, Centre commercial (830-59-78) : Monsieur papa ; la Menace ; Donald et Dingo au Far-West ; le Docteur Moreau ; Où est passée la 7^e compagnie ; ERMAY, Epicerie (243-59-50) : Vous n'aurez pas l'Alsace et la Lorraine ; le Toboggan de la mort ; Donald et Dingo au Far-West ; LE BOURGET, Aviano (284-17-86) : l'Animal ; la Guerre des étoiles ; la Prof du haut (*) ; LE RAINCY (937-11-98) : en soirée : les Grands Fonds ; en mat. : Lucky Luke ; PANTIN, Carrefour (843-28-02) : l'Espion qui m'aimait ; le Toboggan aux grandes manœuvres ; le Point de mire ; Mol, fleur bleue ; Le mille-pattes fait des claquettes ; Mary Poppins ; ROSNY, Arta (976-11-31) : la Menace ; l'Espion qui m'aimait ; Mary Poppins ; le mille-pattes fait des claquettes ; Padre Padrone ; Mol, fleur bleue ; MONTEUIL, Métis (858-45-33) : l'Espion qui m'aimait ; le Toboggan de la mort ; Donald et Dingo au Far-West ; le Point de mire ; SAINT-QUEN, Alambra (254-03-27) : Mar. J. D. 21 h. : le Fantôme du paradis ; Mar. S. D. : les Nouveaux du 747 ; SAINT-DENIS, Th. C. Philippe (242-00-58) : Mar. 20 h. 30 : Dersou Ozala ; VINCENNES, Palace (328-22-56) : Un pont trop loin ;

VAL-DE-MARNE (94) CACHAN, Pélade (253-13-58) : la Menace ; L. Mar. : Godzilla ; CHAMPIGNY, Multiciné (706-05-04) : le Toboggan de la mort ; l'Animal ; la Guerre des étoiles ; Cray Horse de Paris (*) ; Vous n'aurez pas l'Alsace et la Lorraine ; Fido ; Donald et Dingo au Far-West ; CRETEIL, Arta (898-59-64) : Mary Poppins ; Mol, fleur bleue ; le Point de mire ; la Menace ; le Prof du haut (*) ; le mille-pattes fait des claquettes ; M.A.C.-VILLAGE (893-35-03) : V. à 16 h. 15 et 20 h. 45 : Fella Viva (v.o.) ; MAISON POUR TOUS (898-32-84) : V. à 20 h. 30 : Les Oubliés (v.o.) ; 18 h. 30 et 22 h. 30 : l'Enfance nue ; CHOISY, CMC (890-80-79) : S. à 18 h. et D. à 17 h. : Harold et Maude ; JOINVILLE, Royal (933-22-28) : Donald et Dingo au Far-West ; S. à partir de 23 h. : Nuit du cinéma fantastique ; LA VARENNE, Paramount (883-59-50) : l'Espion qui m'aimait ; Mary Poppins ; Une journée particulière ; LE PERREUX, Palais du Parc (324-17-04) : Mary Poppins ; MAISONS-ALFORT, Club (937-71-20) : l'Animal ; Une journée particulière ; la Belle et le Clochard ; NOGENT-STAR-VALENT, Arta (811-01-83) : Le mille-pattes fait des claquettes ; le Point de mire ; la Ballade de Bruno (*) ; l'Espion qui m'aimait ; Port ; Mol, fleur bleue ; ORLY, Paramount (776-21-80) : l'Espion qui m'aimait ; A plein gaz ; THIAIS, Belle-Epine (886-37-50) : l'Animal ; la Guerre des étoiles ; le Toboggan de la mort ; Vous n'aurez pas l'Alsace et la Lorraine ; VILLENEUVE-SAINT-GEORGES, Arta (922-08-54) : l'Espion qui m'aimait ; la Guerre des étoiles ; la Touille aux grandes manœuvres ; VITRY, Th. J. Villar (880-85-20) : Mar. à 18 h. 30 et 21 h. : Une Anglaise romantique ;

VAL-D'OISE (93) ARGENTEUIL, Alpha (881-00-70) : la Menace ; Padre Padrone ; l'Animal ; le mille-pattes fait des claquettes ; Mol, fleur bleue ; Vous n'aurez pas l'Alsace et la Lorraine ; Gamin (881-00-63) : l'Espion qui m'aimait ; Mary Poppins ; le Point de mire ; la Touille aux grandes manœuvres ; CERGY-PONTOISE, Bourrel (030-46-80) : l'Animal ; l'Espion qui m'aimait ; Mary Poppins ; Vous n'aurez pas l'Alsace et la Lorraine ; ENGHEN, Français (417-00-44) : l'Animal ; l'Amour en herbe ; la Guerre des étoiles ; la Menace ; l'Espion qui m'aimait ; — Marly ; Mol, fleur bleue ; — Hollywood ; Mary Poppins ; SAINT-GERMAIN, Olympic (983-21-21) : Moby Dick ; L'unique chance ; l'Amour pas ; SARCÈLLES, Flanodes (990-14-33) : l'Espion qui m'aimait ; Mary Poppins ; le mille-pattes fait des claquettes ; l'Animal ; l'Amour en herbe ;

PALAIS DES ARTS, 102 boulevard Sébastopol. - Tél. : 272-62-98



un film de BAY OKAN

CINEMA LA CLEF
21, rue de la Clef, Paris 8e
(angle 34, rue Daubenton).
Tél. 337-90-90.
N° Censier : Daubenton.

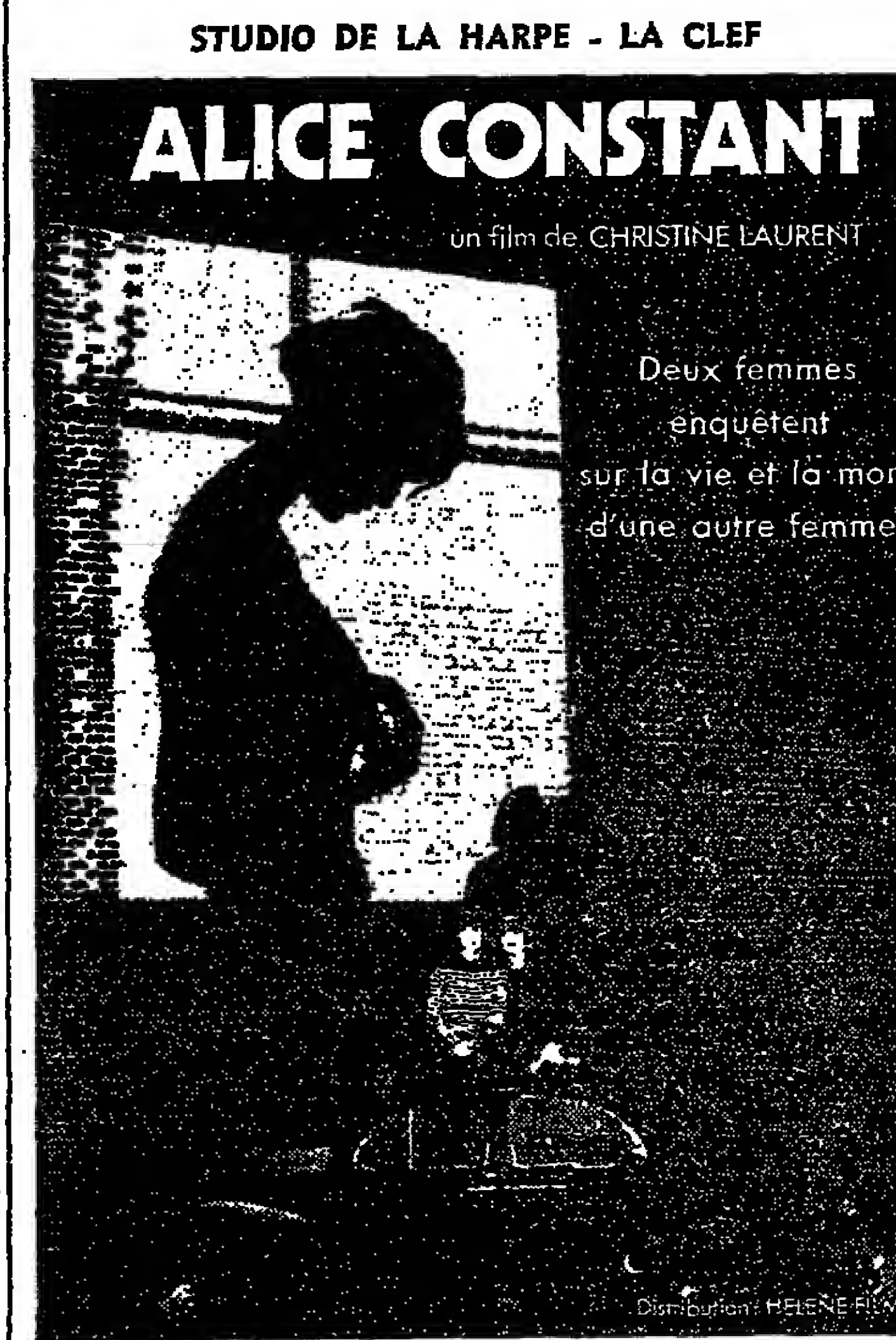
Dans la série "En tant que femme"

j'me marie j'me marie pas
Un film de Mireille Dancereau

Seul Audiovisuel

SALLE PLEYEL
233, rue du Faubourg-Saint-Honoré, 75008 PARIS
Jendi 27 octobre à 16 heures - 18 h. 30 - 20 h. 30 et 22 heures
Vendredi 28 octobre à 17 heures - 18 h. 30 et 20 h. 30

KEN KENI... JE TE SALUE DANS TA MARCHÉ
Film tourné en Haute-Volta par FRÈRES DES HOMMES
en coproduction avec TF1
ENTRÉE GRATUITE



un film de CHRISTINE LAURENT

Deux femmes enquêtent sur la vie et la mort d'une autre femme.

MULTI GINE

LA BALLADE DE BRUNO
ELYSEES LINCOLN/HAUTEFEUILLE
QUINTETTE/SAINT-LAZARE PASQUIER

PADRE PADRONE
ELYSEES LINCOLN
QUARTIER LATIN
HAUTEFEUILLE
SAINT-LAZARE PASQUIER

LA GUERRE DES ÉTOILES
STAR WARS
QUINTETTE

L'AMI AMÉRICAIN
ELYSEES LINCOLN/QUINTETTE

CRAZY HORSE
MONTE-CARLO/HAUTEFEUILLE
NATION

LES INDIENS SONT ENCORE LOIN
ELYSEES LINCOLN
SAINT-GERMAIN HUCHETTE

LES CHASSEURS
le nouveau film de THEO ANGELOPOULOS

PARADIS D'ÉTÉ
Un film suédois de GUNNEL LINDBLOM
Quelques extraits de la presse unanime :
« PARADIS D'ÉTÉ est un film important... sensible et intelligent... un plaisir des yeux et du cœur. »
Robert CHAZAL (FRANCE-SOIR)
« Une réussite d'une qualité rare... digne du maître Ingmar BERGMAN, initiateur et coproducteur. »
Anne DE GASPERI (QUOTIDIEN DE PARIS)

LA BRUYERE

QUOAT QUOAT

d'AUDIBERTI

Loc. : TRI. 76.99 et agences

DANIEL BARENBOIM
2 récitals exceptionnels de piano
THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES 20 h 30
Jeudi 27 octobre : SCHUBERT
Lundi 7 novembre : BEETHOVEN

Diffusion intégrale de piano :
WENDELSSON : Romances sans paroles op. 274/104
BRAHMS : Variations pour piano op. 25/30/35/1

TEP
du 12 au 30 octobre
DORÉAVANT !
texte de J.-P. WENZEL
FESTIVAL D'AUTOMNE
17 rue Malto-Brun - Paris 20^e
métro Gambetta - Tél. 638.79.09

T.B.B.
THÉÂTRE DE BOULOGNE-BILLANCOURT : 603.60.44
DIRECTION JEAN-PIERRE GRENIER

7 REPRESENTATIONS EXCEPTIONNELLES
SERGE LAMA
DU 25 AU 30 OCTOBRE INCLUS
160, RUE DE LA BELLE FEUILLE (à 100m du Métro Marcel SEMBAT)
LOCATION DU THÉÂTRE ET DES TOUTES LES AGENCES

SAINT-GERMAIN HUCHETTE - SAINT-LAZARE PASQUIER - OLYMPIC ENTREPOT

ISABELLE HUPPERT CHRISTINE PASCAL

Les indiens sont encore loin
un film de PATRICIA MORAZ avec
MATHIEU CARRIERE CHIL BOISCUILLE
et la participation de NICOLE GARCIA

UGC MARBEUF - SAINT-ANDRÉ-DES-ARTS
14-JUILLET BASTILLE - 14-JUILLET PARNASSE

BRIGITTE FOSSEY
LOU CASTEL
JEAN SOREL
BENOÎT JACQUOT
GEORGES MARCHAL

Les Enfants du Placard
QUINZAINÉ DES RÉALISATEURS CANNES 77

RADIO-TÉLÉVISION

MERCREDI 26 OCTOBRE

CHAÎNE I : TF 1

18 h. 35. Pour les petits : 18 h. 40. L'île aux enfants : 19 h. 45. Feuilleton : Le 16 à Kerbriant : 19 h. 45. Une minute pour les femmes : 19 h. 45. Eh bien ! raconte : 20 h. Journal.

20 h. 30. Dramatique : « C'est Mozart qu'on assassine », d'après C. Cesbron, adapt. C. Carrol et J. Patrick, réal. P. Goutas, avec L. Segner, C. Rich, A. Talus, H. Gardin.

Un petit garçon bûillonné par la divorce de ses parents.

22 h. 15. Émission littéraire : Titre courant, de B. Sipriot (« Mais moi, le vous aimais », de Gilbert Cesbron) : 22 h. 25. Émission médicale : La psychiatrie chez l'enfant.

23 h. 25. Journal.

CHAÎNE II : A 2

18 h. 25. Dorothee et ses amis : 18 h. 40. C'est la vie : 18 h. 55. Jeu : Des chiffres et des lettres : 19 h. 45. Jeu : Ouvrez l'œil : 20 h. Journal.

20 h. 30. Les régions françaises. Film : « Nord-Pas de Calais ou les raisons de la colère », invités : L. Bériot et F. Esais.

21 h. 40. Feuilleton : L'île et le vaujour : 22 h. 25. Juke-box : Le Festival punk de Mont-Marsan, par F. Hausser.

23 h. 10. Journal.

CHAÎNE III : FR 3

18 h. 45. Pour les jeunes : Feu rouge, feu vert : 19 h. 5. Émissions régionales : 19 h. 40. Tribune libre : Le Front progressiste : 20 h. Les Jeux.

20 h. 30. FILM : (un film, un auteur) : LES CENTURIONS, de M. Robson (1968), avec A. Quinn, A. Delon, M. Ronet, Cl. Cardinale, G. Segal, M. Morgan.

D'anciens combattants de la guerre d'Indochine se retrouvent en Algérie pour contester leur rôle militaire. Ils sont pris dans un tourbillon de violence et d'angoisse.

Indagés sommairement et contradictoirement sur un scénario inspiré du récit de Jean Lorrain, par C. Ruellet : 23 h. De la nuit à l'aube.

22 h. 35. Journal : 22 h. 50. Magazine : L'événement (campagne contre le cancer), avec le professeur Mathé.

FRANCE-CULTURE

18 h. 30. Feuilleton : « Martin Eden », de Jack London, adaptation D. Chirault, avec J.-P. Delacour, E. Weiss, R. Menard : réalisation J. Rollin-Welz : 19 h. 25. La science en marche : les deux écologies : 20 h. La musique et les hommes : la « danse d'illusion ». « On homme de chaire » (Opéra), par M. Crochet, à l'occasion du vingt-cinquième anniversaire de la mort de Jacques Roubaud : 22 h. 30. Entretiens avec Cheng Tcheng, par C. Ruellet : 23 h. De la nuit à l'aube.

FRANCE-MUSIQUE

18 h. 30. Musique magazine : 19 h. Jazz time : à 19 h. 35. Musique : 19 h. 45. Divertissement (Gilbert et Sullivan) : 20 h. 30. Festival de Besançon. Orchestre national de France, dir. N. Martinovic, avec J. Anoyal : « Gwendoline », ouverture (Chabrier), « Symphonie chorale en ré majeur » (Prokofiev), « Concerto pour violon, en sol mineur » (Mendelssohn), « Huitième symphonie » en sol mineur (Tchaïkovski) : 22 h. 30. Passer dans le studio : 23 h. 30. La dernière image : 0 h. 30. La nuit à l'aube : Mémoires de Rudolf Bing.

JEUDI 27 OCTOBRE

CHAÎNE I : TF 1

12 h. 15. Jeu : Réponse à tout : 12 h. 30. Midi première : 13 h. 30. Journal : 13 h. 35. Émissions régionales : 13 h. 50. Objectif santé : 14 h. Émission pédagogique : 18 h. A la bonne heure : 18 h. 35. Pour les petits : 18 h. 40. L'île aux enfants : 18 h. 55. Feuilleton : Le 16 à Kerbriant : 19 h. 10. Une minute pour les femmes : 19 h. 43. Émission des partis politiques : la majorité... le R.P.R. : 20 h. Journal.

CHAÎNE II : A 2

13 h. 30. Magazine régional : 13 h. 50. Feuilleton : Valérie : 14 h. 5. Aujourd'hui magazine : 15 h. 10. Téléfilm : « La justice du Seigneur » : 16 h. 15. Aujourd'hui magazine : 17 h. 55. Fenêtre sur... Tourne-disque : 18 h. 25. Dorothee et ses amis : 18 h. 55. Jeu : Des chiffres et des lettres : 19 h. 45. Jeu : Ouvrez l'œil : 20 h. Journal.

20 h. 30. Le grand échiquier, de J. Chancel. Avec Nicole Croizette et Bernard Stollin, et la participation de F. Leclerc, P. Auderon, P. Julien, J.-P. Darvas, M. Galabru, P. Diquerra, R. Fournier, M. Virella, S. Espérandieu, J. Duval, F. Lai, J. Beaucarne, J. Leclerc et les trois Grands Aramis.

23 h. 30. Journal.

CHAÎNE III : FR 3

18 h. 45. Pour les jeunes : Cert-volant et See and tell : 19 h. 5. Émissions régionales : 19 h. 40. Tribune libre : Le parti républicain : 20 h. Les Jeux.

20 h. 30. FILM (cycle cinéma français 1988-1976) : FAUSTINE ET LE BEL ÉTÉ, de N. Com-pañeez (1971), avec M. Catala, I. Adiani, M. Egerickx, F. Huster, J. Spiesser, G. Marchal.

En vacances à la campagne, une fille de seize ans découvre l'amour en épluchant les fèves et gesticulant d'une maison voisine et en se bécotant avec un adolescent.

Le voyeurisme d'une adolescente, une atmosphère assez trouble, des allures de mite en scène et des dialogues amplois.

22 h. 5. Journal : 22 h. 15. Magazine : Réussite (le quart français).

En vacances à la campagne, une fille de seize ans découvre l'amour en épluchant les fèves et gesticulant d'une maison voisine et en se bécotant avec un adolescent.

Le voyeurisme d'une adolescente, une atmosphère assez trouble, des allures de mite en scène et des dialogues amplois.

22 h. 5. Journal : 22 h. 15. Magazine : Réussite (le quart français).

FRANCE-CULTURE

13 h. 30. Renaissance des organes de France : 14 h. 5. Un livre, des voix : « Non-lieu dans un paysage », de J. Labouque : 14 h. 45. Les après-midi de France-Culture : le vit du sujet : le premier musée de la Renaissance française à Rouen : 16 h. 25. Ne quittez pas l'écoute : 17 h. 15. Les Français s'interrogent : 17 h. 30. L'Opéra de Paris sous l'administration de Jacques Roubaud, les grandes créations : « Perséphone » (Stravinski) : 18 h. 30. Feuilleton : « Martin Eden », de Jack London, adaptation D. Chirault, avec J.-P. Delacour, E. Weiss, R. Menard : 19 h. 25. Biologie et médecine : 20 h. Nouveau répertoire dramatique de Lucien Attou, de Ch. Marquet, au plat du jour, de Guy Folsey, avec J. Elin, P. Vaneck, J.-R. Castelnau, R. Lemaire.

Histoire d'une histoire inventée par un concepteur de films, qui a été la source d'inspiration pour une opération de rénovation urbaine, quand le vieux bistrot a disparu.

22 h. 30. Entretiens avec Cheng Tcheng, par C. Ruellet : 23 h. De la nuit à l'aube.

FRANCE-MUSIQUE

13 h. 15. Stéréo postale : 14 h. 15. Mélodies sans paroles : énaux et mosaïques (Grieg, Ravel, Hubay, Rodrigo) : à 15 h. Des notes sur la guitare (Sor, Tárrega) : à 15 h. 25. Chœurs de Bach, Mendelssohn, Smetana, Chostakovitch, Dutilleul : 17 h. 15. Nouveaux talents, premiers allions : l'organiste M. Lejeune : 18 h. 2. Musique magazine : 19 h. 1. Jazz time : à 19 h. 35. Musique : 19 h. 45. Divertissement (Gilbert et Sullivan) : 20 h. 30. Orchestre symphonique de Boston, dir. M. Madsen, avec G. B. G. : « Symphonie », de Brahms, Ives, Mozart : 22 h. 30. Passer dans le studio : 0 h. 30. La dernière image : de la musique populaire aux Beatles.

VU

Non à l'« agéisme »

Une bonne idée, cette émission sur TF1 pour les personnes âgées, le mardi, deux fois par mois, pour tous ceux, toutes celles qui attendent des conseils sur des points, des cas précis, qui cherchent des débouchés à leur expérience, à leur vitalité, à leur goût du groupe ou tout simplement le moyen de s'insérer dans la vie de leur communauté. Volontariat, activités de loisirs, les possibilités ne manquent pas. Encore faut-il les connaître. Et, partant de là, se souvenir, sortir de chez soi, aller au-devant de qui vous attend.

On devrait prendre exemple sur les Américains. Ils viennent de lancer un nouveau mot, « agéisme », forgé à l'exemple de « racisme » sur le modèle de « racisme », un mot-val, un mot-bannière à l'usage de vieilles personnes en colère. Elles représentent à-bas 10% de la population, une population dont les temps commencent à grisonner sérieusement, soit vingt-trois millions d'hommes et de femmes fortement organisés — cela va des Grey Panthers au National Council of Senior Citizens — qui n'entendent pas se

laisser piétiner et repousser en marge de la société par les générations montantes. Ce qu'ils réclament ? Le droit au travail. Ce qu'ils refusent ? L'inactivité forcée, la mise à la retraite obligatoire, souvent ressentie comme une trappe ouverte sous vos pas. On ne sait plus que faire soudain de ses journées. Les ressorts se brisent, les défenses faiblissent. Survient alors les fatigues, les dépressions, angoisses et sornolaises voire les accidents de santé, la tentation du suicide. Oui, c'est au troisième âge qu'on a le plus souvent, contrairement à ce qu'on pense.

Le « lobby » des « anciens » n'est pas chôme. Il vient de faire voter par la Chambre des représentants, à la quasi-unanimité des voix, 353 contre 4, un projet de loi qui retarde de soixante-cinq à soixante-dix ans l'heure des adieux aux collègues dans l'industrie privée et le supprime carrément pour les employés fédéraux. On estime généralement que le Sénat, de son côté, ne fera aucune difficulté pour adopter des mesures plus révolutionnaires qu'il n'y paraît. Elles

s'inscrivent, c'est vrai, à contre-courant des autres, ne concernant qu'un tiers de la population active de plus de soixante-cinq ans. Les autres seraient tentées d'attendre plutôt que de reculer le moment béni où ils n'entendront plus sonner le réveil.

Le magazine Time signalait dans son numéro du 10 octobre les problèmes qu'entraînera la nouvelle législation : chômage accru des jeunes, coup d'arrêt à la promotion des cadres et surtout sévère accroc à l'égard de ceux qui menacent de s'émanciper à une place convoitée. Ce dernier risque, les personnes âgées sont prêtes à le prendre. Tout plutôt que de tourner en rond devant son poste de télévision.

Autre bonne idée : le soir, sur cette même chaîne, une émission de variétés intitulée « Pile ou face », de Claude Flobert et Bernard Bouthier : chansons, reportages, personnalités et personnages, un Sardon décontracté, une comédie qui se prend pour la Calais, un sosie de Johnny Hallyday... la rue, la scène, les coulisses. On se promène, on ne s'ennuie pas.

CLAUDE SARRAUTE.

A ANTENNE 2

Des bilans de la révolution soviétique

L'émission des « Dossiers de l'écran » consacrée au dixième anniversaire de la révolution d'Octobre (Antenne 2) a été victime de sa démesure. Le 6 juillet, film du réalisateur soviétique Karassik servait d'ouverture au débat. Cette œuvre, réalisée il y a dix ans, montre comment, en juillet 1918, Lénine brisa une tentative de putsch des « socialistes révolutionnaires de gauche », parti associé au bolchevisme pendant les premiers mois du pouvoir, mais qui rejetait la paix de Brest-Litovsk. L'hagiographie n'a pas grand-chose à voir avec la science historique.

Le débat aurait pu du moins mettre clairement en évidence les lacunes du film, retracer le contexte de l'événement. M. Alain Besançon a tenté de le faire, rappelant, par exemple, les personnages qui jouèrent tout de même un rôle éminent en 1918 et qui n'apparaissent pas dans le récit : Staline, Zinoviev, Kamenev et surtout Trotski (1).

A l'occasion de la tentative de juillet 1918, on aurait pu surtout se demander pourquoi les bolcheviks avaient été incapables de poursuivre leur coopération avec un autre parti (qui

représentait d'ailleurs à cette époque la première force électorale du pays). Ce sujet essentiel fut à peine effleuré. Le meneur de jeu, Joseph Pasteur, attendait de ses invités un bilan de soixante ans d'expérience soviétique.

Ce fut un beau charivari, ironique. M. Besançon consista qu'il y avait en U.R.S.S. « eux », les hommes qui ont une technique parfaite de conquête et de conservation du pouvoir, et « nous », le peuple tenu à l'écart. Véhément, M. Bernard-Henri Lévy affirma que l'Union soviétique n'était pas un pays socialiste et qu'elle avait inventé les déportations de masse. Méditatif, M. Henri Malberg, membre du comité central du P.C.F., voulut lester « un regard amical et lucide » sur « le chemin suivi dans les tourments » par les Soviétiques. Il enregistra les progrès en admettant qu'« en matière de démocratie, il y a problème » et en proclamant que ce qui se passe à Moscou n'est pas un « modèle ». Bienveillant, M. Alexandre Sanguinetti rendit hommage aux bolcheviks pour avoir, « à un prix très lourd », « les médias ne tombent plus exceptionnels de maintenir in-

tegralement un empire colonial et d'être la deuxième puissance industrielle du monde ».

Il y avait aussi dans ce débat deux universités soviétiques : M. Boykine, plutôt historien, et M. Keyserov, plutôt philosophe. Le premier à dire que s'était déroulée en Russie « une révolution populaire de masse ». Le second se fâcha très fort contre M. Bernard-Henri Lévy, qu'il traita de menteur, et ne quitta pas le micro sans avoir lu des passages de la toute dernière Constitution soviétique. Excellente idée d'avoir ainsi administré ce support, car il se faisait tard.

BERNARD FÉRON.

(1) L'humanité du 26 octobre écrit : « Il faut dire que les tentatives soviétiques n'ont pas répondu à toutes les questions. Notamment à celle de M. Besançon, qui soulève le problème de l'historiographie soviétique (et le film néchappait pas à ses dévotions) qui pose le rôle de certains hommes lorsqu'ils ont été ultérieurement déclassés ou victimes de la répression stalinienne. (...) M. Besançon remarquait l'absence de nombreux personnages qui pourtant avaient joué un rôle en ces journées décisives (Trotski, Boudharine, etc.).

D'une chaîne à l'autre

LE COUT DES ATTENTATS : 2 % DE LA REDEVANCE

● Dans son rapport d'orientation sur le budget de la radio-télévision qu'il vient de rendre public, M. Jean Guizot, sénateur (U.R.), de l'Allier, souligne que l'« effet-diffusion » (France) doit faire face, en 1977, au coût croissant des attentats contre ses installations. Le service est évalué pour 1977 à 25 millions de francs, soit environ 2 % du produit de la redevance.

En ce qui concerne l'attentat de Pré-en-Pail, T.D.F., a fait savoir que les programmes nationaux de télévision ont finalement été diffusés par l'ensemble des émetteurs des trois régions de Bretagne, Pays de la Loire et Basse-Normandie dès le mardi 25 octobre à 18 h. Des perturbations sont à craindre cependant, notamment dans les programmes régionaux et dans ceux de France-Musique qui seront diffusés en monophasie jusqu'à la reconstruction du relais brestois (ce qui nécessitera environ dix-

RADIO-PIRATES : INCULPATIONS DE MM. GUATTARI ET HALLIER

● M. Emile Cabé, premier juge d'instruction à Paris, a inculpé mardi 25 octobre M. Jean-Edern Hallier de complicité d'infraction à la réglementation sur les émissions radiophoniques, pour avoir mis, le 13 mai, son appartement de la place des Vosges à la disposition d'écologistes qui diffusaient une émission à titre expérimental.

● M. Félix Guattari, psychanalyste, d'infraction à la réglementation sur les émissions radiophoniques, pour avoir pris la parole au cours d'émissions « pirates », les 13 et 14 juillet, réalisées, selon lui, dans les locaux du journal Le Matin.

Les deux inculpés ont choisi pour défenseurs M. Pierre Novat et Martine Colasse.

GRÈVE DU DOUBLAGE À PARTIR DU 30 OCTOBRE

● L'Union syndicale des artistes (autonome) et le Syndicat français des artistes-interprètes C.G.T. ont lancé un mot d'ordre de grève totale du doublage des films de cinéma et de télévision à partir du 30 octobre à minuit. Les artistes-interprètes syndiqués et non syndiqués, qui s'étaient précédemment réunis pour entendre le rapport de leur délégation mandatée le 25 septembre auprès du premier ministre (Le Monde du 7 octobre), ont estimé que « l'avenir de plus de cinq cents acteurs et mille techniciens » ne pouvait être réglé que « globalement » par le seul gouvernement français. Rappelons que les artistes-interprètes s'inquiètent d'accords commerciaux qui autoriseraient la diffusion dans les salles de cinéma français et sur les antennes nationales de films et de téléfilms étrangers doublés au Québec.

TRIBUNES ET DÉBATS

MERCREDI 26 OCTOBRE

— Le Front progressiste dispose de la Tribune libre de FR 3, à 19 h. 40.

— Le magazine « Un événement » est consacré à la campagne contre le cancer, avec le professeur Mathé, sur FR 3, à 22 h. 30.

— Louis Bériot interroge M. François Essig, député à l'aménagement du territoire et à l'action régionale, dans l'émission consacrée aux régions françaises, sur A 2, à 20 h. 30.

JEUDI 27 OCTOBRE

— Marcel Paganelli reçoit M. Pierre Mauroy, secrétaire national du P.S., pour un tour d'horizon politique, et pour parler de l'industrie textile.

— La tribune libre est ouverte au Parti républicain, sur FR 3, à 19 h. 40.

— MM. Alexandre Tchachovskiy, directeur de Litteraturnaya Gazeta (hebdomadaire de l'Union des écrivains soviétiques), également membre suppléant du comité central du P.C. d'Union soviétique ; Jean d'Ormesson, de l'Académie française, éditeur de la revue de littérature, membre du P.C. ; Jean Deniel, directeur de la rédaction du Nouvel Observateur, et Georges Siffert, directeur adjoint de la rédaction du Point, s'entre-entendront sur « les droits de l'homme et la condition des écrivains en U.R.S.S. et la réforme de la Constitution soviétique » lors de l'émission « L'événement », sur TF 1, à 21 h. 30.

Dans son rapport au Sénat

M. Cluzel appelle à « plus de mesure » dans l'information politique

Dans son rapport d'orientation sur le budget de la radio et de la télévision, M. Jean Guizot, sénateur de l'Allier (U.R.), rapporteur spécial, constatant l'« utilisation croissante de la radio et de la télévision par les principaux dirigeants politiques », note que « les médias ne tombent plus exceptionnels de maintenir in-

te », demande que les chaînes offrent à ceux-ci chaque semaine une émission à une heure de grande écoute.

Un fonds d'aide à l'exportation

M. Cluzel propose, d'autre part, la création d'un fonds d'aide à l'exportation de productions audiovisuelles. « Les émissions de fiction française », explique-t-il, « ont un coût élevé. Leur prix moyen s'élève à plus de 1 million de francs l'heure (500 000 F pour les documentaires de création). La série étrangère revient à 30 000 francs l'heure pour une première diffusion, moins de la moitié lorsqu'il s'agit d'une rediffusion. Ces différences de prix entre les productions françaises et étrangères s'expliquent pour l'essentiel par la dimension des marchés. (...) Aussi convient-il d'envisager une autre politique des ventes à l'étranger. »

« Les radios locales en France », écrit encore M. Cluzel, « ne peuvent s'épanouir que dans le cadre du monopole (...). L'infrastructure existante dévouée à FR 3 offre une base de départ qui pourrait autoriser une large évolution (...). Plus qu'une décision financière, il s'agit d'un choix politique. Il ne peut plus être différé. »

felix potin

on y revient...

en promotion jeudi, vendredi et samedi :

clémentines

d'Espagne

le kilo: 4,95 F

(calibre 3)

Pour ELLE • Pour LUI • Pour ELLE

nouveautés et coloris d'automne

BLAZERS

100% Woolmark 225 270

les plus beaux

PANTALONS dep 99 F

Pantavool dep 119 F

PRINCE COULES QUALITÉS IMBATTABLES

E. LECLERC

VESTIMENTAIRE

15, boulevard MAGENTA-PARIS X^e Angle rue de Lancry

15, boulevard MAGENTA-PARIS X^e Angle rue de Lancry

Ouvert de 9 h 30 à 12 h 30 et de 14 h à 19 h • Ferme Dimanche et Lundi matin

Pour LUI • Pour ELLE • Pour LUI

COSSETTE COSTUME

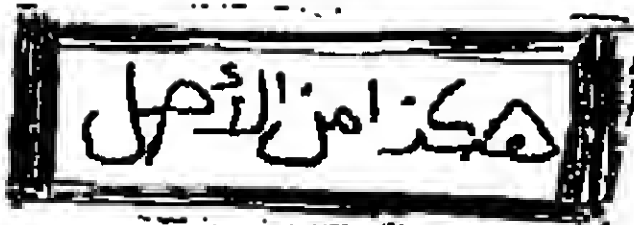
dep. 399 F

IMPER TENGAT 199 F

avec fourrure amovible

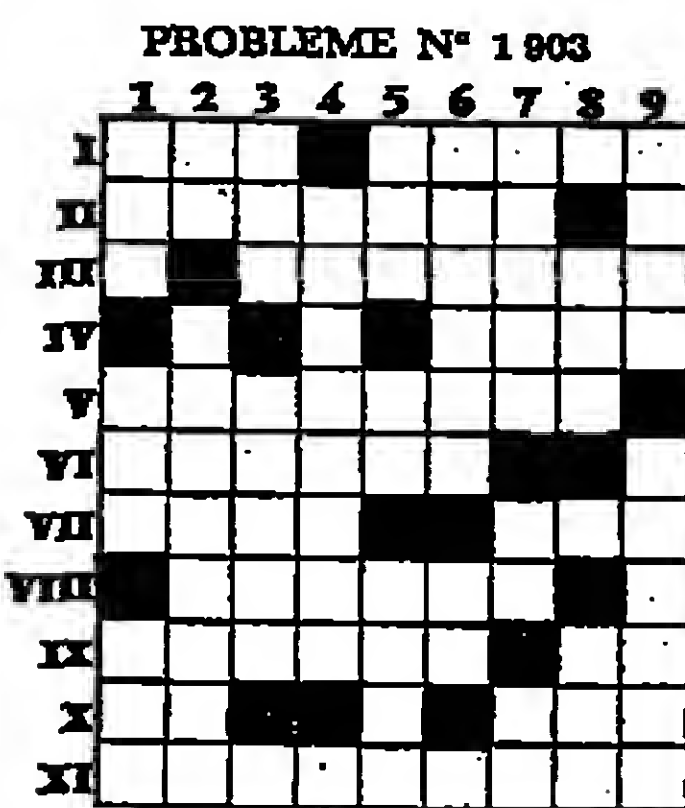
et la dernière mesure industrielle.

RAYONNES D'ÉLECTION SPÉCIAL HOMMES



AUJOURD'HUI

MOTS CROISÉS MÉTÉOROLOGIE



HORIZONTALEMENT
 I. Fut, en somme, victime d'un pépin. Se rencontrera à Ceylan.
 II. Fait la grande touloute.
 III. Enrichi en des circonstances particulières. — IV. Antique pégrin. — V. Réellement gênée.
 VI. Mis à niveau. — VII. Fit courir la tête à un orgueilleux Sicambre. Jamais, pour Marot.
 VIII. N'apportent pas une note bien gaie dans un appartement.
 IX. Vénus comme une bourrique.
 Note. — X. Diffamateur. Pièce de soutien. — XI. S'y entend pour trouver la pie au nid.

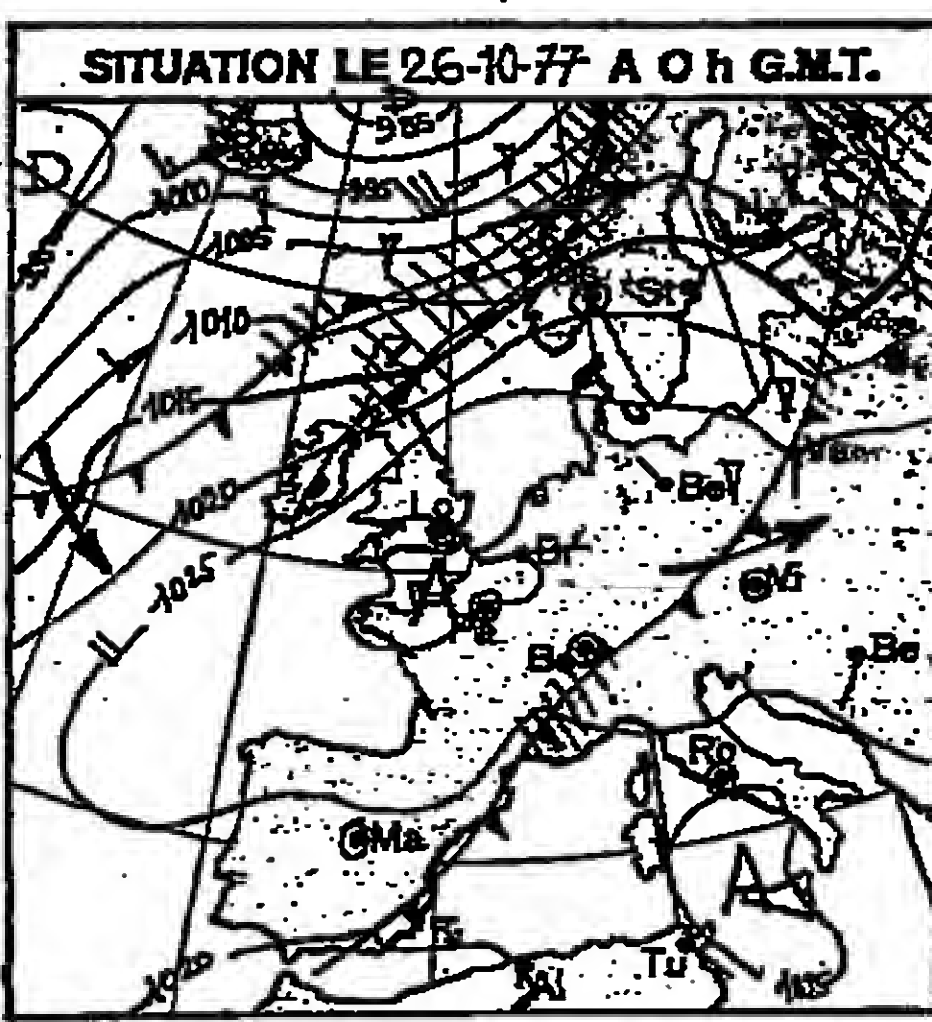
VERTICALEMENT
 1. Peut comporter un gousset ou un sautoir. Très éloigné du coucou. — 2. En vrac. A le teint jaune. — 3. Produit peu d'effet sur un canard. Pied de vers. — 4. Ont certainement froid dans le dos. — 5. Prénoy. Vaut bien cela. Pieux initiales.
 6. Plus flatteuses. Point répété. — 7. Ce peut être la dernière carte. Restes. Plainte.
 8. Fin de participation. Orientaliste.
 9. Distance. Le jeu est pour lui une nécessité.

Solution du problème n° 1902

Horizontalement
 I. Parfumeur. — II. Ivrois. — III. Aoste. — IV. Niv. — V. Inespérés. — VI. Se. — VII. Pures. — VIII. Epici. — IX. Esce. — X. Ut. — XI. Première.

Verticalement
 1. Pianistes. — 2. Avoine. — 3. Roeste. — 4. Fil. — 5. Ore. — 6. Pures. — 7. Escorte. — 8. Orée. — 9. Roussettes. (cf. « fondre »).

GUY BROUTY.



Zone de pluie ou neige. Front chaud. Front froid. Front occlus.

Evolution probable du temps en France entre le mercredi 26 octobre à 0 heure et le jeudi 27 octobre à 24 heures :

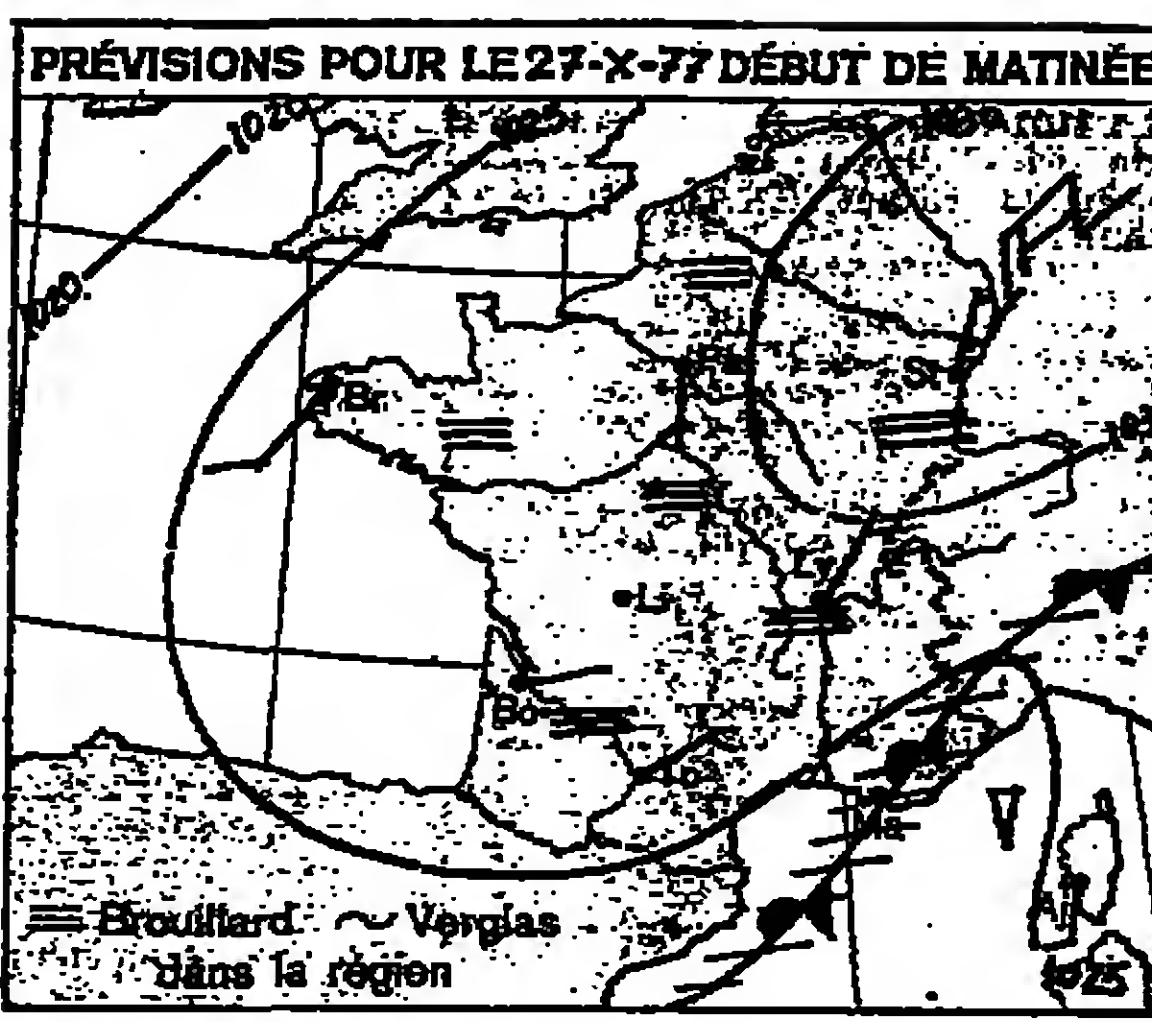
Les hautes pressions qui recouvrent la moitié sud de l'Europe s'affaibliront un peu à l'approche des perturbations océaniques ; elles persisteront toutefois sur la plus grande partie de la France.

Jeudi 27 octobre, quelques ondées orageuses se produiront du sud des Alpes à la Corse, et quelques pluies faibles sont possibles sur la Bretagne en fin de journée, mais les conditions anticycloniques maintiendront sur l'ensemble du pays un temps brumeux. De nombreux brouillards matinaux seront souvent intenses et se dissiperont en particulier dans l'est, le Nord-Est et le Centre, où des nuages bas évolueront peu. Ailleurs, les brouillards disparaîtront temporairement l'après-midi et le soleil apparaîtra.

Les vents seront faibles et de direction variable ; ils s'orienteront au secteur sud près de la Manche occidentale. Les températures baisseront un peu, et quelques gelées blanches sont à craindre dans l'intérieur au lever du jour.

Mardi 26 octobre, à 7 heures, la pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris, de 1029 millibars, soit 717,7 millibars de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 26 octobre ; le second, le minimum de la nuit du 25 au 26) : Ajaccio, 22 et 11 degrés ;



Températures relevées à l'étranger : Paris, 27 et 17 degrés ; Amsterdam, 17 et 5 ; Athènes, 22 et 14 ; Berlin, 17 et 10 ; Bonn, 17 et 10 ; Bruxelles, 17 et 10 ; Les Canaries, 24 et 19 ; Copenhague, 14 et 7 ; Genève, 19 et 8 ; Lisbonne, 22 et 15 ; Londres, 19 et 8 ; Madrid, 19 et 11 ; Moscou, 3 et 3 ; Nairobi, 30 (max.) ; New-York, 19 et 11 ; Palma-de-Majorque, 24 et 12 ; Rome, 22 et 13 ; Stockholm, 13 et 6.

Visites et conférences

JEUDI 27 OCTOBRE
 VISITES GUIDÉES ET PROMENADES. — 14 h. 30, entrée du Musée de l'Armée, Mme Puchat : « L'urbanisme du septième siècle ».

15 h. gare vive gauche, Mme Bouquet des Chaux : « Connaissance de Versailles ».

16 h. métro Tuilleries, Mme Vermeersch : « A Maillet aux jardins des Tuilleries » (Calme nationale des monuments historiques).

17 h. métro Arts et Métiers : « Chez un tourneur d'ébène » (Connaissance de l'Art et de l'Architecture).

18 h. 30, musée, 6, place Paul-Painlevé : « Musée de Cluny et thermes de Cluny » (Mme Ferrand).

19 h. Musée des monuments français : « Les Croisés vus par eux-mêmes » (Histoire et Archéologie).

20 h. Musée des arts décoratifs, 107, rue de Bivoli : « Le café-concert » (M. Michel Butel).

21 h. musée de Cluny, place Paul-

SPORTS

VOILE

La Course autour du monde

QUINZE BATEAUX DANS LES « QUARANTIÈMES RUGISSANTS »

Le départ de la deuxième étape Le Cap - Auckland - de la Course autour du monde a été donné mardi 26 octobre à 13 h. G.M.T. Les équipages de certains des quinze voiliers (parmi lesquels quatre français) avaient eu beaucoup de mal à se trouver prêts à temps. C'était le cas, en particulier, des derniers arrivés qui n'avaient eu que quelques jours pour remettre en état leurs équipements, réparer les avaries et se réapprovisionner en vivres. Des bateaux comme *Japy Hermès* ou *33 Export* (Fr.) n'ont respectivement disposé, par exemple, que de sept à huit jours de pause, alors que l'équipage du vainqueur de l'étape, *Flyer* (Pays-Bas), arrivé le 26 octobre à 10 heures, a eu le temps de visiter l'arrière-pays. Même le bateau français *Gaulois II*, qui a pourtant pu profiter de dix-sept jours au port (il s'était classé troisième), n'était pas véritablement prêt à quelques heures du départ. Son équipage s'affai-

rait encore sur l'équipement électronique du bord au moment de prendre le large.

Les organisateurs ont tenté de dissuader l'équipage de *33 Export* de continuer la course, ce bateau avait donné quelques inquiétudes pendant le trajet Portsmouth - Le Cap : il avait eu successivement à souffrir d'une panne de moteur et de deux ruptures de pièces d'écouillage. Les organisateurs se sont prévalus de ces incidents pour multiplier les mises en garde et les exigences en matière de sécurité.

Avec la seconde étape commence en effet la partie la plus dure de la course. Les bateaux vont devoir faire route au-delà du 40° degré de latitude sud, dans les régions de la Terre appelée « Roaring forties » (« quarantièmes rugissants ») où soufflent presque en permanence des vents d'ouest extrêmement forts.

PRESSE

Au Québec

LES JOURNALISTES DES TROIS PLUS GRANDS TITRES CONTINUENT LA GRÈVE

Les trois plus importants quotidiens du Québec, le *Soleil* (135 000 exemplaires), la *Presse* (177 000 exemplaires) et *Montréal-Matin* — sont toujours paralysés par la grève des journalistes qui réclament la révision et le renouvellement de leur convention collective. Aucune négociation n'a repris au *Soleil* où la grève dure depuis deux mois. A la *Presse*, la rencontre du lundi 24 octobre entre la direction et les délégués syndicaux n'a pas abouti. Le journal n'a pas paru depuis le 6 octobre.

Enfin, *Montréal-Matin*, appar-

tenant au même groupe que la *Presse*, et dont les bureaux sont situés dans le même immeuble, demeure paralysé par l'arrêt de travail de son confrère, les journalistes refusant de franchir les piquets de grève.

Le congrès annuel de l'IFRA, association qui réunit la Fédération internationale des éditeurs de journaux et l'International Newspaper Colour Association — soit deux mille délégués au total, s'est tenu à Nice, les 25 et 26 octobre, pour étudier et comparer les technologies nouvelles de composition, d'impression et de diffusion des journaux.

Les débats ont, pour l'essentiel, tourné autour de cette question : « Jusqu'à quel point peut-on s'inspirer en Europe des acquis de la révolution technologique américaine en matière de publication de journaux ? »

La firme allemande M.A.N. d'Augsbourg, a pu présenter à cette occasion, « sur le terrain », la dernière née de ses rotatives, la Colorman-35, qui équipe le nouveau centre d'impression de Nice-Matin. — (Corresp.)

Normandie-Nouvelles n'était quotidiennement acheté qu'à deux mille cinq cents exemplaires, alors que pour équilibrer sa gestion il aurait dû vendre dix mille numéros. La section normande du S.N.J. s'élève contre une telle situation, qui interdit en France un authentique pluralisme de la presse qui aboutit, dans le cas particulier de Normandie-Nouvelles, à la disparition de vingt-deux emplois de journalistes et de personnels administratifs.

MEME SI VOUS MESUREZ 2 METRES

NOUS VOUS HABILLONS EN PRET-A-PORTER

SPORTSWEAR, COSTUMES, CHAUSURES, JEANS ET CHAUSURES.

73, avenue des Ternes 75017 Paris

73, avenue des Ternes 75017 Paris

73, avenue des Ternes 75017 Paris

73, avenue des Ternes 75017 Paris

73, avenue des Ternes 75017 Paris

73, avenue des Ternes 75017 Paris

73, avenue des Ternes 75017 Paris

73, avenue des Ternes 75017 Paris

73, avenue des Ternes 75017 Paris

CELIBATAIRES

AIMERIEZ-VOUS CHANGER VOS RENCONTRES?

Désormais, rencontrez - grâce à une étude psychologique préalable - des partenaires dont le caractère, l'affectivité et même la sexualité sont compatibles avec les vôtres.

C'est la chance fantastique que vous offre ION. Le monde change, changez aussi votre façon de découvrir celle que vous cherchez pour la vie.

ION INTERNATIONAL

Institut de Psychologie

PARIS - BRUXELLES - GENEVE - MONTREAL

Pour une 1^{re} rencontre sous 15 jours, envoyez-moi gratuitement votre documentation en couleurs, sous pli neutre et cacheté :

M. Mlle Mlle... Age...

ION FRANCE (MO 25) 94, rue Saint-Lazare, 75009 PARIS - Tél. 526.70.85 +

ION RHONE-ALPES (MO 25) 35, avenue Rockefeller - 69003 LYON - Tél. 54.25.44 - si 55, cours Berliet - 38000 GRENOBLE - Tél. 44.19.61.

ION BELGIQUE (MOB 25) 105, rue du Marché-aux-Herbiers, 1000 BRUXELLES - Tél. 511.74.23.

ION SUISSE (MOB 25) 75, rue de Lyon - 1203 GENEVE - Tél. 022.45.72.90.

MÉDECINE

L'O.M.S. VA RENDRE PUBLIQUE LA LISTE DE 200 MÉDICAMENTS « INDISPENSABLES »

Genève (A.F.P., Reuter, A.P.). — Une commission médicale de l'Organisation mondiale de la santé a dressé une liste de deux cents médicaments indispensables pour couvrir les besoins de santé de la majorité des habitants de la planète.

Cette liste, a déclaré, mardi 26 octobre, à Genève, le docteur Vittorio Fattorusso, directeur des services pharmaceutiques de l'O.M.S., fera l'objet d'une publication et sera transmise aux cent cinquante et un Etats membres de l'Organisation.

Elle a été établie, a indiqué le docteur Fattorusso, selon deux critères : l'efficacité et le coût des traitements. « Il y a eu ces dernières années, a-t-il noté, un développement incroyable du nombre des médicaments mis en vente, sans amélioration parallèle de la santé. On estime, enfin, à l'O.M.S. qu'un certain nombre de remèdes traditionnels, tel que l'acupuncture et la médecine par les plantes, ne doivent pas être négligées au niveau local.

Mme Simone Veil, ministre de la santé et de la Sécurité sociale, répondant à une question écrite de M. Francis Falmero, sénateur centriste des Alpes-Maritimes, a déclaré au Sénat que l'autorisation de mise sur le marché de la « pilule à bronzage » avait été accordée « après que des essais préalables pratiqués par des personnes agréées pour l'expertise des médicaments dans les domaines analytiques, toxicologiques et cliniques eurent été reconnus satisfaisants ».

Quant à l'interdiction de ces produits en Suisse, Mme Simone Veil a indiqué qu'elle était due au fait que la législation de ce pays ne permet pas de leur accorder le statut de médicament et, par conséquent, d'effectuer les contrôles nécessaires.

Journal officiel

Est publié au Journal officiel du 26 octobre 1977 :

UN DECRET

Fixant les conditions d'application de la loi n° 77-806 du 19 juillet 1977 relative au contrôle de la concentration économique et à la répression des ententes illicites et des abus de position dominante.

A L'HOTEL DROUOT

Mercredi

EXPOSITIONS

S. 4. — Art d'Orient.

S. 8. — Meubles et objets d'art 17^e et 18^e siècles, et tableaux 17^e et 18^e.

VENTE A VERSAILLES

M. BLACHE, commissaire-priseur à VERSAILLES, 5, rue Rameau, Tél. 430-55-55, 22-55.

DIMANCHE 30 OCTOBRE, 14 h. 200 TABLEAUX MODERNES des meilleurs artistes contemporains et de la fin du XIX^e.

Expos. vend. sam. 8-12 et 14-18 h.

Le Monde

Service des Abonnements

75277 PARIS - CEDEX 09

C.C.P. 4297-23

ABONNEMENTS

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE - D.O.M. - T.O.M.

108 F 125 F 243 F 378 F

TOUS PAYS ETRANGERS

PAR VOIE NORMALE

198 F 375 F 553 F 728 F

ETRANGER

(Par messagerie)

I. — BELGIQUE-LUXEMBOURG

PAYS-BAS - SUISSE

125 F 220 F 325 F 488 F

II. — TUNISIE

173 F 325 F 478 F 630 F

Par voie aérienne

Tarif sur demande

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois volets) voudront bien indiquer ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux volets au plus) : Nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de régler tous les monts propres en espèces d'impression.

73, avenue des Ternes 75017 Paris

73, avenue des Ternes 75017 Paris

73, avenue des Ternes 75017 Paris

73, avenue des Ternes 75017 Paris

73, avenue des Ternes 75017 Paris

73, avenue des Ternes 75017 Paris

73, avenue des Ternes 75017 Paris

73, avenue des Ternes 75017 Paris

73, avenue des Ternes 75017 Paris

73, avenue des Ternes 75017 Paris

73, avenue des Ternes 75017 Paris

73, avenue des Ternes 75017 Paris

73, avenue des Ternes 75017 Paris

73, avenue des Ternes 75017 Paris

73, avenue des Ternes 75017 Paris

73, avenue des Ternes 75017 Paris

73, avenue des Ternes 75017 Paris

73, avenue des Ternes 75017 Paris

73, avenue des Ternes 75017 Paris

73, avenue des Ternes 75017 Paris

73, avenue des Ternes 75017 Paris

73, avenue des Ternes 75017 Paris

73, avenue des Ternes 75017 Paris

73, avenue des Ternes 75017 Paris

73, avenue des Ternes 75017 Paris

73, avenue des Ternes 75017 Paris

73, avenue des Ternes 75017 Paris

73, avenue des Ternes 75017 Paris

73, avenue des Ternes 75017 Paris

73, avenue des Ternes 75017 Paris

73, avenue des Ternes 75017 Paris

73, avenue des Ternes 75017 Paris

73, avenue des Ternes 75017 Paris

73, avenue des Ternes 75017 Paris

73, avenue des Ternes 75017 Paris

73, avenue des Ternes 75017 Paris

73, avenue des Ternes 75017 Paris

73, avenue des Ternes 75017 Paris

73, avenue des Ternes 75017 Paris

73, avenue des Ternes 75017 Paris

73, avenue des Ternes 75017 Paris

73, avenue des Ternes 75017 Paris

73, avenue des Ternes 75017 Paris

73, avenue des Ternes 75017 Paris

73, avenue des Ternes 75017 Paris

73, avenue des Ternes 75017 Paris

73, avenue des Ternes 75017 Paris

73, avenue des Ternes 75017 Paris

73, avenue des Ternes 75017 Paris

73, avenue des Ternes 75017 Paris

73, avenue des Ternes 75017 Paris

73, avenue des Ternes 75017 Paris

73, avenue des Ternes 75017 Paris

73, avenue des Ternes 75017 Paris

73, avenue des Ternes 75017 Paris

73, avenue des Ternes 75017 Paris

73, avenue des Ternes 75017 Paris

73, avenue des Ternes 75017 Paris

73, avenue des Ternes 75017 Paris

73, avenue des Ternes 75017 Paris

73, avenue des Ternes 75017 Paris

73, avenue des Ternes 75017 Paris

73, avenue des Ternes 75017 Paris

73, avenue des Ternes 75017 Paris

73, avenue des Ternes 75017 Paris

73, avenue des Ternes 75017 Paris

73, avenue des Ternes 75017 Paris

73, avenue des Ternes 75017 Paris

73, avenue des Ternes 75017 Paris

73, avenue des Ternes 75017 Paris

73, avenue des Ternes 75017 Paris

73, avenue des Ternes 75017 Paris

73, avenue des Ternes 75017 Paris

73, avenue des Ternes 75017 Paris

73, avenue des Ternes 75017 Paris

73, avenue des Ternes 75017

ANNONCES CLASSEES

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.C.
DEMANDES D'EMPLOI	43,00	49,19
IMMOBILIER	10,00	11,44
AUTOMOBILES	30,00	34,32
AGENDA	30,00	34,32
PROP. COMM. CAPITALUX	80,00	91,52

ANNONCES ENCADREES	La ligne col.	T.C.
OFFRES D'EMPLOI	24,00	27,45
DEMANDES D'EMPLOI	5,00	5,72
IMMOBILIER	20,00	22,88
AUTOMOBILES	20,00	22,88
AGENDA	20,00	22,88

REPRODUCTION INTERDITE

emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

ORGANISME DE PREVENTION ET SECURITE

recherche pour
centre banlieue ORLÉANS

ANIMATEURS DE FORMATION

- 1) CONDUCTEUR DE TRAVAUX ou équivalent Niveau B.T.S. — D.U.T. ou T.P. Expérience professionnelle minimum cinq ans chantiers bâtiment ou T.P.
- 2) TECHNICIEN - ELECTRICIEN Niveau B.T.S. Expérience travaux d'installation et équipements bâtiments ou établissements industriels. Expérience minimum cinq ans.

Formation interne assurée — Emplois stables — Avantages sociaux Libres rapidement.

Adresser curriculum vitae à O.P.P.R.T.P. 2 bis, rue Michel, 92100 Issy-les-Moulineaux.

IMPORTANTE SOCIETE ELECTROMECHANIQUE

recherche pour son USINE de CAEN

UN INGENIEUR DIPLOME

(35 ans minimum) possédant formation électro-mécanicien

Il devra avoir une bonne expérience de la très grande série dans les secteurs de production, méthodes, études ou industrialisation, pour prendre la responsabilité d'un service de METHODES.

Adresser C.V. et prétentions sous réf. 2.504 à SPERAR, 12, rue Jean-Jaures, 92397 FUTEAUX.

IMPORTANTE SOCIETE FRANCAISE

(8000 personnes)

- leader dans sa branche d'activité en France,
- fortement implantée sur le marché international,
- développant une politique sociale avancée,
- animée par des structures de participation originales,

recherche

pour EST DE LA FRANCE

PHYSICIEN

âge minimum 28 ans.

L'offre intéressera un jeune physicien particulièrement attiré par une carrière dans la Recherche Appliquée sur des projets à court et moyen terme, dans des domaines de physico-chimie de pointe.

Stabilité d'emploi — Logement possible.

Nous vous remercions d'adresser sous No 33263 CONTEXTE Publicité - 20, Avenue Opéra, 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

INSTITUT DE RECHERCHE

recherche

PSYCHO-SOCIOLOGUE

CONFIRME

pour mener à MONTPELLIER (Languedoc) ETUDES SUR LA SOCIOLOGIE de la communication, dans le cadre d'équipes pluridisciplinaires.

Ecrire avec C.V. détaillé HAVAS, N° 15.250, MONTPELLIER.

DIPARCO

Division Parfumerie et Cosmétique de

L'OREAL

Renforce son équipe MARKETING pour mettre en oeuvre une

politique de développement dynamique sur les Marchés Français et

Internationaux de Parfumerie et Cosmétique.

Elle recherche pour

ORLEANS

des JEUNES CADRES Hommes ou Femmes destinés à assumer,

après une période d'intégration, des responsabilités de :

CHEF DE PRODUIT

Cette fonction d'animation et de création de produits s'adresse à des Jeunes Hommes ou Femmes ayant une formation universitaire de préférence et ayant acquis un début d'expérience professionnelle dans le marketing ou la publicité des produits de grande consommation ou de parfumerie sélective.

Ils travailleront, dans un premier temps, auprès d'un Chef de Marque confirmé, avant de prendre la responsabilité complète d'une ligne de produits.

RESPONSABLE DES ETUDES ET RECHERCHES

Le Responsable de cette fonction est l'interlocuteur des Chefs de Produits pour définir, orienter, mettre en oeuvre les études et dégager les conclusions. Il doit être suffisamment disponible pour s'impliquer personnellement dans la réflexion marketing préalable et vérifier si nécessaire le travail effectué sur le terrain.

Cette fonction sera confiée à un spécialiste ayant acquis pendant 3 à 4 ans une expérience des études qualitatives et quantitatives appliquées aux produits de parfumerie, de pharmacie ou de grande consommation.

ASSISTANT PROMOTION - P.L.V.

A l'intérieur de ce service, l'assistant Promotion P.L.V. conçoit et organise en relation étroite avec les Responsables de Produits et la Direction Commerciale les actions promotionnelles et merchandising. Il est l'interlocuteur des agences, studios et fournisseurs spécialisés dans la création et la fabrication de P.L.V. pour optimiser leurs prestations.

Cette fonction conviendra à une personne ayant une expérience solide soit dans les techniques de fabrication, soit dans la réalisation d'actions promotionnelles, appliquées à une distribution grand public.

Après un stage de familiarisation avec l'Entreprise actuellement

encore implantée à Paris, les responsabilités seront à assumer d'ici neuf mois à ORLÉANS, où la Division regroupe la Direction Générale et l'ensemble de ses Départements.

La réussite dans ses fonctions ouvrira des perspectives d'évolution ultérieure au sein du Groupe tant en France qu'à l'étranger.

Les candidatures sont à adresser : à la Direction des Relations Humaines (annonce n° 33 en précisant la fonction) L'OREAL, 10 Rue Royale, 75008 - PARIS, qui s'engage à observer la discrétion la plus totale.

Entreprise DELAS rech. et son agence de LYON. 1 Technicien de bureau d'études, actif et motivé, 2 à 10 ans d'expérience chauffage, plomberie. Ecrire avec C.V., 9, rue des Prés, 69100 VILLEURBANNE.

Pour animer la branche titres et gestion de Patrimoine d'un groupe d'assurances, une importante banque régionale recherche pour l'une de ses succursales, du

GRADE CONFIRME

20 ans minimum, possédant expérience et sens commercial. Poste de responsabilité présentant des perspectives. Ecrire avec C.V. s/réf. 28.566 M à HAVAS Contact, 40, rue du Président-Henriot - 69002 LYON qui transmettra.

CENTRE PSYCHOTHERAPIQUE

PRIVE FAISANT FONCTION DE PUBLIC (1.500 ill.), Ville de MIDI

recherche :

1) CHEF SERVICES ECONOMIQUES

Profil du poste : — 25 ans minimum, — Formation supérieure, — Minimum 5 ans expérience dans un emploi similaire, — Qualités pour réussir : — Dynamisme, — Goût des responsabilités, — Gestionnaire consciencieux et méthodique, — Saisir et avantages sociaux de la Convention collective 1951.

2) CHEF PERSONNEL

Profil du poste : — 40 ans minimum, — Formation supérieure, — Minimum 5 ans expérience dans un emploi similaire, — Qualités pour réussir : — Dynamisme, — Sens de la négociation, — Saisir et avantages sociaux de la Convention collective 1951.

Importante unité de fabrication de produits moulés caoutchouc implantée dans le centre de la France, de région très agréable, recrute suite à la forte expansion.

TROIS AGENTS D'ENCADREMENT

sont : — Un contremaître pour atelier de moulage ; — Un contremaître pour atelier de boudinage ; — Un contremaître pour atelier de moulage.

Qualités requises pour ces différents postes : connaissance de l'industrie du caoutchouc, disponibilité, sens du commandement avec esprit d'équipe exigé. Possibilité de rech. de logement et prise en charge des frais de déménagement. Env. C.V. et photo à l'AGENCE HAVAS, 77009 MEAUX, n° 18.409, qui transmettra.

Importante usine moderne

Maroquinerie grand public 60 personnes, Sud Bas-Rhin recherche

JEUNE CHEF DE PRODUIT

ESR, 15 ans ou similaire. 1 à 2 ans d'exp. de vente ou d'organisation commerciale.

MISSION :

Développement des ventes d'une ligne de produits grand public. Animation et contrôle d'une équipe de représentants. Déplacements 20 % du temps. Poste d'avenir stable. Logement facilité, région touristique Sud Bas-Rhin.

Adresser C.V. détaillé à SELETEC, Conseil en recrutement 67009 Strasbourg Cedex sous référence 601.

emplois internationaux

LA SOCIETE ANONYME DE LA RAFFINERIE DES ANTILLES

FORT DE FRANCE
(800.000 tonnes/an, 150 Agents)
propose à un

ingénieur antillais

la poste d'

INGENIEUR TRAVAUX

Rattaché au Chef du Service Matériel, il devra s'occuper : — de la gestion du matériel et de son entretien — de la préparation, de l'ordonnement et du suivi des travaux courants (mécanique, tuyauterie et chaudronnerie, instrumentation, électricité).

Les candidats auront une formation supérieure d'ingénieur et une expérience d'environ 5 ans de préférence dans le secteur pétrolier. Une formation complémentaire pourrait être envisagée.

Si ces perspectives vous intéressent, envoyez rapidement lettre manuscrite avec C.V. et photo à No 33263, CONTEXTE Publicité 20, av. Opéra, 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

Offres d'emplois toutes qualifications pour l'Amérique du Sud (Brésil, Argentine, Venezuela, etc.) dans revue spécialisée. Doc. A.L.E. (Ed. S.P., 42-09 Paris).

STE PRODUITS PARFUMERIE DE PRESTIGE

recherche

2 RESPONSABLES DES VENTES

pr. Moy-Orient, Afrique, Eur. Sud. — Anglais parlé et écrit courant. — Espagnol parlé couramment. — Arabe souhaitable non indisp.

Amérique latine, Antilles. — Anglais parlé et écrit courant. — Espagnol parlé couramment.

— Susceptibles de s'exporter 10 mois sur 12. — Expén. parfums, non obligatoire mais souhaitable. — Plan. Carrière à envisager si dynamisme et sens responsab.

Ecr. n° 7 0057 M. Réole-Pressé, 83 bis, rue Réaumur, Paris-2.

OFFRES D'EMPLOIS outre-mer, étranger, par répertoire hebdomadaire. Ecrire Outre-Mer Multination, B. P. 141-09 Paris.

offres premier emploi

UNIVERSITE DE PARIS DAUPHINE

Service Education permanente

- Formation de 8 mois pour les jeunes à la recherche d'un premier emploi.

GESTION D'ENTREPRISE

Spécialisation : Relations de Travail dans la Fonction Personnel.

- CONDITIONS : Avoir moins de 25 ans, sortir de l'enseignement supérieur.

• RENSEIGNEMENTS - INSCRIPTIONS : Service Education Permanente Université de Paris Dauphine, place du Marché-de-Latine-de-Toulon, 75116 PARIS. Tél. : 333-54-52 (poste 22-16).

Pendant le temps de formation, les stagiaires sont rémunérés à 90 % du SMIC.

UNESCO

Recherche pour le CAMEROUN

SPECIALISTE DES ACHATS

PASSATION DES MARCHES de formation universitaire (type technique administration et gestion). Une expérience professionnelle d'au moins 5 ans de l'administration publique (et notamment des procédures de passation de marchés) est absolument indispensable.

Mission : Placé sous l'autorité du directeur du projet, il assurera toutes les tâches relatives aux aspects de fournitures utilisées, dans les écoles d'enseignement agricole et d'une façon générale de l'équipement des établissements scolaires prévu dans le cadre du projet.

Langues : Français + excellente connaissance de l'anglais. La rémunération annuelle variera entre 25.000 et 27.000 \$ U.S. brut.

Adresser votre C.V. à M. ROSTER/022 à UNESCO ROSTER, 7, place Fontenoy 75007 PARIS.

IMPORTANTE SOCIETE DE TRAVAUX PUBLICS

recherche pour son activité au

Moyen-Orient

INGENIEUR ELECTRICIEN

ou ELECTROMECHANICIEN CONFIRME

Formation Supérieure ou équivalente, afin d'assurer la coordination locale (électromécanique et génie civil) ainsi que les relations commerciales et la gestion administrative sous l'autorité d'un ingénieur d'Antilles à Paris. Anglais indisp. écrit, parlé.

Envoyer C.V. et prétentions à n° 33263 ConTEXTE Publicité 20, av. Opéra Paris (1^{er}) qui transmettra.

Un des plus grands groupes français recherche pour important établissement industriel région Nord.

CHEF DES SERVICES TECHNIQUES

à la tête d'un service de 35 personnes, ses responsabilités se développeront selon 3 axes d'action couvrant les principaux aspects de l'engineering interne de l'entreprise à savoir :

- 1° l'évaluation des coûts industriels,
- 2° l'étude et la conception d'un outil de production soumis à une réactualisation permanente,
- 3° les méthodes, le lancement et la mise au point en fabrication.

Ce poste peut déboucher à terme à un niveau d'état-major dans le groupe. Il s'adresse donc à un ingénieur diplômé (Mines, Centrale, X.M...) ayant tenu une fonction similaire adaptative, orientée vers la construction mécanique, la métallurgie et leurs annexes.

Adresser C.V. prétentions sous réf. 2710

SERGE BAILLY CONSEIL, 40, avenue Hoche 75006 PARIS

IMPORTANTE STE DE DISTRIBUTION GROUPE INTERNATIONAL

Chef du personnel

LIEU : 80 Km est de Paris

MISSION : Assurer la gestion courante et prévisionnelle pour tous les domaines de la fonction y compris la formation dans le cadre du budget et des objectifs de la société.

PROFIL : Le candidat outre une forte motivation devra avoir : — une bonne connaissance de la législation du travail — quelques années d'expérience dans la fonction — formation de préférence licence droit ou sciences économiques.

BONNES PERSPECTIVES D'AVENIR.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions 3167 1137 à P. LICHAU S.A., 10, rue de Lenoir 75063 Paris cedex 02 qui transmettra.

Importante Entreprise Fromagère

EST de la FRANCE

recherche

DIRECTEUR COMMERCIAL

Formation Grande Ecole de Commerce (H.E.C., E.S.E.C. ...)

Son expérience commerciale dans le secteur des fromages, sa connaissance des canaux de distribution de ces produits lui permettront de diriger une équipe d'environ 50 collaborateurs (vendeurs appointés, V.R.P., A.C.).

Il sera assisté dans sa fonction par des Directeurs Régionaux et un Chef de Service Administration Commerciale.

Avant tout homme de terrain, le candidat retenu justifiera d'un sens aigu de l'organisation, d'une capacité à développer les ventes de l'entreprise et d'une réelle aptitude à former des collaborateurs.

La rémunération sera motivante pour un candidat de haute compétence.

Envoyer lettre man. C.V., photo et photo (rel.), No 33.306, CONTEXTE Publicité, 20, avenue de l'Opéra, Paris-1^{er}, qui transmettra.

BANQUE PRIVEE

CHEF COMPTABLE

CONFIRME

Nous demandons une solide expérience de la comptabilité bancaire et des connaissances en informatique.

Le lieu de travail est à 80 km au nord de Paris. La banque met un appartement de fonction à la disposition de ce cadre qui se situera classe V ou VI de la convention collective.

Adresser C.V. détaillé sous référence 240 à CEPTAD, 2, rue Joseph-Sonsbeur, 75008 PARIS. DISCRETION ASSURÉE.

ANNONCES CLASSEES TELEPHONES

296-15-01

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

etap

IMPORTANTE FIRME FRANÇAISE ELECTRONIQUE PROFESSIONNELLE DEVELOPPANT MATERIELS ET SYSTEMES DE POINTE

CADRE SUPERIEUR

- pour :**
- DIRIGER PLUSIEURS SERVICES INTERIEURS comptabilité analytique, achats, approvisionnements, gestion de stocks, entretien.
 - ASSURER GESTION BUDGETAIRE PREVISIONNELLE d'importants budgets d'études et de développement de systèmes.

Ce poste peut convenir à : **INGENIEUR ELECTRONICIEEN DIPLOME GRANDE ECOLE** 25 ans min., ayant acquis dans grande firme électronique (secteur militaire ou privé) solides connaissances développement de systèmes de pointe et en méthodes modernes de gestion budgétaire.

REMUNERATION 120.000 F +
Ecrire sous référence VF 205 AM.

RESPONSABLE COUTS ET DELAIS

d'un important ensemble informatisé de gestion de projets industriels.

Ce poste peut convenir à : **JEUNE INGENIEUR ELECTRONICIEEN (OPTION INFORMATIQUE APPRECEIEE)** ayant 3 ou 4 ans d'expérience acquise dans grande firme électronique, disposant solides connaissances planification (PERT), contrôle budgétaire, tableaux de bord, capable assurer **GESTION DYNAMIQUE DE PLUSIEURS SECTEURS DE PROJETS IMPORTANTS**

REMUNERATION 100.000 F
Ecrire sous référence UE 204 AM.

DEBUTANT INGENIEUR ELECTRONICIEEN

DIPLOME GRANDE ECOLE (OPTION INFORMATIQUE APPRECEIEE)

pour prendre progressivement en charge la gestion dynamique de projets industriels : coûts et délais.

Ecrire sous référence TD 203 AM.
CES TROIS POSTES SE SITUENT EN BANLIEUE IMMEDIATE SUD PARIS

4, rue Massenet, 75016 Paris
discretion absolue

etap

emploi régional

Important groupe métallurgique et minier recherche pour son complexe industriel situé dans la Nord

Ingénieur études métallurgiques
(réf. 219)
Diplômé X Mines, Centrale, Polytechnique ou ayant 1 à 2 ans d'expérience, plus particulièrement chargé de problèmes liés à l'hydro-metallurgie extractive.

Ingénieur d'études entretien
(réf. 220)
Diplômé des Arts et Métiers
Débutant ou ayant 1 à 2 ans d'expérience, il sera plus particulièrement chargé de l'étude du fonctionnement du matériel en vue d'un amélioration l'entretien.

Proche convenant à un jeune ingénieur orienté vers la technique, esprit curieux, dynamique.
Toutes informations sur ces offres seront données confidentiellement au téléphone du Lundi au Vendredi de 9h à 12h30 - 13h30 à 18h par l'intermédiaire du SVP 11.11

Information Carrière SVP 11.11
qui fixera un rendez-vous aux candidats concernés. Préciser la référence. On peut aussi adresser son dossier à SVP Ressources Humaines 55, Avenue de Wagram 75017 Paris.

Société CAV ROTO DIESEL
1 650 personnes - Fabrication matériel d'injection Diesel - recherche pour sa future

Usine de LA ROCHELLE

UN RESPONSABLE DE L'UNITÉ DE PRODUCTION

- Formation Ingénieur Centrale, A.M. ou équival.
- Formation complémentaire : contrôle de gestion.
- Expérience gestion de production et fabrication mécanique de précision.

Fonction : responsable de la marche générale de l'unité de La Rochelle, ayant sous son autorité directe des structures de fabrication et assisté par des structures fonctionnelles.

Lieu de travail : LA ROCHELLE
Stage de formation à Blois pendant l'année 1978 et participation pendant cette période aux travaux de planification des transferts.

Ad. candid. avec C.V. à SVP CAV ROTO DIESEL, service du personnel 3, bd de l'Industrie 41002 Blois

ingénieur chef de projet

L'une des premières banques de dépôts de la place de Paris construit autour d'un 370-158, d'une base de données et de terminaux en agence, ses systèmes informatiques de la prochaine décennie. Pour assurer l'interface entre la base de données en création et les applications, il faut développer des programmes généralistes. Voilà votre mission. Après une formation d'ingénieur (ou d'universitaire) vous avez acquis, en quatre ans, une solide maîtrise technique et surtout un savoir-faire certain dans le paramétrage de programmes. Votre know-how nous est précieux. Ecrivez à J. THILLY, Carrières de l'Informatique, ss réf. 3281 LM.

chef du service administratif et du personnel

Nous sommes un fabricant français de composants électroniques à l'implantation mondiale. Cet homme, basé à Paris, dépend de notre directeur général et assure : - la fonction personnelle : emploi, relations syndicales, gestion, en France et en rôle de conseil pour tout le groupe ; - la fonction d'assistance et conseil pour les négociations de contrats et de licences, les assurances, les brevets, les litiges ; - l'organisation : l'élaboration et mise en place de procédures pour le groupe ; - les services généraux : entretien, sécurité, courrier pour le siège parisien. Agé de 30 ans minimum, Sup. de Co. ou Juriste, il a au moins cinq ans d'expérience en service du personnel ou dans un cabinet. Il parle et écrit couramment l'anglais. Ecrire à Y. CORCELLE ss réf. 3275 LM.

ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
LYON - LILLE - BRUXELLES - GENEVE - LONDRES

Recherches pour

DIRECTION D'EXPLOITATION

INGENIEUR OU ASSIMILE

avant bon diplôme, 25 ans min.

Ecr. à S.E.P. 1, rue de la République, 75002 Paris-2.

IMPRIMERIE OFFSET

pr augmenter les forces de vente

JEUNE COMMERCIAL

dynamique, enthousiaste,

désireux d'acquiescer par son

travail. Salaire et avantages

seront examinés avec lui. Ecrire

avec C.V., photo et prêt, à

Armand, Z.I. 92000 ASNIERES.

Amorcez produits grand luxe

quartier place Vendôme

recherche

ASSISTANTE

DE PUBLICITE confirmée

ayant travaillé en agence.

Ecr. à T. 00.587 M. Rôle-Presses,

65 bis, rue Réaumur, Paris-2.



Chef de Marché Produits Chimiques Fins

Dans 3 grands secteurs d'activité, phytosanitaire, pharmacie, cosmétique, le CHEF DE MARCHÉ réalise et gère le chiffre d'affaires, analyse les besoins en service et produits nouveaux, crée les centres de clientèle potentielle, propose des axes de développement. Basé à Paris, il effectue des déplacements fréquents. C'est un vendeur, de formation technique supérieure (DUT, licence de chimie) qui a déjà une première expérience commerciale positive.

Les personnes que ce poste intéresse peuvent adresser leur dossier sous référence CM 1058/M à SEFOP qui les en remercie et leur assure la plus grande discrétion.

SEFOP 7 rue Lincoln 75008 PARIS

BANQUE PRIVEE

PARIS CENTRE

recherche un

EXPLOITANT

CLASSE V ou VI

pour lui confier la gestion et le développement d'un portefeuille d'entreprises commerciales et industrielles ainsi que la projection d'une clientèle de particuliers.

Une formation supérieure, un réel sens commercial et une excellente connaissance des mécanismes de crédit et des problèmes d'analyse de bilans sont indispensables.

Une pratique de la gestion de patrimoine sera un atout.

L'aptitude à apprécier le risque lié à l'expérience professionnelle doit permettre l'évolution au sein d'une équipe restreinte.

Adressez lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous référence 3212 à :

organisation et publicité

Z.I. de Marolles 92000 PARIS (92)

IMPORTANT GROUPE FRANÇAIS D'IMPRIMERIE

à vocation nationale, recrute

INGENIEUR

CONFIRME

MISSION :

Secourir le Directeur de l'une des filiales pour se préparer à prendre les responsabilités importantes dans les unités de fabrication, ou pour assurer des missions de développement en France et à l'étranger.

PROFIL :

Age minimum : 32 ans. Grandes Ecoles ou itinéraire personnel performant. Convierait à un jeune ingénieur à vocation initiale de mécanicien ayant expérience du commandement et qui témoignerait d'une forte ambition de réussite appuyée sur un réel esprit d'entreprise.

Adressez C.V. détaillé à M. J. GENEVAY,

11, square Jaxin - 75016 PARIS,

qui orientera les candidats.

IMPORTANTE SOCIETE

recherche son

CHEF du SERVICE ACHATS

INGENIEUR DIPLOME POSITION III

Le candidat devra avoir une bonne connaissance des composants électroniques et électromécaniques.

La préférence sera donnée au candidat qui aura le sens des relations humaines.

Adressez C.V. et prétentions sous réf. 33474 Contesse Publicité

20, avenue de l'Opéra 75001 Paris Cedex 01, qui transmettra.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ FRANÇAISE DE CONSTRUCTION ÉLECTRONIQUE

Recherche pour le service

PLANNING ET GESTION

de son CENTRE D'ETUDES (500 personnes)

UN INGENIEUR

DEBUTANT

DIPLOME D'UNE GRANDE ECOLE (OPTION ELECTRONIQUE)

Après une formation aux méthodes du Centre d'Etudes, il sera progressivement chargé d'un secteur d'activités pour :

- mettre en place et suivre le planning PERT de chaque projet ;

- définir les moyens nécessaires à la réalisation des projets et en assurer la gestion ;

- définir les plans de charge à moyen et long termes ;

- participer à l'élaboration du budget annuel.

Pour réussir dans ce poste qui nécessite rigueur et objectivité, le candidat devra :

- être attiré par le travail en équipe ;

- être dynamique et persévérant ;

- avoir de très bons contacts humains et avoir l'esprit de synthèse.

Lieu de travail : BANLIEUE SUD.

Ecrire avec C.V. photo et prétentions, N° 33474, Contesse Publicité, 20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er}.

CONSTRUCTEUR FRANCAIS DE MATERIEL INFORMATIQUE

LEADER DANS LE DOMAINE DES SYSTEMES TRANSACTIONNELS

(PARIS SUD)

recherche

CHEFS DE PROJET

responsables techniques des systèmes vendus, depuis l'étude commerciale jusqu'au démarrage.

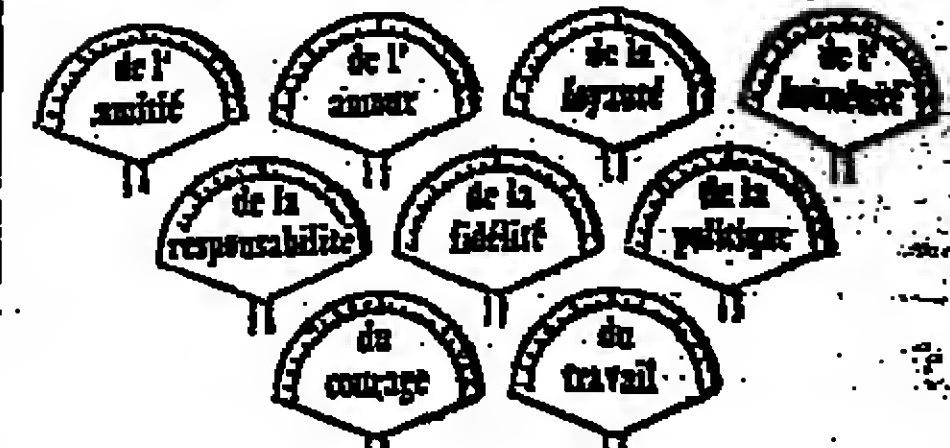
Les candidats(es) devront avoir une expérience système de 3 ans minimum, une bonne connaissance des problèmes de télécommunication et le goût des contacts clients.

Déplacements fréquents en France et en Europe. Une langue étrangère courante (anglais/allemand) est indispensable.

Adressez candidature avec photo et prétentions à No 33287 CONTESSÉ Publicité 20, av. Opéra 75001 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

Indiquez avec le curriculum vitae la (ou les) Société(s) à laquelle il ne doit pas être transmis. Les candidatures seront traitées confidentiellement.

Entre autres choses réjouissantes la civilisation de la caricature



avec le parti pris de ne garder que les traits négatifs, laids, antiques, l'analyse cruelle et le scepticisme surréalistes.

Ainsi pour toutes les activités commerciales quand elles sont tournées vers la Vente,

avec la classique littrature caricaturale : "difficile", "aléatoire", "lustrant", "irrégulier", "conjoncturel", "déclassant", "aventureux", "contrariant".

La Vente, à partir du Don qui engendre le talent et de la Vocation qui conditionne l'effort fait aussi des gens heureux.

Venez les voir au moins pour vérifier la distance qui sépare la photo de la caricature.

Vous trouverez des gens, - et nous savons qu'ils sont rares - qui ont réglé le problème des rapports entre eux et leur travail. Vous trouverez des gens qui ont intégré la qualité de la vie dans les aspirations légitimes de leur génération, de la rémunération au plan de carrière, de l'ambition à la responsabilité.

Il faut pour cela que vous soyez des femmes et des hommes LIBRES... Et nous savons combien peu le sont de ceux qui vont nous lire...

Si pourtant vous êtes de ceux-là, et si vous avez 21 ans au moins et une bonne formation générale, écrivez :

1re lettre manuscrite à A. D. PUBLICITE, réf. 02 1052 13, bd des Italiens, 75002 PARIS, qui transmettra (Merci de bien vouloir rappeler la référence)

Très importante société GERANCE IMMOBILIERE - PARIS, cherche un

chef d'agence

Il devra prendre en main la gestion d'une unité décentralisée (10.000 logements banlieue Est) et diriger environ 150 personnes réparties sur un département.

Il anime plus directement une équipe d'une vingtaine de personnes pour assurer les responsabilités d'organisation, de gestion administrative, de surveillance et d'entretien de l'unité qui lui est confiée dans le cadre de plans et budgets bien définis.

Ce poste ne peut convenir qu'à un CADRE de plus de 30 ans, formation Ecole Supérieure de Commerce, Sciences Eco., etc., attiré par une activité très opérationnelle de manager.

Veuillez écrire sous référence M223M à

INTERCARRIERES

5, rue du Helder 75009 Paris

Vous êtes VENDEUR et vous avez PROUVE

Vous avez pu encore obtenir la récompense légitime de VOTRE VALEUR

Nous pouvons rapidement vous conduire à la responsabilité totale d'une région ou même DIRECTION

Votre salaire sera très élevé et vos qualités sont à la hauteur de vos ambitions.

Nos collaborateurs gagnent TOUS + de 100.000 F/AN

Téléphones pour R.V. : M. DESFORÈS, 576-58-30.

Wild-Leitz France

Instrumentation de mesure recherche pour renforcer l'équipe de vente de sa Division Géomètres

2 ingénieurs de vente

Pour ses matériels topographie et lasers Elle offre à ses bons éléments des conditions de travail et un salaire intéressants.

L'un viendra les Entreprises T.P. de la région parisienne ; l'autre les bureaux d'étude de la région parisienne et l'ensemble de la clientèle de province dans un rayon de 200 kilomètres de Paris.

Pour ces deux postes, il faut une expérience réussie dans le domaine de la vente auprès d'une clientèle similaire, soit dans le domaine de l'Entreprise T.P., soit dans le domaine du bureau d'étude.

Envoyer lettre manuscrite, curriculum vitae et photo à : WILD - LEITZ FRANCE Service des Personnels 85, avenue du 18 Juin 1940 92506 RUEIL MALMAISON

IMPORTANT GROUPE INTERNATIONAL

recherche pour le centre industriel d'une de ses filiales situées :

Proche banlieue OUEST

INGENIEUR ELECTROMECANICIEEN

Avant acquis quelques années d'exp. industrielle pour son service d'études et de développement Formations : Arts et Métiers, I.C.A.M.

Possibilité d'évolution ultérieure vers d'autres fonctions industrielles.

Ad. lettre manuscrite, C.V. + photo à SWEET'S B.P. 288, 75434 Paris Cedex 90, s/réf. 1041, qui tr.

27/10/1977

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

demandes d'emploi

IMPORTANTE
SOCIÉTÉ FRANÇAISE

Secteur Electronique
recherche pour son Département
Télécommunications

ADJOINT

AU CHEF DU
SERVICE ETUDES

Ingenieur Grande Ecole (ENST, Sup. Aéro,
Sup. Elec, ENSEM, ESTER, ENSER, I,
Il aura 35 ans minimum, 5 ans d'expérience
dans une fonction similaire et de préférence
dans le domaine des télécommunications.

Nous lui demandons la responsabilité
d'une équipe (ingénieurs et techniciens)
et la mission de diriger et coordonner
des études de systèmes de
télécommunications.

Pour réussir il devra mettre en évidence
ses qualités de négociateur (relations clients
et administratives), ses capacités
d'encadrement et de solides connaissances
techniques (bonne expérience de la
conception de matériels militaires
souhaitée).

Adressez C.V. détaillé (photo-présentation)
sous réf. 3895 à M. A. BORDES
GAMMA SELECTION

6, place d'Estienne d'Orves
75008 PARIS

TRÈS IMPORTANTE SOCIÉTÉ
INDUSTRIELLE FRANÇAISE DE CONSTRUCTION
ÉLECTRIQUE ET ÉLECTRONIQUE

recherche

DES DIRECTEURS
de Grands Projets

Ces postes conviendront :
— soit à des ingénieurs électroniciens de haut
niveau,
— soit à des ingénieurs informaticiens confirmés.

Les responsabilités sont importantes et requièrent
certaines connaissances en technologie
électronique et en informatique, une grande apti-
tude à l'animation d'une équipe d'ingénieurs et
de techniciens très compétents dans leur domaine.

Le niveau de rémunération est élevé.

Lieu de travail : REGION PARISIENNE.

Envoyer C.V. photo et présentations à n° 32.033.

CONTEXTE Publicité, 20, av. Opéra, Paris-1^{er}, q. tr.

SOCIÉTÉ D'INGÉNÉRIE PARIS

recherche pour

Service Contrôle de Gestion

UN JEUNE INGÉNIEUR

ou CADRE

de formation grandes écoles commerciales ou écoles
d'ingénieurs (r. formation complément. de gestion)

Il sera chargé du contrôle budgétaire des affaires
Rattaché directement au contrôleur de gestion, il
disposera d'une petite équipe pour le suivi des
dépenses engagées et l'élaboration des documents
de synthèse trimestriels.

En collaboration étroite avec les ingénieurs d'af-
faires, il réalisera les restes à engager et pré-
parera les révisions d'analyses d'écarts.

En outre, des études plus générales pourront lui
être confiées.

Adressez C.V. avec présentations n° 33171 Contesse
Publicité, 20, av. Opéra Paris (1^{er}) qui transmettra.

BANQUE INTERNATIONALE

recherche

POUR SA DIRECTION A PARIS LE

RESPONSABLE

DE SON SERVICE

INSPECTION

La préférence sera donnée à un candidat
classé V minimum

— Bilingue français-allemand

Ayant acquis une expérience approfondie
du contrôle de l'ensemble des opérations
bancaires et occupé des fonctions d'audit
dans une banque de dépôt.

Adressez C.V. et présentations sous n° 9.818 à
GENITE, 30, av. Roche, 75008 Paris, qui transmettra.

G. P. A.

dans le cadre de la loi du 5-7-1977
en faveur de l'emploi pour les jeunes

STAGE PRATIQUE DE 6 MOIS

FORMATION THEORIQUE DE 200 HEURES

à JEUNES HOMMES

AGÉS DE MOINS DE 25 ANS

CAPACITAIRES OU LICENCIÉS EN DROIT

désireux d'acquies une expérience
dans le domaine de l'ASSURANCE.

Les stagiaires recevront de la G.P.A. une rémuné-
ration mensuelle équivalente à 50 % du SMIC.

Se présenter au Service du Personnel,
12, Square Jean-Symone, 75013 Paris,
l'après-midi entre 14 h. et 18 h.

VIBRACHOC S.A.

recherche pour son bureau d'Etudes

DESSINATEUR-PROJETEUR P2

MECANICIEN OUVRIER CONFIRME

ayant 10 à 15 ans de pratique dans cette discipline.
Avantages sociaux. Restaurant d'entreprise. Trans-
port gratuit par car de la gare de Corbeil et de
Malesherbes.

Envoyer C.V. et présentations, 20, route de Milly,
91820 Boutigny-Beaune.

Impta St NEUILLY-sur-SEINE
recherche :

PROGRAMMEUR débutant - diplômé D.U.T.

Option informatique ou automatique

Importante Société d'Engineering
rech. pour assistance technique
société pétrolière.

INGÉNIEUR DE PLANNING

CADRE ET EMPLOYÉ

de poste contrôle, ayant
expérience en engineering
et réalisations industrielles.
Anglais parfait exigé.

Adressez candidature et C.V.
à Chef du Service
O.T.P., 5, rue Chateaucou,
92011 PUTEAUX.

AGENCE
PUBLICITE
recherche

COMPTABLE QUALIFIE

Capable de rendre efficacement
Direction - Indispensable :
connaissance Droit des sociétés,
réglementation sociale,
problèmes de gestion
et professionnalisme.

(selon situation)

Après 4 semaines de travail
PERSONNEL, 1005 MIVELAN
Ecr. avec C.V. man. et photo
BUREAU 19, bd. Bismarck, 75011 Paris
qui transmettra sous n° 32.033

Recherche de la urgence
1 COMPTABLE 7e année
expérimenté, ayant fait en analyse
Général Services E.T.T.
47, rue de Maubeuge, Paris-9.

DIRECTEUR GÉNÉRAL

Filiale en expansion très rapide
d'un Groupe Français
(300 personnes - chiffre d'affaires 1977 :
80 millions, 1978: supérieur à 120 millions).

MISSION :

- remplacer dans un délai d'un an l'ancien pro-
fessionnel ;
- accomplir le développement commercial ;
- structurer l'équipe de Direction en fonction de
l'expansion ;
- adapter les outils de production et la gestion
aux impératifs de la Société et du groupe.

COMPÉTENCES :

- ingénieur de formation ;
- anglais courant ;
- expérience direction ;
- secteur idéal ;
- a fait la preuve de sa réussite dans un poste
analogue.

REMUNERATION :

- 200 000 F. + salaire qualification ;
- carrière ouverte à l'échelon groupe.

Env. C.V. à n° 32.033 CONTEXTE PUBLICITE,
20, avenue de l'Opéra, PARIS-1^{er}, qui transmettra.

TRÈS IMPORTANTE SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE

recherche pour PARIS

RESPONSABLE DE FORMATION

32 ans minimum

Ce cadre sera intégré dans l'équipe pluri-
disciplinaire du DÉPARTEMENT DE FOR-
MATION au niveau central de la société.

Il sera responsable de la formation à sciences
humaines et sociales, et sera à la fois
ANIMATEUR ET ÉDUCATEUR.

Ce poste convient à un cadre diplômé en
psychologie, psycho-sociologie, sciences
humaines, du NIVEAU MINIMUM MAI-
TRISE, ayant l'expérience de l'animation de
groupe. Très larges possibilités de carrière
au sein du groupe.

Ecrire n° 713038 Régie-Presses
85 bis, rue Réaumur 75002 Paris.

IMPORTANT SOCIÉTÉ

JEUNE E.S.C.

pour ses services Comptables

Ecrire avec C.V. et présentations à n° 32.033

CONTEXTE Publicité, 20, av. Opéra, Paris-1^{er}, q. tr.

COMPTABLE

pour service

Personnel - Paris

Adressez C.V. et présentations sous n° 9.818 à

GENITE, 30, av. Roche, 75008 Paris, qui transmettra.

COMPTABLE

pour service

Personnel - Paris

Adressez C.V. et présentations sous n° 9.818 à

GENITE, 30, av. Roche, 75008 Paris, qui transmettra.

COMPTABLE

pour service

Personnel - Paris

Adressez C.V. et présentations sous n° 9.818 à

GENITE, 30, av. Roche, 75008 Paris, qui transmettra.

COMPTABLE

pour service

Personnel - Paris

Adressez C.V. et présentations sous n° 9.818 à

GENITE, 30, av. Roche, 75008 Paris, qui transmettra.

COMPTABLE

pour service

Personnel - Paris

Adressez C.V. et présentations sous n° 9.818 à

GENITE, 30, av. Roche, 75008 Paris, qui transmettra.

COMPTABLE

pour service

Personnel - Paris

Adressez C.V. et présentations sous n° 9.818 à

GENITE, 30, av. Roche, 75008 Paris, qui transmettra.

COMPTABLE

pour service

Personnel - Paris

Adressez C.V. et présentations sous n° 9.818 à

GENITE, 30, av. Roche, 75008 Paris, qui transmettra.

COMPTABLE

pour service

Personnel - Paris

Adressez C.V. et présentations sous n° 9.818 à

GENITE, 30, av. Roche, 75008 Paris, qui transmettra.

COMPTABLE

pour service

Personnel - Paris

Adressez C.V. et présentations sous n° 9.818 à

GENITE, 30, av. Roche, 75008 Paris, qui transmettra.

COMPTABLE

pour service

Personnel - Paris

Adressez C.V. et présentations sous n° 9.818 à

GENITE, 30, av. Roche, 75008 Paris, qui transmettra.

COMPTABLE

pour service

Personnel - Paris

Adressez C.V. et présentations sous n° 9.818 à

GENITE, 30, av. Roche, 75008 Paris, qui transmettra.

COMPTABLE

pour service

Personnel - Paris

Adressez C.V. et présentations sous n° 9.818 à

GENITE, 30, av. Roche, 75008 Paris, qui transmettra.

COMPTABLE

pour service

Personnel - Paris

Adressez C.V. et présentations sous n° 9.818 à

GENITE, 30, av. Roche, 75008 Paris, qui transmettra.

COMPTABLE

pour service

Personnel - Paris

Adressez C.V. et présentations sous n° 9.818 à

GENITE, 30, av. Roche, 75008 Paris, qui transmettra.

COMPTABLE

pour service

Personnel - Paris

Adressez C.V. et présentations sous n° 9.818 à

GENITE, 30, av. Roche, 75008 Paris, qui transmettra.

COMPTABLE

pour service

Personnel - Paris

Adressez C.V. et présentations sous n° 9.818 à

GENITE, 30, av. Roche, 75008 Paris, qui transmettra.

COMPTABLE

pour service

Personnel - Paris

Adressez C.V. et présentations sous n° 9.818 à

GENITE, 30, av. Roche, 75008 Paris, qui transmettra.

COMPTABLE

pour service

Personnel - Paris

Adressez C.V. et présentations sous n° 9.818 à

GENITE, 30, av. Roche, 75008 Paris, qui transmettra.

COMPTABLE

pour service

Personnel - Paris

Adressez C.V. et présentations sous n° 9.818 à

GENITE, 30, av. Roche, 75008 Paris, qui transmettra.

COMPTABLE

pour service

Personnel - Paris

Adressez C.V. et présentations sous n° 9.818 à

GENITE, 30, av. Roche, 75008 Paris, qui transmettra.

COMPTABLE

pour service

Personnel - Paris

Adressez C.V. et présentations sous n° 9.818 à

GENITE, 30, av. Roche, 75008 Paris, qui transmettra.

COMPTABLE

pour service

Personnel - Paris

Adressez C.V. et présentations sous n° 9.818 à

GENITE, 30, av. Roche, 75008 Paris, qui transmettra.

COMPTABLE

pour service

Personnel - Paris

Adressez C.V. et présentations sous n° 9.818 à

GENITE, 30, av. Roche, 75008 Paris, qui transmettra.

COMPTABLE

pour service

Personnel - Paris

Adressez C.V. et présentations sous n° 9.818 à

GENITE, 30, av. Roche, 75008 Paris, qui transmettra.

COMPTABLE

pour service

Personnel - Paris

Adressez C.V. et présentations sous n° 9.818 à

GENITE, 30, av. Roche, 75008 Paris, qui transmettra.

COMPTABLE

pour service

Personnel - Paris

Adressez C.V. et présentations sous n° 9.818 à

GENITE, 30, av. Roche, 75008 Paris, qui transmettra.

COMPTABLE

pour service

Personnel - Paris

Adressez C.V. et présentations sous n° 9.818 à

GENITE, 30, av. Roche, 75008 Paris, qui transmettra.

COMPTABLE

pour service

Personnel - Paris

Adressez C.V. et présentations sous n° 9.818 à

GENITE, 30, av. Roche, 75008 Paris, qui transmettra.

COMPTABLE

pour service

Personnel - Paris

Adressez C.V. et présentations sous n° 9.818 à

GENITE, 30, av. Roche, 75008 Paris, qui transmettra.

COMPTABLE

pour

85 9
+ 516
886
1
86 9

Je Vis 150

3 NOUVEAUX GRANDS HOTELS: FRANTEL LYON, FRANTEL MARSEILLE ET FRANTEL PARIS.



FRANTEL LYON
A DEUX PAS
DU PARC DE LA TÊTE D'OR
PART-DIEU NORD
129, RUE SERVIENT
B.P. 113 69402 LYON
CEDEX 3 - TÉL.: (78) 62.94.12

FRANTEL MARSEILLE
A DEUX PAS
DE LA CANEBIÈRE
CENTRE BOURSE
RUE NEUVE SAINT-MARTIN
13001 MARSEILLE
TÉL.: (91) 91.91.29

**FRANTEL
WINDSOR PARIS**
A DEUX PAS
DES CHAMPS-ÉLYSÉES
14, RUE BEAUJON
75008 PARIS
TÉL.: 227.73.00

frantel

Des hôtels au cœur des villes.

RÉSERVATIONS CENTRALES: TÉL. PARIS (1) 828.88.00 - LYON (78) 62.94.12 - MARSEILLE (91) 91.91.29
BESANCON - BORDEAUX - CIERMONT-FERRAND - DUNKERQUE - FOS-SUR-MER - GRANDE-MOTTE-LIMOGES - LYON - MACON - MARSEILLE - METZ - MONTPELLIER - MULHOUSE - NANCY
NANTES - NICE - PARIS - PARIS ORLY - REIMS - RENNES - ROUEN - ST-ETIENNE - TOULON - TOULOUSE - GUADELOUPE - MARTINIQUE

PRÉPAREZ LE DIPLOME D'ÉTAT D'EXPERT COMPTABLE
Aucun diplôme exigé
Aucune limite d'âge
Demandez le nouveau guide
États 1977-1978
ÉCOLE PRÉPARATOIRE
D'ADMINISTRATION
École privée fondée en 1873
soumise au contrôle pédagogique
de l'État
4, rue des Petits-Champs,
75005 PARIS — CEDEX 02
Tél. : 236-25-15

IMMENSE GARDE-MEUBLES BAILLY
148, AV. DU MAINE
75014 PARIS
567.43.00

votre vue

mérite mieux que des lunettes simplement "à la mode"

Si vous n'avez aucun problème de vision vous pouvez vous permettre de porter n'importe quel type de lunettes. Vous les garderez le temps d'une saison, d'un caprice, d'une mode... Mais si votre vue impose que vous portiez des verres correcteurs, attention ! Certaines montures que vous trouvez originales peuvent ne pas convenir à tous les types de correction. Seul un opticien conseil peut orienter votre choix en fonction de votre cas particulier.

LEROY a sélectionné pour vous une gamme de plus de 700 modèles, parmi lesquels, aidé d'un spécialiste, vous choisirez celui qui convient le mieux à votre personnalité et... à votre vue. De plus, vous pourrez faire exécuter votre ordonnance avec les fameux verres STUDIO 78 à vision totale, une exclusivité LEROY.



LEROY

L'opticien de Paris
104 Champs Élysées

(4*) 11 bd du Palais
(5*) 27 bd Saint-Michel
(6*) 147 rue de Rennes
(9*) 18 bd Haussmann
(11*) 127 fg Saint-Antoine
(12*) 158 rue de Lyon
(17*) 5 place de Rennes
(18*) 30 bd Barbès

ÉQUIPEMENT

Un entretien avec M. Norbert Ségard

(Suite de la première page.)

Si nous étions une entreprise privée uniquement préoccupée de rentabilité, nous supprimerions un bon tiers des 17200 bureaux de poste et des 66000 tournées quotidiennes des préposés. Or, depuis trois ans, nous n'avons pas fermé un seul bureau de poste parce que nous considérons que tous les Français doivent pouvoir avoir accès aux mêmes services.

Le maintien et le renforcement du service public ne sont nullement incompatibles avec la recherche d'une meilleure rentabilité. Je préfère d'ailleurs parler d'un meilleur équilibre. Pour ce faire, il faut que la gestion des services soit claire : ils ne doivent pas avoir à supporter de charges anormales pesant sur le fonctionnement de l'exploitation. Exemple : les chèques postaux. S'il y a des contraintes extérieures résultant du service public, elles doivent, à mon avis, faire l'objet d'une compensation de la part du budget général de l'État. Exemple : la presse. S'il y a des contraintes intérieures à l'administration des P.T.T., la solution doit être recherchée par la voie tarifaire, par l'intermédiaire d'un régime d'indemnité de la part du budget général de l'État. Exemple : la presse. S'il y a des contraintes intérieures à l'administration des P.T.T., la solution doit être recherchée par la voie tarifaire, par l'intermédiaire d'un régime d'indemnité de la part du budget général de l'État.

C'est vrai aux télécommunications, qui vont avoir à faire face à une demande de plus en plus forte et de plus en plus diversifiée, compte tenu des progrès de la technique et de l'électrification. C'est vrai aussi à la poste : la création de bureaux de poste polyvalents où l'usager trouve les services traditionnels, mais aussi des services financiers ou de nouveaux services

comme ceux de l'Agence nationale pour l'emploi, va dans le bon sens, car elle permet de mieux utiliser des équipements existants et de permettre au personnel de mieux répondre aux aspirations du public.

● Pourquoi supprimez-vous certains services des P.T.T. ?

On nous accuse en effet d'abandonner le service public lorsque nous supprimons la tournée postale de l'après-midi dans les villes de moins de 50 000 habitants. Mais il ne s'agit nullement de la suppression d'un service public ! En fait, que se passe-t-il ? Grâce aux progrès réalisés en

matière de transport du courrier, grâce aux nombreux moyens mis en œuvre, qu'il s'agisse de transport routier, ferroviaire ou aérien, la quasi-totalité du courrier peut parvenir à destination assez tôt le matin pour être mis en distribution aussitôt. Le maintien général d'une deuxième distribution l'après-midi serait donc inutile et coûteux pour tous. J'ajoute que, grâce à la motorisation, le préposé peut distribuer en une seule fois aujourd'hui plus facilement qu'autrefois, ce qu'il distribuait en deux tournées. Nous aurions gagné l'argent public en maintenant cette deuxième distribution. Pour moi, gestion saine et service public vont de pair.

tera, selon toute vraisemblance, une stagnation des besoins de raccordement. Il serait stupide d'engager maintenant, et pour toute leur vie des fonctionnaires qui ne seraient plus utiles dans quelques années. Nous recruterons donc 40 000 agents des télécommunications en cinq ans — ce qui est considérable — et nous maintiendrons un certain volant de sous-traitance sous notre contrôle, pour être en mesure de faire face aux à-coups de la demande.

Cela dit, certaines activités peu rentables doivent être conservées, voire même développées, lorsqu'elles correspondent à un besoin indéniable. Il faut alors chercher à en améliorer le fonctionnement et veiller à ce que l'équilibre financier soit assuré, l'équilibre devenant alors un équilibre global. Ce sont les abonnés des zones urbaines qui paient les extensions téléphoniques en zone rurale. Ce sont les usagers du téléphone qui supportent le déficit du télégraphe ou du service pneumatique. L'application d'une super-priorité aux personnes âgées de plus de quatre-vingts ans va également coûter de l'argent car celles-ci téléphonent moins à cela s'ajoutant le fait que la réalisation de leur ligne sera souvent coûteuse lorsqu'il s'agira de personnes isolées dans les campagnes.

Tous ces exemples prouvent que les P.T.T. demeurent, plus et mieux que jamais, un service public.

Le répondeur automatique est maintenant au point

Même chose pour la suppression du service des abonnés absents : avec dix millions d'abonnés au téléphone (et bientôt vingt), il n'est plus possible d'assurer ce service à l'aide d'opérateurs. Une mécanisation s'imposait. C'est la raison du phénomène de masse que devient le téléphone. Le répondeur automatique est maintenant tout à fait au point pour satisfaire le besoin des clients.

Je voudrais aussi faire justice de certaines critiques. On nous dit parfois : « Vous privilégiez les gros utilisateurs de la poste et du téléphone. » Il est exact que nous consentons aux gros dépensés, comme par exemple les entreprises de vente par correspondance (V.P.C.), des conditions particulières. Mais cela répond en fait à la compensation de services assurés par ces entreprises (règlement, encaissement, codification, normalisation) et qui facilitent largement le travail de la Poste. Les tarifs pratiques doivent, par ailleurs, rester concurrentiels, car il ne faut pas oublier que le monopole ne couvre pas ce genre de trafic. Mais il faut bien remar-

quer aussi que ce n'est plus un trafic défectueux et il est bien prévu que les tarifs augmenteront régulièrement pour, en tout état de cause, s'ajuster en permanence à l'évolution des coûts.

Quant au développement de la sous-traitance, notamment dans les services des lignes, les syndicats soutiennent qu'il constitue une atteinte au service public. Nous allons répondre, en 1978, un million huit cent mille nouveaux abonnés. Ulérieurement, lorsque les demandes en retard auront été satisfaites, on constata-

Les conversations au téléphone deviennent plus « confortables »

● Quelles mesures allez-vous prendre pour répondre aux critiques des usagers qui se plaignent des lenteurs et des disparités du courrier comme des erreurs contenues dans les facturations téléphoniques ?

J'avais chargé un groupe de travail P.T.T.-usagers des télécommunications de me remettre des propositions destinées à améliorer le service rendu au public. Son rapport m'a été remis au mois de juillet. J'en ai tiré un certain nombre de conclusions.

C'est ainsi que nous offrirons aux utilisateurs une facturation détaillée de leur consommation téléphonique. Ce nouveau service nous fournira exclusivement à ceux qui en feront la demande. Il sera payant puisqu'il correspond à une prestation onéreuse pour nous. Il concernera les communications téléphoniques, les communications locales, à l'exclusion des communications locales. Nous proposerons ces notes détaillées, avant la fin de l'année 1978, aux abonnés raccordés à des communications électroniques et, à partir de 1980, aux abonnés desservis par les centraux électromécaniques. Nous allons lancer très prochainement un appel d'offres pour obtenir les matériels adaptés à ce dernier type de centraux.

Depuis le 5 octobre, j'ai décidé de créer un « transfert d'abonnement différé » et à la demande. Jusqu'à présent l'abonné qui ne souhaitait pas faire transférer son téléphone s'en était tenu à son choix entre le paiement de la redevance mensuelle jusqu'à ce qu'il décide de bénéficier à nouveau du téléphone et la résiliation pure et simple de son abonnement. Ce n'était pas juste. Désormais, il aura la faculté de demander une suspension gratuite de son abonnement pendant cinq ans et il paiera uniquement la taxe de transfert, qui s'élève à 300 F.

Tous les usagers constatent une nette amélioration de la qualité du service téléphonique. Les communications sont plus faciles à obtenir et les conversations deviennent plus « confortables ». Car la qualité est un sous-produit de la quantité et de l'effort systématique qui est fait pour moderniser et renforcer notre réseau.

Nous investirons, l'an prochain, 28,7 milliards de francs dans les télécommunications. Nous installerons 15 000 cabines publiques au lieu de 11 000 en 1977 et 6 400 en 1978. Nous construirons 214 000 lignes longues en zone rurale au lieu de 184 000 cette année et 133 000 en 1978. À partir du deuxième semestre de 1978, les télécommunications n'installeront plus un seul central électromécanique. Ce sera le début de l'ère de la communication électronique.

Du côté de la poste, je peux affirmer que ce ne marche pas si mal qu'on le dit parfois. Le courrier national est distribué à 80 % le lendemain de son envoi et pour 18 % le surlendemain. Cela est le résultat d'efforts importants d'investissement et d'organisation qui ont été réalisés pour améliorer, suivant la priorité que j'ai fixée en 1977, la qualité du service postal et avant tout la régularité des acheminements. Cet effort sera poursuivi. En ce qui concerne le courrier intrarégional, 89 % parvient à son destinataire deux jours au plus tard après avoir été expédié.

En 1978, nous consacrerons 1,5 milliard de francs d'autorisations de programme à la poste, ce qui nous permettra notamment de porter à dix-huit le

nombre des centres de tri automatisés (870 millions de francs) et de rénover cent établissements postaux (300 millions de francs).

Reste le problème de la sécurité des correspondances. Quand je vois la préséance de certaines boîtes aux lettres où le préposé dépose le courrier, je ne peux m'empêcher de penser que certains vols disparaîtraient si elles étaient plus vastes, plus solides et mieux situées. Je n'ai pas les moyens de contraindre tous les usagers à s'équiper correctement, mais des mesures réglementaires sont actuellement préparées pour que les immeubles neufs, en tout cas, soient équipés de boîtes répondant à des normes bien précises de dimension et de sécurité.

● Les postiers trouvent que le gouvernement se désintéresse d'eux. Les agents des télécommunications s'insurgent des lenteurs administratives et des freins budgétaires opposés à leur dynamisme. Que comptez-vous faire pour rassurer les uns et les autres tout en préservant l'unité des P.T.T. ?

Je me rends toutes les semaines dans nos établissements régionaux. Je reçois fréquemment les syndicats et je peux vous assurer qu'à travers ces contacts je ne ressens pas ces états d'âme.

Certes, des problèmes se posent et on me parle souvent de l'insécurité des effectifs. Dois-je rappeler que, en 1978, nous recrutons 1 600 emplois nouveaux au lieu de 9 000 en 1975 et 4 000 en 1973 ?

Dois-je rappeler que le budget des P.T.T. sera, en 1978, le premier budget civil de l'État et que nous déposerons au total, pour la poste et les télécommunications, près de 75 milliards de francs ?

Grâce à la priorité qui a été accordée par le Vlll. Plus aux programmes de la poste et des télécommunications, je crois vraiment que les « deux branches » d'activité qui composent les P.T.T. bénéficieront maintenant de l'ensemble des moyens nécessaires pour se développer et se moderniser.

Je constate aussi que le malaise ressenti dans certains bureaux de poste de qualité médiocre disparaît lorsque les locaux sont rénovés. Je note que les postiers sont satisfaits de l'automatisation des centres de tri. Ceux qui y travaillent ne voudraient pas revenir au tri manuel traditionnel.

En outre, toute l'administration postale est fière de voir créer, grâce à elle, une industrie postale — machines de tri, d'indexation, terminaux de guichets, distributeurs automatiques, etc. — de très haut niveau, qui enregistrera bientôt d'excellents résultats à l'exportation.

Le gouvernement ne se soucie pas moins de la poste que du téléphone. Le président de la République lui-même me questionne souvent sur le fonctionnement des services postaux. Il a été séduit par notre expérience, bureaux de poste polyvalents et par les premiers résultats de la modernisation entreprise.

Quant à l'unité des P.T.T., j'ai la ferme intention de la maintenir tout en tenant compte des problèmes spécifiques de chacune des branches : c'est ce que j'appelle l'unité intelligente. Et je peux vous assurer qu'aucun groupe de réflexion ne travaillera sur une séparation des postes et des télécommunications.

Propos recueillis par ALAIN FAUJAS.

3 mois de pétrole en réserve.
Cet hiver, vous pourrez nous critiquer au chaud.

France-Isolation
4 RUE OSCAR ROTY, 75015 PARIS - TEL. : 533.62.22

économisez l'énergie
supprimez les courants d'air !
(et le bruit pour le plaisir...)

Nous avons mis au point un procédé permettant la réalisation de survitrages, ouvrants, adaptables à toutes fenêtres, qui vous fera réaliser de grandes économies.

BON POUR L'ENVOI D'UNE DOCUMENTATION

Nom _____ Prénom _____
No _____ Rue _____
Tél. _____
Code postal _____ Ville _____

PARLEZ "ETRANGER" A 4 OU 5.

Choisissez vous-même votre heure de 8 h à 21 h et dialoguez à 4 ou 5 avec le professeur Berlitz dans la langue que vous avez choisie d'apprendre. C'est simple et efficace. Demandez le calendrier des stages à : Opéra : 742.13.39 - Nation : 346.12.65 - Pantin : 633.98.77 - Puteaux : 772.18.16 - Boulogne : 609.15.10 - St-Germain-en-Laye : 973.75.00 - Versailles : 950.08.70.

"STAGE CLUB" BERLITZ
Service traduction — Organisme privé

1 MILLION DE LITRES DE PÉTROLE
5 MILLIONS DE LITRES DE PÉTROLE

Compagnies Pétrolières de l'énergie à votre service.

مركز الاتصال

EQUIPEMENT

TRANSPORTS

L'administration Carter souhaite une libéralisation des règlements de l'aviation civile internationale

Mécontent des termes de l'accord anglo-américain signé en juin dernier aux Bermudes, le gouvernement américain entend actuellement un effort important pour dénouer les accords bilatéraux concernant l'aviation civile qu'il négocie avec divers pays de toute clause restrictive. Le président Carter veut de donner aux ministres de la justice des affaires étrangères et des transports, des instructions très précises dans ce sens : « Les futurs accords, leur a-t-il dit, doivent permettre aux charters d'étendre et de libéraliser leurs opérations. » L'administration Carter s'engage donc résolument sur la voie de la compétition dans le

domaine de l'aviation civile internationale. La réduction des prix enregistrés récemment dans les vols transatlantiques ne suffit pas à rassurer la Maison Blanche.

C'est donc avec la dernière vigueur que les négociateurs américains insistent, au cours des négociations bilatérales, pour que les charters puissent opérer en toute liberté. La Belgique, par exemple, a obtenu, récemment, le droit pour Sabena d'effectuer une liaison Bruxelles-Atlanta, en échange des mesures qu'elle a prises pour libéraliser les services charters sur l'Atlantique nord.

Panam et T.W.A. : Concorde ne nous intimide pas

New-York. — La venue de Concorde à New-York a-t-elle de quoi inquiéter les compagnies américaines ? Doivent-elles regretter de ne pas s'être lancées dans l'aventure supersonique ? Elles se féliciteraient plutôt du contraire. L'aviation franco-britannique ne les intimide pas, au moins l'assurent-elles. A les croire, leur clientèle ne les trahira pas.

Les compagnies américaines furent les premières — en 1963 — à vouloir Concorde, les premières aussi — en 1973 — à y renoncer. Air France et British Airways se sont finalement retrouvées, seules, pour défendre son admission aux Etats-Unis. « Le fait que nous ayons pris sept options ne témoigne nullement de notre foi en l'appareil supersonique », explique M. Stanley Gerwitz, vice-président de Pan Am ; « Nous cherchions simplement à préserver l'avenir. » M. Neil Eifman, vice-président de T.W.A., partage ce sentiment : « Cela ne nous engageait à rien de prendre six options sur un avion qui n'existait alors que sur le papier. »

Cet avion, ses promoteurs en vantaient la rentabilité. La crise de l'énergie modifiant de fond en comble les données du problème, Concorde devenait une mauvaise affaire. « Il ne faut donc pas nous accuser d'incertitude de marche », dit la parole donnée », se défend M. Eifman.

Aujourd'hui plus que jamais, T.W.A. et Pan Am, concurrents d'Air France et de British Airways sur l'Atlantique Nord, campent sur leurs positions ; elles ne veulent pas entendre parler de Concorde. « Nous n'en avons aucune utilisation sous quelque forme que ce soit », affirme M. Gerwitz. Si on nous soumettait un projet de location de Concorde, nous l'examinerions avec la plus extrême circonspection. »

Pour M. Eifman, « ce qui compte, ce n'est pas d'acheter une Concorde, c'est de la faire voler ». D'après lui, l'appareil franco-britannique consomme trois fois plus de carburant par passager qu'un Boeing-747. Dans ces conditions, pourquoi la compagnie américaine Braniff International a-t-elle passé un accord avec Air France et British Airways pour exploiter cet appareil supersonique entre Washington et Dallas ? « Elle cherchait simplement, par ce biais-là, à se placer sur le marché de l'Atlantique Nord », précise le vice-président de T.W.A.

La décision fédérale d'autoriser Concorde à desservir treize villes américaines sera inopérante aux

De notre envoyé spécial

yeux de Pan Am et de T.W.A. D'une part, la majorité des autorités locales concernées sont hostiles à la venue de l'avion franco-britannique pour des raisons écologiques. D'autre part, celui-ci serait obligé de voler à vitesse subsonique au-dessus des Etats-Unis. « A cette allure, il serait horriblement coûteux à exploiter », estime M. Eifman. Au demeurant, Air France et British Airways n'ont pas assez d'appareils pour assurer autant de services », constate M. Gerwitz. Quel qu'elles pensent de Concorde, les compagnies américaines nient catégoriquement s'être battues en coulisses pour en retarder l'atterrissage aux Etats-Unis. « Nous avons dit et répété que le ciel appartient à tout le monde », insiste le vice-président de T.W.A. « Nous avons toujours soutenu qu'un appareil d'une technologie aussi avancée devait desservir New-York », renchérit le vice-président de Pan Am.

Pan Am et T.W.A. ont-elles eu à souffrir de la concurrence de Concorde depuis qu'il dessert Washington ? Les deux compagnies américaines affirment ne s'être aperçues de presque rien. « Le nombre de nos passagers de première classe a continué d'augmenter, mais à un rythme peut-être un peu moins soutenu », remarque M. Gerwitz. « Lorsque Air France et British Airways ont mis en ligne leur avion supersonique, elles ont supprimé plusieurs vols subsoniques », nous avons alors récupéré une partie de leur clientèle », assure M. Eifman.

Le ciel pour tous

L'atterrissage de Concorde à New-York risque d'envenimer plus sérieusement les positions de Pan Am et de T.W.A. qui, selon les experts, perdrait chacune quelques millions de dollars de recettes par an. Les deux transporteurs américains attendent qu'un certain nombre de passagers de première classe leur fassent compagnie, mais ils se refusent à divulguer leurs estimations. « De toute façon, le trafic de première classe ne représente, sur l'Atlantique nord, que 6 % du trafic total », note M. Eifman. Il ne nous assure que 14 % du revenu de l'ensemble de nos lignes internationales. »

Les compagnies américaines affirment une grande sérénité : Concorde n'est pas un loup-garou. Il leur paraît donc inutile de monter une riposte contre un avion plutôt inoffensif. « Le confort du Boeing-747 est indéniable, soutient

le vice-président de Pan Am. De son côté, T.W.A. se vante d'avoir le meilleur service de première classe qui soit. »

Pour faire mieux à Concorde, Pan Am et T.W.A. misent sur le Boeing-747 SP, à très long rayon d'action. « Un appareil de ce genre qui décollerait de Tokyo en même temps que son concurrent supersonique atterrirait à New-York avant ce dernier, contrairement à ce que l'on a dit », souligne M. Gerwitz.

Nul doute qu'il y ait un jour un marché pour un avion supersonique silencieux et économique en carburant. Dans la conjoncture présente, le vice-président de Pan Am ne croit pas la chose possible « avant dix ans ». Selon le vice-président de T.W.A., la question ne sera pas d'actualité « avant un quart de siècle ». Pour l'heure, le « train du ciel » de Freddie Laker préoccupe davantage des compagnies américaines que les Concorde d'Air France et de British Airways. « La cause de l'appareil supersonique est entendue », lance M. Eifman. Le skytrain, ça c'est une autre histoire... »

JACQUES DE BARRIN.

PÊCHE

Les Neuf campent sur leurs désaccords

De notre correspondant

Luxembourg (Communauté européenne). — Aucun progrès n'a été fait à la réunion que le conseil des ministres des Neuf a consacré le lundi 24 octobre et le mardi 25 à Luxembourg à l'organisation de la pêche. Le roi a communiqué de la pêche. En fait, sous prétexte que les propositions de la Commission étaient trop récentes, il n'y a même pas eu de débat sérieux. Les ministres ont pris un nouveau rendez-vous pour les 8 et 7 décembre.

M. Slikin, le ministre britannique, s'est contenté de répéter, sans laisser entendre d'ouverture, les arguments connus. Les positions de la commission sur la répartition entre les Etats membres des ressources disponibles reviennent, a-t-il souligné, à allouer aux Britanniques 22 des prises, alors que les fonds qui entourent le Royaume-Uni fournissent 60 % des poissons susceptibles d'être pêchés dans les 200 milles marins communs. Cet écart est trop important. Par ailleurs, il faut tenir

compte du fait que les Britanniques ont plus que quiconque été pénalisés par les restrictions décrites par des pays tiers comme la Norvège et l'Islande.

Pour sortir de l'impasse, il faudra trouver un compromis entre les pays fournisseurs de poissons (le Royaume-Uni et l'Islande) et les consommateurs (les Français, dont 80 % des capotages et irlandaises, sont à l'évidence conscients qu'il faudra aller plus loin dans le sens voulu par les Anglais que ne le propose la commission. Mais cet effort, ils ne sont pas prêts à l'accomplir en termes de limites géographiques : à cet égard, ils ont particulièrement opposés à la reconnaissance d'une « zone préférentielle » réservée aux pêcheurs nationaux entre 12 et 50 milles.

Un débat de quatre heures sur le règlement de la pêche au hareng a été d'autant plus révélateur des conflits d'intérêts entre Etats membres. Pour remédier aux ravages d'une pêche trop intensive, pratiquée les années passées, le comité de la pêche a décidé de proroger du 31 octobre jusqu'à la fin de l'année l'interdiction de la pêche au hareng.

PHILIPPE LEMAITRE.

RÉGIONS

Nord-Pas-de-Calais

Boulogne-sur-Mer vend ses chulutiers et perd ses emplois

De notre correspondant

Lille. — Quelle est loin l'époque où les brumes de la Toussaint annonçaient l'arrivée du « hareng roi », à Boulogne-sur-Mer ! Les productions de la pêche se sont diversifiées, mais aussi raréfiées en raison d'un « labourage » intensif des fonds et d'une concurrence internationale très dure sur la Manche et dans la mer du Nord.

Le premier port de pêche de France garde son titre par le tonnage de poisson débarqué, mais ses pêcheurs ne peuvent plus seuls assurer sa prospérité, et les espoirs placés dans la création d'un grand centre de séchage ne s'inscrivent pas encore dans la réalité économique. Or, en ce moment, Boulogne-sur-Mer traverse une période très critique qui touche plusieurs secteurs d'activité. Plus d'un demi-millier de licenciements sont d'ores et déjà annoncés, et des manifestations ont été organisées dans la ville ce mercredi à l'appel des syndicats, des partis de gauche et de la municipalité, dirigée par M. Lengagne (P.S.).

Les artisans paralysés

Dans la pêche artisanale, on vient d'enregistrer deux dépôts de bilan. Mais, plus dramatique encore apparaît la vente de deux grands chulutiers de la pêche industrielle, l'Emile-Joseph (774 tonnes) et la Vierge-Marie (600 tonnes) à des conchyliculteurs. La société d'armement Manesse et Sénéchal, qui en était propriétaire, doit en même temps se priver de deux de ses équipages (quarante-quatre personnes). La nouvelle réglementation internationale vient encore ajouter aux difficultés. La limitation des possibilités de pêche dans la Manche et la mer du Nord, l'insécurité de quotas, menacent la production. Les artisans pêcheurs sont même paralysés et ne peu-

vent aller cette fois au rendez-vous traditionnel du hareng. Si aucune autorisation ne leur est rapidement accordée, c'est leur saison tout entière qui sera compromise, et l'on connaîtra encore de nouveaux dépôts de bilan.

A cette crise s'ajoutent deux événements récents qui ont eu un grand retentissement dans une zone où les demandeurs d'emploi sont actuellement au nombre de quatre mille quatre cents. La sidérurgie boulognaise, spécialisée dans le ferromanganèse, est frappée elle aussi. Les Acieries Paris-Outreau (APO) viennent d'annoncer l'arrêt de deux hauts fourneaux, ce qui met en cause l'emploi de quatre cent vingt personnes. Même si des formules de reclassement ou de préretraite sont envisagées, quelque deux cent cinquante ouvriers et employés seront licenciés à la fin du mois de novembre.

Le ralentissement de l'activité des APO risque d'avoir aussi des conséquences sur l'activité portuaire. En effet, en 1976, on avait importé 570 000 tonnes de minerai de manganèse en provenance d'Afrique, et les deux tiers de la production de l'ensemble des usines, qui occupaient deux mille huit cents personnes, étaient exportés.

Enfin, autre mauvaise nouvelle, la société Molnycke, qui fabrique des couches pour bébé et des articles d'hygiène, vient d'annoncer qu'elle ferme ses portes le 25 novembre prochain : deux cent quarante personnes, notamment des femmes, vont de ce fait se trouver sans emploi. Cette usine suédoise s'était installée dans la zone industrielle de La Liane en 1970, mais elle n'a jamais trouvé les débouchés suffisants pour prospérer. Elle avait d'ailleurs été reprise par la société Svenska-Celulosa.

GEORGES SUEUR.

Auvergne

● Le plus grand parc français. — Après l'agrément du ministre de la culture et de l'environnement, le 5 août dernier, la charte constitutive du parc naturel régional des volcans d'Auvergne vient de recevoir l'aval du conseil régional d'Auvergne. Le parc naturel régional des volcans d'Auvergne, qui couvre 285 000 hectares (cent cinq communes), est le plus grand parc naturel régional français.

FRANCHE-COMTE

● Une charge culturelle. Le conseil régional de Franche-Comté a adopté le principe d'une charte culturelle régionale à signer avec l'Etat. Cette charte vise à développer les actions déjà engagées à l'égard des habitudes culturelles propres à la région, notamment dans le domaine de la musique et de la protection du patrimoine architectural (Corresp.).

ILE-DE-FRANCE

● R.A.T.P. : nouveaux trains à partir de 1978. — Des rames de métro d'un modèle nouveau vont progressivement être mises en service à partir de 1978. Il s'agit du MF-77 (matériel fer 1977). Ces nouvelles voitures sont plus vastes et plus confortables : les banquettes sont remplacées par des sièges individuels.

Les premières voitures de ce modèle apparaîtront au cours du premier trimestre de 1978, sur la ligne n° 13 (Saint-Denis-Bastille-Châteaillon-Montreuil), puis sur les lignes n° 7 (maître d'Ivry-Porte de La Villette) et 8 (Gare d'Orléans).

NORD-PAS-DE-CALAIS

● La chambre des métiers du Nord vient de décider de ne plus participer à la commission départementale d'urbanisme commercial. Elle estime que l'expérience de quelques années de fonctionnement de cette commission prévue par la loi Royer a montré qu'en aucune manière les artisans ne peuvent y jouer un rôle.

PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR

● Palais de la Méditerranée : nouvelle demande d'autorisation. — Jean Buech, le nouveau président-directeur général du Palais de la Méditerranée de Nice, a demandé le 24 octobre, au ministre de l'Intérieur, une prorogation de deux mois de l'autorisation des jeux venant à expiration le 31 octobre prochain.

La requête formulée par M. Buech, membre du groupe Fratoni qui contrôle depuis le 1er juillet dernier le Palais de la Méditerranée à la suite de la mise en minorité de Mme Renée Leroux par son conseil d'administration, permettra, si elle est acceptée, de continuer l'exploitation du casino.

MEL

ADMINISTRATIVE MANAGER

240/270.000 F
+ avantages
Lagos (Nigérie)

Un groupe industriel français spécialisé dans la construction et l'installation d'unités complètes pour la recherche, la production, le stockage, le transport, le raffinage du pétrole et la pétrochimie, emploie près de 5.000 personnes (CA 1976 consolidé : 1.200 millions de F). Le groupe recherche un Administratif Manager de 500 millions de F). Sous l'autorité directe du général manager, le titulaire sera responsable de la gestion administrative et financière de la société (CA 70 millions de F). Il prendra en charge les comptabilités générale et analytique ainsi que la paie. Il assurera les relations avec les banques, les assurances, les autorités locales. Il s'occupera des formalités administratives liées aux importations. Le candidat retenu sera âgé de 30 ans au moins et de formation comptable supérieure (niveau DECS). Il aura acquis à l'étranger, à un poste comparable, de préférence dans une région anglophone d'Afrique ou du Moyen-Orient, une expérience pratique et approfondie de la comptabilité et de la gestion financière. Engagé par la société française, il sera assuré d'une possibilité ultérieure de reclassement en France. Outre la rémunération offerte, il bénéficiera de nombreux avantages : logement gratuit, indemnité de résidence, voiture de service, voyages payés. Ecrire à P. Vinet, réf. B. 3.834.


DIRECTEUR FINANCIER

140/160.000 F
Tourisme

Une société française de tourisme exerçant ses activités aussi bien en France qu'à l'étranger exploitant une vingtaine de villages et dont l'effectif dépasse le millier de personnes recherche son directeur financier. Dépendant du directeur général, il supervisera le département comptabilité (général, analytique, paie), s'occupera de la réorganisation comptable en liaison avec un cabinet d'organisation extérieur, suivra personnellement toutes les questions fiscales, gèrera la trésorerie, effectuera les placements à court et moyen termes. Agé d'au moins 35 ans, de formation supérieure, ayant de bonnes connaissances en matière de fiscalité et de gestion de capitaux et l'expérience de la fonction comptable et financière dans son ensemble. Ecrire à V. Blanchon, réf. B. 9.258.

Pour chacun de ces postes adresser un bref curriculum vitae à Paris ou à Lyon en spécifiant bien la référence. Aucune information ne sera transmise sans autorisation préalable des candidats.
73, rue Haussmann 75008 PARIS - TEL. 209.04.33 - 11, P. A. BRIAND 69003 LYON - TEL. 78.62.08.33

Europe - Amérique Nord et Sud - Afrique - Asie - Océanie - Méditerranée et Extrême-Orient



Pierre Balmain

pierre balmain
MONSIEUR

Points de vente sur demande à : 15 Rue de la Banque 75002.

B M W

GAP

Capitales de l'automobile
DEJA LES MODELES 1978
ET LES NOUVEAUX
BERLINES 728 733
Location longue durée
à prix compétitifs

25, rue Cardinet, 75017 PARIS - T. 267.31.00

FORMATION PERMANENTE

3 JOURNÉES SUR :

L'AUDIT :
LE CONTROLE INTERNE

les 22-23-24 novembre 1977
animé par Monsieur J. KELLER

Inscriptions et renseignements :
37, rue de Châteaudun 75009 PARIS
Tél. : 285-22-14 (lignes groupées)

Maintenant votre clientèle internationale peut vous appeler de : Londres, Francfort, Genève, Amsterdam, Madrid, Zurich, Bruxelles, New York et Barcelone pour le prix d'une simple communication locale.

800

Grace au Service 800

Pour de plus amples renseignements appelez Paris 236 67 89

Royal Australian Navy

CARRIER PROJECT INVESTIGATIONS

Ship Designers are invited to register their interest in undertaking funded project investigation studies of possible aircraft carriers for the Royal Australian Navy. Interested organizations may obtain copies of the registration package from :

Chief Purchasing Officer,
Australian High Commission,
Australia House,
Strand,
London, WC2B 4LA
England

Or by telephoning 01-438 8143.

This project is subject to Australian Defence Regulations. Closing date for formal response to the registration package is 23 December, 1977.

Paris-Poitiers
en 2 h 45
à 120 km/h
de moyenne

28 OCTOBRE 1977 :
OUVERTURE DE TOURS-POITIERS

PARIS-POITIERS
DIRECTEMENT PAR L'AUTOROUTE
"L'AQUITAINE".

28 OCTOBRE 1977 :
OUVERTURE DE TOURS-POITIERS

PARIS-POITIERS
DIRECTEMENT PAR L'AUTOROUTE
"L'AQUITAINE".

28 OCTOBRE 1977 :
OUVERTURE DE TOURS-POITIERS

PARIS-POITIERS
DIRECTEMENT PAR L'AUTOROUTE
"L'AQUITAINE".

ÉCONOMIE - SOCIAL

La bataille de la technologie

II. - Stratégie américaine

par JACQUELINE GRAPIN

Son haut niveau de connaissances technologiques est l'une des principales richesses de l'Occident. Mais les pays industrialisés ne sont-ils pas en train de se faire - harakiri - en vendant à leurs concurrents d'aujourd'hui et de demain leur savoir-faire « clés en main », et parfois même « marchés en main » ? (Le Monde - du 25 octobre.) Une importante négociation internationale s'annonce sur cette question.

« Comment pourrait-on autoriser un Etat européen à utiliser une technologie d'origine américaine aux profits de pays tiers, sans autorisation préalable, alors qu'une compagnie américaine, de par la loi de son pays, doit solliciter l'autorisation de son gouvernement ? » Peu à peu, un fonctionnaire du département d'Etat à Washington se posait récemment la question. « Ainsi, comment en guise de réponse la conseiller scientifique de l'ambassade de France à Washington, même aux yeux d'un professionnel des relations gouvernementales, l'idée d'une supériorité du droit ou de l'usage international sur les législations des cinquante Etats américains ne s'impose pas. La loi américaine des lors, devrait être acceptée par toute entité désireuse de coopérer avec les Etats-Unis. Un transfert de technologie reste toujours pour le américain, et quelle que puisse en être la contrepartie, un « cadeau » dont le récipiendaire doit être reconnaissant. »

Mais qu'est-ce que la loi américaine ? Dans le cas d'un accord de coopération, M. Kissinger devant le congrès national américain de la science, de la technologie et du développement en novembre 1976, c'est d'une conception globale qui répond à des questions comme : « Quelle technologie est-elle dans notre intérêt et dans l'intérêt global de transférer ? Comment les transferts doivent-ils être accomplis pour que les pays en voie de développement en bénéficient, sans que les pays industrialisés en soient pénalisés ? Quelles devraient être les relations entre nos universités, nos entreprises et les pays demandeurs de technologie pour former leurs clients. »

Action concertée

La politique américaine, en matière de transferts de technologie comme dans beaucoup d'autres domaines, résulte d'un compromis entre l'impossibilité d'en définir une.

Pour vous et votre équipe de vente



HEINZ GOLDMANN
sera
16 Novembre 1977
à Paris
pour une journée

COMMENT CONCLURE ET OBTENIR LA COMMANDE EN 1978

Renseignements et inscriptions
HEINZ GOLDMANN
Centre International de ventes
147, avenue Paul-Doumer
92000 RUELLY-MALMAISON
Téléphone : 877.92.54

Écrit par la S.A.R.L. le Monde.
Gérants :
Jacques Favet, directeur de la publication,
Jacques Savignat.

Imprimé
du « Monde »
5, r. de l'Industrie
PARIS-IX

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.
Commission paritaire des journaux et publications : n° 5757.

Les communautés les plus créatives possible, non seulement en fonction de l'intérêt d'une seule firme, mais en fonction de tout l'équipement ?

Les réponses à ces questions n'avaient pas encore été énoncées. Le bureau de la Maison Blanche chargé des questions scientifiques, abol par le président Nixon en 1973, a été rétabli en 1976, et il a défini, sous le président Ford, des secteurs prioritaires en matière de transferts internationaux de technologie, notamment l'agriculture, l'alimentation, la santé et la météorologie.

Depuis, le pouvoir a encore changé de main, mais le souci croissant d'intégrer une nouvelle diplomatie scientifique à la politique étrangère a été confirmé par le président Carter. On le voit bien, notamment avec l'intérêt exceptionnel que porte l'administration de Washington à la préparation, en liaison avec l'Europe, de la conférence de l'ONU sur la science, la technologie et le développement, qui doit se tenir en 1978. Les représentants américains allant jusqu'à insister fermement pour que celle-ci se termine sur leur territoire à Washington, et non pas à Vienne. Alors qu'ils restent attentifs dans les réunions internationales officielles qui préparent cette conférence, les Américains multiplient aux Etats-Unis les rencontres sur le sujet, avec les chefs d'entreprise et les scientifiques intéressés. C'est pour des fonctionnaires une bonne occasion d'établir un dialogue avec les patrons, sur lesquels ils n'ont en général, guère de moyens de pression.

Observer l'évolution américaine est intéressant à un double titre pour les pays européens, en particulier pour la France, dont la politique de coopération scientifique est plutôt laxiste, puisque la simple réduction du déficit des paiements. En tant que récepteurs de technologie, les pays européens devraient tirer parti au maximum du libéralisme américain pour améliorer leur patrimoine de connaissances. En tant que pourvoyeur de technologie vis-à-vis d'autres pays moins développés, notre Vieux Monde devrait méditer les efforts nouveaux de rigueur et d'efficacité réalisés par les Etats-Unis pour définir leur ligne de conduite vis-à-vis de leurs clients.

Information Service, ont présenté des propositions. Au Congrès, le Congressional Research Service a présenté un important rapport critiquant la prise de décision au coup par coup, sans référence à un grand dessein national. Une étude récente du département d'Etat, présentée par M. Keith Glendon, sur les moyens d'intégrer la science et la politique étrangère américaine, déplore que le système actuel de fonctionnement du département d'Etat ne lui permette pas de s'assurer les services de personnes possédant un bagage technique suffisant : elle réclame des fonds spéciaux pour lancer des opérations d'incitation sur certains transferts qui seraient utiles.

Le Congrès propose, parallèlement à la Maison Blanche, des programmes bilatéraux et multilatéraux dans les domaines de la santé, de l'alimentation, des océans, de la sécurité nucléaire. Cela suppose une articulation parfaite de l'administration avec le secteur privé. Or les transferts de technologie américains sont encore, en général, pure affaire d'intérêts financiers à court terme pour des groupes privés, grands et petits. Il s'agit même, si l'on peut dire, d'une « industrie » en soi. Des sociétés comme University Patents, de Stanford (Californie), font profession de vendre les résultats des recherches des universités en laissant à celles-ci 60 % des royalties encaissées et en en gardant 40 %. D'autres entreprises cotées en Bourse, comme Patents International Affiliates Ltd, sont considérées comme des valeurs « pointues » et défendues par des cortèges d'avocats, de consultants, de financiers, de clients.

La technique plus que la science

C'est pour marier ces domaines privés et publics que le département d'Etat valorise la conférence de Nations unies en préparation. Car, contrairement à ce que croit le public, c'est moins la science pure que la « simple technique » qui constitue le patrimoine vital d'un pays à protéger et à exploiter.

La science fondamentale se transmet par les savants en fonction de leurs affinités personnelles. Ils communiquent d'ailleurs plus ou moins librement. Or ce sont les entreprises qui en font le savoir-faire, les éléments du contrôle technologique stratégique, affirmait en février 1976 la commission scientifique de défense dans son rapport sur les exportations américaines de technologie. C'est dans le domaine technique que se trouvent les véritables enjeux financiers. Or ce sont les entreprises qui en traitent le plus : d'où la nécessaire coopération entre le secteur public et le secteur privé. Il aura fallu la préparation d'une réunion internationale (dirigée finalement contre leur suprématie) pour conduire industriels et fonctionnaires américains à réaliser ensemble que les Etats-Unis sont mieux armés qu'ils ne le croient pour pratiquer une diplomatie technologique active. On peut s'attendre que celle-ci se définisse en trois volets :

1) Une ouverture plus grande pour certains échanges. — Le principe libéral de base sera plus que jamais réaffirmé, ainsi que la conviction profonde qu'une politique restrictive entraverait les échanges, freinerait l'innovation et conduirait à une sorte de nivellement mondial défavorable aux Etats-Unis. Il est d'ailleurs patent aux yeux des Américains que dans les secteurs les moins protégés (comme l'informatique ou les semi-conducteurs) que les progrès ont été les plus spectaculaires. Surtout, les Etats-Unis peuvent envisager un programme d'actions diplomatiques à base technologique pour la santé, l'alimentation ou l'agriculture dans certains pays où ils seraient des licences à bas prix ou à des conditions particulièrement favorables moyennant d'autres contreparties. Mais il est vrai que dans les milieux industriels privés, les transferts de technologie à des fins politiques soulèvent beaucoup de réticences. Les syndicats américains, en tout cas, vont dans toute implantation hors du territoire américain une cause de perte d'emploi pour le travailleur américain, et ils s'y montrent résolument hostiles.

2) Une exploitation plus systématique des transferts consentis. — Il y a plus d'argent à gagner en disséminant à bon escient la technologie qu'en la protégeant excessivement, a dit M. Kissinger aux chefs d'entreprise pour se faire entendre d'eux lorsqu'il était encore au Département d'Etat. Les inconvénients réels liés par les industriels (évasion excessive de connaissances, utilisation illégale de procédés, baisse de compétitivité et concurrence imparfaite en fait des hauts coûts de la main-d'œuvre américaine) devront donc

être clairement compensés. Les avantages attendus seront bien entendu la rentrée immédiate de devises sous forme de royalties, avec un effet favorable sur la balance des paiements, une stimulation de l'économie américaine qui comportera de plus en plus d'emplois « nobles » (innovation, management), tandis que les travaux élémentaires de production reviendront à d'autres dans la nouvelle division internationale du travail. Et l'opinion voudra aussi, bien sûr, obtenir l'ouverture de nouveaux marchés ainsi que des assurances politiques. Le rapprochement des secteurs privé et public américains dans leur réflexion sur les transferts de technologie signifie probablement qu'ils raisonneront désormais moins à court terme et plus à long terme ; moins en fonction de bénéfices immédiats (d'ailleurs souvent insuffisants pour compenser les inconvénients globaux du transfert), et plus dans la perspective d'obtenir de solides assurances pour le futur.

3) Une protection accrue du patrimoine technologique national américain. — L'Union soviétique viendra certainement couronner le tout. De nombreuses réactions en ont déjà les signes avant-coureurs. Particulièrement celles du sénateur H. Jackson, démocrate de Washington, qui conteste la possibilité d'équilibrer la perte d'avantages scientifiques ou techniques par des acquisitions économiques, politiques ou militaires, qui sont d'un autre ordre. Pour lui, le patrimoine scientifique et technique national doit être protégé en priorité, surtout à l'encontre des intérêts commerciaux.

Le fait est que la distinction entre échanges commerciaux et échanges de technologie est de plus en plus nette, avec une surveillance plus stricte pour les seconds. Le développement des échanges avec l'Union soviétique n'y est pas étranger. Les exportations de technologie vers les pays de l'Est se heurtent à une assez forte hostilité : certains y voient une des plus fâcheuses conséquences de la « détente ».

Un tiers de la récolte soviétique de betteraves est traité dans les usines importées de l'Ouest ; un tiers de la bière soviétique est produit dans les brasseries construites par des Occidentaux ; plus d'un tiers du ciment soviétique vient de cimenteries importées. L'équivalent de 5 milliards de dollars de transferts de technologie va chaque année de l'Ouest vers l'Est. Les apports de Fiat auraient fourni à l'U.R.S.S. les technologies qui ont conduit à la fabrication de véhicules blindés de transport de personnel dont l'efficacité a été reconnue au cours de la guerre de 1973 entre Israéliens et Arabes. Il semble qu'une machine à abaisser de grande précision fournie par les Etats-Unis ait rendu possible la construction par l'U.R.S.S. des têtes nucléaires multiples de ses missiles.

Prochain article :
ENTRE L'AIGLE ET L'OURS

HISTOIRE ECONOMIQUE ET SOCIALE DU MONDE

en six volumes
sous la direction de Pierre Léon

en souscription

les six volumes :
720 F au lieu de 900 F
Les tomes 1, 5 et 6 à paraître
en novembre 77 : 370 F au lieu de 450 F.
Renseignez-vous chez votre libraire
ou à défaut chez Armand Colin
103 Bd Saint-Michel 75005 Paris - tél. 329-12-19

ÉCONOMIE - SOCIAL

SIDÉRURGIE

« Un sauve-qui-peut organisé »

(Suite de la première page.)
M. Roland Jankowski, trente-deux ans, balancier P. 3 à Usinor-Thionville, résume bien cet état d'esprit : « Je suis marié, j'ai trois enfants. J'ai fait construire ici il y a sept ans avec des prêts échelonnés sur vingt ans. On m'a proposé successivement Longwy, Fos-sur-Mer et Dunkerque. Il y avait pas question de partir. J'ai donc été licencié cet été. J'ai quitté le métier. J'ai en effet eu la chance d'être embauché, en septembre, comme employé de presse au République Lorrain, à Thionville, avec un salaire à peu près équivalent. »

Les « personnes sans attaches locales »

La mutation ou le licenciement : il a bien fallu se déterminer au regard du plan de restructuration de la sidérurgie française et face aux propositions de la direction d'Usinor. On choisit qui n'a pas été offert aux travailleurs immigrés de la Moselle : ceux que le patronat a pudiquement appelés « personnes sans attaches locales » ont été purement et simplement renvoyés. Ils grossissent aujourd'hui les rangs des demandeurs d'emploi lorrains, très peu d'entre eux ayant accepté l'aide au retour. A Longwy, en revanche, les tra-

vailleurs français et étrangers ont été placés sur un pied d'égalité.
Dans le courant du printemps, les « départs volontaires » ont été fortement encouragés et, à Thionville, près de cinq cents salariés ont choisi cette porte de sortie. Ils ont regretté, dit un syndicaliste, qu'un certain nombre de jeunes camarades ne soient allés ainsi tentés. Certes, ils ont touché, en plus des indemnités, l'équivalent de deux mois de salaire et ils ont pu passer des vacances confortables. Mais, maintenant, la plupart d'entre eux sont insérés à l'agence pour l'emploi, avec des indemnités de chômage de 40 % du salaire et non à 50 % puisqu'ils n'y ont pas été licenciés. Et cela, la direction s'était bien gardée de le leur rappeler.

La liste des « départs » volontaires a été close au 30 juin. Les responsables d'Usinor ont soigneusement étudié, cas par cas, le dossier des salariés de Thionville et de Longwy, afin d'opérer, dans toute la mesure du possible, des reclassements et qualifications et à rémunération égales. Conformément à la convention sociale du 3 juin, deux propositions, au moins, ont été faites à chacun et, avant de prendre une décision, les travailleurs ont eu la possibilité d'aller sur place juger leur nouveau poste.

Les délégués syndicaux ont-ils été, comme l'affirment certains d'entre eux, « servis les premiers », afin de désamorcer une tension sociale qui est restée vive jusqu'à la fin du printemps et qui est ensuite effectivement retombée ? La direction le dément et le cas de M. François Rosso est peut-être particulier : ce délégué C.F.D.T. de Thionville a fait l'objet de quatre propositions formelles en même temps qu'il a, de la même façon, rejeté en bloc. La procédure de licenciement a été engagée contre lui, mais, le 23 septembre dernier, l'inspection du travail refusait ce licenciement. Il serait aujourd'hui question de garder M. Rosso à Usinor-Thionville.

La où le bal blesse

Quel emploi ? C'est là où le bal blesse particulièrement : les pouvoirs publics ont annoncé, rappelle M. Roger Mahaut, responsable C.G.T. à Usinor-Longwy, la création prochaine d'un millier de postes à Jeumont-Schneider et à la SPES (entreprises de matériel électro-nucléaire), pour les salariés licenciés. Mais ces offres sont-elles vraiment sérieuses ? Et, indique le délégué C.G.T. près de 8 % de la population active de la région d'Avannes-sur-Heule, chef-lieu de l'arrondissement dont dépend Longwy, sont actuellement inscrits à l'AN.P.E.

Que n'a-t-on, regrette amèrement les travailleurs de la Sambre, maintenu en activité, au moins pour encore un temps, le train de 300 d'Usinor-Longwy, dont la rentabilité était reconnue même par la direction, affirmant-ils ?

L'abandon du « merveilleux » train de 300 comme l'arrêté, à Thionville, du haut fourneau et le plus compétitif d'Europe » matérialisent, pour l'habitant comme pour l'observateur, l'impression de « sauve-qui-peut organisé » restant sur les bords de la Moselle et de la Sambre.

A Thionville, le temps de la mobilisation paraît terminé. Un certain nombre de salariés ont quitté la ville, pour aller travailler dans d'autres usines où le groupe sidérurgique est implanté. M. B. portier 33 à Longwy, dit-il à Strasbourg, je n'ai pu trouver, malgré toutes mes recherches, qu'un F. 5 à 1400 francs par mois, alors qu'il se paie 300 francs par mois pour moi. Et, le paie 150 francs.

Et puis, un certain nombre de salariés sont propriétaires de leur logement. Pour sa part, M. Jean-Marc Klein a acheté, il y a deux ans, un appartement dans l'intention de faire bâtir. Or, comme vingt-sept autres membres de la maîtrise mutée de Thionville à Longwy et devant être disponibles à tout moment pour des problèmes d'entretien et de sécurité, il vient de recevoir une lettre recommandée de la direction d'Usinor, lui enjoignant d'habiter à Longwy.

C'est parce qu'il faut obligatoirement quitter les bords de la Sambre — Dunkerque, l'unité

ADMINISTRATIONS

La mission à l'informatique est supprimée

De nouveaux changements de structures entraînent quelques remous au ministère de l'Industrie. L'informatique (politique industrielle et promotion dans les administrations) ne relève que d'un seul homme : M. Jean-Claude Pellissol, directeur de la DIELI (Direction des industries électroniques et de l'informatique). M. Jean-Claude Vissier, qui dirigeait la mission à l'informatique, est appelé à d'autres fonctions.

C'est à l'automne 1974 que le ministre de l'Industrie, M. d'Ornano, avait décidé de mettre en place une nouvelle structure administrative pour l'informatique. La délégation à l'informatique, organisme interministériel, était dissoute, ses attributions dévolues. La DIELI était chargée de suivre les aspects industriels du dossier. La direction générale de l'industrie avait la charge de la promotion de l'informatique dans les administrations. En janvier 1976, la mission à l'informatique voyait le jour officiellement. Elle contrôlait trois organismes qui avaient chacun un objectif précis :

La mission pour l'information de la société était chargée d'évaluer toutes les conséquences du phénomène ; La mission pour la promotion de l'informatique devait favoriser les ventes, notamment dans les administrations, des matériels de l'industrie nationale ; Le centre technique informatique conseillait les utilisateurs publics dans le choix de leurs produits.

Si la mission à l'informatique proprement dite est supprimée, les trois organismes qu'elle contrôlait passent dans l'orbite de M. Pellissol. Reste à savoir si leurs structures et les hommes qui les alimentent resteront en place.

Un décret émanant du premier ministre pourrait confier, dans les prochains jours à M. Pellissol les attributions d'un délégué interministériel.

Ce faisant, on recréerait en fait la défunte délégation à l'informatique.

On peut se demander si ce nouveau bouleversement des structures n'est pas la conséquence des tensions qui sont apparues ces derniers temps entre la mission à l'informatique et le cabinet du ministre au sujet de la promotion des matériels de CII-Honeywell-Bull dans

l'administration. La concentration des pouvoirs en une seule main viserait, entre autres, à relancer la diffusion des produits CII-Honeywell-Bull dans le secteur public.

J.-M. Q.

EMPLOI

MONTEFIBRE : la direction a présenté un troisième plan.

(De notre correspondant.)

Epinal. — La direction de l'usine Montefibre France et l'intersyndicale (C.G.C., C.F.D.T., C.G.T.) se sont à nouveau rencontrées mardi 25 octobre à la mairie de Saint-Nabord, en présence du directeur et de l'inspecteur du travail. La direction a présenté à cette occasion un troisième « plan de sauvetage », qui prévoit le maintien du contrat de travail pour sept cent vingt-cinq personnes travaillant quarante heures par semaine, les autres salariés retrouvant progressivement leur travail avec la remise en marche échelonnée de toutes les installations.

L'intersyndicale refuse ce nouveau plan, « qui contient tous les germes d'une fermeture à terme et cause notamment de sa non-rentabilité économique ». Elle propose le redémarrage immédiat du secteur nylon textile, nylon industriel, avec sept cent vingt-cinq personnes travaillant quarante heures par semaine, les autres salariés retrouvant progressivement leur travail avec la remise en marche échelonnée de toutes les installations.

L'intersyndicale souligne les « reculs » successifs de la direction. « Le 13 juillet, on annonçait la fermeture de l'usine ; le 5 septembre, le premier plan de sauvetage permettait de garantir quatre cent vingt-cinq emplois ; le second, le 20 octobre, six cent vingt-neuf ; le troisième, sept cent vingt-cinq. Nous voulons toujours obtenir la garantie de l'emploi pour les mille trente-neuf salariés. »

Les positions respectives de la direction et de l'intersyndicale sont toujours fort éloignées. Toutefois, les points ne sont pas coupés. Une rencontre doit, en effet, avoir lieu ce mercredi après-midi à Saint-Nabord.

La « ventilation » à Thionville

Au 31 décembre 1976, 4.130 personnes travaillaient à Usinor-Thionville. Au 31 décembre 1977, il ne s'en restait que 1.400 environ : 900 affectés aux forges, à la fonderie et à l'acierie électrique, et 500 au haut fourneau. Mais ce dernier devrait cesser toute activité le 19 décembre, ces 500 travailleurs suivront, en 1978, des stages de formation. La répartition des 2.730 salariés (4.130 - 1.400), qui ont quitté ou qui doivent quitter Usinor-Thionville, est ainsi établie, selon les chiffres fournis par la direction : départs volontaires : 299 mutations ; 1.080 (dont 120 à Dunkerque, 150 à Fos-sur-Mer et la quasi-totalité des autres à Longwy) : départ en retraite à soixante-cinq ans : 49 ; cessations anticipées d'activité : 484 ; licenciements des personnes « sans attaches locales » (travailleurs immigrés) : 183 ; licenciements après deux mutations refusées : 77 ; autres licenciements (personnel non sidérurgiste : jardiniers, gardiens, femmes de ménage, etc.) : 48. Soit au total : 2.420.

Il faut ajouter, malades de longue durée : 72 ; personnel actuellement sous les drapeaux : 58 ; préretraités en 1978 : 60, soit 193. Il restait donc, au 15 octobre, 2.730 - (2.420 + 193) = 117 cas à régler. Pour l'essentiel, il s'agit de salariés pour lesquels il n'a pas encore été possible de décaler des postes dans les autres usines du groupe.

COLLOQUES ET CONGRÈS

Entre gens de bonne compagnie...

Quelques exclamations s'élevaient parmi les convives lorsque, mardi 25 octobre, au déjeuner du Cercle de l'opinion, M. Philippe Herzog, membre du comité central du parti communiste français, prit la parole pour exprimer le souhait de voir bientôt « des ouvriers devenir P.-D.G. » et préconiser le principe : « Pas de licenciement sans reclassement ». Le président du Cercle, M. Du Chastain, réclame de ses adhérents plus de courtoisie à l'égard du professeur Philippe Herzog et, ce dernier peut-être, pour proposer dans un débat seulement troublé par les bruits de fourchettes.

L'expert économique du P.C.F., ancien élève de l'Ecole polytechnique, intervenait dans un débat consacré au thème « Économie et libertés », qu'avait introduit auparavant le délégué général de la convention Economie et libertés, M. Jean-Claude Coll, qui est aussi délégué aux entreprises nouvelles, membre du bureau politique du parti radical et ancien élève de l'Ecole nationale d'administration. Deux autres anciens élèves de l'ENEA, MM. Jean-Pierre Chevènement et Jacques Bonaccossa, se sont exprimés, le premier pour le parti socialiste, le second pour le Mouvement des radicaux de gauche. Le réplique a été donnée par MM. Jean-Jacques Rosa, professeur d'économie, et Michel Massenet, directeur général de la fonction publique, et, bien entendu, ancien élève de l'ENEA.

Les fonctionnaires et l'obligation de réserve

C'est la deuxième fois en peu de temps que M. Michel Massenet, directeur général de la fonction publique, prend publiquement position, « à titre personnel », contre le programme commun. Déjà, lors du colloque Economie et libertés, le conseiller d'Etat avait vigoureusement attaqué l'union de la gauche. Cette attitude a d'autant plus relancé la polémique sur l'obligation de réserve des fonctionnaires que, dans le même temps, un inspecteur de Trésor, M. Philippe de Belhann, a été muté d'office pour avoir, lui aussi, « à titre personnel », signé un tract en faveur d'une liste d'union de la gauche aux dernières élections municipales (à Le Monde) du 21 octobre. A ce propos, M. Gérard Branaud, secrétaire général adjoint de la Fédération C.F.D.T. des finances et des affaires économiques, nous précise tout d'abord que le conseil de discipline, qui a statué sur le cas de M. de Belhann, n'était pas présidé par un magistrat, comme l'avait affirmé M. Robert Bonhôte, ministre délégué à l'économie et aux finances, mais par le directeur de la comptabilité légale à remplir, selon la C.F.D.T., à la fois « les fonctions de juge d'instruction, de procureur de la République, de président du « tribunal » et de juge de répression ». M. Branaud rétorque : « M. de Belhann a été exclu du colloque Economie et libertés. M. Branaud conclut : « Nous continuons à penser que M. Massenet, comme M. de Belhann, a en permanence raison d'écarter les opinions et de montrer, ainsi qu'il est vain d'essayer — par une simple obligation de réserve — d'empêcher les fonctionnaires de s'exprimer comme tous les citoyens. »

IMMIGRATION

LA VENUE DES FAMILLES SERAIT MAINTENUE SOUS CERTAINES CONDITIONS

(Suite de la première page.)

Il est précisé que, « sur cinquante mille bénéficiaires de la procédure d'admission directe au travail, trente-cinq mille demandes concernent les conjoints et enfants de travailleurs migrants ». Le compromis, qui vient d'être adopté, demeure cependant boiteux.

En tout cas, le voyage de M. Stoléru au Maghreb a été pour le gouvernement l'occasion de mettre les points sur les « i ». Il a été d'autant plus apprécié que le secrétaire d'Etat a non seulement apporté des « apaisements », mais a proposé à Alger la « négociation d'un accord quadripartite de formation lié au retour des immigrés », qui va dans le sens de la politique de réinsertion de l'Algérie.

Le ministre a précisé qu'un groupe technique pourrait se réunir prochainement à Paris ou à Alger pour examiner les propositions qu'il a faites. Du côté algérien, il n'y a, pour le moment, aucune réaction officielle. En privé, on se félicite de ce que M. Stoléru ait pris le peine de venir exposer ses idées, et on semble regretter qu'il ne l'ait pas fait plus tôt.

BICYCLETTE SYNDICALE

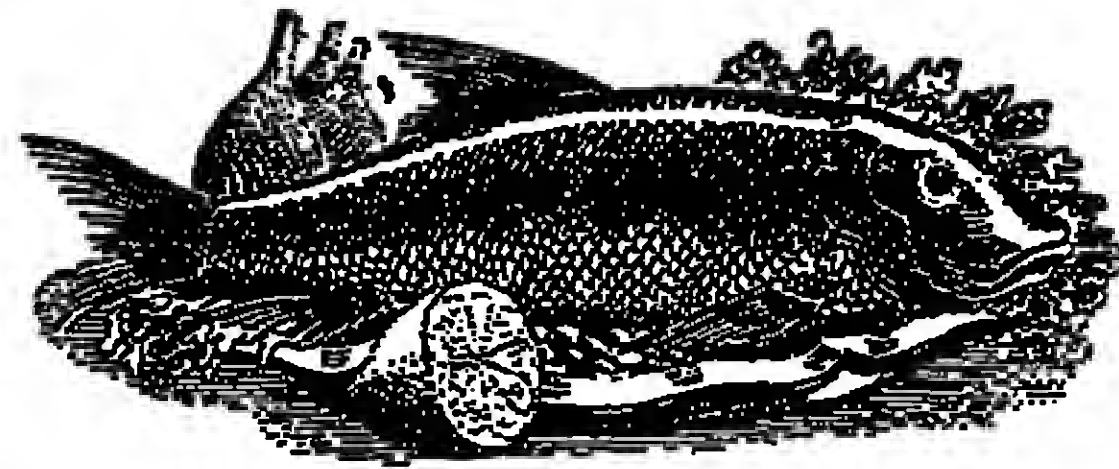
(De notre correspondant.)

Pontlevé. — Un délégué C.F.D.T. de l'entreprise 3 M-France, à Mülhausen, a accompli près de 500 kilomètres à bicyclette pour assister à une réunion du comité d'entreprise au siège de la société, à Cergy-Pontoise (Val-d'Oise). Parti le dimanche 23 octobre, à 11 heures, il est arrivé dans la ville nouvelle après vingt-six heures de route.

Selon un tract de la C.F.D.T., distribué dès lundi matin au personnel de 3 M, à Cergy-Pontoise, la direction refusait depuis quelque temps de lui payer ses frais de déplacement, dont la dernière note s'élevait à 28 F. Toujours selon le syndicat, il s'agit non pas d'un problème financier, mais d'une tentative de dissuasion auprès de M. Jean-Pierre Elieuvre, considéré comme très actif, pour qu'il assiste plus aux réunions du comité d'entreprise.

M. Edmond Hervé (P.S.), maire de Bennes, a demandé, dans une lettre adressée au président de la Convention pour l'Europe, M. Louis Leprieux-Ringuet, et publiée le mardi 25 octobre, que le Parlement européen émette un « planification démocratique » laquelle toutes les firmes établies en Europe seraient soumises. M. Hervé a précisé : « Un plan européen serait la seule façon de contrôler l'action des firmes multinationales qui échappent actuellement aux gouvernements nationaux. »

Tête à Tête à La Calavados "Sa Terrine de Brochet"



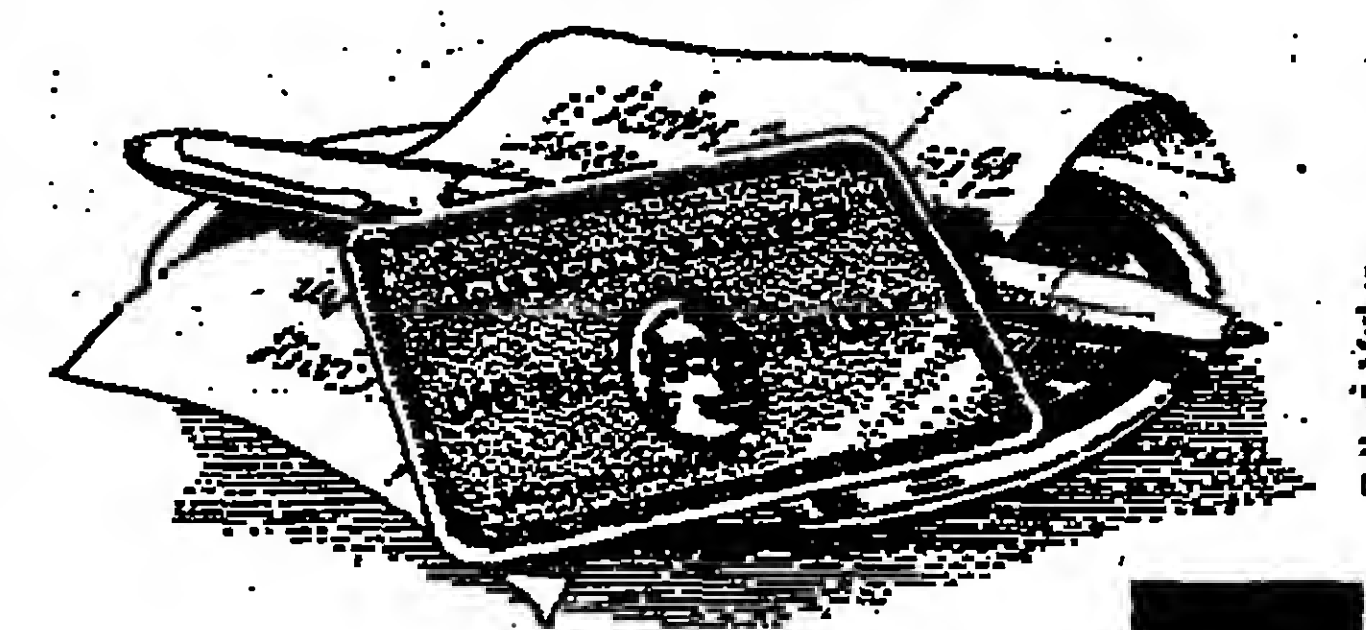
La Calavados
est l'un des 700 restaurants parisiens qui acceptent la Carte American Express.
40, av. Pierre 1^{er} de Serbie - Paris 8^e.
Tél. 359.27.28.

Entre Gourmets à La Ferme Saintongeaise "Les Cagouilles farcies"



La Ferme Saintongeaise
est l'un des 700 restaurants parisiens qui acceptent la Carte American Express.
7, rue Boulitte - Paris 14^e. Tél. 542.46.02.
Fermé le Dimanche.

La Carte American Express est honorée par des milliers de restaurants.



En France. Et à l'étranger.

ÇA PEUT RAPPORTER GROS
DES JEUDI VOUS POUVEZ JOUER AU LOTTO
Notices à votre disposition chez les dépositaires.

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

2. IDÉES
 - JEUNESSE : « A propos du chômage », par Yves Chagnon ; « La priorité des priorités », par Jean-François Six. — CORRESPONDANCE : La société, cette machine infernale.
3. ÉTRANGER
 - Les développements des crises en Afrique.
4. AMÉRIQUES
 - COLOMBIE : épreuve de force entre gouvernement et centrales syndicales.
- 5 à 7. EUROPE
 - ITALIE : les Turinois s'agitent de la montée du terrorisme et de la délinquance.
 - L'assassinat de Hans-Martin Schleyer et la lutte contre le terrorisme.
- 8 à 10. POLITIQUE
 - Le Sénat a voté la loi « Guerre ».
 - L'examen du budget à l'Assemblée nationale.
 - La crise de l'union de la gauche.
 - Mort de Félix Guinard, ancien président du conseil.
11. SOCIÉTÉ
12. SCIENCES
- 13 à 15. LA MANCHE: FRONTIÈRE OU TRAIT D'UNION ?

LE MONDE DES ARTS ET DES SPECTACLES

Pages 17 à 26

CINÉMA : A propos du nouveau film de Werner Herzog, *Enfermés*, avec Marie-Françoise Poirier ; Une rétrospective Jean-Luc Godard : Le Festival du film d'opéra.

EXPOSITIONS : Ouverture d'un musée d'art moderne en Iran ; Les photographes de Martine Franck.

THÉÂTRE : La Targemba de Moscou à Chaillet ; L'Odin Teatr et son Festival d'automne.

34-35. ÉQUIPEMENT

— TRANSPORTS : l'administration Carter souhaite une libéralisation des règlements de l'aviation civile internationale.

35. RÉGIONS

36 à 38. ÉCONOMIE-SOCIAL

— La bataille de la technologie (II), par Jacqueline Grépin.

LIRE ÉGALEMENT

RADIO-TELEVISION (27)

Annouces classées (20 à 33) ; Aujourd'hui (28) ; Carnet (19) ; « Journal africain » (28) ; Météorologie (28) ; Mots croisés (28) ; Sources (29).

Le numéro du « Monde » daté 26 octobre 1977 a été tiré à 520 720 exemplaires.

(Publicité)

800 machines à écrire en discount/Duriez

200 électriques portables

TOUTES les marques, les meilleures, les plus durables, les moins chères : Olivetti, Olympia, Hermes, Adler, Brother, Ekko, Smith-Corona, etc. Simples (200 F) ou non, tanks ou poids plume, 31 styles de caractères. Signes spéciaux.

Duriez vous en discount et en direct sans représentant. Certaines machines sont surstockées, d'autres supérieures à leur réputation. Duriez vous dire la vérité sur toutes et rembourser dans dix jours si non satisfait. Quantités limitées, 132, bd St-Germain. Calculatrices électroniques, matériel de bureau et de classement.

Mali / Pays Dogon

Découvrez les mystères de la vie et l'animation des rives du Niger, la civilisation secrète et les villages vertigineux du Pays Dogon. 9 jours - 5 000 F - 8 à 12 participants.

EXPLORATOR

16 place de la Madeleine
75008 Paris - Tél. 266 66 24

A B C D E F G

Le gouvernement britannique va consacrer 1 milliard de livres à des mesures de relance

Forte diminution du chômage

De notre correspondant

Londres. — A la veille de la présentation aux Communes de diverses mesures de relance de l'économie, représentant environ 1 milliard de livres (8,6 milliards de francs), le ministre britannique de l'emploi a annoncé, le 25 octobre, une diminution du nombre des chômeurs de près de cent mille en un mois. C'est la plus forte baisse enregistrée au cours des trente dernières années.

Le nombre total des chômeurs en Grande-Bretagne dépasse encore 1 500 000, soit 6,4 % de la population active. Aussi les dernières statistiques ont-elles provoqué plus de soulagement que de satisfaction dans les milieux officiels, d'autant que l'amélioration concerne essentiellement les jeunes ayant terminé leurs études. En examinant cette catégorie, le chômage des adultes accuse seulement une baisse de 13 000 : il atteint le chiffre de 1 419 000, en hausse de 125 000 par rapport à l'an dernier.

Les experts expliquent cette situation par la faible persistance du taux de croissance de l'économie et l'augmentation régulière de la main-d'œuvre, qui ne devrait pas se ralentir avant la fin de l'année prochaine. Cependant, les milieux officiels notent avec satisfaction l'accroissement des offres d'emploi, en hausse de 8 700 par rapport au mois dernier et de 27 000 par rapport à 1976, pour se situer à 163 400. Ils soulignent que si le gouvernement n'avait pas pris de mesures sévères (subventions, apprentissage accéléré), le chômage total aurait sensiblement augmenté. Le programme gouvernemental intéresse environ 800 000 personnes et coûte au Trésor britannique approximativement 900 millions de livres.

La publication de ces statistiques, à la veille de la présentation aux Communes de diverses mesures de relance de l'économie, donne à M. Healey, le chancelier de l'Echiquier, des arguments supplémentaires dans le débat qui l'oppose encore aux syndicats. Les Trade Unions estiment toujours que la poussée du chômage justifie un effort gouvernemental plus important sous la forme d'un accroissement des dépenses publiques, de réductions fiscales, de

créations d'emplois, bref d'un programme général de relance dont ils évaluent le montant total à plus de 2 milliards de livres.

M. Healey considère pour sa part qu'un stimulant de 1 milliard de livres (8,6 milliards de francs) est suffisant actuellement. Il laisse prévoir d'autres mesures de relance au printemps, à condition que l'augmentation annuelle des salaires se maintienne autour de la norme officielle de 10 %.

En effet, après la majoration de 12 % obtenue par les travailleurs de Ford, le gouvernement tolérera probablement des hausses de 10 et 15 %. Il semble que les deux cent cinquante mille mineurs, consultés au scrutin secret, ajourneront leurs revendications pour approuver un accord de productivité qui leur assurera une augmentation immédiate substantielle de leur salaire hebdomadaire, sans mettre en péril la politique officielle des salaires.

Le chancelier de l'Echiquier aborde le débat des Communes avec confiance, réconforté par une série de bonnes nouvelles, tant sur le front social (baisse du chômage, modération des prix, hausse des salaires) que sur celui des finances (taux de change, l'excédent de la balance des paiements, la dette de la livre, dont la part du Trésor depuis un an, plus fort niveau depuis trente ans, non seulement vis-à-vis du dollar, mais aussi des autres principales monnaies). Les milieux spécialisés s'attendent que M. Healey annonce seulement un léger relâchement des mesures de contrôle de change. Toutefois, si l'afflux des capitaux étrangers se maintient, on prévoit que des pressions s'exerceront, tant dans le milieu du Trésor qu'à la City, pour un changement de politique permettant une certaine appréciation de la livre.

HENRI PIERRE.

M. André Sakharov accuse la police d'avoir fouillé clandestinement son appartement

Moscou (A.F.P.). — M. André Sakharov, prix Nobel de la paix, a annoncé, le mardi 25 octobre, que son appartement de la banlieue de Moscou, actuellement occupé par l'un de ses amis, avait été fouillé lundi par des inconnus, mais que rien n'avait été dérobé. La porte avait été fracturée, a précisé l'académicien, et le contenu de tous les meubles était répandu sur le sol. M. Sakharov estime que les autorités soviétiques sont à l'origine de cette fouille clandestine et n'a pas l'intention de porter plainte, car « ce serait politiquement inutile ». Au début du mois d'octobre, peu après avoir remis à des ambassades occidentales le texte d'un appel à la conférence de Belgrade pour le 15 novembre, M. Sakharov a été arrêté et emprisonné. On reprochait à ce physicien soviétique de ne pas céder au « chantage » soviétique sur la détente, à propos des droits de l'homme. M. Sakharov avait constaté que la radio de sa voiture, garée dans la rue, avait été crevée et que toutes les serrures avaient été bouchées au goudron.

M. Sakharov réside actuellement dans le centre de Moscou avec sa mère. Sa femme se trouve en Italie, où l'on vient de l'opérer d'un glaucome. La fille du premier mariage de M. Sakharov, son gendre et ses petits-enfants ont quitté l'U.R.S.S. et attendent à Florence un visa pour les États-Unis. Son fils, Alocha Semionov, en revanche, est à son tour en butte aux tracasseries des autorités soviétiques. Alors qu'il est

en train de terminer la dernière année de l'Institut pédagogique de Moscou, et qu'il est l'un des meilleurs de sa classe, on vient de lui indiquer qu'il doit quitter le pays. On lui reproche d'être un mauvais élève, d'avoir des mauvaises notes en « préparation militaire », qui pourraient permettre de motiver un renvoi. On reprocherait aussi à ce jeune homme d'avoir reçu au camp militaire non seulement la visite de sa femme, mais « d'une jeune fille que les autorités ne parviennent pas à retrouver ». Or il s'agit de sa sœur, qui est à Florence. S'il était licencié de l'Institut pédagogique, le jeune Alocha devrait quitter le pays. M. Sakharov a écrit un appel à la presse normale et un appel n'a pas le droit de quitter l'U.R.S.S. avant de nombreuses années, et peut, le cas échéant, servir d'otage et faire l'objet de brimades incoûtables. — A.M.B.

Rendez-vous chez Rodin qui s'affirme actuellement comme le magasin de tissus "idéaux"...

TISSUS COUTURE AUTOMNE-HIVER 1977-78

- Étoffes imprimées nouvelles.
- Étoffes et Prince de Galles.
- Draps, réversibles, pois de chamois, mohair, etc., pour manteaux.
- Imprimés et cotons d'hiver.
- Tweeds originaux.
- Jerseys jacquards et imprimés.
- Tissus lamés, brochés, dentelles.

RODIN
36, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

Au Chili

Les violations des droits de l'homme persistent mais sur une échelle moins grande constate un groupe de travail de l'ONU

De notre correspondant

New-York (Nations unies). — Les arrestations arbitraires, les intimidations, la torture, les procès sommaires se poursuivent au Chili, indique le groupe de travail sur la situation des droits de l'homme au Chili, dans son deuxième rapport à l'Assemblée générale. Le groupe reconnaît néanmoins que ces violations ont lieu sur une échelle moins grande.

En Syrie

M. KHADDAM ACCUSE L'IRAK D'AVOIR « TÉLÉGUIDÉ » L'ATTENTAT AUQUEL IL A ÉCHAPPÉ

M. Abdel Halim Khaddam, ministre syrien des affaires étrangères, a accusé l'Irak d'avoir « téléguidé » l'attentat auquel il a échappé mardi 25 octobre à l'aéroport d'Abou Dhabi (« Le Monde » du 25 octobre).

Dans une déclaration faite à son retour à Damas, M. Khaddam a précisé : « L'agresseur qui a été arrêté venait de Bagdad, envoyé par le régime irakien pour perpétrer ce crime qui sert surtout l'ennemi israélien. » A Abou Dhabi, aucune précision n'a été fournie sur l'identité et la nationalité de l'auteur de l'attentat, qui a été arrêté par les autorités après avoir essayé de prendre en otage six employés de l'aéroport. Un délit officiel d'une semaine a été décrété dans les Emirats Arabes Unis à la suite du décès de M. Saïd Ghobache, ministre d'Etat chargé des affaires étrangères, tué au cours de l'attentat. M. Ghobache, qui était des plus remarquables membres du gouvernement d'Abou Dhabi, avait fait ses études à Bagdad, Moscou, Paris, et parlait couramment français, le russe, le français, l'allemand et l'italien. Ancien maître de Ras El Khayma, il était l'un des plus jeunes partisans de la révolution de la fédération des Emirats Arabes Unis vers un Etat moderne. — (A.F.P., Reuters.)

« Sur la base d'informations et de rapports que nous avons reçus, déclare-t-il, nous avons le regret de constater que les droits de l'homme au Chili n'ont pas été restaurés. Les autorités du pays refusent de respecter les droits à la liberté et à la sécurité des personnes opposées au régime actuel. » Le groupe indique que plusieurs prisonniers politiques ont été libérés, que les arrestations sont moins fréquentes et que les cas de torture ne sont plus aussi inhumains qu'avant. Mais il note que des personnes continuent de disparaître après leur arrestation, bien que le nombre de ces disparitions ait diminué. « Aucune mesure n'a été prise de manière efficace pour mettre un terme à cette pratique et pour punir ceux qui en sont responsables », ajoute-t-il.

Le groupe note que la torture « fait partie d'un système d'intimidation récemment mis en place » et que « le refus du gouvernement chilien de poursuivre et de punir les tortionnaires, comme l'a demandé l'Assemblée générale, montre que cette pratique est encouragée ». Le groupe politique « élève » à « Le pouvoir judiciaire semble avoir abdiqué ses prérogatives devant le pouvoir exécutif », déclare-t-il. — L.W.

UN SECOND MARIAGE ENTRE UN CHINOIS ET UNE ÉTRANGÈRE EST AUTORISÉ À PÉKIN

Pékin (A.F.P.). — Les autorités chinoises ont autorisé, pour la seconde fois en un mois, un mariage entre un Chinois et une étrangère, confirmant ainsi un désir d'ouverture de la Chine vers le monde extérieur. Une jeune Australienne, Mlle Susan Day, âgée de vingt-cinq ans, a reçu lundi 25 octobre l'autorisation — qu'elle attendait depuis deux ans d'épouser Sung Hsien-yi, vingt-trois ans, et de rester travailler en Chine.

NOUVELLES BRÈVES

● Le parquet s'oppose à la mise en liberté de M. Simoni. — M. Gérard Panchard, juge d'instruction de Bastia, a accédé, mercredi 25 octobre, à la demande des avocats de Max Simoni en accordant la liberté au leader autonomiste corse. Le parquet avait fait aussitôt appel de cette décision. Le procureur général Simoni restera en prison en attendant que la chambre d'accusation se prononce.

● Grève de la faim à Cruss-Meyre. — Trois opposants à la construction de la centrale nucléaire de Cruss-Meyre dans l'Ardèche, MM. Pierre Saladin, architecte, trente-neuf ans, Jean-François Laffert, ouvrier agricole, vingt ans, et Jean-Jacques Baudouin, sans profession, vingt et un ans, tous trois de Saint-Marcel-d'Ardèche, ont entamé depuis le dimanche 25 octobre une grève de la faim dans l'église de Meyre. Le curé de cette paroisse est l'un des animateurs du comité contre la centrale nucléaire.

● M. et Mme Deutere. — Les parents de la victime du crime de Bruny-et-Artois, qui ont entrepris un tour de France pour faire connaître les difficultés qu'ils rencontrent dans la poursuite de cette affaire, ont réuni mardi 25 octobre à Lyon une conférence de presse pour manifester leur indignation après que le procureur général de Lyon, M. Jean-Louis Laroche, a été condamné à 400 000 F en tant qu'alloué à M. Pierre Leroy et à son épouse, Mme Monique Leroy, née Mayeur (le Monde des 23-24 octobre).

● M. Henri Curjel, réfugié égyptien vivant en France depuis 1951 a été placé, mardi 25 octobre, dans la soirée, en résidence surveillée à Digne (Alpes-Haute-Provence). On se refuse au ministère de l'Intérieur à tout commentaire au sujet de cette mesure. L'attention avait été attirée sur M. Curjel lorsqu'un hebdomadaire l'avait accusé, au mois de juin 1976, d'être le chef en France d'une organisation d'aide au terrorisme international.

M. Curjel, qui a participé à la fondation du P.O. égyptien, fut arrêté, jugé et emprisonné sur ordre du roi Farouk avant de partir en exil, avait alors nié tout lien avec des services secrets étrangers et toute appartenance à des réseaux terroristes (le Monde du 23 juin 1976).

● Hospitalisation de M. Joël Matencio. — Un état d'amaigrissement excessif conduit à plusieurs graves de la faim, M. Joël Matencio, inculpé dans l'affaire dite des « Brigades rouges » de Grenoble, a été transféré, mardi 25 octobre, de la prison de Valence à l'hôpital des Sabons à La Tronche (Isère).

● M. Deffrenne reste en prison. — Le P.D.G. de la société Deffrenne et Cie, qui faisait partie du groupe Schmitz, M. Jean Deffrenne, ne sera pas remis en liberté immédiatement. La cour d'appel de Douai a rejeté, mardi 25 octobre, l'appel qu'il avait interjeté, après avoir été inculpé, le 19 août, d'infraction aux lois sur les sociétés et de faux en écritures de commerce et placé sous mandat de dépôt. La société Deffrenne avait été déclarée en liquidation judiciaire le 23 octobre 1976 et sa liquidation prononcée le 15 juin 1977.

● Un inconnu observe une grève de la faim. — Arrêté au mois d'août dernier et inculpé d'insoumission, M. Eric Schaal, originaire de Lyon, vient d'être incarcéré à la prison de Fresnes. En observant une grève de la faim depuis vingt-cinq jours, il a dû être hospitalisé à l'hôpital de Fresnes et mis sous perfusion.

● Pour diffamation envers l'armée. — Mme Zina Rouabah, directrice de la publication du journal *Libération*, a été condamnée le 25 octobre à 2 000 francs d'amende par la dix-septième chambre du tribunal correctionnel de Paris. Ce quotidien avait publié un article le 3 novembre 1976 laissant entendre que les gendarmes alertés après la chute d'une voiture dans l'Aveyron avaient abandonné les recherches en apprenant que les occupants étaient des Nord-Africains. Cette condamnation est la seconde, en quelques jours, pour le même motif.

CALCULATRICES
DEPOSEE DE LA BUNAI
Plus de 5.000 en stock
AUX MEILLEURS PRIX !
DISTRIBUTEUR
TISSOT INSTRUMENTS
ELECTRONIQUES
COMPTABLES
ELECTRONIQUES
MAUBERT ELECTRONIC
40, Bd Saint-Germain, PARIS-6
Tél. 01-46-33-44-45
METRO MAUBERT

LE COURS DU DOLLAR SE STABILISE

Le dollar s'est pratiquement stabilisé mercredi matin, 26 octobre, sur les diverses places financières internationales, après son léger redressement de la veille.

La devise américaine s'est ainsi traitée sans grand changement à 2,2639 DM à Francfort, à 2,2335 F.S. à Zurich et à 231,90 yens à Tokyo. Elle a même valu un peu plus cher à Paris (4,85 F contre 4,8475 F) et à Amsterdam (2,4329 florins contre 2,4282 florins).

Le redressement de 3,75 % à 6 % à compter de ce mercredi du taux d'accumulation appliqué par les douze grandes banques centrales des États-Unis n'a donc pas produit un grand effet. Il est vrai qu'il était rendu inévitable par la montée du loyer de l'argent sur le marché monétaire. Mais beaucoup escomptaient un demi-point de hausse. Sans doute faut-il voir dans la modération de la hausse réelle le souci de ne pas exacerber la polémique qui l'oppose au gouvernement, ce dernier lui reprochant de faire monter les taux d'intérêt sans se préoccuper du danger qu'une telle politique présente pour l'économie.

En attendant, M. Bert Lance, ancien directeur du budget, ne pense pas que les autorités américaines soient décidées à stopper la chute du dollar. « Le moment n'est pas encore venu », a-t-il déclaré à Bruxelles à la conférence sur les perspectives économiques mondiales.

La fusillade de la rue du Château-des-Rentiers

LE POLICIER QUI TUA UN AUTOMOBILISTE EST RENVOYÉ EN CORRECTIONNELLE Non-lieu pour ses deux collègues

M. Hubert Pinasseau, juge d'instruction à Paris, a renvoyé en correctionnelle l'inspecteur Michel Voignier, trente-trois ans, pour avoir tué le 8 avril 1976, vers 15 heures, rue du Château-des-Rentiers (13^e), un automobiliste, M. Lucien Bouvier, vingt-six ans, représentant au service de la société Michelin, parce qu'il l'avait pris pour un malfaiteur (le Monde des 10 et 11 avril 1976).

Pour cela, le magistrat a disqualifié en simple délit d'homicide involontaire l'inculpation criminelle de coups mortels notifiés à l'origine par le juge polétiquement chargé de l'affaire. M. Jean Sahalopoulos (devenu conseiller à la cour de Paris).

Les deux policiers qui avaient également tiré sur la voiture de M. Bouvier, sans atteindre celui-ci, l'inspecteur principal André Arnaud, trente et un ans, et le gardien de la paix Ange Sarrochi, trente ans, qui avaient été inculpés de coups avec armes, ont bénéficié d'un non-lieu.

M. Voignier est défendu par M. Hayot. Les intérêts de la veuve de M. Bouvier, partie civile, sont soutenus par le bâtonnier Lasserre.

SIX À QUINZE ANS DE RÉCLUSION POUR LES CAMBRIOLEURS DE CHARENTON

Quinze ans de réclusion criminelle pour Kamal Tadjine, dix ans de la même peine pour Mohamed Makouf ; huit ans pour Mohammed Sadaoui et Gilbert Rogelet ; six ans pour Thierry Fullard. Telles sont les peines prononcées, mardi 25 octobre, par la cour d'assises de Paris contre les cinq malfaiteurs qui avaient participé le 23 juillet 1975 à Charenton-le-Fort (Val-de-Marne) à l'agression contre un commerçant, M. Elie Mellah (le Monde du 26 octobre). Ce dernier avait été tué.

Un inspecteur de police, M. Jacques Poirier, connu le même soir après : il fut tué par d'autres policiers à la suite d'une poursuite confuse et mal coordonnée. Ces circonstances particulières n'ont pas retenu l'attention des jurés qui ont prononcé un verdict plus sévère que les réquisitions de M. André Houdot, avocat général.

3^e Salon Européen de l'Antiquité
à Paris
Tour FIAT, La Défense 6
du 20 octobre au 9 novembre 1977
Tél. 01-46-46-94-94
DURAND & BOUTIER, 348 boulevard

مكتبة الشارقة